HAINE INCONDITIONNELLE

La culpabilité allemande pour la guerre et l'avenir de l'Europe

RUSSELL GRENFELL

Haine inconditionnelle

La culpabilité de l'Allemagne pour la guerre et l'avenir de l'Europe

Russell GRENFELL

1953

Traduction française : 2019 par l'équipe du Saker francophone.
Version : 2022-04-26 https://lesakerfrancophone.fr
Version anglaise : Unconditional Hatred

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Table des matières

Table des matières 3

Table des illustrations 3

1 Comment la Grande-Bretagne entra dans la première guerre mondiale 11

2 Lord Vansittart et l'oiseau-boucher allemand 32

3 L'Allemagne face au Danemark (1864) et à l'Autriche (1866) 43

4 L'oiseau-boucher et la France (1870) 56

5 Qui commença la première guerre mondiale 72

6 L'Allemagne et la Pologne (1939) 87

7 Quel était l'objet de la guerre pour M. Churchill ? 98

8 L'erreur de M. Churchill 113

9 Le prix considérable de la haine 123

10 Les hommes politiques aux commandes de la guerre 138

11 Les erreurs commises par les politiciens en temps de guerre 153

12 L'objet britannique en 1915 et en 1945 178

13 Culpabilité et innocence internationales 193

14 Les avantages d'une paix négociée 204

15 Les perspectives de l'Europe 218

16 La Grande-Bretagne et l'avenir proche 231

17 Conclusions 245

18 Annexes 268

Table des illustrations

0.1 Le Capitaine Russell Grenfell 8

1.1 Le corridor de Dantzig 30

2.1 Sir Robert Vansittart 35

3.1 Les Duchés de Schleswig et Holstein 49

4.1 Caricature anglaise francophobe 64
4.2 Caricature française anglophobe 65

8.1 Winston Churchill 116

9.1 Les *Trois Grands* à Yalta 124
9.2 La boucherie de Mers el-Kébir 130
9.3 Caricature britannique anti-allemande 134

10.1 Rommel 141

12.1 Nelson 184

13.1 Camp de concentration de Boers par les Britanniques . 195
13.2 Les ruines de Dresde 202

14.1 L'Évêque de Chichester 209

17.1 Carte de l'Empire britannique en 1886 262

Note d'édition

L'auteur de cet ouvrage, dont l'impact promet d'être important, est issu d'une ancienne famille de la marine d'Angleterre. Il fut lui-même en poste dans la marine royale pendant plus de trente ans, prit part à toutes les actions décisives de la première guerre mondiale, et apporta par la suite ses lumières à l'école des cadres de la marine royale.

Les livres précédemment écrits par le capitaine Grenfell en matière de stratégie navale — La puissance sur mer [1] (1941), L'épisode du Bismarck [2] (1948), Nelson le marin [3] (1949), et la Flotte principale en route vers Singapour [4] (1951) — brillent dans le monde anglophone par leur clarté et leur génie. Les analystes anglais comme étrangers les considèrent comme de première facture.

Ce dernier ouvrage — le Capitaine Grenfell est décédé subitement de cause inconnue en 1954 en pleine préparation alors qu'il lui préparait une suite — constitue une bordée de 21 canons, s'attaquant au domaine politique plutôt que stratégique ; il fait vibrer tant de cordes sensibles, remet en question tant de préjugés et d'intérêts personnels, que nous avons dû pour pouvoir le publier nous en remettre aux États-Unis, encore très libres et exempts de censure. Aucun éditeur anglais ne l'a accepté pour l'instant — et aucun analyste américain d'importance n'a encore acté de son existence.

Les acteurs restés parties prenantes de la seconde guerre mondiale n'aimeront pas cet ouvrage ; mais les lecteurs lassés des vieux clichés noir-et-blanc sur l'Allemagne l'accueilleront comme une bouffée d'air frais. Et les lecteurs viendront à la Haine Inconditionnelle en dépit de la censure absolue qu'en font les médias. L'édition présente intègre les derniers ajouts et corrections apportés en dernière minute par le Capitaine Grenfell.

1. Sea power, NdT
2. The Bismarck Episode, NdT
3. Nelson the Sailor, NdT
4. Main Fleet to Singapore, NdT

Citation

Au fil du temps, on nous a répété et insinué que les aventures, les anxiétés et les austérités du demi-siècle écoulé avaient amené notre pays, en 1940, à *son heure de gloire* ; et peut-être que tel est bien le cas, mais alors il faut bien insister sur le fait qu'il ne s'agit pas de l'heure de gloire des hommes politiques qui, pour dire la vérité, ont fait preuve d'incompétence crasse, et ont de par leurs imbécillités amené la Grande-Bretagne au bord de la catastrophe. Non, il faut bien préciser alors que l'on parle de l'heure de gloire des soldats.

(Algernon Cecil dans *LA REINE VICTORIA ET SES PREMIERS MINISTRES*, p. 338)

Préambule

À la guerre, beaucoup de choses peuvent mal tourner : tactique mineure, tactique majeure, stratégie mineure, stratégie majeure, approvisionnements, entraînement, renseignements. Si l'un ou l'autre de ces domaines flanche, des conséquences négatives s'ensuivent, à un degré plus ou moins important selon la magnitude de l'erreur et son positionnement dans l'ensemble que constitue la guerre.

Mais il existe un autre facteur, où la moindre erreur porte presque toujours à de graves conséquences. Il s'agit de la politique ; car la politique constitue l'élément de gouvernance, qui contrôle tout le reste. Des preuves établissent, pour ce qui concerne la seconde guerre mondiale, que les politiques étasuniennes et britanniques, qu'on les considère unitairement ou conjointement, ont souffert de graves défauts. Nous avons accompli l'effort militaire le plus important de l'histoire, tout en considérant que la défaite totale de l'Allemagne, et son désarmement permanent, exorciseraient le monde du mal de la guerre. Cette croyance s'est révélée

totalement erronée ; si bien que malgré les flots de sang versés et les sacrifices consentis, il a fallu demander à l'Allemagne de se réarmer peu après la victoire alliée, pourtant supposée marquer la fin de la puissance militaire allemande. L'approche de la guerre qu'ont adoptée les dirigeants politiques étasuniens et britanniques fut donc totalement inadaptée, et mon objectif dans le présent ouvrage est d'enquêter et de déterminer où ils se sont trompés, en insistant particulièrement sur l'aspect britannique de ce sujet.

Le lecteur va découvrir que j'ai pu me montrer quelque peu iconoclaste. Mais je ne pense pas qu'il soit nécessaire que je m'en fasse excuser. Je me plais à croire qu'il n'y a rien dans le manuel de la démocratie exonérant les politiciens de la critique. C'est même sans doute plutôt le contraire. C'est la liberté du citoyen de critiquer ses dirigeants qui fait la marque d'une société libre, et il s'agit là d'un pouvoir dont il faut faire usage, sous peine de voir la société tomber en décomposition.

Personne ne devrait remettre en cause la solidité de la conduite de la guerre par Sir Winston Churchill, sauf à penser, à raison ou à tort, disposer d'éléments solides pour ce faire ; en la matière, toute critique chicanière ne ferait de mal qu'à son auteur.

Et je crois, en outre, n'être pas insensible aux remarquables qualités de Sir Winston comme chef de guerre. Lui mis à part, aucun homme politique en Grande-Bretagne n'aurait été capable d'infuser une énergie et une résolution aussi grandes dans l'effort de guerre. Mais cela ne fait que d'autant plus ressortir la question de savoir si son ardeur et sa vigueur surabondantes furent exercées dans la bonne direction — ou dans la mauvaise. De fait, l'exemple de Churchill promet de rester comme une influence considérable pour tous ses successeurs, dussent-ils se retrouver dans une position comparable à la sienne.

J'ai terminé la rédaction du présent ouvrage au moment même où Malenkov a pris les rênes du gouvernement russe, et a séduit le monde de par son « *charme neuf* ». Mais, pour autant, je ne suis pas revenu sur ce que j'avais écrit. Quand bien même la po-

litique russe serait-elle en voie d'une réorientation drastique vers une coopération avec l'Occident, chose dont nous ne pouvons pas être certains pour l'instant, le problème posé par le vide militaire en Europe centrale n'en reste pas moins critique qu'à l'époque de Staline ; et peut-être même en est-il accru.

Je fais face à une difficulté quant au titre de chevalier [5] de Sir Winston Churchill. Qu'on ne voie aucune impolitesse de ma part, mais j'aurais du mal à mettre à jour toutes les références que je fais dans cet ouvrage à celui qui fut pendant cette guerre notre premier ministre. Cela ne m'apparaîtrait pas sonner juste, en repensant à ces jours passés. Le monde entier, au cours de ces six années trépidantes, ne pensa à lui que comme « *monsieur* » Churchill. Aussi, pour moi, ce serait faire violence à l'histoire que de le nommer autrement dans mes références à cette époque. Et outre ce point, que sais-je quant à quelque nouveau titre que pourrait recevoir Sir Winston Churchill d'ici à la mise sous presse de cet ouvrage ?

Plusieurs personnes m'ont apporté une aide précieuse lors de la rédaction du présent ouvrage ; à chacune d'entre elles, je désire exprimer mes remerciements les plus sincères. Mais je préfère ne citer personne en particulier, je prends la responsabilité pleine et sereine d'un livre pour lequel je ne m'attends à recevoir que bien peu de louanges. R. G.

5. Winston Churchill a été anobli par la reine d'Angleterre en 1953, c'est donc un événement d'actualité au moment où l'auteur écrit ces lignes, NdT.

Biographie

La présente biographie ne fut pas publiée avec le livre ; elle a été écrite pour l'édition du Times *du 8 juillet 1954, par Frank Grenfell, après le décès de l'auteur. Nous l'avons traduite depuis le site web de leur famille.*

Le Capitaine RUSSELL GRENFELL (1892 - 1954), officier de marine et écrivain, naquit le 10 avril 1892. Il était le deuxième fils du Capitaine Hubert Henry Grenfell RN et de son épouse, Eleanor Kate Cunningham.

FIGURE 0.1 – Le Capitaine Russell Grenfell

Élevé parmi les cadets d'Osborne dès 1905, Grenfell prit la mer pour la première fois en 1909. Il fut promu Lieutenant en juin 1914, et affecté à la canonnière Thistle, en Chine. Lorsque la guerre éclata la même année, le Thistle fut liquidé et il rejoignit le Triumph, qui participa à la reprise des forts de Tsingtau, et fut par la suite coulé par un sous-marin allemand, le U-21, au cours des opérations dans

les Dardanelles. À partir de décembre 1915, il poursuivit son service sur le nouveau cuirassé Revenge, sur lequel le Vice-Amiral Burney transféra son drapeau après que le Marlborough fut torpillé durant la bataille du Jutland. Il transporta par la suite le pavillon de Saint-Georges [6] depuis le HMS Revenge au Jutland jusqu'à l'église de St Just à Penwith, Cornouailles, dont la famille Grenfell est originaire.

Au cours de la dernière partie de la guerre, il commanda des destroyers escortant des convois dans la Manche et en Atlantique Nord. Après la fin des hostilités, il fut diplômé du Naval Staff College, fut affecté sur le Queen Elizabeth et l'Iron Duke, navires amiraux des bases navales britannique et méditerranéenne, et fut également second des croiseurs Calypso et Cumberland. Le dernier poste qu'il occupa avant sa retraite de la Royal Navy en 1937 fut celui de commandant supérieur du personnel au Royal Naval Staff College, situé à Greenwich.

Il était descendant d'une ancienne famille de la marine britannique, comme son père, son grand-père, le Capitaine Henry Duncan Preston Cunningham RN, et deux de ses arrière-grands-pères, qui furent des officiers de la marine, et son frère était le Capitaine Francis Henry Grenfell, qui commanda le navire-leurre Penshurst, Q7, au cours de la guerre 1914-1918 et coula les sous-marins UB17 et UB39. Son autre grand-père, Rev Algernon Sidney Grenfell, était instituteur à la Rugby School. Avant de quitter la Navy, il avait déjà écrit un livre sur l'organisation des croiseurs, et après sa retraite, il fit paraître un flux de livres, et des articles de haute volée furent le produit de sa plume presque jusqu'à la fin de sa vie. Avec l'avancée des années, il se convainquit qu'une armée navale devait être composée d'un grand nombre de petits vaisseaux couplés à une couverture aérienne appropriée. Cette vision, très différente de celle qu'il avait alors qu'il était en poste, ne lui fut révélée qu'après une analyse ardue des fondamentaux de la guerre moderne.

Ses arguments sur ces sujets tactiques et stratégiques furent

6. l'étendard de la marine militaire britannique, NdT

toujours modérés et exprimés avec clarté, et l'on peut suivre leur développement dans *The Art of the Admiral* (1937), *Sea Power in the next War* (1938), et dans la conférence qu'il fit début 1939 à la Royal United Services Institution, Whitehall. Un autre sujet dont il se saisit fut la rémunération [des membres des services des armées]. Son attitude à cet égard était aussi chaude et exaltée que son attitude sur la stratégie était froide et intellectuelle, et pour compréhensible que fût son indignation face aux décisions des comités de Whitehall — l'une de ces décisions fut la cause de la seule mutinerie importante de la British Navy de ce siècle —, ses prises de position auraient été plus efficaces s'il les avait exprimées avec plus de modération. Son talent narratif est fort bien démontré dans *The Bismarck Episode* ainsi que dans *Main Fleet to Singapore*, ce dernier ouvrage constituant le récit du désastre naval qui scella le destin de Singapour dans les premières phases de la guerre en Orient. Sa compréhension assurée de la stratégie navale se vit démontrée de nouveau en 1948 dans son étude critique *Nelson the Sailor*.

Le Capitaine Grenfell, qui fut également correspondant naval pour le Daily Telegraph, est mort le dimanche 4 juillet 1954 à l'âge de 62 ans.

Notice nécrologique du Times en date du 8 juillet 1954 : Frank Grenfell.

Chapitre 1

Comment la Grande-Bretagne entra dans la première guerre mondiale

Nombreuses sont les personnes encore en vie, qui ont vu par deux fois une grande « *dernière guerre* ». Il est vrai qu'aucune guerre n'a démarré sous ce terme, du moins du point de vue britannique. En fait, parmi les divers facteurs ayant déclenché la participation britannique au conflit de 1914, on ne trouve pas l'idée d'user de la violence pour faire cesser la violence. Ce furent d'autres raisons qui amenèrent le Royaume-Uni à la guerre, et celles-ci furent suffisamment intrigantes pour qu'on leur consacre un prologue, auquel s'enchaîneront avantageusement les arguments développés dans la suite de l'ouvrage.

Il faut dire que l'implication britannique dans la guerre 1914-1918 remonte à janvier 1906, moment où le Royaume-Uni connaissait les affres d'une élection générale. M. Haldane, alors secrétaire

d'État à la guerre, s'était déplacé dans la circonscription de Sir Edward Grey, secrétaire [d'État] aux affaires étrangères, pour le soutenir lors d'un discours électoral. Les deux hommes politiques entamèrent ensemble une tournée dans le pays, au cours de laquelle Grey demanda à Haldane si celui-ci initierait des discussions entre les États-majors britannique et français en préparation de la possibilité d'une action conjointe en cas de guerre sur le continent. M. Haldane en convint. Les millions d'hommes qui allaient se faire tuer plus tard, en résultat de cette conversation rurale, n'auraient pu se voir condamnés à mort de manière plus aléatoire. À l'époque, ni le premier ministre lui-même, Sir Henry Campbell-Bannerman, ni les autres membres de son cabinet, n'eurent connaissance de ce qui se tramait.

Quelques années plus tôt, au tout début du siècle, le *Foreign Office* britannique avait mené des initiatives persistantes pour conclure une alliance avec l'Allemagne, initiatives qui avaient été repoussées. Déçue, la Grande-Bretagne s'était alors tournée vers la France, rivale de l'Allemagne, et également rivale traditionnelle du Royaume-Uni, et s'était rapprochée d'elle. À l'époque, l'Europe était divisée entre deux groupes de pouvoir : la Triple alliance, composée de l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, et la double alliance France-Russie. En se faisant l'amie de la France, la Grande-Bretagne faisait donc preuve d'une marque de sympathie vers le groupe franco-russe. Mais il ne s'agissait de rien de plus que d'une marque, car à ce moment (en 1904), il ne s'agissait que d'une entente sur les points de friction en suspens entre la France et le Royaume-Uni, principalement concernant l'Égypte et le Maroc ; la France accepta de laisser les mains libres au Royaume-Uni en Égypte, et obtint en retour la même faveur pour le Maroc. Aucune assistance militaire n'avait été convenue entre elles.

Cependant, au cours de la deuxième semaine de janvier 1906, alors qu'un nouveau cabinet ministériel venait de prendre ses fonctions au Royaume-Uni, les Français posèrent une question qui allait entraîner de terribles conséquences sur le cours de l'histoire britan-

nique. L'ambassadeur français demanda à Sir Edward Grey si des discussions pouvaient être mises en place entre les États-majors d'armées des deux pays, pour faciliter une action rapide, au cas où le Royaume-Uni porterait assistance à la France contre une attaque allemande. Tout homme d'intelligence moyenne et disposant d'un sens commun normal aurait réalisé la nature très délicate de telles discussions, ainsi que la direction vers laquelle menait une situation aussi épineuse et même dangereuse. Mais il semble que rien de tel ne se produisit dans l'esprit de Sir Edward Grey. S'ensuivit sa demande à M. Haldane d'instituer ces discussions, avant même que le premier mot n'en ait été touché au premier ministre. Il est vrai que M. Haldane s'engagea à en faire part au premier ministre avant d'agir, et qu'il le fit ; mais rien ne fut fait pour consulter le cabinet sur cette proposition pourtant chargée d'augures des plus funestes. Ce sujet resta longtemps un secret partagé par les trois seuls ministres ici mentionnés [1] [2].

En réalité, des discussions officieuses en matière maritime avaient déjà été menées — plusieurs mois auparavant, sous le gouvernement précédent. L'attaché maritime français en poste à Londres avait demandé au premier Lord de l'amirauté (Sir John Fisher) si les Britanniques voulaient d'une aide maritime française en cas de guerre, et s'était vu répondre, en substance, que cela n'était pas nécessaire. Ainsi, aucune obligation du Royaume-Uni envers la France n'était engagée en la matière à l'époque.

Les trois ministres partageant le secret de ces discussions militaires convinrent, et l'on répondit aux Français, que rien dans les discussions des États-Majors ne devait être considéré comme un engagement de la Grande-Bretagne à quelque action positive. Mais il ne fallait guère faire preuve d'imagination pour prendre conscience que ces discussions ne pouvaient pas manquer de porter

1. Lord Ripon, dirigeant du gouvernement auprès de la Chambre des Lords, semble avoir été lui aussi au courant, mais ne prit aucune part active dans cette affaire

2. Toutes les notes non suffixées *NdT* sont de la main de l'auteur, NdT

à engagement avec le temps, et nous savons, à la lecture de l'autobiographie de Sir Edward Grey, qu'elles finirent bien par porter à engagement, en débouchant, tel que nul ne saurait l'ignorer aujourd'hui, sur une alliance militaire formelle. Si la question avait fait l'objet d'un examen plus sérieux et complet, on peut imaginer que les pièges évidents inhérents à de telles discussions auraient pu être compris à temps. Mais les choses furent brusquées par trois — en réalité, plutôt deux — hommes, au fil de l'agitation et des distractions propres à une élection générale [3].

C'est ainsi que commencèrent ces discussions, qui après cinq années débouchèrent sur l'élaboration de projets très détaillés et tout à fait efficaces de déplacement de six divisions de l'armée britannique, prenant place du côté gauche des lignes françaises douze jours après le début de la mobilisation [4].

Ces projets impliquaient un remodelage complet de la haute organisation de l'armée, qui avait jusqu'alors été pensée selon la doctrine de la guerre coloniale, et non continentale. M. Haldane s'auto-congratule abondamment dans ses livres [5] pour cette réorganisation, qui lui est tout à fait imputable. Mais ce qui ne lui est pas imputable, en revanche, c'est son autre affirmation selon laquelle cette réorganisation répondait à une « *conception scientifique* » de sa part, tant du point de vue des réformes administratives que de la stratégie sur laquelle elles se fondaient. Les réformes en question, comme il l'admet lui-même, ne débouchaient pas d'une pensée large et originale, conjointe ou séparée, de sa part ou de celle de ses conseillers miliaires ; elles consistèrent surtout en des

3. Même ainsi, le premier ministre exprima des préoccupations importantes. Il déclara : « *Je n'aime pas le stress induit par des préparations conjointes. Cela se rapproche vraiment très près d'un accord pleinement consenti* ». Comme les faits lui donnèrent raison.

4. Il s'agit là du projet qui fut adopté en fin de compte. Des variations en furent discutées lors de son élaboration. Voir Richard Burdon Haldane, *An Autobiography*, Hodder & Stoughton, 1929, p. 188

5. *Before the War* — Cassell, 1920. Chapitres VI & VE.

imitations du système allemand, qu'il avait délibérément et ouvertement recopié sur la base d'informations obtenues lors d'une visite à Berlin en 1906 ; bien sûr, elles se virent adaptées aux nécessités spécifiques au Royaume-Uni. Et, comme nous allons le voir, la stratégie Haldane ne comportait que fort peu de choses qualifiables de scientifiques.

Cette stratégie s'appuyait sur l'idée que les six divisions britanniques, calculées par le War Office comme contingent le plus important qui puisse être envoyé en France en première instance, constituaient justement le nombre nécessaire pour corriger le déséquilibre subi par les forces françaises, sinon en infériorité. Mais cette idée fut jugée trop prudente par au moins l'un des conseillers militaires de M. Haldane. Le colonel Henry Wilson [6], qui devint en 1910 directeur des opérations et donc principal agent successeur du projet de Haldane, ne voyait pas du tout la tâche de l'armée expéditionnaire britannique comme celle de maintenir gentiment l'équilibre défensif. Comme le montre son journal personnel, son image mentale d'une guerre européenne selon le modèle Haldane était celle d'une suite rapide de victoires glorieuses remportées par les alliés anglo-français sur l'ennemi allemand, amenant à l'occupation de Berlin en quelques semaines. On ne s'étonnera donc pas de savoir que Wilson se consacra coeur et âme dans les discussions ouvertes avec l'armée française, dans lesquelles il avait même déjà réussi à s'engager avant même son accession au War Office. Il disposait d'une bonne pratique de la langue française, se rendait souvent en France pour consolider et étendre ses amitiés avec les membres de l'État-Major français, et il poussait constamment de l'avant vers un projet d'action militaire conjointe anglo-française.

À la mi-1911, les arrangements en vue de transporter rapidement l'armée britannique du côté gauche de la ligne française étaient plus ou moins complets ; et ce n'est qu'alors qu'on réalisa réellement que des désaccords importants existaient de l'autre côté

6. *Later Field* — Maréchal Sir Henry Wilson

de Whitehall[7] vis-à-vis de la stratégie de Haldane. Des grondements sourds de mécontentement se faisaient entendre du côté de l'amirauté depuis un an ou deux, le premier Lord de l'amirauté (Sir John Fisher) se montrant viscéralement et ouvertement hostile à la doctrine de *guerre continentale* dans son ensemble, comme l'établissent ses correspondances de l'époque avec Lord Esher[8]. Il déclara par exemple en 1909 que « *l'envoi de soldats britanniques sur le front, dans le cadre d'une guerre continentale, constituerait un acte d'idiotie suicidaire en provenance de la vision biaisée de la guerre produite par les discours de M. Haldane* » ; et jusqu'en 1912, après son départ de l'amirauté, il était « *tout à fait d'accord* » pour dire que « *les combines de l'État-Major de l'armée britannique (en vue de soutenir les Français) sont grotesques* ».

La conception propre à Fisher de la manière de bien manœuvrer l'armée était celle d'une force de frappe employée en conjonction étroite avec une puissance maritime supérieure, afin de débarquer contre le flanc ennemi ou derrière celui-ci. Son imagination vivace lui faisait se représenter « *l'incertitude (du côté de l'ennemi) quant à savoir où et quand des centaines de milliers de soldats, embarqués dans des navires de transport, et maintenus* dans les airs *allaient bien pouvoir débarquer* », et Fisher comme Schwartzhoff considéraient à l'époque une guerre entre le Royaume-Uni et la France comme tout à fait probable[9].

Mais en dépit des fulminations épisodiques de Fisher face à la stratégie de Haldane, il semble que jusqu'à l'occurrence de la crise d'Agadir, en 1911, Grey, Haldane et le premier ministre (à l'époque, M. Asquith) ne prirent pas conscience du fait que l'essence même de la stratégie de Haldane était contestée par l'amirauté. Lord Haldane, dans son ouvrage *Before the War*, donne l'impression que le comité de la défense impériale constituait un instrument efficace

7. Le siège du ministère de la Défense britannique, NdT
8. Voir *Lord Fisher's Memories*, pp. 206, 211
9. *Memories* p. 212

pour « *coordonner les objectifs de guerre maritimes et militaires* » depuis 1905. Et cela est trompeur, à en friser la déloyauté. L'anxiété de Sir John Fisher devait être maintenue « *à l'écart* » du comité. En 1908, Fisher déclara à Lord Esher qu'il refusait de transmettre le projet de guerre maritime à quiconque, même au premier ministre en personne ; et au cours de l'année qui suivit, il révéla que l'amiral Sir Arthur Wilson (qui prit sa succession comme premier Lord de l'amirauté) avait informé le comité qu'il refusait de dévoiler le plan de guerre maritime, que seuls Fisher et lui-même connaissaient [10] !

L'imminence de la guerre, suite à l'incident d'Agadir de 1911, força la main de l'amiral Wilson, et il informa le comité de défense impériale que la marine allait faire débarquer l'armée dans la Baltique, juste au nord de Berlin. M. Haldane et l'État-Major en furent atterrés. Ils avaient œuvré des années à parfaire les accords en vue d'envoyer l'armée britannique en France en soutien direct des Français, et ils se révoltèrent naturellement contre l'idée de voir tout ce travail devenir inutile du fait d'officiers de marine ignorants. Comment, en outre, auraient-ils pu expliquer une telle volte-face stratégique aux généraux français, avec qui ils avaient tissé des liens très proches, par les consultations fréquentes, les sympathies professionnelles, et les amitiés personnelles ? C'était impensable.

Les idées de la marine furent immédiatement prises à partie par les porte-paroles du War Office. Dans son autobiographie, Lord Haldane se remémore son approbation après qu'un général affirma de manière sarcastique qu'à supposer même que l'armée puisse arriver jusque la Baltique, elle se verrait « *promptement entourée par un ennemi supérieur en nombre d'un facteur de cinq à dix* ». *Promptement* est un adverbe dont l'utilisation dans ce contexte pose question, car les Allemands n'auraient sans doute pas su à l'avance où les Britanniques s'apprêtaient à débarquer, et ne disposeraient donc pas de concentrations de soldats à leur opposer en supériorité à cet endroit. Les envahisseurs britanniques auraient donc

10. Lord Fisher, *Memories*, p. 194

eu du temps devant eux, de quoi faire ressentir leur présence [11].

Mais qu'une armée allemande de résistance à l'invasion fût prête sur place, ou qu'elle dût être acheminée d'ailleurs, cette armée n'aurait pu être mise à disposition qu'aux dépens d'autres régions ; c'est-à-dire aux dépens des fronts russe et français. La force de frappe de la force expéditionnaire projetée par M. Haldane et l'État-Major britannique s'élevait à six divisions — soit une de moins que celles qui furent envoyées lors du débarquement en Normandie. Si ces six divisions devaient se voir « *encerclées* » par « *dix fois* » leur nombre en effectifs allemands, il fallait donc que soixante divisions allemandes fussent trouvées à ces fins. En 1914, on comptait au départ environ onze divisions allemandes sur le front russe, et quatre-vingt-trois, réserves comprises, à l'Ouest. En expédier soixante vers la Baltique, avant un débarquement britannique ou en réaction à celui-ci, aurait donc totalement ruiné l'ensemble de la stratégie de l'Allemagne, qui aurait fini dans le chaos. En conséquence de quoi, si le plan de l'amirauté de débarquer une armée dans la Baltique, en supposant qu'il fût réalisable sur le plan maritime, avait été suivi, et que les conséquences avaient été celles prédites par l'État-Major, l'armée britannique de la Baltique aurait gagné la guerre dans l'heure. Le général en question avait donc précisément validé l'estimation de Lord Fisher, établie la même année, selon laquelle ce projet de débarquement dans la Baltique aurait « *démobilisé un million de soldats allemands environ* ».

Mais il est bien évident que le général s'exprimant pour l'État-Major n'avait pas réfléchi au sujet. L'argument qu'il employa ne fut rien de plus que la première chose qui lui vint à l'esprit pour contrer et discréditer l'idée abominable de l'amirauté. Mais il reste tout de même assez étrange que Lord Haldane ait décidé de laisser cet argument dans l'histoire, en l'imprimant, neuf années plus tard

11. La mise en pratique du projet présenté par l'amirauté était incertaine du point de vue maritime, mais les soldats ne l'attaquèrent pas sous cet angle

comme preuve de la stupidité de l'amirauté, alors que quelques calculs gribouillés au dos d'une enveloppe lui auraient suffi à comprendre qu'il était en terrain dangereux et que de deux choses l'une, ou bien il exagérait énormément l'opposition reçue par un débarquement en Mer Baltique, ou bien il sous-estimait fortement l'effet de diversion d'un tel débarquement, et donc le soulagement que l'événement aurait offert aux alliés du Royaume-Uni. Et dans les faits tels qu'ils se produisirent, l'armée qui fut envoyée en France n'eut aucun effet de diversion. Pas une seule division allemande ne fut retirée à son assignation initiale. La force expéditionnaire britannique renforça les armées franco-anglaises, et ce fut tout.

Et vraiment tout. Les calculs de Haldane avaient été falsifiés, comme tel est souvent le cas en temps de guerre, par des facteurs imprévus ; en l'occurrence, les bévues colossales commises par l'État-Major français, qui commit toutes les erreurs imaginables. Ils sous-estimèrent la force allemande, se trompèrent en anticipant les mouvements probables de l'ennemi, lancèrent leurs propres attaques aux mauvais endroits, et, s'en tenant aveuglément à une théorie poussée à ses extrêmes, continuèrent de lancer des offensives malavisées jusqu'au stade de l'annihilation française. L'armée britannique, au lieu de combler l'écart dans l'Aisne, comme annoncé par Haldane, se retrouva submergée et balayée dans la grande retraite française vers la Marne. En réalité, il est clair que, pour applicable que puisse être en général le mot « *scientifique* » au domaine de la stratégie, la conception amphibienne proposée par l'amirauté du meilleur usage possible d'une force expéditionnaire se trouvait bien plus scientifique que celle de M. Haldane, malgré le fait que les amiraux aient sous-estimé les dangers maritimes du projet de débarquement en mer Baltique. Le débarquement de l'armée expéditionnaire en Belgique après que l'aile droite allemande l'eut traversée, donc derrière le front allemand, aurait eu un impact bien plus important pour disloquer le plan allemand, et donc secourir tant les Français que les Belges, qu'une jonction avec l'armée française. Et rien n'aurait été perdu si les offensives françaises

avaient connu le succès au lieu des échecs désastreux que l'on sait.

Mais il reste une accusation plus lourde encore à formuler envers l'approche « *scientifique* » de la guerre de M. Haldane, constamment ridiculisée par Lord Fisher. L'hypothèse de base sur laquelle l'ensemble de la vision de Haldane s'articulait, et penchait vers un bouleversement européen, était fausse. Cette hypothèse était que si les Allemands pouvaient repousser les Français et occuper la côte de la Manche, du côté français, la sécurité de la Grande-Bretagne s'en trouverait gravement et même mortellement mise en danger. C'est en portant cette vision que M. Haldane pouvait plausiblement croire à la nécessité impérieuse d'utiliser l'armée britannique pour maintenir les côtes françaises de la Manche hors des mains allemandes. Cette vision était également partagée par Sir Edward Grey, le secrétaire d'État aux affaires étrangères, qui justifie — ou dont à tout le moins il avance dans son autobiographie d'après-guerre qu'elle justifie — la facilité avec laquelle il donna assentiment aux demandes françaises d'établir des discussions entre militaires, ainsi que sa conviction personnelle que l'armée britannique devait se voir envoyée en France.

Que des hommes du calibre mental de ministres de cabinet, et particulièrement sous couvert d'une justification scientifique, aient pu accueillir une idée aussi étrange, voilà une illustration de plus de la difficulté apparemment extraordinaire pour des hommes attachés à la terre, quelle que soit leur intelligence, de se faire une vue d'ensemble de la puissance maritime. Aucune preuve historique n'établissait à l'époque qu'une occupation ennemie des côtes opposées de la Manche pourraient engendrer un péril mortel ou même un quelconque danger pour la Grande-Bretagne. Comment purent-ils le croire, alors même que ces côtes avaient précisément été aux mains de l'ennemi héréditaire du Royaume-Uni, la France, au cours des siècles précédents ? Si la présence d'un ennemi sur les côtes séparant les Pays-Bas et Brest signifiait quelque désastre pour l'Angleterre, pourquoi ce désastre ne s'était-il jamais produit du fait de Napoléon 1er, des Jacobins français, de Louis XIV, de

Louis XV ou de Louis XVI, autant d'épisodes où les côtes sud de la Manche étaient aux mains d'ennemis du Royaume-Uni ? La réponse « *scientifique* », qui aurait sans doute dû apparaître à l'esprit de M. Haldane ou de Sir Edward Grey, est que si ces ennemis, dans le passé, n'avaient pas pu utiliser les côtes Sud de la Manche pour renverser les Anglais, il n'y avait aucune raison fondée pour que le Kaiser William II d'Allemagne puisse le faire.

Et dans ce cas, quel était le besoin d'une force expéditionnaire, non seulement vers la France ou même la Baltique, mais même vers quelque endroit que ce fût ? Si l'on pouvait compter sur la flotte pour garder la Grande-Bretagne à l'abri des attaques, comme l'histoire l'a démontré, n'était-il dont pas mieux, si le moindre doute existait quant à la sécurité britannique, de renforcer la flotte jusqu'à ce que la sécurité soit indéfectible, au lieu de céder aux coûts imprévisibles en hommes et en argent d'une guerre continentale à terre ? C'est bien ainsi que s'était protégée la Grande-Bretagne pendant les longues années que durèrent les guerres napoléoniennes. Pourquoi ne pas recommencer ? Telles sont les questions scientifiques que M. Haldane et Sir Edward Grey auraient pu se poser avant de se lancer dans des décisions quant aux discussions interarmées avec la France. Mais de toute évidence, ces questions ne les effleurèrent même pas. Ils sautèrent à pieds joints sur une hypothèse superficielle, qui se révéla fausse.

Ce n'était pas la faute des deux ministres, s'ils firent cette erreur. Ils n'étaient pas entraînés à la guerre. Mais la question se pose, de savoir pourquoi ils ne se sont pas attaché les conseils de ceux qui y étaient entraînés. Les lettres de cette période, envoyées par l'amiral Fisher à Lord Esher, montrent qu'il écartait absolument la possibilité d'une invasion face à une puissance maritime supérieure. Ou bien, par conséquent, Grey et Haldane ne s'étaient pas enquis auprès de l'amirauté, département le plus concerné, de son opinion experte quant à une invasion, ou bien ils décidèrent d'ignorer cet avis et de s'entêter bêtement en réponse à leur propre vision d'amateurs.

Mais revenons-en au comité de défense de l'empire. Après avoir vigoureusement contré l'idée de l'amirauté d'un débarquement dans la Baltique, M. Haldane continua de porter la guerre dans le camp ennemi. Il déclara que les projets de l'amirauté différaient de ceux du War Office précisément du fait que la marine ne disposait pas d'un État-Major organisé scientifiquement, et il menaça de démissionner du War Office, à moins qu'un tel État-Major se vît immédiatement instauré. Sa menace porta ses fruits. Un État-Major fut déclaré nécessaire pour la marine — ce qui au demeurant répondait à une réalité, mais pas pour les raisons exposées par M. Haldane — et M. Churchill fut envoyé à l'amirauté pour veiller à ce que les amiraux ne viennent plus perturber le War Office et ses projets de guerre continentale à grande échelle. C'est donc ainsi que la Grande-Bretagne en vint à déverser sa masculinité sur les champs de bataille européens entre 1914 et 1918, en soutien à des arguments pseudo-scientifiques qui étaient, en réalité, très fallacieux.

Aussi remarquable, sinon plus, la dramatique intervention dans la crise d'Agadir par le discours de M. Lloyd George, portant une menace de guerre ouverte envers l'Allemagne. À l'époque, la plupart des Britanniques prirent comme acquis que M. Lloyd George était le porte-parole d'une politique gouvernementale mûrement réfléchie. Mais nous savons à présent qu'il n'en était rien. Tout seul, dans un recoin du Trésor, M. Lloyd George s'était monté les sangs en voyant les tentatives allemandes de maintenir leurs intérêts propres face aux preuves de l'intention des Français de s'emparer du Maroc. Comme monnaie d'échange, les Allemands avaient expédié une canonnière dans le port marocain d'Agadir. C'en fut trop pour M. Lloyd George, chancelier du Trésor public. Avec ses connaissances inexistantes en stratégie et sans se préoccuper du moindre avis d'expert, il se décida à défier l'Allemagne dans un discours qu'il prononça. Ce n'est que le matin même du jour où il devait prononcer son discours qu'il fit part de son intention à un collègue, M. Churchill, alors ministre de l'intérieur. Il lui dit qu'il en parlerait également au premier ministre ainsi qu'au ministre

des affaires étrangères après la réunion de cabinet prévue le jour-même. Le premier Lord de l'amirauté et le ministre de la guerre, qui se seraient retrouvés à gérer la guerre que le discours de M. Lloyd George pouvait fort bien provoquer, ne furent pas considérés comme dignes de consultation.

Il prononça donc son discours, qui fit sensation dans le monde entier, chose à laquelle il fallait s'attendre [12]. Les probabilités d'une guerre en furent fortement augmentées, chose dont l'auteur se souvient vivement, le croiseur cuirassé sur lequel il œuvrait à l'époque ayant reçu l'ordre soudain de rentrer aussi vite que possible à la base de la flotte. M. Churchill indique que lui-même, le ministre des affaires étrangères et le premier ministre furent « *fortement soulagés* ». Les raisons qu'ils avaient de ressentir ce soulagement sont tout sauf claires. On aurait pensé que Grey, en particulier, n'aurait pas particulièrement apprécié de voir son office rempli quasiment sans prévenir par un autre ministre, ne disposant ni du titre, ni des connaissances propres à gérer les affaires étrangères ou à précipiter une crise stratégique de la gravité la plus prononcée.

Nous en arrivons à 1914 et à l'éruption finale, où il nous faut présenter un autre phénomène étrange. Nous avons vu comment Sir Edward Grey (toujours ministre des affaires étrangères en 1914) et M. Haldane (en 1914, il est devenu Lord Haldane et Lord chancelier) en sont arrivés aux mêmes conclusions quant à la nécessité d'entrer en guerre contre l'Allemagne et, pour de mauvaises raisons, ont procédé à des accords préparatifs intimes et avancés avec les Français, pour l'envoi d'une force expéditionnaire en France. Jusqu'à la fin, Sir Edward Grey prétendit face au Parlement que ces accords n'existaient pas et que le Royaume-Uni avait totalement les mains libres quant à la décision d'entrer ou non dans une guerre européenne.

Voilà une imposture des plus scandaleuses. On avait amené les Français à supposer, par des semi-assurances et des encouragements

12. Signalé dans le (London) Times du 22 juillet 1911

diplomatiques, qu'en cas de guerre avec l'Allemagne, une armée britannique d'une certaine taille arriverait à un certain endroit en un certain délai pour se battre à leurs côtés, et ils en étaient arrivés à compter sur son arrivée, nonobstant les décharges de responsabilité de « *non-engagement* ». Si l'armée n'avait pas été diligentée en France, il ne fait guère de doute que les Français auraient considéré et proclamé avoir été trahis, les clauses restrictives écrites stipulant le non-engagement du Royaume-Uni qui accompagnaient les discussions d'États-Majors anglo-français se voyant considérées comme un « *bout de papier* ». Il ne fait pas de doute que le Lord chancelier et le ministre des affaires étrangères britanniques voyaient eux-mêmes les choses ainsi. Le premier a explicitement affirmé qu'à son avis, l'honneur britannique exigeait que le Royaume-Uni soutienne immédiatement la France [13], et le second a écrit que, si le Royaume-Uni n'était pas intervenu dans le conflit, il se serait senti obligé de remettre sa démission [14]. La démission du ministre des affaires britanniques des affaires étrangères au lendemain de l'éclatement de la guerre, du fait que son pays ne serait pas entré dans le conflit, aurait constitué une démarche d'une gravité politique ultime, qui aurait sans aucun doute endommagé les intérêts et la réputation du pays dans des proportions incalculables. Que Sir Edward Grey, de son propre aveu, ait pu considérer une telle démarche éclaire tout à fait ce que ses assurances du 3 août à la Chambre des Communes, selon lesquelles le Royaume-Uni était tout à fait libre de tout engagement vis-à-vis de la guerre, avaient de sinistre et d'absurde. Si l'honneur britannique exigeait que le Royaume-Uni soutienne la France contre l'Allemagne, chose dont le Lord chancelier comme le ministre des affaires étrangères convinrent, l'honneur personnel de ce dernier exigeait qu'il en fasse part à la Chambre des Communes. Chose qu'il ne fit pas.

Le fait est que Sir Edward Grey, en autorisant ces discussions

13. *Before the War*, p. 80
14. *Twenty-five Years*, Vol. 1, p. 312

militaires secrètes en 1906, s'était mis dans une position qu'il ressentait comme extrêmement maladroite en 1914. S'il avait dit au Parlement que le pays était lié par l'honneur à soutenir les Français par conséquence de ces discussions, le Parlement aurait bien entendu voulu savoir pourquoi il avait été tenu dans l'ignorance de ces négociations si importantes qu'elles poussaient la Grande-Bretagne à la guerre. L'alternative était de déclarer devant la Maison des Communes que la Grande-Bretagne n'était en rien engagée à la guerre, une déclaration que Sir Edward Grey savait fausse. Sir Edward choisit le chemin du mensonge.

Le lecteur moyen appréciera le fait que le ministre des affaires étrangères britannique se fût senti investi d'honorer des obligations personnelles souscrites auprès d'une puissance étrangère indépendamment et par certains aspects en contradiction avec les intérêts de son propre gouvernement et de son propre pays ; ainsi que le fait qu'il n'aura pas démissionné là où l'alternative était de remplir ses engagements auprès de l'étranger. À l'inverse, il considéra que raconter des mensonges devant son propre Parlement était compatible avec la poursuite de son propre mandat.

Sir Edward Grey, à l'instar de la plupart des hommes pas trop fiers de leurs actions, a essayé de justifier sa conduite. Dans son livre d'après guerre *Twenty-five Years*, il relate dans les grandes longueurs ses raisons de croire que la Grande-Bretagne devait quoi qu'il arrive entrer dans la guerre, et ce immédiatement. Ces raisons, que l'on peut trouver dans le chapitre XVIII de son livre, constituent un exemple tout à fait instructif de pensée « *peureuse* ». Sir Edward commence par céder à un flot imaginatif quant à savoir ce qui se serait produit si l'armée expéditionnaire britannique ne s'était pas rendue en France. Paris, dit-il, aurait été prise, la France serait tombée, « *d'immenses défaites* » de l'armée russe auraient suivi, la Russie aurait fait la paix, et l'Allemagne serait devenue la puissance suprême du continent.

Quelle aurait alors été la position britannique ? Sir Edward répond ainsi à cette question :

> *Nous n'aurions plus eu aucun ami dans le monde ; personne n'aurait plus rien espéré ou craint de notre part, ou pensé que notre amitié présentait une quelconque valeur. Nous aurions dû finir discrédités, considérés comme ayant tenu une place déshonorante et ignoble. Même aux États-Unis, l'opinion à notre égard en aurait pâti*[15]

Le lecteur peut deviner la suite. À notre tour, nous nous serions fait attaquer et submerger.

Des conjectures de cette sorte sont irréfutables, car elles sont le fruit d'un passé irréalisé. Mais le passé réel et connu, quant à lui, n'étaye en rien les sinistres présages auxquels Sir Edward Grey donne libre cours. Napoléon 1er avait réussi à vaincre tous ses rivaux sur le continent, et à dominer l'Europe. Mais il ne réussit pas à passer l'obstacle de la Manche, et à traiter la Grande-Bretagne comme il avait traité la Prusse, l'Autriche, et la Russie. Son « *armée d'Angleterre* » resta de nombreux mois en garnison à Boulogne, et ne put jamais aller plus loin.

Et la Grande-Bretagne n'avait en rien été haïe, méprisée, ou prise pour quantité négligeable pour n'avoir pas envoyé d'armée sauver l'Autriche d'Austerlitz ou la Prusse de Iéna. Au contraire, elle inspira un sentiment d'espoir pour ceux qui attendaient le jour de leur libération du joug napoléonien.

Sir Edward Grey déclara, certes, que les conditions de 1914 étaient substantiellement différentes de celles de 1805. Mais il avait tort en cela. Les conditions encore plus différentes de 1939-45 démontrèrent que les vieux principes fonctionnaient toujours. Hitler ne fut pas plus capable de détruire une Grande-Bretagne isolée que Napoléon ne l'avait été. Quant à se voir haï et tout ce qui s'ensuit, les États-Unis se tinrent à l'écart des deux guerres mondiales aussi longtemps qu'ils le purent. En furent-ils publiquement ridiculisés, méprisés et repoussés pour avoir ainsi agi ? La flagornerie dégoulinante dont fait preuve la Grande-Bretagne envers les USA depuis

15. *Twenty-five Years, Vol. II, p. 36 (en italique)*

1939 répond à cette question. Dans ce monde, les gouvernements ne versent pas de tribut à d'autres gouvernements, mais au pouvoir, et c'est certainement là chose qu'un ministre des affaires étrangères de l'expérience de Sir Edward Grey aurait dû savoir. Malheureusement, au lieu d'établir ses politiques en fonction de ce qui serait le meilleur pour son pays, il avait manifestement laissé son esprit s'obséder par des visions pathologiques de ce que les autres nations pourraient penser des Britanniques — et peut-être de lui-même. Les implications de son apologie sont que la Grande-Bretagne doit, pour l'honneur, pour sa sûreté, pour son auto-préservation, plonger automatiquement dans tout conflit à grande échelle qui se présentera : une thèse suicidaire. Mais, aux dires-mêmes de Sir Edward Grey, c'est cette thèse qui nous emmena dans la guerre 1914-1918.

Si Sir Edward Grey n'apprit rien de cette catastrophe nationale, l'un de ses lieutenants en chef, lui, en tira les conséquences. Personne n'avait été plus actif que le colonel Henry Wilson pour soutenir la politique pro-française Grey-Haldane. Comme nous l'avons écrit plus haut, il ne considérait pas le projet de déployer l'armée expéditionnaire britannique en France comme un moyen d'éviter de peu la défaite de la France — chose dont Grey et Haldane affirment qu'ils étaient convaincus — mais comme une aventure militaire glorieuse qui devait amener les alliés anglo-français jusqu'au cœur de l'Allemagne avant Noël 1914. De fait, le 1er août 1914, on trouva Wilson en larmes dans le bâtiment de l'amirauté, des larmes de rage à l'idée qu'il fût possible que l'armée britannique ne fût finalement pas autorisée à entrer dans le conflit.

Les quatre amères années de guerre qui s'ensuivirent, en lieu et place des peu ou prou quatre mois qu'il avait prévus, et les trois millions de pertes britanniques et impériales changèrent la vision d'Henry Wilson quant à la doctrine de guerre continentale, et à la participation de son pays à cette guerre. « *La prochaine fois* », déclara-t-il aux dirigeants de la Senior Officers School en 1920, alors qu'il y donnait une conférence en tant que feld-maréchal et chef de l'État-Major impérial, « *la prochaine fois, nous devons rester hors*

de la mêlée et piquer les cache-cols[16] ». Bon conseil : mais quand la fois suivante arriva, l'exemple qu'avait établi Wilson en la matière s'avéra trop probant, et emporta tout avec lui.

Si c'était pour la défense de son honneur, et pour éviter un échec misérable et ignoble[17], que la Grande-Bretagne entra en guerre en 1914, l'honneur ne garda pas sa place bien longtemps dans les gros titres une fois lancée la terrible marche de la guerre. En 1917, les peuples de Grande-Bretagne, de France et des États-Unis se virent assurer par leurs dirigeants politiques que les conditions atroces sous lesquelles les grandes armées avaient eu à se battre ne se reproduiraient plus, que l'Allemagne était responsable de la guerre, et qu'une fois qu'elle serait vaincue, on pourrait prendre des mesures pour créer un nouveau monde où la guerre deviendrait impossible.

En temps voulu, les alliés victorieux prirent les mesures qu'ils jugèrent nécessaires à cette fin. L'Allemagne vit ses armements drastiquement réduits, il lui fut interdit de détenir cuirassés, sous-marins, tanks, et avions militaires. Dans le même temps, les colonies allemandes lui furent retirées et, avec le démembrement de l'Autriche, une série d'États de remplacements furent créés en Europe, États qui, connaissant un statut d'alliance permanente avec la France, présentèrent à l'Allemagne des frontières presque uniformément garnies de baïonnettes hostiles. Fut montée en outre une superbe nouvelle organisation, sous le nom de Société des Nations, qui devait réaffirmer les ensembles de traités à l'ancienne, avec l'indispensable protection de la « *sécurité collective* ».

Mais cette combinaison de mesures répressives elle-même ne suffit pas à garder l'Allemagne enchaînée et impotente. En 1937, elle avait réussi à se libérer de toutes les restrictions, et redevenait maîtresse de son propre destin.

16. Je suis redevable à feu Lieut.-Colonel P. Vilkers-Stuart pour cette information. Wilson faisait bien entendu allusion aux spectateurs d'un match de rugby prenant la poudre d'escampette avec les habits des joueurs laissés sans surveillance

17. *Twenty-five Years*, Vol. II, p. 15

La seconde guerre mondiale commença, pour ce qui concerne la Grande-Bretagne, d'une manière encore moins intelligente que la première. Sir Edward Grey et M. Haldane, quoi que l'on puisse penser de leurs intuitions stratégiques, prévoyaient au moins d'avoir à affronter des dangers survenant à portée de main. Mais personne ne peut dire que la raison qui amena la Grande-Bretagne dans la seconde guerre mondiale représentait le moindre danger pour elle. Avec une imprudence extraordinaire, le gouvernement britannique s'était autorisé à prendre parti dans le différend entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, un différend qui ne la concernait en rien, et où elle se brûla sérieusement les doigts. Brûlant sous les critiques qui s'ensuivirent, il enchaîna une nouvelle bévue l'année suivante en se laissant entraîner par des clameurs, dans une gestuelle en vue d'« *arrêter Hitler* » en apportant à la Pologne des garanties face à l'Allemagne. Pas l'ombre d'un argument ne peut être avancée que la sécurité britannique était affectée par quoi que ce fut qui puisse se produire en Pologne ; et, si la Grande-Bretagne pouvait se considérer comme impliquée en vertu de sa signature du Traité de Versailles, qui avait recréé la Pologne en tant qu'État indépendant, les États-Unis l'étaient tout autant, ainsi que la France, l'Italie, et le Japon. En outre, une garantie britannique apportée à la Pologne contre l'Allemagne était presque aussi réalisable qu'une garantie du Mexique contre les États-Unis. Hitler le savait, bien entendu, et il refusa de se laisser dissuader par un pareil bluff, et la Grande-Bretagne se retrouva conduite à déclarer la guerre. La seconde guerre mondiale commença donc quand le gouvernement britannique accorda un soutien indéfectible au fait que le corridor de Dantzig devait rester une possession polonaise. Il s'agissait d'un dispositif territorial établi par les faiseurs de paix de Versailles, que les esprits intelligents de Grande-Bretagne et d'ailleurs avaient pendant les vingt années qui suivirent dénoncé comme arrangement politique impossible, et en défense duquel il était impensable que la nation britannique se voie entraîner dans des hostilités. À présent, l'impensable était arrivé.

FIGURE 1.1 – Le corridor de Dantzig, possession polonaise en vertu du Traité de Versailles, séparait le territoire allemand en deux. Source : Wikipédia

Mais, de nouveau, la lutte se développa de nouveau comme une croisade pour mettre fin à la guerre. Pour la deuxième fois, l'Allemagne fut dénoncée de manière tonitruante comme fauteuse de trouble, et le monde anti-allemand se vit assuré que cette fois-ci, on ne prendrait pas de demi-mesure. Le pouvoir qu'avait l'Allemagne de précipiter la planète dans la guerre serait brisé pour toujours, et tout le monde pourrait ensuite vivre heureux pour l'éternité.

Hélas, cela ne s'est pas produit. L'Allemagne fut bel et bien brisée en 1945, plus méticuleusement que n'importe quelle autre grande nation guerrière dans les mille années qui précédèrent. Mais le millénaire n'est pas arrivé. Très loin de là. Le monde resta, dans les huit années suivant le grand fracas, dans un état aussi mauvais qu'il l'avait été dans tout le siècle. Deux grands blocs puissants rugissaient et s'armaient ouvertement l'un face à l'autre. Et la meilleure chose que trouvèrent les hauts politiques à dire à leur public fut qu'ils refusaient de croire que la guerre était inévitable, un slogan presque aussi rassurant que le cliquetis de la chaîne d'un spectre. Et plusieurs guerres de moindre ampleur ont eu lieu, ou sont toujours en cours à présent, y compris les grincements de dents

des Nations Unies en Corée. Sans compter que l'Allemagne, dont le désarmement total devait constituer la grande solution à tous les maux du monde, se voit à présent priée de se réarmer.

Quelque chose, je pense que le lecteur en conviendra, ne va pas quelque part. Les dirigeants des puissances victorieuses qui disposaient de l'avenir du monde lors de la dernière partie de la guerre, ou certains de ces dirigeants, doivent avoir sévèrement pêché dans leurs calculs, et suivi quelque faux raisonnement plutôt que la sagesse. Il est d'une importance capitale pour nous autres de découvrir ce qui s'est mal passé, et comment.

Chapitre 2

Lord Vansittart et l'oiseau-boucher allemand

[1]

Quand une personne est malade et que le traitement qu'on lui a prescrit n'agit pas, ou bien c'est que le traitement n'est pas le bon, ou bien c'est le diagnostic qui est erroné. Il est possible que sur la base d'un bon diagnostic, on prescrive un mauvais traitement. Mais sur la base d'un diagnostic erroné, il est très peu probable que le bon traitement soit prescrit. Au moment de ré-examiner le patient, il convient donc, en toute logique, de commencer par ré-évaluer le

1. Il s'agit de la pie-grièche, et la comparaison sera justifiée au cours du chapitre. Butcherbird (« *oiseau boucher* » en traduction littérale depuis l'anglais) est, chose intéressante, également le surnom du Focke-Wulf Fw 190, un chasseur-bombardier utilisé par l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, entre 1941 et 1945, en référence au terme qui, en anglais, désigne plusieurs espèces d'oiseaux du genre Cracticus, genre d'oiseau australasien qui a pour habitude d'empaler ses proies sur une épine afin de les conserver mais aussi le nom informel pour les oiseaux du genre Lanius (qui veut dire « *boucher* » en latin), non apparentés au genre précédent mais qui ont les mêmes habitudes. Ce surnom est donné à cet avion en raison de sa puissance de feu, NdT — Information : Wikipédia.

premier diagnostic. Je propose d'appliquer ce même principe au problème européen.

Je vais traiter, pour commencer, des « *symptômes* » liés à la culpabilité allemande pour la guerre. La majorité des Britanniques croient que l'Allemagne a été la cause des deux dernières guerres, et ont de bonnes raisons de le croire. M. Churchill le leur a répété à de multiples reprises pendant son mandat de premier ministre, en temps de guerre ; et ses affirmations en la matière se sont vues soutenues par d'autres hommes politiques un nombre incalculable de fois, par des avocats, des dignitaires de l'Église, des journalistes, et des correspondants de presse. L'histoire n'est pas le point fort du Britannique moyen. À dire vrai, l'homme de la rue est presque totalement ignorant de l'histoire des guerres, les enseignants de nos écoles nationales ayant un préjugé sur cette matière. Notre homme de la rue n'a donc aucune raison de douter que l'Allemagne constitua l'unique agresseur, en 1914 comme en 1939.

Mais on en a fait croire plus que cela aux foules. Pendant la guerre, elles ont été exposées à une propagande intense, et approuvée par les sources officielles, qui clamait que l'Allemagne avait constitué le principal fauteur de troubles de l'histoire connue. L'un des exemples les plus proéminents de cette propagande est le *Black Record*[2] de Lord Vansittart, un pamphlet paru en 1941, qui fut mis sous presse quatre fois en deux mois. *Black Record* ne constituait pas une quelconque effusion patriotique d'un enthousiasme anti-allemand plus remarquable que les autres. Il fut écrit par un diplomate de carrière, alors en poste au plus haut grade possible au ministère britannique des affaires étrangères ; le poste de conseiller diplomatique en chef auprès du gouvernement de sa Majesté. Un diplomate averti est supposé disposer d'une connaissance solide de l'histoire des pays étrangers, surtout en ce qui concerne les pays les plus importants. Le pamphlet de Lord Vansittart fut donc publié

2. On peut en trouver une reproduction à l'adresse http://digital.kenyon.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1002&context=rarebooks, NdT

sous une aura de totale exactitude. Et l'influence de ce pamphlet a sans doute dépassé ses plusieurs milliers de lecteurs. Le pamphlet lui-même était un résumé imprimé d'une suite d'émissions radio préalablement enregistrées par son auteur, si bien que ses opinions ont sans doute touché des millions de gens.

Pour les raisons qui suivent, on peut affirmer sans crainte de se voir contredit que le gouvernement, qu'il ait ou non inspiré les émissions et le pamphlet de Lord Vansittart, ne les a pas désapprouvés : occupant un poste de direction, Lord Vansittart (ou plutôt Sir Robert Vansittart, à l'époque), avait interdiction légale de rendre public tout sujet sans permission de son supérieur, en l'occurrence le ministre des affaires étrangères. Il n'est pas non plus concevable qu'un homme occupant une position et des distinctions aussi élevées ait pu rêver de cette démarche, quelles que soient les lois, sans s'assurer de l'accord du cabinet des ministres. Mais si, par quelque malchance ou par quelque malentendu, les premières émissions radios diffusées avaient déplu aux ministres de la Couronne, nous n'avons aucune raison de douter qu'une maladie diplomatique aurait pris Sir Robert Vansittart, et l'aurait empêché de poursuivre les épisodes suivants. On peut donc supposer de manière tout à fait raisonnable que les propos de Sir Robert Vansittart étaient entièrement approuvés par le gouvernement de sa Majesté. Le pamphlet mérite donc qu'on l'examine de près, afin d'évaluer ce en quoi les habitants du Royaume-Uni étaient encouragés à croire durant la guerre, que des millions d'entre eux crurent, et continuent de croire à ce jour.

Le thème principal de Lord Vansittart était simple : il s'agissait d'affirmer que l'Allemagne avait constamment été la seule fauteuse de trouble au niveau international, et ce depuis les débuts de l'histoire européenne ; la seule puissance belliciste dans un monde par ailleurs peuplé exclusivement d'honnêtes, paisibles et pacifistes dupes de l'agresseur allemand. Le schéma n'en avait jamais changé. Les Allemands avaient toujours été les briseurs de paix ; le reste du monde était invariablement resté constitué d'innocentes victimes

ne soupçonnant rien des artifices et de la vilenie allemands.

Lord Vansittart, qui constitue un excellent journaliste, commença avec une illustration graphique de ce thème dans son premier chapitre (et également sa première émission). Il dit qu'il s'était trouvé sur la Mer Noire, dans un navire allemand, en 1907, et qu'il avait remarqué que le gréement du navire portait des oiseaux en grand nombre, d'espèces différentes, qui s'y reposaient pacifiquement. Du moins est-ce ce qu'il commença par penser. Mais bientôt, il découvrit que le groupe d'oiseaux comptait un élément très pernicieux, qui en gâtait totalement l'harmonie. Il s'agissait d'une « *pie-grièche* », ou « *oiseau-boucher* », féroce, au bec épais, meurtrière. L'un après l'autre, elle attaquait et tuait chacun de ses compagnons de voyage, seule agresseur de la compagnie à plume, seule tueuse-gangster.

FIGURE 2.1 – Photographie de 1929 de Sir Robert Vansittart. Source : Wikipédia

Lord Vansittart poursuivait en affirmant que la conduite de

cet oiseau-boucher lui avait immédiatement rappelé celle de l'Allemagne ; celle-ci, se demanda-t-il en pensée, ne constituait-elle pas l'oiseau-boucher des nations ? Ne constituait-elle pas, à l'image de cette pie-grièche, l'espiègle destructrice de la concorde internationale, par ses attaques non provoquées, prédatrices et homicides ? Et n'avait-elle pas tenu depuis toujours et constamment cette position unique et détestable ? Il savait que tel était le cas.

Tel était l'argumentaire développé et repassé sans arrêt dans six émissions radios et six chapitres de ce pamphlet. L'Allemagne était l'oiseau-boucher du monde. L'Allemagne était la destructrice brutale de la paix. L'Allemagne était le criminel international ; assoiffée de sang, traîtresse et éhontée. Voici trois exemples du thème de Lord Vansittart et du style qu'il employait :

— En page 2 :

> *Hé bien, par tous les moyens — mais surtout par les plus malhonnêtes — l'oiseau-boucher a déclenché trois guerres avant 1914, (chacune d'entre elles) soigneusement préparée et provoquée par l'oiseau-boucher*

— En page 16 : « *Hitler n'est pas un accident. Il constitue le produit naturel et continu d'une lignée qui, depuis les origines de l'histoire, s'est montrée prédatrice, et belliciste* »

— En page 21 : « *Charlemagne convoitait la domination du monde, si bien qu'il mena une guerre par an...Huit cents ans [sic] ont passé, mais à sa suite, l'instinct allemand est resté le même* »

Typique également du résumé du caractère allemand dressé par Lord Vansittart, cette affirmation en page 39 :

« *Les Allemands n'ont jamais donné leur parole sans la reprendre, n'ont jamais signé de traité sans le déshonorer, n'ont jamais touché à quelque fidélité internationale sans la souiller* »

Dans les faits, il existe au moins une exception à cette condamnation absolue, dont la Grande-Bretagne peut attester, plus que tout autre pays. Alors que Blücher, le vieux maréchal prussien,

amenait son armée à marche forcée vers la plaine de Waterloo, alors que la bataille décisive contre Napoléon avait déjà commencé, il n'eut de cesse de haranguer ses soldats fatigués et affamés par ces mots : « *J'ai donné ma parole à Wellington, et vous ne me feriez pas la rompre* ».

J'ignore à quels motifs répondait ces écrits (et ces paroles) de Lord Vansittart sur l'Allemagne. Quels qu'ils fussent, son argumentaire historique face à ce pays était sévèrement sujet à caution. Si les Allemands étaient réellement de vils « *oiseaux-bouchers* » depuis les jours de l'empire romain, les Anglais avaient donc fait preuve d'une fréquente inconscience face à ce phénomène historique. Cent trente années avant l'apparition du *Black Record* de Lord Vansittart, ils disaient des choses semblables d'une autre nation étrangère ; mais cette fois-là, il ne s'agissait pas des Allemands. Au cours des premières années du XIXème siècle, ce sont les Français qui étaient « *la peste de la race humaine* ». En conséquence de quoi, aucune accusation n'était exagérée, ni aucun mot trop fort. Il en avait été ainsi tout au long du XVIIIème siècle, au cours duquel notre principal ennemi, dans chaque guerre européenne, avait été la France, que nous avions combattue sous les règnes de Louis XIV, Louis XV, et Louis XVI ; et, par suite de l'exécution de ce dernier, sous les juntes révolutionnaires et Napoléon. Le jeune Nelson, enfant dans les années 1760, apprit sur les genoux de sa mère qu'elle « *détestait les Français* », et se mit à les haïr lui-même jusqu'au jour de sa mort en 1805. Ce sentiment, répandu parmi les Anglais, ne s'estompa pas avec la défaite finale de Napoléon. Tout au long du XIXème siècle, la France continua d'être considérée comme « *ennemi héréditaire* » de l'Angleterre, et comme principal danger ; et chaque fois que des projets de contre-invasion furent considérés par Londres, ce fut toujours face à l'hypothèse d'une invasion française. Même l'auteur, qui est plus jeune que Lord Vansittart, se souvient s'être vu dire dans son enfance que les Français étaient l'ennemi héréditaire.

Et l'Allemagne n'arrivait même pas seconde après la France

en matière d'antipathie populaire. Au cours du dernier quart du XIXème siècle, on entendit beaucoup un refrain devenu célèbre dans les music-halls, dont les paroles allaient comme suit :

Nous ne voulons pas nous battre,
Mais par Jingo, s'il le faut,
Nous avons les bateaux-
Nous avons les hommes-
Nous avons l'argent qu'il faut

Face à qui avions-nous les bateaux, les hommes et l'argent ? Les Allemands ? Pas du tout. Les trois dernières lignes du refrain sont :

Nous avons déjà combattu l'ours.
Nous pouvons le combattre à nouveau.
Car les Russes n'auront pas Constantinople

Face à qui les Britanniques conclurent-ils l'alliance anglo-japonaise de 1902 ? Face aux Allemands ? Pas du tout. Une fois de plus, c'était contre les Russes.

La connexion mentale établie par le jeune Vansittart entre l'oiseau-boucher et la nation allemande, lors d'un voyage en Mer Noire en 1907 était, en réalité, quelque chose de tout à fait extraordinaire. Car à l'époque, les Prussiens constituaient le seul peuple européen d'importance face auquel son pays n'avait jamais été en guerre, mais aux côtés duquel il avait combattu à plusieurs occasions, notablement lors de la guerre de Sept Ans de 1756-1763, ainsi que lors des guerres contre la France révolutionnaire et napoléonienne. Dans la campagne des cent jours en 1815, les piliers de l'alliance qui avait fini par vaincre Napoléon à Waterloo étaient les Britanniques et les Prussiens, et l'une des images les plus connues dans les mess d'officiers et clubs militaires est celle de Wellington et de Blücher se serrant la main sur le champ de bataille.

Si les Prussiens étaient les oiseaux-bouchers de l'histoire, que faisaient donc les Britanniques en les aidant et en les encourageant en combattant à leur côté, et en leur accordant d'impor-

tants subsides pour poursuivre leurs propres guerres ? Fréquenter et se comporter comme partenaires de criminels internationaux constituait sans aucun doute en soi une conduite criminelle. Mais, à ce qu'il semble, nous voyions les choses sous un jour différent à l'époque. Bien loin de considérer les Allemands comme des « *oiseaux-bouchers* », nous n'étions que trop heureux de les compter à nos côtés. Et de fait, Pitt l'Ancien avait coutume de dire qu'il avait conquis le Canada en Allemagne ; une autre manière d'exprimer que l'empire britannique s'était bâti sur l'alliance avec l'Allemagne.

Et nous ne fûmes pas uniquement heureux de voir les soldats allemands à nos côtés ; nous les accueillîmes jusque dans nos propres rangs. En 1759, quelques 55 000 soldats allemands furent enrôlés et payés par l'armée britannique. Dans la guerre d'indépendance de l'Amérique, l'armée de Lord Howe comptait de larges pans de hessiens et d'hanovriens ; et à Waterloo, l'armée de Wellington comptait presque autant de soldats allemands que britanniques, selon une proportion de 19 700 contre 23 900. Si quelque mérite découle du renversement de Napoléon à cette occasion, la Grande-Bretagne doit sans aucun doute une gratitude certaine à ces Allemands, et aux 120 000 hommes de Blücher qui ont également contribué à l'événement.

Ce sentiment reste étranger à Lord Vansittart. Mais peut-être son argument est-il que les Allemands ne combattaient les Français que parce qu'ils ne pouvaient pas rester longtemps sans se trouver quelque ennemi à combattre. Cela semble induit par sa remarque en page 29, qui dit que chaque fois que « *vous donnez à l'oiseau-boucher une nouvelle opportunité, il vous rendra une nouvelle guerre* ».

Sur la base de cette supposition, nous devrions arriver à établir que les Allemands étaient les premiers à rompre la paix générale que connut l'Europe après la chute finale de Napoléon en 1815. Est-ce le cas ? Examinons les faits.

— 1823 : une armée française s'ingère en Espagne pour soutenir

le roi d'Espagne face à son parlement.
— 1826 : la Russie entre en guerre avec la Perse, et annexe deux provinces perses.
— 1828 : la Russie envahit la Turquie en soutien aux insurgés grecs.
— 1830 : la France entame la conquête de l'Algérie, qui ne sera terminée qu'en 1847.
— 1831 : la rébellion de Méhémet Ali d'Égypte contre la Turquie amène la Russie à s'opposer à Méhémet Ali.
— 1839 : la Grande-Bretagne attaque l'Afghanistan (un échec).
— 1840 : la « *guerre de l'opium* » britannique contre la Chine. Occupation britannique de la Nouvelle-Zélande, s'ensuivront des années de guerre contre les Maoris.
— 1848 : le Piémont déclare la guerre à l'Autriche.
— 1854 : la guerre de Crimée entre d'un côté le Royaume-Uni, la France, le Piémont et la Turquie, et la Russie de l'autre côté.
— 1856 : le Royaume-Uni entre en guerre contre la Perse.
— 1857 : le Royaume-Uni entame une nouvelle guerre contre la Chine. Mutinerie indienne contre le Royaume-Uni.
— 1858 : la France (au départ assistée par l'Espagne) entame la conquête de l'Indochine, qui ne finira qu'en 1863.
— 1859 : l'Autriche déclare la guerre au Piémont, et la France à l'Autriche. La guerre anglo-chinoise ayant été interrompue par la mutinerie en Inde, elle se voit rouverte, les Français venant au secours des Britanniques, amenant au pillage et à la destruction du Palais d'Été, près de Pékin.
— 1862 : expédition française au Mexique, au départ soutenue par le Royaume-Uni et l'Espagne.

Donc, à considérer les 48 années suivant Waterloo, nous trouvons les Britanniques impliqués dans 6 guerres à l'étranger, une conquête coloniale, et la suppression d'une mutinerie majeure ; la France impliquée dans quatre guerres à l'étranger, et deux conquêtes coloniales ; la Russie impliquée dans cinq guerres à l'étranger, sans

parler de son expansion à l'Est vers l'Asie et la suppression des révoltes de Pologne (en 1830 et en 1863) et ailleurs ; et l'Autriche impliquée dans deux guerres à l'étranger, et la suppression de diverses révoltes au sein des populations hétérogènes constituant l'empire autrichien.

Qu'en est-il de l'« *oiseau-boucher* » durant cette période, lui dont Lord Vansittart dit dans son pamphlet, « *vous donnez à l'oiseau-boucher une nouvelle opportunité, il vous rendra une nouvelle guerre* » ? Un grand nombre d'opportunités lui ont été présentées au cours de ces années en particulier. Quel avantage l'oiseau-boucher de Prusse en a-t-il tirés ? La réponse est : aucun. La Prusse resta le seul État d'importance en Europe à rester en paix avec ses voisins pendant ces longues périodes de guerre, presque un demi-siècle de comportement exemplaire, dont personne d'autre, Royaume-Uni y compris, ne pourrait se targuer.

Mais avant que le lecteur ne commence à penser que Lord Vansittart aurait pu confondre pies-grièches et colombes, il faut poursuivre notre chronologie après 1863. Nous y voyons la Prusse rompre son record de paix, et se laisser aller à trois guerres en un court intervalle de six années. En 1864, elle entra en guerre contre le Danemark, en 1866, contre l'Autriche, et en 1870 contre la France. Mais même avec ces trois occurrences, la Prusse n'atteint pas le standard post-Waterloo établi par la Grande-Bretagne (6), la France (5) [3], la Russie (5), et pas pire que l'Autriche (3) [4]. Alors, les trois guerres lancées par la Prusse constituèrent-elles des exemples particulièrement mauvais d'attaques vicieuses et non provoquées, sur des voisins non soupçonneux ? Lord Vansittart semble clairement le croire, en décrivant la Prusse comme ayant « *écrasé et pillé le petit Danemark* », puis en lançant une guerre « *soigneusement combinée* » contre l'Autriche, et une autre guerre similaire

3. L'occupation temporaire par la Prusse de Schleswig-Holstein, en 1848, dont nous parlerons au prochain chapitre, ne donna pas lieu à des hostilités

4. leurs guerres respectives contre la Prusse y comprises

contre la France[5]. Mais notre examen des 48 années suivant 1815 n'amènent pas à considérer la Prusse comme aussi agressive que le tant-répété épithète d'oiseau-boucher aurait pu le laisser à penser. L'examen des faits objectifs rend nécessaire l'examen scrupuleux et impartial de l'histoire, avant toute acceptation du verdict de Lord Vansittart.

5. *Black Record*, p. 24

Chapitre 3

L'Allemagne face au Danemark (1864) et à l'Autriche (1866)

À en croire Lord Vansittart, Bismarck était un « *tyran prussien retors* », qui, en 1864, « *écrasa et pilla le petit Danemark*[1] ». Cette référence à la guerre prusso-danoise ne nous laisse aucun doute sur la manière dont nous devons la considérer — à savoir quelque brigandage éhonté inexcusable commis par la Prusse de Bismarck. Cependant, un examen plus détaillé de la question du Schleswig-Holstein, objet du différend entre la Prusse et le Danemark à l'époque, invite à des conclusions plutôt différentes.

Pour commencer, il n'y avait rien de neuf quant aux problèmes des Duchés de Schleswig et de Holstein. Il s'agissait de provinces frontalières séparant le Saint Empire Romain et le Danemark, et, à l'instar d'autres provinces frontalières, ces régions avaient connu au fil des siècles de nombreux incidents, au fil des nombreux changements d'allégeances nationales, des différents types de souverains,

1. *Black Record*, p. 24

et des relations qu'elles entretenaient entre elles, en réponse aux guerres, aux héritages dynastiques, et aux traités entre États ; bref, un cheminement extrêmement compliqué.

On peut, cependant, décrire certaines caractéristiques larges de la question de ces Duchés, telles qu'elles se présentaient au milieu du XIXème siècle. En premier lieu, le Duché de Holstein, au Sud, était habité par une population totalement germanique. Les Schleswigers étaient relativement plus mélangés, mais une grande proportion d'entre eux étaient germaniques, de sang comme de sentiment. En outre, par une créance ancienne, pas toujours reconnue par l'autorité danoise, mais jamais abandonnée par les habitants, les deux Duchés étaient liés entre eux de manière indissoluble par un privilège de semi-autonomie.

L'une des caractéristiques différenciatrices du XIXème siècle réside dans l'émergence et la croissance du nationalisme partout en Europe. On le ressentait partout. Les Italiens aspiraient à être libérés du joug étranger, et à former un pays unifié à eux. On assistait à une agitation violente en Pologne contre les seigneurs russes et germaniques, cependant que dans les Balkans, les sujets des Turcs planifiaient et complotaient en secret leur indépendance.

Il n'est donc pas surprenant que les populations germaniques de Schleswig et de Holstein commencèrent à sentir le besoin d'une union avec leur communauté d'Allemagne. Leur première opportunité s'en présenta en 1848, l'année de la révolution, qui vit des désordres secouer chaque pays d'Europe. Le Roi du Danemark ouvrit le jeu en essayant d'incorporer Schleswig comme propriété danoise, attaquant donc l'association traditionnelle des deux Duchés ainsi que l'ancienne position de Schleswig d'une identité séparée. En résultante, les deux Duchés entrèrent en révolte contre l'action du Roi, déclarèrent leur indépendance, et demandèrent leur admission dans la confédération germanique. Sentant que l'Allemagne se présentait du même côté que les Duchés, et voyant que les armées prussiennes se dirigeaient vers ces Duchés, et étaient sur le point de régler l'affaire comme les habitants locaux le souhaitaient,

les autres puissances intervinrent pour préserver le statu quo. La Suède fit débarquer une armée et la Grande-Bretagne envoya une flotte en Mer Baltique, cependant que la Russie menaçait de mettre en œuvre des actions similaires. Face à cette opposition internationale, la Prusse se retira ; et les Duchés se retrouvèrent sans soutien, quoiqu'ils restassent inflexibles quant à leurs aspirations à rejoindre l'Allemagne.

À ce stade, il peut être utile d'ajouter quelques mots sur l'organisation générale de l'Europe centrale, qui à l'époque présentait des caractéristiques compliquées et déroutantes, découlant de reliques du passé et d'une conception désuète, le Saint Empire Romain.

Le Saint Empire Romain prit effet en l'an 800, quand Charlemagne fut couronné Empereur Romain de l'Occident par le Pape Léon III, même si le titre de Saint Empire Romain provient formellement de son successeur Otto Ier, un siècle et demi plus tard. L'Empire de Charlemagne comprenait la moitié Nord de l'Italie, la France, l'Ouest de l'Allemagne, et l'Autriche. Au fil du temps, des modifications se firent jour. L'Ouest de la France quitta l'Empire et les extrémités Est de l'Autriche tendirent à se tourner vers l'Est, jusqu'à ce que les conquêtes ottomanes fassent une poussée vers le Nord-Ouest dans la région des Balkans. Au XVIème siècle, on peut dire que l'Empire s'était vu étendre de Rome au Sud à la Baltique au Nord, et grossièrement, d'une ligne Ostende-Nice à l'Ouest aux frontières de la Pologne et de l'Empire Ottoman à l'Est, avec la Hongrie connaissant une situation fluctuante, tantôt dedans, tantôt dehors. Mais dans l'ensemble, et bien qu'il intégrât les Pays-Bas, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Savoie, et le Nord de l'Italie, l'Empire constituait en premier lieu une entité germanique, et en tira son titre complet de « *Saint Empire Romain Germanique* ».

Mais cet Empire était fort loin de constituer une unité politique ; il était composé d'un grand nombre de Royaumes, de Principautés, de Grand-Duchés, de Duchés, et d'Électorats, dans lesquels l'Allemagne moderne était divisée et sous-divisée en une multiplicité déconcertante. Sur ce conglomérat d'États, grands et petits,

le Saint Empereur Romain ne régnait pas. Sa position ressemblait plus à celle d'un parrain honoraire, qu'à celle d'un dirigeant. Les nombreux États constituant l'Empire ne voulaient pas que l'on régnât sur eux. Ils voulaient l'indépendance ; si nécessaire, la liberté de se faire la guerre entre eux. Pour autant, l'Empereur représentait un point central du sentiment Teuton, et un sens de cohésion raciale. L'Empire avait son Parlement, ou Diet, comme on le nommait, qui se rassemblait de temps à autre. Mais ses délibérations restaient, la plupart du temps, sans résultat pratique. Il ressemblait plus ou moins à un *dining club*, dont les membres, partageant les mêmes intérêts, se rencontraient régulièrement pour partager une conversation plaisante et une bonne soirée.

À partir du XIIIème siècle, la charge d'Empereur en devint élective ; mais entre le XVIème siècle et la fin de l'Empire au début du XIXème siècle, l'Empereur fut constamment un Habsbourg, et il trôna à Vienne ; la destinée des Habsbourg, qui perdura en Autriche jusqu'au XXème siècle, en vint à acquérir tout le prestige de ce qui était, en réalité, la position héréditaire de Saint Empereur Romain, un prestige qui vit Vienne devenir la capitale traditionnelle de l'Empire.

Le Saint Empire Romain fut tué par le ferment de nouvelles idées, en provenance de la Révolution française, combinées aux victoires éblouissantes de Napoléon. En 1806, l'Empereur François II, craignant que le conquérant corse ne veuille usurper l'ancien titre impérial à son profit, lui coupa adroitement l'herbe sous le pied : il abandonna le titre, et prit à la place celui d'Empereur héréditaire d'Autriche.

À la fin des agitations napoléoniennes, en 1815, il fallut décider comment l'Europe, après avoir souffert tant de martyrs et de dislocations de la main des armées napoléoniennes, devait s'organiser à l'avenir. Le Saint Empire Romain était mort, mais une grande partie des traditions qui l'accompagnaient restaient vivaces. Les États germaniques survivants d'Europe Centrale, très réduits en nombre, mais d'autant plus agrandis en taille, que ce soit par

conquêtes ou par amalgame forcé, ne ravivèrent pas la structure de l'ancien Empire, mais ne rejetèrent pas non plus ses idées fondamentales d'unité raciale et de consultation entre États ; mais sans se soumettre à quelque réelle souveraineté individuelle. L'Autriche et la Prusse, les deux principales puissances germaniques, se montraient très jalouses l'une de l'autre, et les plus petits États étaient jaloux de chacune d'entre elles. Mais, malgré cela, un sentiment important d'une sorte de combinaison continuait d'exister.

En résultante, une Constitution pour l'Allemagne émergea du Congrès de Vienne. Se présentait une Confédération d'États germaniques (ou Bund) pour la préservation de la sécurité extérieure et intérieure de chacun des États, s'accordant pour assurer la défense de chacun d'entre eux face aux attaques, et s'engager à ne pas engager de guerre contre d'autres États membres de la Confédération.

Cette ligue de peuples germains était presque aussi risible que la Société des Nations — à une dimension supérieure — qui commença à exister en 1919, et n'allait connaître qu'une durée de vie limitée. Sans unité politique, la Confédération ne disposait pas de protection face à ses membres constituants, collectivement ou unitairement ; et certains États ne tardèrent pas à se faire la guerre entre eux dès lors qu'ils en virent l'intérêt.

Mais, à l'instar de la Société des Nations, la Confédération paraissait une belle idée sur le papier, et présentait de plus beaux atours encore de par ses péroraisons oratoires. On lui offrit un corps délibératif central, le Diet fédéral, qui siégea à Francfort sous présidence autrichienne. En théorie, le Diet disposait de grands moyens d'action ; en pratique, il était presque impotent. Mais la Confédération continuait d'exister au moment où la question Schleswig-Holstein se présenta sous un jour critique ; et nous pouvons à présent y revenir.

Toutes les parties concernées, les Duchés, les Danois, et les grandes puissances, étaient avides de trouver une solution rapide, car l'affaire risquait de connaître son apogée avec la mort du Roi

du Danemark, Frederick II. En vertu de la loi danoise, la succession royale pouvait se poursuivre en suivant la lignée féminine.

Mais dans les deux Duchés, c'est la règle opposée qui constituait la tradition. Et le Roi Frederick ne disposait pas d'héritier mâle.

En 1852 se tint une Conférence des principales puissances, assemblées à Londres pour rechercher un moyen de désamorcer cette crise à venir. Cette Conférence reçut des représentants d'Autriche et de Prusse, mais aucun pour la Confédération germanique. La Conférence, avec les concours autrichien et prussien, décida que l'héritier indirect du Roi Frederick [2] devait prendre la succession du pouvoir dans les Duchés. Immédiatement, les Holsteiners défièrent cette décision.

En 1861, un nouveau Roi, Guillaume 1er, monta sur le trône de Prusse, et peu après, il nomma Otto von Bismarck chef du gouvernement. L'année suivante, le Roi Frederick du Danemark mourut, et le nouveau Roi, Christian IX, se prépara à régner sur les Duchés, en accord avec l'accord de Londres de 1852. Mais le Diet germanique, se montrant pour une fois actif, déclara n'avoir pas été partie prenante de l'accord de 1852, et à sa demande, une armée composée de saxons et de hanovriens marcha sur Holstein au nom du candidat à la succession soutenu par la Confédération : le Prince d'Augustenburg.

Cette décision du Diet tomba à point nommé pour Bismarck. Avant qu'il n'accède au pouvoir, son pays avait signé l'accord de 1852, qui lui déplaisait au plus au point. Bismarck était un homme aux vues longues et disposant de hautes ambitions quant à l'avenir de son pays ; en fait, quant à l'avenir du peuple germain dans son ensemble. Il visualisait déjà, quand il pensait aux Duchés de Schleswig et Holstein, une base navale hébergeant une future flotte germanique, sur le magnifique port de Kiel, et un canal en eau profonde entre les Duchés, qui donnerait à la flotte un accès facile à la Mer du Nord [depuis la Mer Baltique]. Pour que ces desseins de-

2. un héritier mâle, mais défini suivant la lignée féminine, NdT

viennent réalité, il savait que Schleswig et Holstein allaient devoir devenir des provinces de la Prusse.

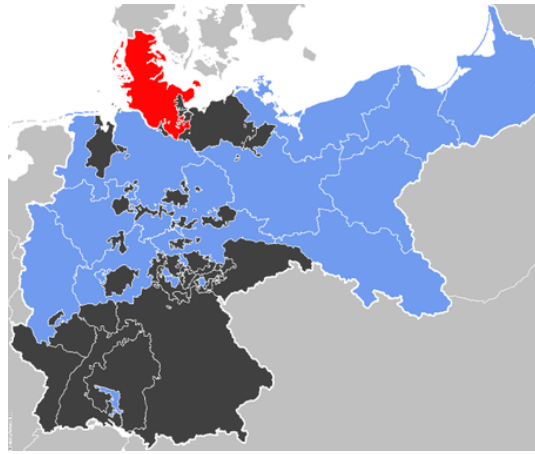

FIGURE 3.1 – Carte montrant la position des Duchés de Schleswig et Holstein en rouge. Source : wikimedia.org - Ajoutée par le traducteur.

Le traité de 1852, signé par la Prusse (et l'Autriche), constituait un énorme obstacle. Mais l'action du Diet, décidant d'envoyer une armée dans les Duchés, constituait un contournement permettant d'accomplir ce que Bismarck savait la Prusse incapable de réaliser en son propre nom. Il réussit à s'adjoindre le concours de l'Autriche, et les deux puissances germaniques principales se mirent en marche.

Ils se confrontèrent à une opposition armée danoise, qui était naturellement condamnée à l'échec. La résistance des Danois n'est presque certainement due qu'à leur confiance en la croyance que les Britanniques leur viendraient en aide. Lord Palmerston venait de prononcer un discours au Parlement, qui promettait pratiquement le soutien britannique aux Danois, et ce discours s'était vu acclamé

avec enthousiasme par le public britannique, qui, ignorant tout des tenants et aboutissants de cette affaire, était surtout influencé par le mariage récent du Prince de Galles avec une très charmante princesse danoise. Le peuple anglais considéra donc, non sans ignorance, le conflit autour de Schleswig-Holstein comme une simple instance de « *petit héros faisant face à un grand tyran* ». Mais Palmerston découvrit bientôt qu'il s'était trompé dans ses calculs, et les Danois furent laissés à leur sort. Ils furent vaincus en fort peu de temps, et les Duchés devinrent une possession conjointe de la Prusse et de l'Autriche.

Nous voici en position d'évaluer la validité de l'accusation de Lord Vansittart, voulant que Bismarck soit un « *un tyran prussien retors, qui a écrasé et pillé le petit Danemark* ». Le premier défaut de cette affirmation est que Bismarck et la Prusse étaient les seuls pillards sur le dos du Danemark (à supposer qu'il fût pillé), ce qui est faux. L'Autriche était aux côtés de la Prusse dans la guerre contre le Danemark.

La question suivante consiste à déterminer si le terme « *piller* » est approprié. Le territoire qui se vit « *pillé* » n'était pas habité de Danois mais, à l'exception d'une petite région du Nord du Schleswig, presque exclusivement d'allemands, ardemment désireux depuis des générations de rejoindre l'Allemagne ; et la campagne austro-prussienne qui avait permis à leur désir de se réaliser constituait l'application du même principe d'auto-détermination que les Britanniques (ainsi que leurs alliés) furent si enthousiastes — aux dépens de l'Allemagne et de l'Autriche — de mettre en application lors du traité de Versailles en 1919. Et si l'on considère que le Danemark fut « *écrasé* » en 1864 dans une guerre sans espoir contre les deux principales puissances germaniques, c'est surtout parce que le Royaume-Uni, après avoir laissé le Danemark penser que l'aide britannique lui était acquise, avait reculé au dernier moment et laissé le petit pays à son sort.

Voilà pour la guerre au Danemark. La Prusse et l'Autriche en tirèrent une possession conjointe des Duchés ; et, comme on pouvait

s'y attendre, les deux vainqueurs entrèrent bientôt en conflit d'opinion quant à savoir que faire de ces nouvelles possessions. Les Autrichiens optaient pour les remettre au Prince Augustenburg, sous forme d'une nouvelle principauté, raccordée à la Confédération germanique. Mais Bismarck avait d'autres projets, quoiqu'à ce stade, il les gardât pour lui. Il voulait les Duchés dans la Prusse, comme nous l'avons évoqué ci-avant, dans le cadre du plus grand projet d'une Allemagne unifiée sous hégémonie prussienne qu'il avait en tête ; et en particulier pour disposer d'une base maritime à Kiel, et pouvoir creuser un canal stratégique reliant la Baltique et la Mer du Nord. Et à quiconque considérerait l'idée d'acquérir pour la Prusse ces Duchés non prussiens, à des fins stratégiques de longue portée, comme une preuve de méchanceté de la part de Bismarck, nous suggérons de s'intéresser quelques instants à la conduite d'un autre pays intéressé par le percement d'un autre canal en eaux profondes.

Au démarrage du XXème siècle, les USA tenaient à construire un canal commercial et stratégique dans l'isthme de Panama. La zone choisie appartenait à la République de Colombie. Des négociations furent ouvertes entre les gouvernements étasunien et colombien quant à la concession nécessaire au percement du canal. Offre fut faite à la Colombie de 10 millions de dollars, une rente annuelle de 250 000 dollars une fois le canal en fonction, et quelques autres bénéfices. Les négociateurs des deux pays s'accordèrent sur ces termes, qui furent ratifiés par le Sénat des États-Unis. Mais la Colombie revint sur son accord, dans l'espoir de faire monter les enchères. Un développement dramatique eut alors lieu, qui suggère fortement que les hommes politiques étasuniens ne sont pas moins « *retors* » qu'Otto von Bismarck de Prusse. Une révolution éclata dans la province de Panama, qui déclara son indépendance de la Colombie. L'armée colombienne fut envoyée pour s'occuper de la révolte, et y serait parvenue sans difficulté si les vaisseaux de guerre étasuniens n'avaient pas activement empêché son débarquement ; et quatre jours après le soulèvement, le gouvernement des États-Unis reconnaissait une nouvelle République du Panama, qui offrit

immédiatement la bande de terrain où le canal était prévu à la souveraineté étasunienne. Et la Colombie n'eut rien du tout avant de nombreuses années.

Mais revenons-en à l'Europe Centrale. Bismarck ne voulait pas seulement les deux Duchés : il voulait également unifier les peuples germaniques sous une seule autorité. Il s'agit là d'un objectif qu'il avait toute justification à poursuivre. La condition de mosaïque qui était celle de l'Allemagne, fragmentée en de nombreux petits États et « *villes libres* » avait constitué depuis des siècles un motif d'extrême faiblesse. Ce manque de cohésion et de contrôle centralisé constituait la principale raison pour laquelle les guerres européennes du XVIIème et XVIIIème siècles avaient été tenues sur le territoire des Germaniques, plutôt que sur le territoire de leurs ennemis.

En outre, l'unité politique et l'indépendance des peuples apparentés était dans l'air. Un peu auparavant, Cavour avait œuvré activement et ouvertement pour l'unification de l'Italie, et, à sa mort en 1861, il y était déjà arrivé dans une large mesure. Les Serbes, les Bulgares, et les Roumains mijotaient de mécontentement contre la domination turque depuis la révolte grecque réussie des années 1820. Les Polonais s'étaient soulevés contre les Russes en 1863. Et dans le nouveau monde de l'Amérique, une guerre féroce et sanglante pour l'unité nationale venait de se tenir entre le Nord et le Sud. Il n'y avait donc rien de si particulier quant au désir de Bismarck d'une unité germanique et d'une plus grande puissance. La Grande-Bretagne, nous pouvons le noter, avait mené à bien son amalgame insulaire en 1707, avec l'Union de l'Angleterre et de l'Écosse, qui avait fortement amélioré la sécurité et considérablement renforcé le pouvoir combiné des deux pays.

Mais, si l'Allemagne devait être unifiée, il y aurait, Bismarck le savait, deux prétendants à la direction de l'Union : l'Autriche et la Prusse. L'Autriche disposait de l'immense avantage de constituer le légataire de la tradition du pas si ancien Saint Empire Romain. Vienne avait constitué le centre reconnu du monde germanique

depuis mille ans. On considérait en Germanie la Prusse, à l'opposé, comme une sorte de *nouveau riche*[3] plutôt vulgaire. Mais Bismarck, outre le fait qu'il était lui-même prussien, pouvait raisonnablement avancer que la Prusse constituerait le dirigeant approprié d'une Germanie unifiée. L'Autriche était mêlée de toutes sortes de peuples non germains que comprenait son Empire : les Tchèques et les Slovaques en Bohème, les Serbes, les Croates et les Slovènes sur l'Adriatique, les Hongrois et les Italiens. Si l'Autriche prenait la position de direction, les peuples germains unifiés finiraient inévitablement par se trouver impliqués dans les problèmes, souvent ennuyants et parfois dangereux, de ces races assujetties à l'Empereur d'Autriche. La Prusse, d'un autre côté, était presque totalement libre de ce phénomène, sa tranche de Pologne exceptée. L'unité germaine sous la Prusse serait plus germaine de caractère et d'intérêt.

Mais alors, comment disposer de l'autre prétendant, l'Autriche ? Bismarck croyait qu'il pourrait y parvenir par une épreuve de force en guerre. Cavour également s'était appuyé sur la sanction primaire de la force armée pour l'unification de l'Italie, et ce pas uniquement en Italie. Il avait délibérément envoyé un contingent de soldats piémontais prendre part à la guerre de Crimée contre la Russie, envers laquelle il n'avait aucun grief possible, afin que la Maison de Savoie, régnant sur le Piémont, dont Cavour voulait faire la dirigeante d'Italie, améliorât son prestige et son pouvoir de négociation avec la France et la Grande-Bretagne. Si la guerre constitua un outil politique pour Bismarck, il en fut de même pour Cavour.

L'Autriche et la Prusse savaient toutes les deux que l'épreuve de force approchait, et chacune s'y préparait. Bismarck savait qu'il aurait à faire non seulement avec l'Autriche, mais également avec la Confédération germanique. Il ne s'en déroba pas. À sa demande, l'armée prussienne s'était vue réorganisée, par les soldats eux-mêmes, von Roon et von Moltke, et Bismarck estimait disposer de la meilleure

3. En français dans le texte, NdT

armée d'Europe. Mais il voulait s'en assurer doublement. Il acheta les Piémontais avec la promesse de la province de Venise, alors détenue par l'Autriche, s'ils entraient en guerre à ses côtés. Il s'était attiré les bonnes grâces de la Russie en refusant de protester avec la France contre les méthodes brutales employées par les Russes pour réprimer l'insurrection polonaise de 1863 ; et, enfin, il laissa à penser à Napoléon III qu'il y aurait des morceaux à gagner pour la France à l'issue d'une guerre austro-prussienne, si celle-ci restait neutre. Napoléon III, quant à lui, se voyait très bien intervenir comme médiateur lors des dernières étapes d'un conflit qui aurait certainement affaibli les deux parties.

Bismarck, enfin, trouva moyen, en 1866, de remettre sur le haut du panier le sujet des Duchés Schleswig-Holstein, et la Prusse déclara la guerre à l'Autriche, la Saxe, Hanovre, la Hesse, et au reste de la Confédération germanique. Tout fut bientôt terminé. La Confédération fut facilement vaincue. Les Autrichiens se montrèrent plus coriaces, mais leur armée fut finalement vaincue à Koniggratz six semaines après la déclaration de guerre.

Lord Vansittart dit que cette guerre fut « *soigneusement façonnée* » par Bismarck, et elle le fut ; mais si l'Autriche avait pris le dessus, on aurait sans doute pu en dire autant d'elle. Cependant, comme exemple de l'oiseau-boucher universel, qui dévore les autres nations, cette guerre aurait difficilement pu constituer une illustration moins impressionnante. Bismarck ne prit rien à l'Autriche pour lui-même. Hormis la Vénétie qu'il avait promise à l'Italie, il laissa l'Autriche intacte[4]. En fait, il alla plus loin que cela. Il freina les ardeurs du Roi de Prusse, qui voulait marcher sur Vienne et dicter la paix directement depuis la capitale de l'ennemi vaincu. Bismarck n'avait pas pour projet d'humilier ou d'affaiblir l'Autriche outre-mesure. Son objectif était de détruire les relents de tradition

4. Il se montra plus sévère envers les États hostiles de la Confédération germanique, dans la poursuite de sa politique d'unification ; Hanovre, Hesse-Cassel, Nassau et Francfort se virent annexées par la Prusse

du Saint Empire Romain, en poussant l'Autriche hors du germanisme, d'abolir la Confédération germanique dans sa forme d'alors, et d'annexer Schleswig-Holstein. Bismarck tenait fermement à ces objectifs, mais, une fois acquis, il se montra largement clément envers l'ennemi autrichien.

Dans une première étape vers l'unité germanique, Bismarck forma une nouvelle Confédération germanique du nord, qui reconnut la Prusse à sa tête. Il laissa tranquilles les États du Sud et catholiques (la Bavière, la Saxe, Le Wurtemberg, Baden — les États présentant le plus de sympathies envers l'Autriche). Il voulait les intégrer plus tard à son projet de grande Allemagne, mais sentait que le moment n'en était pas encore venu.

Chapitre 4

L'oiseau-boucher et la France (1870)

Nous en arrivons au troisième acte de la trilogie de six années de « *boucherie* » prussienne, entre 1846 et 1870. Cette fois, la victime en fut la France, contre laquelle une nouvelle guerre « *tout aussi soigneusement fabriquée* » fut lancée par Bismarck, qui avait « *jaugé la faiblesse de l'Empire français, comme Hitler jaugerait la faiblesse de la République française*[1] ». Mais cette guerre, la guerre franco-prussienne, constitua également le premier acte d'une nouvelle trilogie de conflits entre la France et l'Allemagne. Une expression que l'on retrouvait fréquemment dans la Grande-Bretagne d'après 1945, dans les articles faiseurs d'opinions, ou les lettres de presse, mentionne les souffrances répétées de la France innocente, envahie et torturée par les brutes allemandes à trois reprises en soixante-dix ans. Il en résulte, pour beaucoup de gens, que la France a tous les droits à des assurances en matière de sécurité contre toute nouvelle attaque gratuite et non-provoquée en provenance de son turbulent et agressif voisin d'outre-Rhin. Après tout,

1. *Black Record*, p. 24

trois fois en soixante-dix ans ! C'est trop.

Il sera utile de garder à l'esprit cette attitude publique, dans l'examen des trois guerres ayant vu s'affronter la France et l'Allemagne, en 1870, 1914 et 1939. Le présent chapitre porte sur la première d'entre elles.

En général, il est très aisé de comprendre les causes qui amènent aux guerres, en particulier aux grandes guerres. Ces raisons n'ont que bien peu à voir avec les événements contemporains, et constituent le plus souvent un mélange d'anciennes causes avec une crise jouant le rôle de déclencheur. Ce fut le cas pour la guerre qui nous intéresse ici. En 1870, les Français se considéraient toujours comme la plus grande nation d'Europe. Depuis deux cents ans, la France était au premier plan en matière de mode, de civilisation, et en matière de réalisations militaires. Elle avait, c'est exact, été vaincue en 1814 et 1815, mais seulement par une grande combinaison de puissances adverses toutes liguées contre elle. Et les dix années précédant ces défaites avaient égrené un chapelet de victoires et de conquêtes, sous Napoléon 1er, qui constituaient une première dans l'histoire. En 1870, un autre Empereur Napoléon occupait le trône de France, et les traditions étincelantes de la grande armée de son illustre oncle guidaient les rêves du neveu. Lui et ses généraux en étaient convaincus : aucune armée d'Europe ne tenait la comparaison face à l'armée française.

Malgré tout, Napoléon III ne pouvait pas rester impassible à la vue de l'expansion de la puissance prussienne, résultant de la guerre austro-prussienne. Comme les Anglais, les Allemands constituaient les ennemis naturels des Français, et la consolidation de tout le nord de la région germanique sous direction de la Prusse ne constituait pas à ses yeux un développement bienvenu. Et Napoléon III avait été chagriné d'assister à une victoire aussi facile de la Prusse sur l'Autriche en 1866. Après avoir prévu de jouer les médiateurs entre les deux adversaires, et avoir espéré des « *compensations* » territoriales, encouragé en cela par Bismarck, comme prix de sa neutralité dans ce conflit, il avait vu ses espoirs déçus. La Prusse

victorieuse n'était pas sortie affaiblie du conflit, et ne prêtait pas l'oreille aux suggestions de *douceurs*[2] émises par la France, ce qui causait beaucoup d'embarras dans les rangs politiques français, et concourait à une baisse sensible de prestige de l'Empereur français dans l'opinion nationale. Au cours des quelques années qui suivirent, la France enchaîna les prétentions territoriales — sur des morceaux de territoire de l'Ouest de l'Allemagne, sur la Sarre, sur le Luxembourg, et même sur la Belgique. Mais Bismarck n'en acceptait aucune, mais en classant sans suite chaque exigence française, il anticipait gaiement qu'elle lui serait utile plus tard.

Bismarck s'était résolu à l'idée qu'une guerre contre la France serait inévitable. Il venait d'unifier la moitié des territoires germaniques ; mais il restait l'autre moitié. Les territoires germaniques du Sud n'étaient pas encore dans l'orbite prussienne, et Bismarck était déterminé à y venir. Mais il ne s'attendait pas à ce que la France regarde pacifiquement la puissance allemande s'accumuler de plus en plus. Et il ne pensait pas non plus qu'il pourrait attirer les États germaniques du Sud vers la Prusse sans qu'une guerre étrangère — en particulier envers la France — ne vienne jouer le stimulus pour faire monter leur patriotisme germanique.

Et Napoléon III lui-même allait bientôt trouver une motivation à mener une guerre contre un ennemi européen. En 1862, il s'était montré assez imprudent pour envoyer une expédition au Mexique, en vue de remplacer la République de ce pays par un Empire, sur lequel Maximilien, frère de l'Empereur d'Autriche, devait régner. Le projet s'avéra rapidement reposer sur de très mauvaises compréhensions du sentiment local, et vira au désastre en 1867, après que les États-Unis d'Amérique, à peine sortis des distractions de leur propre guerre civile, ordonnèrent sans ménagement aux armées françaises de se retirer. À peine les Français s'étaient-ils retirés que l'Empereur Maximilien fraîchement intronisé fut fait prisonnier et exécuté par ses ennemis.

2. En français dans le texte, NdT

Les dégâts qu'en ressentit le prestige de la France, ainsi que la position personnelle de Napoléon III, furent immenses ; et parvenu à cette extrémité, il se mit à envisager la possibilité de redorer son blason en cherchant la gloire militaire par une guerre européenne. Ou, plutôt, c'est ce que lui soufflèrent quelques-uns de ses conseillers. Napoléon III n'était plus guère qu'un homme malade, souffrant de divers maux qui affectaient énormément son efficacité et sa résolution propres. Mais l'Impératrice ainsi que Gramont, le ministre des affaires étrangères, se faisaient les avocats d'une politique belliciste. Chacun d'eux se montrait confiant quant à l'issue d'éventuelles hostilités, car l'armée française n'était-elle pas assise sur son ancienne renommée, et son efficacité incomparable ? Et le chef d'État-Major n'avait-il pas indiqué que l'armée était prête pour la guerre « *jusqu'au dernier bouton de guêtre* » ? C'est donc avec sérénité que pouvait être envisagé un conflit contre la Prusse, et pour l'anticiper, on ouvrit des négociations en vue d'établir une alliance avec l'Autriche, adversaire laminé par la Prusse en 1866.

Pendant ce temps, Bismarck s'employait à consolider la nouvelle Confédération germanique du Nord, et préparait ses projets en vue d'un prochain mouvement, dont il espérait que s'ensuivrait une guerre contre la France. En 1870, il joua une carte très habile. Il fut soudainement annoncé qu'un certain Prince de Hohenzollern, issu de la même maison que les dirigeants de Prusse, venait d'accepter le trône d'Espagne vacant. Peu de doute existe quant au fait que Bismarck tenait les ficelles derrière la candidature du Prince, ce qui présentait deux avantages. Si celle-ci ne débouchait pas sur une guerre entre la Prusse et la France, elle pouvait déclencher une guerre entre la France et l'Espagne, qui du point de vue de Bismarck aurait été presque aussi utile que la première.

À peine le mot de cette candidature s'était-il répandu que la France monta en ébullition. Des diatribes excitées et amères furent prononcées, et l'on parla ouvertement de guerre. Mais au moment où la volatile colère française atteignit son apogée, la situation fut nettoyée : le Prince avait été amené à retirer sa candidature. Les

Français jubilaient ; et Bismarck sombra dans la mélancolie. Mais comme nous l'avons évoqué, on trouvait un parti de la guerre dans chacun des deux pays, et en France, on y comptait Gramont, le ministre des affaires étrangères. Gramont prit une décision qui avait toute probabilité de précipiter une crise. Insatisfait du triomphe diplomatique français, il fit donner instruction à l'ambassadeur de France en Prusse, qui se trouvait à Ems, lieu de résidence du Roi de Prusse, d'obtenir de Guillaume 1er l'assurance qu'il n'autoriserait plus jamais le Prince à se porter candidat à l'avenir. Le Roi Guillaume refusa évidemment cette demande insultante, quoique sans faire preuve d'incivilité ; mais il fit télégraphier pour Bismarck à Berlin un rapport de l'épisode. Bismarck fit condenser le télégramme en un court communiqué pour la presse, de manière à faire apparaître le refus prussien comme plus brutal qu'il ne l'avait été, le tout sans pour autant modifier la réalité de l'entretien qui s'était tenu entre l'Ambassadeur de France et le Roi de Prusse. Mais qualifier ce résumé de « *falsification* », comme Lord Vansittart le fait, constitue une exagération absurde[3].

Mais le communiqué de Bismarck suffit à faire bouillir de nouveau le sang français. Une section du cabinet des ministres, Gramont en tête et encouragée par l'Impératrice, poussa à la guerre. L'Empereur et plusieurs ministres restaient partisans de la paix. Ce furent les envolées oratoires du parlement français, et la clameur de la foule parisienne, qui décidèrent de l'issue : on allait faire la guerre. Les rues résonnèrent des slogans « *à Berlin !* » et « *vive la guerre !* ». La volonté populaire l'emporta. Tôt le lendemain matin, la France déclarait la guerre à la Prusse.

Si le peuple de Paris avait connu l'état réel de l'armée française, il aurait gardé le silence. Comme instrument de guerre, cette armée se montra très inférieure à une armée prussienne bien organisée, comportant les éléments les plus brillants, et récemment aguerrie.

3. Nous joignons en annexe 1 les textes du télégramme envoyé par le Roi Guillaume et du résumé établi par Bismarck

En quelques semaines, les Français subirent défaites sur défaites, et à Sedan, l'Empereur Napoléon en personne fut fait prisonnier.

Les Britanniques n'intervinrent pas dans cet épisode de guerre. Au moment opportun, Bismarck fit publier la proposition émise précédemment par Napoléon, qui demandait le rattachement de la Belgique à la France. Au vu de la sensibilité des Britanniques quant au statut des Pays-Bas, cela fut suffisant pour les faire opter pour le camp prussien[4]. Une seconde publication des exigences de Napoléon pour un morceau de territoire de l'Ouest de l'Allemagne fut suffisant pour rallier les territoires germaniques du Sud à la Prusse ; et en janvier 1871, l'établissement de l'Empire germanique fut proclamé au Palais de Versailles. Bismarck venait de réaliser son grand projet d'unification des peuples germaniques (hormis l'Autriche) en six courtes années, au moyen de trois guerres qui, mises bout à bout, ne totalisaient même pas une année de combat. Quand la paix fut signée en 1871, Bismarck annexa les régions frontalières d'Alsace et de Lorraine, originellement germaniques, et dont les habitants étaient de langue et de lignage mêlé entre allemand et français.

Voici donc la première des trois guerres qui virent la France sournoisement envahie ou ravagée par l'oiseau-boucher prussien. Il suffit, je crois, de mentionner que c'est la France, et non la Prusse, qui déclara la guerre à l'autre partie, que la guerre était hautement populaire au sein du peuple de Paris, qui, à l'image des généraux français[5], croyait que l'armée française n'aurait qu'à marcher droit sur Berlin. Si, comme le dit Lord Vansittart, Bismarck avait jaugé la faiblesse de l'Empire français, les Français avaient lourdement échoué à jauger la force de la machine militaire prussienne, et finirent par payer le prix de leur ignorance, et de leur confiance démesurément grossière en eux-mêmes. Et pour ce qui concerne les

4. Voir en annexe 4 page 274, où une opinion contemporaine est développée sur le sujet

5. Lord Bryce, dans son ouvrage *Holy Roman Empire*, exprime l'opinion que les Français apparaissent comme les agresseurs (p. 473)

défaites françaises, ni Bismarck, ni la Prusse, ne sont à montrer du doigt. Les Polonais commirent peu ou prou les mêmes erreurs en évaluant l'Allemagne de Hitler et l'armée polonaise en 1939.

La seconde guerre franco-allemande, et seconde invasion de la France, comme on le sait, eut lieu en 1914. Mais avant de nous intéresser à ce conflit, il sera utile de passer en revue les guerres qui eurent lieu entre 1870 et 1914. Si l'on met de côté l'affaire des Légations de Pékin, qui constitua une affaire internationale, les guerres ordinaires sur cette période furent :

— 1877 : la Russie attaque la Turquie
— 1879 : la Grande-Bretagne entre en guerre contre les Zoulous, et en 1882 avec l'Égypte
— 1883 : première guerre entre la Grande-Bretagne et les Boers du Transvaal
— 1894 : déclenchement d'une guerre entre la Chine et le Japon
— 1898 : guerre entre les États-Unis et l'Espagne
— 1899 : deuxième guerre entre la Grande-Bretagne et les Boers — souvent appelée Guerre des Boers —, qui dura 3 années
— 1904 : guerre entre la Russie et le Japon
— 1911 : l'Italie entre en guerre contre la Turquie
— 1912 : les pays des Balkans (Serbie, Montenegro, Bulgarie et Grèce) commencent par attaquer la Turquie, puis se battent entre eux

Qu'en est-il de notre ami l'« *oiseau-boucher* » pendant cette période troublée ? Assez étrangement, nous trouvons une Prusse préservant la paix avec ses voisins. Entre 1870 et 1914, sur une durée de 44 années, les Allemands n'entrèrent en guerre contre aucune autre puissance, alors que la Grande-Bretagne, la Russie, l'Italie, la Turquie, les États des Balkans, les États-Unis et l'Espagne se voyaient tous impliqués dans des conflits. Des principales puissances, seules l'Allemagne, l'Autriche et la France ont les mains propres sur cette période. Les palmes du bellicisme, entre 1815 et l'année 1907 (année où Robert Vansittart, observant les œuvres de l'oiseau-boucher sur la Mer Noire, en vint tout naturellement à

penser à l'Allemagne), peuvent être décernées comme suit :

1. Grande-Bretagne : 10
2. Russie : 7
3. France : 5
4. Autriche : 3
5. Prusse-Allemagne : 3

Examinons à présent les origines de la guerre de 1914, en gardant à l'esprit que la question posée est celle de la culpabilité allemande pour cette guerre, comparativement à la France.

Nous avons déjà fait la remarque qu'à la toute fin du XIXème siècle, la Grande-Bretagne avait fait des avances à l'Allemagne en vue d'une alliance, qui s'étaient vues rejetées, suite à quoi la Grande-Bretagne s'était tournée vers la France. Dans les dernières années avant le rapprochement anglo-français, les relations entre les deux pays étaient très mauvaises, proches d'une zone de danger. La France était très jalouse de la position britannique suprême en Égypte, et en 1898, il s'en était fallu d'un cheveu que l'incident de Fachoda, au Soudan, ne dégénère en guerre ouverte. La Grande-Bretagne, pour sa part, tenait rancœur et soupçons des ambitions françaises au Maroc. L'entente de 1904 résolut ces rivalités, et porta à des conséquences que nous allons examiner ci-après.

En 1905, après que les Britanniques et les Français décidèrent d'aplanir leurs différences, la situation politique internationale des puissances européennes était comme suit. L'Europe Centrale était unifiée en une Triple Alliance, constituée de l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie. Ni l'Allemagne, ni l'Autriche n'avaient une foi débordante envers la loyauté italienne à l'alliance ; elles estimaient qu'elle quitterait l'alliance si elle trouvait à en profiter. En cela, elles ne se trompaient pas.

L'autre alliance principale était nouée entre la France et la Russie, qui s'étaient alliées en un pacte offensif-défensif, garantissant un soutien mutuel en cas de guerre. La guerre que chacune d'entre

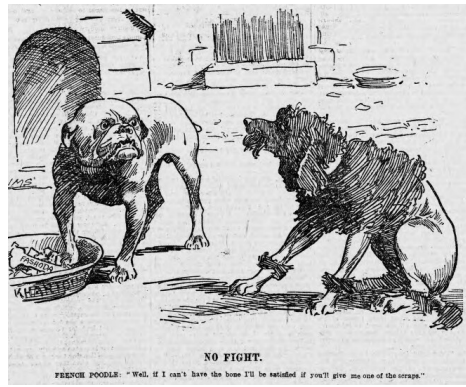

FIGURE 4.1 – Caricature francophobe anglaise de 1898 - Source : Wikipédia — La légende fait dire au caniche français : « *Faute d'avoir l'os, je serai satisfait que tu me donnes un des restes* »

elle envisageait était, naturellement, face à la Triple Alliance. Les Français ne s'étaient jamais résolus à la perte de l'Alsace et de la Lorraine en 1871. Quoique ces provinces eussent été germaniques au départ, et eussent été acquises par la France en partie par usage de la force, les Français montraient une détermination implacable à les récupérer, et faisaient montre par voie de conséquence d'une hostilité implacable envers l'Allemagne. L'alliance franco-russe constituait à cet égard un tremplin naturel. Les Russes adhérèrent à cette alliance pour leurs propres raisons, sur lesquelles nous viendrons juste après. Après 1914, la Grande-Bretagne penchait vers le groupe franco-russe, mais ne l'avait pas formellement rejoint. Mais quoi qu'il en soit, on en vint dans les accords diplomatiques à désigner l'association de la Russie, de la France et de la Grande-Bretagne sous le terme de *Triple Entente*.

Les deux principales causes de frictions en Europe dans les dix années entre l'entente anglo-française de 1904 et l'éclosion de la

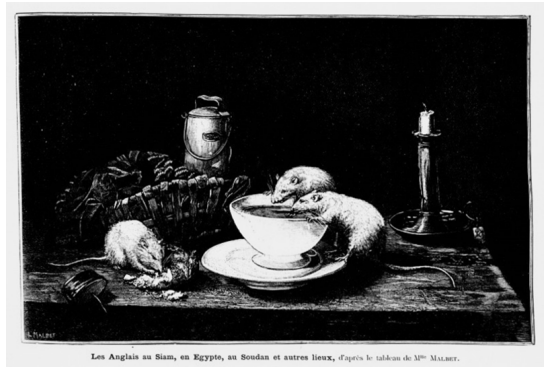

FIGURE 4.2 – Illustration anglophobe parue dans « *La France illustrée* » en novembre 1898 - Source : Wikipédia — Légende : « *Les Anglais au Siam, en Égypte, au Soudan et autres lieux ; d'après le tableau de Melle MALBET* »

guerre totale en 1914 découlaient des ambitions expansionnistes de deux États : la France au Maroc, et la Serbie dans les Balkans.

L'entente franco-anglaise comprenait un accord secret, stipulant que la France laisserait à la Grande-Bretagne les mains libres pour dominer l'Égypte, en échange de disposer des mains libres pour dominer elle-même le Maroc. En public, bien entendu, les puissances de l'Entente ne l'auraient jamais admis. De fait, elles se déclarèrent unies dans leur détermination à préserver l'indépendance du Maroc, mais leur détermination réelle était aux antipodes exacts de cette déclaration.

Les Français ne tardèrent pas à prendre avantage de la complicité britannique dans leurs projets au Maroc, et ils furent prompts à définir les premières actions qu'ils allaient mener en vue d'établir un protectorat français sur le sultanat du Maroc. Mais les Allemands comprirent rapidement ce qui était à l'œuvre, ce qui empêcha une réalisation facile du projet français. Six ou sept années aupara-

vant, alors que la Grande-Bretagne se montrait plus disposée aux démonstrations d'amitié envers l'Allemagne qu'envers la France, le Foreign Office britannique, alors opposé à l'expansion française au Maroc, avait invité l'Allemagne à prendre possession de plusieurs ports de la côte Atlantique du Maroc, dont celui de Casablanca, afin de contrecarrer les possibles vues françaises. À présent, en 1905, les Allemands n'avaient pas plus de sympathie envers ce qu'ils soupçonnaient des intentions françaises que les Britanniques n'en avaient montré auparavant. Loin de là. Ils ne voyaient aucune raison, et l'on peut facilement le comprendre, à ce que la France s'emparât du Maroc, laissant l'Allemagne sans rien. Suivant la manière flamboyante qu'usait l'Allemagne d'alors pour exprimer ses griefs, le Kaiser débarqua à Tanger et prononça un discours incendiaire, qui fit du bruit dans les chancelleries européennes.

Une crise dangereuse éclata immédiatement. Dans quatre ou cinq pays, la presse commença à souffler le chaud, et les États-Majors s'inquiétèrent. Les Allemands prirent la ligne raisonnable, consistant à appeler à une conférence internationale, chose que les Français refusèrent longtemps. En résultante, les Allemands montèrent le ton, et H. A. L. Fisher rapporte que le dirigeant de l'État-Major allemand déclara que le temps était mûr pour une guerre contre la France[6]. Si tel fut bien le cas, son avis fut préempté par celui d'une autorité supérieure, puisqu'à ce moment-là la guerre n'éclata pas ; et l'exigence allemande qu'une conférence internationale fût organisée pour discuter d'un désaccord international ne peut pas précisément être considéré comme une preuve d'intention belliciste de sa part. Les discours bellicistes n'étaient, au demeurant, pas propres à l'Allemagne. Delcassé, le ministre français, voulait la guerre ; et en Grande-Bretagne, le premier Lord de l'amirauté pressait pour une « *Copenhagenization*[7] » de la flotte

6. H. A. L. Fisher, *History of Europe*, Vol. III, p. 1082

7. Il s'agit d'un terme militaire naval, consistant à prendre possession de l'ensemble des vaisseaux de l'ennemi, NdT

allemande, par surprise et sans déclaration préalable des hostilités.

En fin de compte, les Français cédèrent, et l'on organisa la conférence ; et les Allemands comprirent avec consternation qu'ils siégeaient dans une assemblée évidemment fantoche. En fait, la Grande-Bretagne ainsi que l'Espagne avaient signé des accords secrets avec la France, lui accordant la part du lion sur le Maroc. Et l'Italie également, en dépit de son appartenance à la Triple Alliance. La Russie était ouvertement alliée à la France ; et les États-Unis, quoique sans doute pas totalement au courant des accords clandestins sur le Maroc mentionnés ci-avant, présentaient de forts liens d'amitié avec la France, qui incitèrent le Président et le département d'État à soutenir le point de vue français sur toute question ne portant pas à conséquence quant aux intérêts étasuniens, comme tel était le cas. Les plus petites nations représentées à cette conférence tendirent à soutenir la majorité des grandes puissances, et s'alignèrent avec la France. L'Allemagne fut laissée en minorité absolue, et connut une défaite diplomatique cuisante. Seuls l'Autriche et le Maroc votèrent comme elle ; et il n'est sans doute pas totalement insignifiant que ce dernier pays, qui après tout était le plus concerné, se prononçât en faveur des propositions allemandes.

Quoi qu'il en soit, les Français prirent du retard par rapport à leurs objectifs finaux, et il leur fallut cinq années de plus pour qu'ils se sentent prêts pour l'acte final d'occupation militaire de la capitale marocaine, et le contrôle du pays [8]. On trouva, bien entendu, des excuses pour justifier l'expédition qui prit la mer pour Fez en 1911. Mais les Allemands ne leur prêtèrent pas foi, et considérèrent l'expédition comme une violation des conditions auxquelles la France avait souscrit en participant à la Conférence de 1906 — et violation il y eut, cela ne fait aucun doute. Une fois de plus, les Allemands employèrent un moyen spectaculaire pour manifester leur désaccord. Ils envoyèrent un vaisseau de guerre dans le port marocain d'Agadir.

8. Hormis la petite zone espagnole

Cette méthode respectée se trouve être également celle de la Grande-Bretagne pour affirmer ses droits, mais quand l'Allemagne la mit en œuvre, elle déclencha une tempête. Une fois de plus, on frôla la guerre, et c'est à cette occasion que M. Lloyd George prononça le discours de défi envers l'Allemagne que nous avons mentionné au chapitre premier. M. Lloyd George énonça que les intérêts vitaux britanniques étaient mis en péril par la présence d'une canonnière allemande sur la côte Atlantique du Maroc. Il lui était de toute évidence sorti de la mémoire qu'à peine quelques années auparavant, la Grande-Bretagne avait bel et bien invité l'Allemagne à menacer ses propres intérêts en employant cette méthode exacte.

M. Lloyd George se trouvait tout autant dans l'erreur pour ce qui concerne les intentions allemandes. Le fait est bien accepté aujourd'hui que l'Allemagne n'avait aucune intention de s'emparer d'un port marocain, que ce soit en vue de menacer la position maritime britannique, ou non [9]. L'Allemagne était prête à voir la France s'emparer du Maroc ; mais si tel était le cas, elle voulait obtenir quelque compensation de sa part. L'Allemagne s'était présentée bonne dernière dans la ruée vers les territoires africains, mais elle ne voyait aucune raison à ne pas en avoir sa part, et l'auteur du présent ouvrage peut au moins éprouver quelque sympathie pour elle dans ce sentiment. La Grande-Bretagne, après tout, avait en 1904 échangé le Maroc contre l'Égypte. À présent, en 1911, l'Allemagne était prête à échanger le Maroc pour une partie du Congo, et la canonnière envoyée à Agadir ne fut rien de plus que sa manière d'annoncer qu'on ne pouvait pas l'ignorer dans la division des territoires africains. Répétons-le, cela ne semble pas une attitude déraisonnable.

En fin de compte, la crise d'Agadir se résolut par une négociation directe entre la France et l'Allemagne, sur une base Congo-

9. En réalité, un port allemand sur la côte Atlantique du Maroc aurait très rapidement été repris par les Britanniques ou par les Français peu après le déclenchement d'une guerre, chose à laquelle M. Lloyg George oublia de réfléchir. M. Churchill commit la même erreur en 1940 au sujet de Dakar

contre-Maroc. Aucune preuve n'établit que l'Allemagne recherchait la guerre à travers ce sujet, et l'ambassadeur de Russie à Berlin signala à l'époque que le Kaiser était déterminé à éviter la guerre. L'une des attitudes les plus provocantes et dangereuses fut incontestablement celle de la Grande-Bretagne, avec le notable discours de M. Lloyd George et les assurances répétées de Sir Edward Grey à la France que le Royaume-Uni la soutiendrait « *jusqu'au bout* ».

Nous pouvons à présent nous tourner vers l'autre point de crise, situé à l'autre bout de l'Europe — les Balkans. C'est la Serbie qui y jouait les trouble-fêtes, encouragée en cela par la Russie. Les peuples des Balkans sont d'origines diverses, mais les Serbes et les Bulgares étaient des Slaves, apparentés aux Russes. Les plus nombreux, et peut-être les plus énergiques, étaient les Serbes, qui habitaient une vaste zone au nord de la Grèce, s'étendant vers le Nord-Ouest, parallèlement à la Mer Adriatique, vers la Vénétie. Cette région s'était, dans le passé, vue divisée entre les Empires Romains Occidental et Oriental, le premier basé à Rome, et le second à Constantinople. Les Turcs ottomans avaient renversé l'Empire Oriental en 1453, et s'étaient étendus en Europe dans la direction Nord-Ouest jusqu'à atteindre les portes de Vienne, au XVIIème siècle, où leur avancée fut arrêtée. Commença alors leur déclin, et au cours des deux siècles et demi qui suivirent, ils furent peu à peu repoussés, et certains des territoires qu'ils y perdirent passèrent entre les mains de l'Autriche. Mais à l'aube du XXème siècle, la plus grande partie des Balkans, dont la Thrace, l'Herzégovine, la Bulgarie, la Bosnie, et l'Albanie, restaient des possessions de la Turquie.

Parmi celles-ci, la Bulgarie était en pratique indépendante, et la Bosnie ainsi que l'Herzégovine se voyaient administrées par l'Autriche. Mais dans les régions de Thrace et de Macédoine contrôlées par les Turcs, la mal-gouvernance aurait difficilement pu être pire, il s'agissait d'une épopée de corruption, d'inefficacité stagnante, et les massacres y étaient fréquents. Le temps ne pouvait qu'amener les États chrétiens des Balkans à venir délivrer leurs coreligion-

naires de la brutalité et de la mauvaise administration prodiguées à eux par la Turquie.

Les Serbes, qui avaient gagné leur indépendance définitive du Sultan en 1878, n'étaient pas intéressés que par jeter les Turcs hors d'Europe. Ils avaient également des vues sur l'Autriche. L'Empire autrichien pourrait bien devenir, à leur avis, le deuxième « *homme malade d'Europe* », après que l'Empire Ottoman aurait expiré ou se serait vu porter le coup de grâce.

L'Empire autrichien (ou pour mieux dire, austro-hongrois) constituait, comme nous l'avons décrit au chapitre précédent, un mélimélo de groupes raciaux mélangés. L'Autriche en soi était teutonique. Au Nord, la Bohème, principalement peuplée de Tchèques, d'Allemands et de Slovaques. À l'Est, les Hongrois Magyar, et au Sud ainsi qu'au Sud-Est, longeant l'Adriatique, on trouvait Slovènes et Croates, considérés par les Serbes comme des camarades slaves. Les Serbes ultra-nationalistes de Belgrade prévoyaient de longue date une unification avec les Slaves au Sud-Adriatique pour constituer une grande Serbie.

La Russie, patrie des Slaves, considérait naturellement d'un bon œil ces aspirations serbes, et ce d'autant plus que cela signifiait l'émergence d'un allié serbe contre l'ennemi traditionnel voisin de la Russie, l'Autriche. La Russie établit donc des relations de proximité avec le gouvernement de Serbie, et l'encouragea autant qu'elle le put dans ses visées expansionnistes. La Russie trouverait également avantage à voir l'Autriche démembrée du fait d'une Serbie soutenue par elle. Cela lui laissait entrevoir un contrôle, auquel elle aspirait depuis longtemps, sur le Bosphore et les Dardanelles.

Mais il fallait du temps à la Russie, comme à la Serbie, avant d'être prêtes à lancer une campagne anti-autrichienne. La Russie avait beaucoup souffert de la guerre de 1904-1905 contre le Japon, et ne disposait pas des capacités de récupération pour soutenir la Serbie dans une guerre européenne majeure avant plusieurs années. Les Serbes devaient commencer par s'assurer de l'élimination de toute possible intervention de l'armée turque avant de pouvoir s'en

prendre à l'Autriche ; et l'armée turque, le passé l'avait montré, n'était pas quantité négligeable.

Les Autrichiens, grâce à leurs services de renseignements, connaissaient les intentions hostiles et agressives de la Serbie, et la complicité qu'y associait la Russie. Ils se trouvaient face à un problème difficile. Le temps ne contribuerait pas à renforcer l'Autriche, alors que la Russie et la Serbie allaient gagner en force avec les années. Si l'Autriche attendait d'être attaquée, elle jouait le jeu de ses ennemis, qui pourraient dès lors la frapper au moment de leur choix. L'alternative était de lancer une guerre préventive contre la Serbie avant que la Russie ne fût prête à la guerre, et de porter à la Serbie un coup dont elle ne pourrait pas rapidement se remettre. Mais cette ligne d'action portait bien entendu le risque d'une déflagration générale de l'Europe, et exigeait dans tous les cas le concours de l'Allemagne, qui n'était pas assuré.

On trouvait en Autriche des fervents défenseurs d'une guerre préventive contre la Serbie ; mais ils ne réussirent pas à prendre le dessus avant que les Serbes ne se mettent en mouvement. En 1912, la ligue balkanique constituée de la Serbie, de la Bulgarie et de la Grèce frappa la Turquie. Les Turcs furent rapidement défaits, et renvoyés presque jusque Constantinople, mais le traité de paix leur accorda une mince bande de terre permettant d'assurer la défense de la ville.

L'armée turque n'était dès lors plus une gêne. S'ensuivit une guerre entre les vainqueurs des Balkans, pour se partager les gains. De ce deuxième conflit également, la Serbie sortit victorieuse. Il lui faudrait du temps pour se remettre de ses efforts, mais le terrain était prêt pour sa prochaine action, qui porterait cette fois contre l'Autriche.

Chapitre 5

Qui commença la première guerre mondiale

Le 28 juin 1914, l'année suivant la conclusion des guerres des Balkans, l'Archiduc François Ferdinand, héritier de l'Empereur d'Autriche au grand âge, était assassiné avec son épouse lors d'une visite à Sarajevo, une province slave d'Autriche, convoitée par la Serbie. La Bosnie avait précédemment connu l'administration turque, mais s'était vue occupée par l'Autriche, avec l'accord de la Russie, en 1877. Lors de la conférence de Berlin, en 1878, l'Autriche s'était vue accorder le droit d'annexer cette province quand elle le voudrait. Elle exerça ce droit en 1908, pour des raisons en lien avec la révolution des « *jeunes Turcs* » la même année à Constantinople. L'annexion déclencha un torrent d'indignation en Serbie, où se firent entendre des clameurs pour une guerre contre l'Autriche. On peut ajouter que l'Archiduc François-Ferdinand était connu comme libéral et de disposition conciliante, et que l'on aurait pu s'attendre, une fois sur le trône — ce qui n'aurait plus tardé au vu de l'âge avancé de son oncle —, à ce qu'il fasse tout son possible pour réconcilier les portions slaves de son Empire avec l'administration

autrichienne.

L'assassinat, dont les Autrichiens soupçonnèrent à l'époque (et l'on en convient en général de nos jours) qu'il avait été organisé en connivence avec le gouvernement serbe, voire par lui, fut considéré par le gouvernement autrichien comme la provocation de trop de la part des Serbes. Les hommes d'État autrichiens savaient que les Serbes complotaient depuis des années en vue de renverser l'Empire autrichien, encouragés en cela par la Russie. À tort ou à raison, les autorités autrichiennes parvinrent à la conclusion que l'assassinat de l'Archiduc constituait donc le point décisif de la question austro-serbe. Sauf à se laisser aller passivement à un démembrement progressif, l'Empire autrichien devait à présent se lever contre l'agression serbe. Et pour calmer les intentions menaçantes de la Serbie, il fallait lui donner une leçon mémorable.

Faut-il en vouloir à l'Autriche d'avoir adopté cette attitude ? Pas du tout. Ses prétentions territoriales sur la Bosnie étaient historiquement mieux fondées que celles de la Serbie, la Bosnie ayant pendant de longues périodes avant l'arrivée des Turcs constitué soit partie de l'Empire occidental, soit partie du Royaume de Hongrie, qui était à présent unifié à l'Autriche sous le même Empereur. Pour ces mêmes raisons historiques, les Bosniaques étaient des catholiques romains ou des musulmans, alors que les Serbes étaient de l'église grecque.

Après avoir attendu presque un mois, les Autrichiens envoyèrent à la Serbie le 23 juillet 1914 une note très sèche, exigeant que diverses mesures drastiques soient adoptées pour mettre fin à l'agitation et aux activités hostiles anti-autrichiennes.

Qu'aurait fait la Grande-Bretagne en pareille situation ? Dans un contexte similaire en Irlande en 1920, elle s'y prit d'une manière très similaire celle de l'Autriche en 1914, en appliquant d'immenses contraintes sur l'IRA qui essayait ouvertement de libérer l'Irlande de l'administration britannique. Des opérations impitoyables furent durablement conduites contre les forces de la guérilla irlandaise, aux cours desquelles des atrocités horribles se virent perpétrées par

les deux parties ; du côté britannique, il s'agissait principalement d'une force spéciale de « *Noirs et Fauves*[1] » recrutés parmi les gangsters. Au cœur de la campagne, M. Lloyd George, le premier ministre, déclara publiquement qu'« *il n'y aurait aucune poignée de main avec le meurtre* ». Mais à la fin, il serra bel et bien la main au meurtre, en partie du fait que l'Irlande se révélait constituer un antagoniste particulièrement dur, et en partie parce que les USA tordaient la queue du lion depuis l'autre rive de l'Atlantique. Mais si le Prince de Galles avait été assassiné par des tireurs irlandais lors d'une visite à Dublin, il n'y a guère à douter que le conflit anglo-irlandais se serait révélé encore plus amer et plus prolongé.

Le risque spécifique à l'action autrichienne était, bien sûr, d'entraîner l'Europe toute entière dans une guerre. On savait que la Russie soutenait la Serbie, si bien qu'une action punitive de l'Autriche sur celle-ci aurait pu faire intervenir les Russes. L'entrée de la Russie déclencherait celle de l'Allemagne, et peut-être de l'Italie aux côtés de l'Autriche, ce qui pouvait en cascade amener à l'entrée de la France et peut-être celle de la Grande-Bretagne. Alors, l'Autriche allait-elle ne rien faire contre les assassins de son héritier au trône, ou pour répondre au travail de sape continu et avoué que menaient les Serbes contre les fondations de l'Empire ? En l'occurrence, cela aurait signifié que face à des intentions indubitablement agressives de la part d'un voisin, elle n'avait pas le droit de se défendre.

La question de savoir si l'action autrichienne contre la Serbie allait dégénérer en guerre générale dépendait en réalité de la réaction de la Russie. Si la Russie s'abstenait d'aider la Serbie, la paix pouvait être sauvée. On sait que ni l'Allemagne, ni le Royaume-Uni ne voulaient la guerre. Il est vrai que l'Allemagne ne fit rien dans les premiers temps de la crise pour décourager l'Autriche d'adopter des mesures drastiques contre les Serbes. Mais l'Allemagne aurait difficilement pu faire autrement. L'ensemble de sa politique stratégique

1. *Black and Tans*, NdT

se basait sur la Triple Alliance, comptant elle-même, l'Autriche et l'Italie. Elle n'avait guère confiance en la loyauté italienne, et ce à raison. Le seul soutien probable qu'il restait à l'Allemagne était donc l'Autriche. Si les Serbes devaient poursuivre sans entrave leurs intrigues et leurs projets de destruction de l'Empire autrichien, ils auraient pu parvenir à leurs fins ; et cela aurait laissé l'Allemagne seule face à une alliance regroupant la France, la Russie, et sans doute la Grande-Bretagne. Il relevait des intérêts vitaux allemands que l'Empire autrichien restât intact, et donc que les conspirations serbes fussent tenues sous contrôle.

Les Anglais de la génération 1914 se souviendront de la perception, commune à l'époque, d'une Allemagne comme colosse militaire européen, terrorisant les autres nations par la menace de son immense armée. Un examen dépassionné des faits stratégiques peut suggérer que l'image en était significativement différente du point de vue allemand. Les estimations pré-conflit des forces et armées en présence donnent à la combinaison franco-russe un avantage sur la combinaison germano-autrichienne compris entre 700 000 et 1 200 000 hommes ; et les preuves existent que malgré leur arrogance déclarée et leur confiance affichée, les Allemands étaient gouvernés par une authentique crainte des millions de soldats de la Russie. Cela peut être difficile à croire au vu de l'effondrement pitoyable que connut la Russie une fois en guerre. Mais souvenons-nous que les périls nous apparaissent toujours particulièrement redoutables quand nous les considérons à l'avance. Les Britanniques, disposant pourtant de l'avantage décisif en matière de puissance maritime, n'en craignaient pas moins d'avoir à affronter une flotte allemande inférieure ; ils le craignaient tant qu'ils tombèrent dans les bras de la France et de la Russie, les deux principaux ennemis traditionnels révélés par le passé. Aucun Anglais n'est donc fondé à mettre en doute que l'Allemagne se préoccupait fortement de la menace causée par l'armée russe supérieure [2]. Le lecteur n'aura pas non plus

2. En 1914, les puissances en paix des armées russe et française étaient plus

besoin qu'on le convainque de la préoccupation profonde de l'ensemble du monde occidental, États-Unis d'Amérique y compris, au cours des cinq à huit dernières années[3], quant à la taille considérable signalée de l'appareil militaire russe contemporain.

Si, cependant, l'Allemagne avait de bonnes raisons de considérer l'assassinat de l'Archiduc François Ferdinand comme une menace prégnante, non seulement pour l'Autriche, mais pour elle-même, les raisons existent de penser qu'aux yeux de la Russie, l'événement constituait au contraire une opportunité bienvenue. Cet assassinat dut apparaître aux yeux des Russes comme l'étincelle propre à allumer l'incendie de la guerre européenne totale, dont toutes les raisons existent à présent de penser que la Russie et la France souhaitaient voir se produire ; la Russie comptait dessus pour obtenir Constantinople et les Détroits, et la France pour récupérer l'Alsace et la Lorraine. Peut-être devrait-on pointer du doigt, non pas la Russie et la France, mais Sazanov et Poincaré et leurs soutiens respectifs dans le camp de la guerre ; car comme l'a dit Sir Patrick Hastings, « *la guerre est le fait des individus et non pas des nations*[4] ».

Les intérêts respectifs de l'Autriche, de l'Allemagne et de la Russie au vu de la crise de l'assassinat doivent à présent être plutôt limpides. L'Autriche estimait que les intrigues et ambitions serbes constituaient une menace mortelle face à la poursuite de l'existence de son Empire, et tel était sans aucun doute le cas, et elle savait qu'elle devait, de deux choses l'une, ou bien restreindre les capacités de la Serbie à lui causer de nouveaux torts, ou bien voir périr son Empire, et ce sans doute dans un horizon proche. Et s'il fallait agir à quelque moment, l'assassinat de l'héritier du trône autrichien par des terroristes se reconnaissant comme serbes constituait une opportunité des plus favorables à ne plus tarder. Les Autrichiens se

importantes que celle de l'Allemagne

3. la période de l'immédiate après-guerre, entre 1945 et 1953, NdT
4. Sir Patrick Hastings, *Autobiography*, p. 52

trouvaient donc déterminés à répondre sans attendre. Une action résolue et immédiate pouvait réussir. Et dans le cas contraire, si cela précipitait une guerre européenne, si cette guerre devait causer du tort à l'Autriche — hé bien, si l'Empire austro-hongrois devait tomber, que cela ne soit pas sans combattre. Cette ligne argumentaire a pu ou non justifier les actions décidées par les autorités autrichiennes en 1914 ; à tout le moins est-elle plausible et compréhensible.

Quant à l'Allemagne, son intérêt était de contenir le conflit austro-serbe afin qu'il reste local, pour que les Autrichiens puissent s'occuper des Serbes sans que quiconque ne s'en mêle de l'extérieur [5]. La Russie, de l'autre côté, était intéressée à soutenir la Serbie, et se trouvait résolue à utiliser l'assassinat de Sarajevo pour déclencher une guerre générale, et les actions qu'elle mena durant cette crise l'indiquent clairement.

Une mode circule parmi les historiens anglais, qui consiste à décrire la réponse serbe à la note autrichienne comme extraordinairement conciliante, la Serbie souscrivant à toutes les demandes autrichiennes, sauf deux. L'auteur du présent ouvrage ne partage pas cette opinion. Les deux exigences rejetées par la Serbie constituaient les deux exigences principales de l'Autriche, et à elles seules elles auraient pu garantir l'ensemble des demandes autrichiennes. Toutes les autres hormis ces deux, même si elles avaient été formellement acceptées par la Serbie, pouvaient en pratique être facilement contournées et réduites à néant par elle. La réponse serbe, qui sans aucun doute avait été rédigée en sous-main par la France et probablement la Russie, pourrait donc être considérée comme fabriquée de manière très habile, sans faire de réelle concession, afin de faire porter la responsabilité de la guerre sur les Autrichiens [6].

5. L'une des propositions autrichiennes pour y parvenir, qui aurait pu fonctionner ou non en pratique, était de partager des morceaux de territoire serbe entre les Bulgares, les Grecs et les Roumains

6. La nature des exigences formulées par l'Autriche à la Serbie est portée en annexe 2

Mais les Autrichiens n'avaient besoin que de fort peu d'excuses pour rompre les relations.

La réponse serbe fut rendue le 25 juillet 1914 à 18h. Avant cette heure, les Russes avaient décidé de lancer les premières étapes de la mobilisation, qui fut ordonnée le lendemain. Le 28 juillet, à 11h, l'Autriche déclarait la guerre à la Serbie. Immédiatement, les Russes ordonnèrent une mobilisation plus étendue. Dans les mêmes temps, l'Allemagne n'avait pris aucune mesure de mobilisation. Elle n'en prit d'ailleurs aucune ce jour-là. Au contraire, le Kaiser envoya une note à l'État-Major, qui prévoyait qu'une guerre restait peu probable. Qui plus est, un télégramme fut envoyé à l'ambassadeur allemand à Vienne, l'instruisant de recommander la modération au gouvernement autrichien avec insistance.

Le 29 juillet, l'État-Major allemand, sachant que la mobilisation partielle était lancée en Russie, envoya un mémorandum au Kaiser, décrivant le danger d'une inaction allemande face aux préparations militaires de la Russie. Mais l'Allemagne n'ordonna toujours pas la mobilisation ce jour-là, ni même le lendemain, montrant une longanimité qui, selon Lowes Dickenson[7], montre qu'à ce stade, « *l'intention de l'Allemagne restait sincèrement d'éviter la guerre. Les tentatives allemandes furent mises en échec par la course des événements en Russie* ».

Car le soir du 29 juillet, la mobilisation générale de l'armée russe était lancée, même si elle fit l'objet d'un contre-ordre de dernière minute par le Tsar lui-même, après qu'il reçut un télégramme du Kaiser l'enjoignant à la retenue. À ce moment-là, les mesures militaires prises en Russie étaient déjà connues à Paris et à Londres, et Sir Edward Grey avait prévenu l'ambassadeur allemand qu'en cas de guerre générale, le Royaume-Uni rejoindrait le combat aux côtés de la France et de la Russie face à l'Allemagne et à l'Autriche. L'Allemagne, dans le même temps, exerçait de fortes pressions sur

7. G. Lowes Dickenson, *International Anarchy*, 1904-1914, p. 447

l'Autriche pour qu'elle accepte une médiation et se montre aussi conciliante que possible.

Tôt le matin du 30 juillet, le ministre des affaires étrangères de la Russie, en association avec l'État-Major russe, commença à presser le Tsar pour qu'il retire son veto sur la mobilisation totale. L'Empereur tint bon jusque 16h, puis céda. Les télégrammes furent envoyés. Le général en charge de cette fonction « *disparut* » alors, pour diminuer ou annihiler toute chance d'un nouveau contre-ordre.

Dans le même temps, des appels urgents étaient envoyés dans deux directions opposées. Sir Edward Grey, depuis Londres, suppliait l'Allemagne de faire usage de toute son influence pour modérer l'Autriche ; et les preuves abondent que l'Allemagne ne ménagea pas ses efforts en ce sens. Et dans le même temps encore, les Allemands pressaient Sir Edward en retour, et de manière répétée, de prendre des actions semblables vis-à-vis de la Russie, et en particulier au sujet de sa mobilisation. On n'a, malheureusement, pas autant de preuves qu'il s'y employât que les Britanniques aimeraient qu'on ait.

Le 31 juillet, les Allemands, après deux journées entières de retenue, sans précaution aucune face à la mobilisation russe, ne pouvaient plus se payer le luxe d'attendre. La nouvelle de la mobilisation générale en Russie, ordonnée le 30 juillet à 18h, ne parvint à Berlin qu'à 11h30 le lendemain. À 13h45, l'Allemagne ordonnait à son tour la mobilisation générale.

Deux heures plus tard, l'Allemagne envoyait un ultimatum à la Russie, lui enjoignant d'annuler sa mobilisation. Cet ultimatum peut donner l'apparence d'une responsabilité allemande dans le commencement de la guerre générale. Mais en toute justice, voici ce qu'il y a à dire pour elle. L'état de mobilisation générale entre les deux pays proches de l'hostilité mutuelle que constituaient la Russie et l'Allemagne à ce moment de l'histoire, signifiait, tous les États-Majors en étaient conscients, que la guerre était inévitable entre elles. Si la guerre devait éclater, il était évidemment d'impor-

tance vitale pour chacune des deux parties de tirer profit de chaque élément à sa portée. L'un des avantages cardinaux dont disposait l'Allemagne sur la Russie était un système de mobilisation plus rapide et plus efficace, et pour en user pleinement, l'Allemagne devait frapper son ennemi sitôt sa mobilisation terminée. C'est d'autant plus vrai que la Russie disposait d'une armée plus nombreuse, qui, si on lui laissait le temps de terminer sa mobilisation avant de l'attaquer, aurait été en capacité de jouer de sa supériorité numérique avec le plus grand avantage. En réalité, le projet allemand dans une guerre franco-russe était de commencer par démolir les Français, et de s'en prendre aux Russes par la suite. Mais le facteur temps restait tout aussi important, d'où la nécessité de l'ultimatum allemand. Si les Russes avaient été laissés à eux-mêmes, ils auraient sans doute attendu d'avoir disposé l'ensemble de leurs effectifs le long de la frontière avec l'Allemagne avant de lui déclarer la guerre, et l'avantage qu'un processus de mobilisation plus rapide apportait à l'Allemagne aurait été éliminé. Il était d'importance vitale pour les Allemands de devancer les Russes.

Il est, je pense, tout à fait établi que la marche des événements vers un embrasement européen généralisé fut déterminée par la Russie. Si elle n'avait pas lancé sa mobilisation, il est quasiment certain que l'Allemagne ne l'aurait pas fait non plus ; et tant que ni la Russie ni l'Allemagne ne franchissaient cette dernière et fatale étape, il restait toujours une chance de garder la guerre austro-serbe contenue localement. L'initiative russe d'ordonner la mobilisation ne fut pas forcée par quelque nécessité impérieuse.

Sa sécurité n'était menacée en aucune manière par le conflit austro-serbe. Les Autrichiens avaient même assuré que de toutes les mesures punitives qu'ils pourraient adopter à l'égard de la Serbie, aucune ne consisterait à s'accaparer des territoires serbes pour eux-mêmes ; et si l'on peut penser que les Russes auraient pu trouver des raisons de ne pas les en croire, nous savons que les ministres autrichiens s'opposaient à voir rattachés à l'Empire d'autres échantillons de cette population serbe turbulente. Dans tous les cas, la si-

tuation austro-serbe pouvait de toute évidence suivre de nombreux développements avant que la sécurité de la Russie ne se vît compromise. Mais la Russie ne souhaita pas attendre ; et il ne fait aucun doute que sa mobilisation précipitée fût déterminée par l'ambition, et non par la peur. Ainsi que par l'assurance certaine de disposer du soutien de la France [8].

Nous en revenons à ce point à la question de la France et de l'« *oiseau-boucher* ». Il s'agissait de la deuxième occasion à laquelle, à en croire la légende, la France innocente se voyait sans raison attaquée par une Allemagne prédatrice. En même temps que leur ultimatum à la Russie, les Allemands, bien au fait de l'alliance franco-russe et sachant que les hostilités contre la Russie en impliqueraient également à l'égard de la France, en envoyèrent également un à cette dernière. S'agissant d'une conséquence inévitable de la situation qui était survenue, on pourrait penser que les Français, s'ils s'étaient montrés préoccupés d'éviter la guerre, auraient mis la pression sur leurs alliés russes afin de n'en point forcer l'issue. Mais les Français, non contents de n'engager aucune action de cette sorte à Saint-Pétersbourg, encouragèrent réellement — quoique secrètement — les Russes à adopter des mesures extrêmes.

Pourquoi donc les Français œuvrèrent-ils à la guerre ? Pour deux raisons. Quand M. Poincaré devint président de la République en 1912, il énonça clairement aux Russes que ceux-ci pouvaient compter sur le soutien militaire de la France en toutes circonstances [9], que la Russie fût attaquée ou qu'elle fût elle-même à l'origine de l'attaque. Et cette assurance complète de la part du président résultait sans doute possible de sa détermination à en venir à une guerre générale, seul moyen de récupérer l'Alsace et la Lorraine, couplée à l'estimation de l'État-Major français qui voulait que la France alliée à la Russie puisse battre l'Allemagne alliée à l'Autriche [10]. Il

8. Gooch et Temperley — *British Documents on the Origin of the War*, No. 125.

9. Lowes Dickinson, *The International Anarchy* , pp. 329-354.

10. Voir, entre autres, *Benckendorff to Sazanov*, 25-2-1913.

s'agissait d'une répétition de 1870. L'armée française était de nouveau prête jusqu'au dernier bouton de guêtre : les généraux français étaient suprêmement confiants en une issue victorieuse.

Hélas, ils s'étaient trompés dans leurs calculs pour la deuxième fois : et pour la seconde fois, la faute n'en revient aucunement aux Allemands. La stratégie française se basait sur la théorie de « *l'offensive inconditionnelle* », dont les qualités magiques allaient rapidement porter l'armée française jusque Berlin. Mais les vraies caractéristiques de cette théorie se révélèrent plus suicidaires que magiques, et menèrent surtout à une boucherie terrifiante au sein des rangs français. En quelques jours, le plan de guerre français se retrouva en ruines, et l'armée française, au lieu d'avancer vers l'Allemagne, se retrouva en retraite en direction de Paris. Les Français avaient également surestimé la valeur militaire de leurs alliés russes, qui se révéla très en dessous de leurs attentes.

S'il faut trouver un coupable pour l'invasion de la France par les Allemands en 1914, ce sont les Français eux-mêmes. Si leur président avait jeté tout son poids dans la balance pour dissuader les Russes de lancer leurs préparations militaires, au lieu de les y pousser, il est assez probable que l'Armageddon n'aurait pas eu lieu. Mais Poincaré et le parti de la guerre voulaient leur revanche après la débâcle de 1870, étaient fermement déterminés à récupérer les départements de l'Alsace et de la Lorraine, et s'auto-hypnotisèrent à se prendre pour les héritiers de la grande armée victorieuse du grand Napoléon. En réalité, ils tenaient beaucoup à avoir la guerre.

Quant à l'idée que les Allemands auraient déclenché la guerre de 1914, l'opinion de l'auteur est qu'il ne pourrait exister de plus grand mythe dès lors que l'on considère les éléments de preuve. Si quelque nation avait pu, à son avis, « *démarrer* » la guerre au sens de faire les premiers pas menant aux hostilités, il s'agissait de la Serbie pour la guerre austro-serbe, et de la Russie pour l'extension du conflit. Si les Serbes s'étaient assis sur leurs ambitions d'une « *grande Serbie* », il ne semble exister aucune raison pour qu'eux-mêmes et les Autrichiens soient jamais entrés en conflit. De mon

point de vue, les Serbes constituaient les premiers agresseurs et les causeurs fondamentaux de la première guerre mondiale. Mais ils se virent secondés de près par les Russes, qui constituèrent les agents initiaux de la conversion d'un conflit local en désastre mondial. Que les Serbes fussent coupables de planifier et d'œuvrer à un dessein de « *grande Serbie* », et que les Russes les y aient encouragés, est une toute autre affaire, sur laquelle je ne discuterai pas. Mon sujet ici est de savoir si les Allemands ont « *commencé* » la guerre de 1914, comme cela leur a si souvent été reproché, et je pense que telle n'est pas la vérité.

On peut diviser les participants originels à cette guerre en deux catégories : ceux qui espéraient quelque gain positif d'une guerre européenne, et ceux qui ne désiraient que conserver ce qui était leur. Dans la première catégorie, on trouvait les Serbes, les Russes, et les Français, et deux parmi ces trois finirent par obtenir le butin par eux convoité. Dans la deuxième catégorie, on trouvait les Autrichiens et les Allemands, qui, pour cette raison, avaient le plus à perdre, et donc — et surtout pour ce qui concerne l'Allemagne — étaient moins enclins que les autres à vouloir d'une guerre générale. Au cours de cet été maudit de 1914, je dirais que parmi toutes les grandes puissances européennes, celles qui voulaient le moins la guerre étaient l'Allemagne et le Royaume-Uni.

On a craché tant de venin sur le militarisme prussien au cours des dernières quarante à cinquante années, qu'il est relativement choquant de découvrir que le 29 juillet 1914, au plus fort de la crise, l'État-Major allemand adressa à son gouvernement un mémorandum qui faisait part de sentiments de la nature la plus équilibrée, portant une vision longue, et digne d'un [grand] homme d'État. Les généraux allemands écrivirent :

> *La Russie vient d'annoncer qu'elle va lancer la mobilisation contre l'Autriche si l'Autriche envahit la Serbie. L'Autriche devra donc se mobiliser contre la Russie. Le conflit entre les deux États sera dès lors inévitable.*

> *Mais cela constitue, pour l'Allemagne, le* casus fœderis. *Elle devra donc lancer elle aussi sa mobilisation. La Russie mobilisera alors le reste de son armée. Elle dira : «* Je suis attaquée par l'Allemagne *». Alors, l'alliance franco-russe, tant vantée comme purement défensive, créée uniquement aux fins de contrer les projets agressifs de l'Allemagne, s'activera et la boucherie mutuelle des nations civilisées d'Europe commencera...Une fois ce schéma déroulé, les choses doivent se développer et le feront, sauf, pourrait-on dire, si un miracle vient prévenir au dernier moment le déclenchement d'une guerre qui annihilera pour des décennies la civilisation de presque toute l'Europe*[11].

Est-il possible, après avoir pris connaissance de l'extrait ci-dessus, de continuer à voir l'État-Major allemand comme un simple ramassis de traîne-sabres bottés et marchant au pas ; ou comme l'organisation criminelle que l'accusation à Nuremberg s'escrima à décrire ? Pas pour moi, en tous cas. Je ne connais aucun État-Major de l'époque ayant montré autant de réticence que l'on en trouve inscrite dans le mémorandum allemand. Le journal personnel tenu par Sir Henry Wilson le fait lui-même apparaître ou bien comme se léchant les lèvres à l'idée d'une guerre, ou bien s'arrachant les cheveux à l'idée que le Royaume-Uni n'y prendrait pas part.

La prévision du mémorandum de l'État-Major allemand n'était que trop vraie. Elle contient, en fait, une seule erreur. Les Russes n'attendirent pas la mobilisation allemande pour lancer leur propre mobilisation générale. Ils la précédèrent — de 20 heures.

Enfin, qu'il me soit permis de livrer ici les verdicts de trois historiens : un Anglais, un Américain, et un Français, quant à qui porte la responsabilité de la guerre. L'Anglais, G. Lowes Dickinson, résume la question comme suit :

11. Cité par Lowes Dickinson dans son ouvrage *International Anarchy*, pp. 445 & 448.

> *. . .nous devons rechercher qui avait les plus grandes justifications — un État (l'Autriche) se défendant contre la déstabilisation, un autre (la Serbie) désireux d'étendre son pouvoir par la déstabilisation de son voisin. Telle était vraiment la question entre l'Autriche et la Russie. Je devrais répondre moi-même. . .que la justification en revient à l'Autriche, et l'agression à la Russie. Nous en arrivons ensuite à l'Allemagne. La plus grande part de l'indignation morale des puissances victorieuses s'est vue dirigée contre elle. Mais il devrait être clair que ceci n'était pas justifié par les faits, après notre analyse. . .Les puissances de l'Entente affirment que le soutien allemand à l'Autriche constituait l'affront. Les Allemands affirment que le soutien russe à la Serbie constituait l'offense. . .À mon avis, la position allemande est la plus raisonnable*[12].

Deuxièmement, voici l'opinion du distingué historien américain, le Dr. H. E. Barnes. Pour résumer les responsabilités relatives de la guerre dans son étude détaillée des preuves, le Dr. Barnes indique :

> *Pour estimer le degré de culpabilité des divers pays, nous pouvons affirmer sans prendre de risque que la seule responsabilité directe et immédiate pour la guerre mondiale en revient à la Serbie, à la France et à la Russie, la culpabilité de chacune étant également distribuée. La suivante par ordre — loin après la France et la Russie — serait l'Autriche, mais elle n'a jamais désiré une guerre générale pour l'Europe. Enfin, nous devrions placer l'Angleterre et l'Allemagne, toujours suivant l'ordre, en opposition à la guerre lors de la crise de 1914. Sans doute le public allemand était-il dans une certaine mesure plus favorable aux activités militaires que le peuple*

12. *The International Anarchy*, pp. 478, 479

> *anglais, mais, comme nous l'avons abondamment expliqué ci-avant, le Kaiser fit preuve d'efforts plus ardents pour préserver la paix en Europe que Sir Edward Grey*[13]

Enfin, le Français, M. Morhardt, a ceci à déclarer sur la visite du président Poincaré en Russie en juillet 1914, au plus fort de la crise de Sarajevo :

> *Le simple fait en soi de réaliser une telle visite à un tel moment impliquait un projet de guerre...Si M. Raymond Poincaré avait voulu la paix, une lettre envoyée à Saint-Pétersbourg aurait suffi. Si la Russie s'était vue avertie que la France était résolue à ne pas épouser, face au monde, la cause des assassins de Sarajevo, l'affaire toute entière aurait trouvé une solution. La paix aurait été maintenue. S'il [M. Poincaré] n'était pas allé prêcher brutalement la croisade à Saint-Pétersbourg, comme nous l'a révélé M. Maurice Paleologue, le lâche Nicholas II n'aurait jamais osé prendre l'initiative d'une agression*[14] [15].

13. Harry Elmer Barnes, *The Genesis of the World War*, Knopf, pp. 661, 668.

14. M. Morhardt, Les Preuves, pp. 299-301

15. Nous peinons à trouver la version française originale de cet extrait du livre de M. Morhardt, et malheureusement, il ne s'agit ici que d'une retraduction de sa traduction en anglais, NdT

Chapitre 6

L'Allemagne et la Pologne (1939)

La guerre 1914-1918 démontra pour la deuxième fois de suite la capacité des Français à commettre de grossières erreurs stratégiques. Ils avaient cru en une guerre de conquête rapide en 1870 et en 1914. Et, ils s'étaient trompés de manière désastreuse dans les deux cas. En 1870, ils furent battus de manière décisive en quelques mois. En 1914, le *rouleau compresseur russe*, en lequel ils faisaient preuve d'une telle foi qu'ils en avaient pressé la mise en branle contre l'Allemagne, se révéla constituer un assemblage de joints non-étanches, de roulements usés et de mauvais ajustements. En 1917, ce n'était plus qu'un tas de ferraille, et l'armée française se mutina cette année-là. Sans la présence sur son sol de plus de deux millions de soldats britanniques, qui maintinrent les Allemands occupés le temps que l'armée française rétablisse la discipline, la France se serait fait battre de nouveau. L'armée britannique la plus conséquente à l'œuvre sur le continent, à l'époque de Wellington, n'avait pas dépassé les 70 000 hommes. En proportion des évolutions démographiques, l'équivalent en 1914 s'établissait à

280 000. 40 000 soldats britanniques perdirent la vie au cours des six années que dura la guerre d'indépendance espagnole. Ce nombre s'éleva à 750 000 pour les quatre années de la première guerre mondiale. La méthode « *scientifique* » de M. Haldane, consistant à mener la guerre en rejoignant les Français, avait fait monter l'effort de guerre britannique d'un facteur 10, et le nombre de morts d'un facteur 20. On répondra que, faute de cet effort considérable et ce nombre immense de pertes humaines, les Allemands auraient gagné la guerre. Mais si les Français n'avaient pas reçu officieusement toutes les garanties que l'armée britannique serait à leurs côtés dans une guerre contre l'Allemagne, la guerre ne se serait peut-être pas déclenchée du tout. En outre, et nous l'avons déjà soulevé, la défaite de la France n'impliquait nullement une défaite automatique de l'Angleterre ; c'est là chose que la seconde guerre mondiale a démontré.

En 1918, les Français se mirent à raconter qu'ils s'étaient fait attaquer vicieusement par les Allemands, et haussèrent la voix pour demander des garanties de sécurité contre de tels brigandages futurs. Lors des négociations de paix, leurs collègues britanniques et américains ne virent rien à redire à cela, et acceptèrent que l'Allemagne soit désarmée, militairement et économiquement ; et elle le fut. Qui plus est, l'Empire autrichien fut démembré, et les nouveaux États de Pologne et de Tchécoslovaquie furent créés, aux frontières Est et Sud de l'Allemagne [1]. La France s'empressa de nouer des alliances avec ces deux nouveaux États. Elle adopta donc la politique périlleuse de la paix par la répression, visant à garder sa principale rivale dans un état de faiblesse et sous une surveillance permanentes. Les Français avaient repris les départements partiellement allemands d'Alsace et de Lorraine, et s'emparèrent également de l'ensemble de la région charbonnière de la Sarre.

Cette politique durait depuis quinze ans quand la loi *action,*

1. L'État séparé de Hongrie, et une Serbie très agrandie, sous le nom de Yougoslavie, furent également créés sur les ruines de l'Empire autrichien

réaction s'affirma. Les Allemands, qui avaient constitué lors de la guerre la meilleure nation combattante d'Europe — et de loin —, se fatiguèrent de l'état de sujétion auquel ils avaient été réduits, et portèrent les nazis au pouvoir. Il s'agissait là du débouché inévitable de la politique répressive française.

L'Allemagne gouvernée par les nazis commença à se réarmer ; et, pour avoir pris part à ce réarmement, des personnalités allemandes se retrouvèrent sur le banc des accusés aux procès de Nuremberg, pour motifs de violation du traité de Versailles. Ces accusations étaient-elles justifiées ? Je ne le pense pas. Le désarmement de l'Allemagne, décrété en 1919, avait à l'époque été déclaré dans un objectif plus large que celui de limer les dents militaires de l'Allemagne. On avait déclaré qu'il s'agissait de « *la première étape vers la réduction et la limitation des armements (de toutes les nations) recherchée (par les alliés et les puissances associées) en vue de prévenir les guerres futures le plus efficacement possible...* » Je ne sais pas combien de fourches les langues des alliés et de leurs associés ayant prononcé cette déclaration comportaient. Mais il devint rapidement limpide que la France ne figurait pas dans la liste hypothétique des puissances victorieuses impatientes de procéder à leur propre désarmement. Elle continua de maintenir une vaste armée de conscrits, toute conscription étant dans le même temps interdite aux Allemands.

En 1927, M. Lloyd George, représentant en chef pour le Royaume-Uni à la conférence pour la paix, commençait à se sentir mal à l'aise. Il fit part au Parlement des « *nations qui s'étaient engagées à opérer un désarmement, suivant l'exemple allemand* », mais qui « *n'avaient pris aucune mesure concrète de désarmement* ». Et il n'était certes pas le seul à éprouver de tels doutes.

Cinq années plus tard, en 1932, arriva la très médiatisée conférence mondiale pour le désarmement, tenue à Genève. Ce fut un échec total. Toutefois, les puissances victorieuses du premier conflit mondial continuèrent d'attendre de l'Allemagne qu'elle respecte scrupuleusement les clauses de désarmement du traité de Versailles.

Il était dès lors devenu évident aux yeux du monde, et tout particulièrement aux yeux des Allemands, que la promesse de « *désarmement général* » du traité de Versailles était frauduleuse. Aucune nation n'allait se désarmer jusqu'à atteindre le niveau allemand. Le désarmement, de toute évidence, ne s'appliquait qu'à l'Allemagne seule, et ce apparemment à perpétuité.

Les Allemands s'étaient faits tromper. Les nations victorieuses n'avaient aucune intention de se désarmer. Il est vrai que le désarmement aurait pu être imposé à l'Allemagne uniquement par voie de force majeure. Mais les nations victorieuses s'étaient abstenues de le faire. Elles avaient volontairement affirmé qu'elles procéderaient également à un désarmement. Mais, rendu en 1933, quand Hitler prit le pouvoir, il était clair et limpide qu'elles allaient renier leur promesse.

On ne peut espérer d'aucune grande nation, alors même qu'elle a reconstitué, sans le moindre doute, une puissance d'agression, qu'elle accepte un état d'asservissement sans limite de temps. Et si elle ne se considère pas elle-même comme un agresseur, malgré le fait que ses ennemis l'affirment, elle sera encore moins encline à se soumettre à un tel abaissement. Hitler parvint au pouvoir en Allemagne sur une base de promesses de soustraction de son pays de cet asservissement, et de restauration de sa liberté souveraine. Et il remplit cet objectif, au moyen d'une combinaison d'audace politique astucieuse, de bluff, et de prévarication. Pour ses mensonges répétés face au public, en particulier dans ses déclarations sur ses prétentions territoriales sur des pays étrangers, il fut amèrement attaqué et qualifié de menteur patent. On aurait cependant pu avancer, à son corps défendant, que les anciens adversaires de l'Allemagne lui avaient menti de manière toute aussi patente quant à leurs intentions de se désarmer ; et pas seulement cela. En janvier 1918, Wilson, le président des États-Unis, énonça quatorze points dans un discours au Congrès, qu'il présenta comme les bases d'une paix durable qui ferait suite à la guerre alors en cours. En septembre de la même année, les Allemands formulèrent une offre de paix qui

se conformait à ces quatorze points. Cette offre fut acceptée par le président au nom de ses alliés, étant spécifiquement convenu que l'Allemagne négociait la paix sur la base de ces quatorze points. Mais à peine les Allemands s'étaient-ils conformés aux clauses de désarmement de l'Armistice que les vainqueurs s'empressèrent de déchirer la condition selon laquelle les quatorze points devaient constituer le guide du traité de paix. Il est agréable de noter que des protestations outragées se firent entendre au Royaume-Uni quand ce lien de confiance fut rompu. Ainsi, Lord Buchmaster déclara ce qui suit :

> *... inciter une nation, quelle qu'elle soit, et aussi malveillante et abominable qu'elle puisse être, à déposer les armes dans une convention, puis, une fois qu'elle se retrouve sans défense, lui imposer une nouvelle convention, constitue un acte de déshonneur indélébile.*

La conscience et le sens de l'honneur britanniques restaient à l'époque assez actifs (1922).

Si, donc, quelque chicanerie fut employée délibérément envers l'Allemagne en relation avec les termes de sa reddition, puis plus tard fut renouvelée pour la garder en état de faiblesse aussi longtemps que possible, il n'était certes pas pire du point de vue de Hitler de faire usage de duperie pour rendre à l'Allemagne sa force aussi rapidement que possible. En matière de politique internationale, on peut s'appuyer sur un mensonge pour en justifier un autre. Mais la majorité des critiques britanniques dénonçant de manière forcenée l'utilisation par Hitler du mensonge comme arme stratégique n'avait sans doute jamais entendu parler de la tromperie des quatorze points ou de la clause de « *désarmement généralisé* » du traité de Versailles. On peut donc comprendre leur indignation, bien qu'elle fût déplacée.

En mars 1939, Hitler, du fait principalement de son initiative personnelle et même contre l'opposition de son État-Major, avait ressuscité une armée allemande de conscrits ainsi qu'une armée

de l'air, remilitarisé la Rhénanie, absorbé l'Autriche, et annexé le plus gros de la Tchécoslovaquie. Il avait réduit à néant la quasi-totalité des dispositions anti-allemandes du traité de Versailles, au soulagement naturel des Allemands.

Restaient, outre les colonies, les affaires de l'Alsace-Lorraine et du corridor de Dantzig. Hitler déclara n'avoir aucun différend avec la Pologne ; mais ce type d'affirmation a si souvent constitué le prélude d'une attaque envers le pays cité que personne ne sut s'il fallait ou non l'en croire.

Le gouvernement britannique subissait à ce moment-là des pressions très importantes à faire quelque chose pour « *arrêter Hitler* » ; et le 21 mars 1939, elle accorda, chose très malavisée, des garanties à la Pologne. Le 1er septembre, Hitler envoya son armée contre la Pologne et en fit la conquête en moins de trois semaines. En résultante, les Britanniques, obéissant à la garantie qu'ils avaient donnée, déclarèrent la guerre à l'Allemagne le 3 septembre, suivis le même jour et non sans une évidente réticence par les Français. C'est par conséquence de son attaque envers la Pologne, en dépit de la garantie britannique, et donc en sachant avec certitude que la guerre s'étendrait aux puissances majeures, qu'on accusa Hitler d'avoir démarré la seconde guerre mondiale. Mais il s'agit d'un jugement trop superficiel.

Tout d'abord, y avait-il quoi que ce soit de fondamentalement sournois dans le désir de Hitler de reprendre le corridor de Dantzig ? Si tel était le cas, la sournoiserie n'en était pas plus grande que l'ambition française implacable, de 1870 à 1918, de récupérer l'Alsace et la Lorraine. L'Alsace et la Lorraine étaient plus allemandes que françaises, malgré le fait qu'elles avaient respectivement appartenu à la France, avant 1870, pendant 220 et 100 ans. Mais on peut en arguer de même du corridor de Dantzig, qui avait constitué un territoire allemand pendant le plus clair d'un siècle et demi ; il contenait de nombreux Allemands ainsi que de Polonais, et son retour à la Pologne recréée de 1919 séparait l'Est de la Prusse du reste de l'Allemagne, et impliquait l'isolation et un état de semi-ruine à

l'importante ville de Dantzig, résolument allemande. La prétention allemande sur le corridor de Dantzig était aussi valable que celle de la France sur l'Alsace et la Lorraine. Et après que les vainqueurs, à Versailles, parmi lesquels on comptait les Britanniques et les Français, avaient reconnu ce droit de possession antérieure à la France, pour les deux départements devenus français, les motifs d'agression criminelle contre l'Allemagne — et contre certaines personnalités allemandes — pour avoir appliqué des prétentions du même type au corridor de Dantzig étaient franchement hypocrites.

Mais qu'en est-il de la question associée, d'avoir déclenché une guerre majeure ? Il est très facile de sauter à la conclusion qu'un pays attaquant un territoire faisant l'objet d'une garantie se montre forcément coupable de provoquer le conflit élargi qui s'ensuit. Quand on y réfléchit plus avant, on trouve deux raisons pour lesquelles une telle supposition peut se révéler dangereusement superficielle. D'une part, c'est un moyen trop facile de jeter l'opprobre sur un adversaire potentiel. Tout ce qu'une grande puissance a à faire, si elle estime que ses intérêts territoriaux particuliers risquent de se voir défiés par une autre, est de lancer au vent des garanties afin que la puissance défiante se retrouve automatiquement marquée comme criminelle mondiale. Voilà qui aurait bien mal tourné pour la Grande-Bretagne dans les temps où elle constituait elle-même la puissance défiante ; comme, par exemple, en Espagne au XVIème siècle, en Hollande au XVIIème siècle, ainsi qu'en Espagne et en France au XVIIIème siècle.

D'autre part, une garantie, tout en ne constituant pas un obstacle certain — comme Hitler l'a montré — au déclenchement des hostilités, peut au contraire les provoquer. Une garantie, en soi, constitue un défi. Cela constitue à défier publiquement un rival d'ignorer la garantie, et d'avoir à en affronter les conséquences ; après quoi il devient très compliqué pour ce rival de tenter la recherche d'une solution pacifique à son différend conjointement avec le pays bénéficiant de la garantie sans apparaître soumis au chantage.

Une garantie peut donc constituer une incitation au conflit majeur même qu'elle est supposé prévenir. Il est des plus significatifs, comme l'examen scrupuleux des preuves que mène F. H. Hinsley dans son ouvrage *Hitler's Strategy*[2] le révèle, que la détermination du dictateur allemand à forcer la situation envers la Pologne au point d'en arriver à la guerre remonte au jour même où la garantie britannique fut prononcée.

Qu'en viendrions-nous à penser s'il prenait aux Russes l'idée de garantir à l'Égypte la possession de la zone du canal [de Suez], sans se soucier particulièrement d'être en position d'aider effectivement l'Égypte sur ce point, à l'image de la Grande-Bretagne, qui n'était pas en position d'aider la Pologne à conserver le corridor de Dantzig ? Devrions-nous docilement faire nos bagages et partir ? Ou, si nous restions, devrions-nous accepter la stigmatisation d'être considérés comme les agresseurs et les « *déclencheurs* » de la troisième guerre mondiale ? Je ne le pense pas.

Quant à la troisième invasion allemande de la France, qui se déroula en 1940, ce sont les Français qui avaient déclaré la guerre aux Allemands en 1939. L'armée française n'avait fait aucune tentative en vue d'aider les Polonais en s'en prenant aux Allemands depuis l'Ouest. Elle resta plutôt retranchée de son côté de la frontière. Depuis 1914, les idées militaires françaises s'étaient complètement inversées. Du désastreux positionnement offensif inconditionnel adopté aux premiers jours de la première guerre mondiale, l'État-Major français avait fait la culbute vers un positionnement défensif inconditionnel. L'armée française devait rester dans sa ligne Maginot fortifiée, et attendre l'assaut. Ce positionnement stratégique, quoique opposé, était tout aussi rigide, et ne fut pas plus propice au succès, que son prédécesseur. Pour la troisième fois, les Français furent repoussés ; cette fois, comme en 1870, jusqu'à la catastrophe finale.

Nous avons à présent établi une image plus claire des trois

2. Cambridge University Press, p. 11.

invasions « *brutales et non-provoquées* » de la France par l'Allemagne, dont les *Vansittart* côté britannique et dont les Français eux-mêmes ont trouvé tant de choses amères à dire. Nous disposons du fait significatif que sur les trois occurrences, par deux fois, c'est la France qui a déclaré la guerre à l'Allemagne, alors que, dans la troisième d'entre elles, la France s'employait subrepticement à presser son allié russe à lancer une guerre contre l'Allemagne, dans laquelle la France savait qu'elle serait impliquée. Les preuves, de fait, abondent pour soutenir la thèse que c'est la France, et non l'Allemagne, qui, pour reprendre la phrase de Lord Vansittart sur cette dernière, « *fabriqua soigneusement* » la guerre de 1914. En outre, dans deux cas sur les trois, les Français prévoyaient qu'ils seraient à Berlin dans les deux mois. Ce furent leurs propres erreurs de jugement militaire et leurs propres lacunes, et non quelque turpitude allemande, qui firent que les invasions ciblèrent Paris au lieu de Berlin.

Les propos français sur la tonalité « *pas de veine* » quant aux mauvais traitements infligés par l'Allemagne ne sont pas vrais, mais ces propos ont été avalés tout ronds par un public crédule, ignorant des faits historiques. Et les Français reprennent à présent les mêmes histoires de « *pas de veine* » pour saboter la création d'une armée en Allemagne de l'Ouest.

Depuis 1919, le monde en a entendu beaucoup quant aux invasions allemandes de la France. Mais bien peu a été dit quant aux invasions françaises de l'Allemagne. Pourtant, deux cents années durant, c'est l'Allemagne qui constitua le champ de bataille d'Europe. Les guerres du XVIIIème siècle constituèrent le théâtre d'un va-et-vient des armées françaises entre l'Allemagne et l'Autriche, cependant que le sol français restait intact. Et ce fut de nouveau contre les territoires allemand et autrichien que Napoléon remporta ses victoires tant vantées au cours du XIXème siècle.

Les Français n'oublient pas ces épisodes antérieurs, au cours desquels la gloire militaire revenait à la France : leurs statues, et le nom de leurs rues, à Paris et ailleurs, abondent de mentions

à Wagram, Austerlitz, Iéna, et Friedland. Mais ils aimeraient que le reste du monde oublie ces épisodes-là, et ne se souvienne que de la terrible menace que constitue pour la France contemporaine une Allemagne unifiée. C'est ainsi que s'expliquent les tentatives persistantes de la France d'affaiblir et de briser l'Allemagne.

Mais quelle fut la cause première de l'unification allemande ? Rien d'autre que les fréquentes agressions de la France unifiée. C'est la sujétion de l'Allemagne par Napoléon, en 1806, qui constitua l'origine explicite du sentiment de pan-germanisme. Face au danger français, les populations germaniques de toute l'Europe commencèrent à s'assembler, et conçurent un sentiment élargi de fraternité germanique. Alors qu'en 1793 on comptait 300 États séparés indépendants dans ce qui est devenu l'Allemagne contemporaine, ce nombre se trouva réduit par amalgame à 30 en 1815. Le processus, une fois démarré, se poursuivit. Nous avons vu, dans le chapitre précédent, comment, après 1815, les États germaniques formèrent un corps consultatif commun avec la Confédération germanique. Le terrain était préparé, au niveau mental, pour les manœuvres de Bismarck. Les Français sont les moins habilités de tous les peuples à se plaindre d'une menace allemande, car celle-ci résulte de leurs propres actions.

Et pourtant, en créant assez de tapage, ils réussirent à faire passer cette complainte, à partir de 1919, pour une sorte d'objet sacré de politique internationale ; et jusqu'à ce jour, les hommes politiques et les commentateurs occidentaux s'expriment comme si la France disposait d'un droit naturel à se voir protégée de l'Allemagne, la protection devant être assurée par le reste du monde. Ainsi, à chaque fois que la France se montre particulièrement difficile au sujet de la recréation d'une armée allemande, ou la question de la restauration de l'Allemagne comme État souverain, il ne manque jamais de se trouver quelque apologiste britannique provenant de quelque haute sphère pour déclarer qu'« *au vu de toutes les souffrances endurées par la France du fait de l'Allemagne, etc, etc* » ; et pour cette raison, il apparaît que les jeunes Britanniques

et ceux d'autres pays doivent se tenir prêts à se voir sacrifier de nouveau pour éviter que la France ne se voie dérangée.

Cela est, bien entendu, totalement absurde. La France n'a aucun « *droit* » à aucune sécurité. Aucun pays n'y a droit. Nous vivons tous dans un monde dangereux, et toute nation désireuse d'assurer sa sécurité se doit d'assurer sa propre sécurité au mieux de ses capacités ; par elle-même, ou par quelque combinaison appropriée si elle ne peut y parvenir seule. Mais chacun est responsable de soi-même, n'en déplaise à la classe précieuse qui constitue les corps internationaux qui croissent de nos jours. Après tout, si le reste du monde subit l'obligation de protéger la France de l'Allemagne, il subit l'obligation symétrique de protéger l'Allemagne de la France, si bien que la conséquence logique d'une protection internationale gratuite n'est autre que la guerre civile internationale.

La France n'a qu'un calcul à faire pour sa propre protection. Il s'agit de revenir en arrière, jusqu'au XVIIIème siècle, et de garder l'Allemagne faible en la laissant divisée, désarmée et désunie. Cette formule illustre le niveau de stupidité dont une nation intelligente peut faire preuve. Car la suite naturelle d'une tentative de garder un pays comme l'Allemagne au plus bas est un effort vigoureux et inévitable de sa part visant à se débarrasser des entraves d'un contrôle de l'étranger ; et plus la répression est forte, plus violent sera le bouleversement final pour la liberté nationale et l'amour-propre.

Quant à l'accusation voulant que l'Allemagne ait « *démarré* » les deux guerres mondiales, elle est toute à fait fausse pour ce qui concerne la première guerre, et porte au moins à questions pour la seconde.

Chapitre 7

Quel était l'objet de la guerre pour M. Churchill ?

Si les preuves que j'ai exposées au fil des six premiers chapitres sont suffisamment dignes de foi, il s'ensuit que les nombreux milliers d'hommes et de femmes britanniques, au compte desquels nombre de mes propres amis et connaissances, qui continuent de croire que l'Allemagne serait seule responsable des deux guerres mondiales, qu'elle les aurait démarrées délibérément, sournoisement, et sans provocation ni excuse, se sont gravement fourvoyés. Ce n'est pas leur faute. Parvenir à un jugement équilibré sur ce sujet exige trop de lectures historiques pour que les personnes normales aient le temps de s'y consacrer.

Nos dirigeants, en outre, n'ont eu de cesse de nous répéter durant les années de guerre que les Allemands étaient la cause de tout ceci. M. Churchill, dont l'influence sur la construction de l'opinion nationale quant à l'ennemi fut considérable, répétait sans arrêt qu'ils avaient provoqué les deux guerres, suivant ses propres termes. À l'en croire, l'Allemagne constituait le seul et unique agresseur ; le fléau mondial. M. Churchill semblait croire que si l'Allemagne

pouvait être complètement écrasée, le reste du monde pourrait reprendre ses manières pacifiques ; et que si on la maintenait en état d'écrasement, cet état béni des affaires se poursuivrait indéfiniment. Comme il le déclara face au Parlement le 21 septembre 1943 :

> *Les deux racines de tous nos maux, la tyrannie nazie et le militarisme prussien, doivent être expurgés. Et dans nos actions, aucun sacrifice ne sera trop grand, ni aucune violence exagérée, tant que nous n'y serons pas parvenus.* [1]

Face à l'ennemi allemand, il me semble que M. Churchill n'aurait pas pu envisager un caractère de sacrifice illimité pour son pays, ni l'emploi des violences les plus extrêmes, s'il n'avait pas été convaincu qu'extirper l'État nazi et l'armée allemande allait résoudre le problème de la sécurité de l'Europe et déboucher sur une période de paix prolongée.

Sur le sujet d'écraser l'Allemagne totalement, le président Roosevelt n'était pas du tout en reste par rapport à M. Churchill. De fait, c'est le président en personne qui fut à l'origine du projet de « *reddition sans condition* », auquel M. Churchill accorda son soutien. Les deux dirigeants, américain et britannique, parvinrent à leur objectif commun. La guerre ne cessa qu'après la reddition sans condition de l'Allemagne.

Mais la victoire complète et absolue des alliés anglo/américains, le prélude nécessaire aux extirpations prévues, restait à réaliser au moment où l'Allemagne fut réduite en poussière dans leurs mains. La destruction fracassante du Reich et de la machine de guerre allemands ne retira pas « *tous nos maux* », malgré les prédictions de M. Churchill. À peine la « *menace* » militaire allemande fut-elle écartée qu'une nouvelle forme de danger, méchante, laide et grimaçante, prit sa place. Le communisme russe, hostile et militant,

1. « *The twin roots of all our evils, Nazi tyranny and Prussian militarism, must be expirpated. Until this is achieved, there are no sacrifices we will not make and no lengths in violence to which we will not go* », NdT

remplit immédiatement l'espace qu'avait occupé l'Allemagne. Et cela ne constitua pas la seule perturbation aux conceptions churchilliennes d'un monde épris de paix, jusqu'alors perturbé par les Allemands. Très vite, le communisme militant fit son entrée rampante au pouvoir en Chine également.

La théorie de M. Churchill, voulant que « *les deux racines de tous nos maux* » fussent la tyrannie nazie et le militarisme prussien se vit brutalement réfutée, presque immédiatement après que ces deux causes eurent été éliminées. D'autres tyrannies et d'autres militarismes étaient entrés dans le jeu, derrière et au-delà de celles-ci. D'autres tyrannies aussi nocives, voire pires ; d'autres militarismes tout aussi voraces, voire plus. Après tout, l'Allemagne ne s'était engagée que dans une entreprise de reconquête de territoires qui avaient un jour appartenu à l'Allemagne ou à l'Autriche, quand elle fut attaquée par la Grande-Bretagne et la France. Mais après l'effondrement et l'occupation de l'Allemagne, la Russie commença à étendre sa domination par un mélange de force et de subversion, afin d'intégrer des pays sur lesquels elle n'avait pas l'ombre d'une prétention : jusque l'Ouest de la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. L'agression allemande (si agression il y eut) eut comme suite et fut surpassée par l'agression russe.

Le but déclaré du président Roosevelt et de M. Churchill, devant mettre fin à toute agression en détruisant la capacité de nuire allemande, constitua, en réalité, l'un des plus grands échecs de l'histoire. Jamais jusqu'alors, peut-être, tant d'agressions ne s'étaient-elles réalisées en si peu de temps que celles qui eurent lieu après la défaite allemande : les agressions russes en Europe, l'agression par une ou plusieurs personnes inconnues qui forcèrent la Hollande à quitter l'Indonésie, l'agression indienne contre Hyderabad, l'agression chinoise contre le Tibet, l'agression de la Corée du Nord contre la Corée du Sud, l'agression française contre l'Allemagne pour la

Sarre, l'agression chinoise contre les Nations Unies en Corée [2], et sans doute plusieurs autres que j'ai négligées [3]. Une performance remarquable et inédite pour cette période de peu d'années, et particulièrement concentrée sur les années suivant immédiatement l'empalement du corps de l'« *oiseau-boucher* » allemand.

Sous les coups de marteau répétés de réfutations permanentes imposées par les circonstances, la doctrine Roosevelt-Churchill de l'efficacité pleine et entière du désarmement allemand n'allait pas durer longtemps. En 1950, elle fut formellement jetée aux orties, et l'on demanda à l'Allemagne de l'Ouest de se ré-armer. Mais à ce moment-là, les procès des crimes de guerre de Nuremberg, le traitement brutal de la classe des officiers allemands dans son ensemble, et le démantèlement sans pitié des usines allemandes avaient induit auprès des Allemands de l'Ouest une importante réticence à se voir à nouveau pris dans les tourments de la guerre. La permission bienveillante de se ré-armer muta alors en une sorte de mélange de requêtes et de menaces qui, n'eussent-elles rappelé la dévastation de l'Europe qui avait accompagné la poursuite de la politique opposée, auraient pu être considérées comme extrêmement comiques. En 1951, la vision de la guerre de M. Churchill, quant aux « *racines* » de tous nos maux qu'il fallait expurger, et

2. L'intervention américaine en Corée fut légitimée par le Conseil de sécurité de l'ONU – où l'URSS ne siégeait pas en raison du refus d'y admettre la jeune République populaire de Chine. NdT

3. J'utilise le terme « *agression* » selon le sens large et étendu qui en constitue l'usage commun. Il est par ailleurs tout à fait surprenant qu'il n'existe aucun moyen faisant autorité pour reconnaître une agression. L'ancienne Société des Nations s'employa pendant 20 ans à essayer de définir l'agression, mais sans succès. Le relais en fut repris par les Nations Unies, avec les mêmes résultats négatifs. Après plusieurs années de vaines tentatives, et alors que la guerre en Corée battait son plein, on commença à entendre dans les salons de conférence des Nations Unies qu'il était peu judicieux de définir l'agression. Et, tout à fait curieusement, les protagonistes principaux de cette manière de voir étaient les Américains et les Britanniques, qui constituaient également les principaux soutiens de la guerre en Corée « *pour montrer que l'agression ne rapporte rien* »

pour laquelle il avait exigé des sacrifices sans limites et à laquelle il avait consacré l'ensemble des ressources de son pays, cette vision était totalement discréditée. L'électorat britannique décida de célébrer cette réfutation historique en rappelant M. Churchill aux plus hautes fonctions. En 1945, au moment où l'on ne connaissait pas encore le goût des fruits de sa victoire, et que le public britannique ne disposait pas encore des preuves permettant de douter des bénéfices qu'il avait annoncés, l'élection avait mis Churchill de côté. *Vox populi vox dei.*

Quelque chose s'était mal passé dans l'objet de la guerre défini et poursuivi à l'époque par M. Churchill, et il est hautement souhaitable de découvrir la nature de ce défaut. Mais avant de pouvoir répondre à cette question, il faut connaître avec précision cet objet. Nous avons pris note de deux prétendants à ce titre, mais il sera tout aussi bien d'en considérer d'autres. Il y avait, par exemple, la déclaration d'objectifs émise par lui-même et le président américain, intégrée dans le document connu sous le nom de Charte Atlantique, et mis à disposition du monde en août 1941. Dans cette charte, les deux dirigeants déclaraient qu'ils ne désiraient voir aucun changement territorial qui ne s'accorde pas avec le souhait librement exprimé des peuples concernés. Il s'agissait de l'article 2 de la Charte. Mais en temps voulu, de grandes parties de la Pologne furent données à la Russie, et des régions semblables de l'Allemagne offertes à la Pologne, sans que les habitants de ces régions polonaises et allemandes n'eussent même été consultés.

L'article 3 déclarait que les deux dirigeants respectaient le droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils voulaient vivre. À moins que les mots « *tous les peuples* » ne désignent pas tous les peuples, cet article s'appliquait clairement autant aux Allemands qu'à n'importe qui d'autre. Mais deux années plus tard, M. Churchill déclarait que l'une des « *racines de tous nos maux* » était la tyrannie nazie, qui devait être extirpée. Le choix des Allemands de se voir dirigés par un gouvernement national socialiste était donc bafoué ; et la déclaration de M. Churchill

de septembre 1943 contredisait l'article 3 de sa déclaration d'août 1941. Et l'article 6 de la Charte la contredisait tout autant.

L'article 4 de la Charte déclarait que des initiatives seraient prises pour améliorer « *la jouissance pour tous les États, grands ou petites, vainqueurs ou vaincus, de l'accès, selon des termes égaux, au commerce et aux matières premières du monde, nécessaires à leur prospérité économique* ». À moins que le mot « *vaincu* » ne signifie pas vaincu, et que les mots « *selon des termes égaux* » ne signifie pas selon des termes égaux, aucune tentative ne fut faite pour honorer cet engagement volontaire vis-à-vis de l'Allemagne, et ce jusqu'à l'heure où j'écris ces lignes.

L'article 6 de la Charte commençait par les mots : « *après la destruction finale de la tyrannie nazie* », qui étaient incompatibles avec la liberté promise à tous les peuples dans l'article 3. L'article 6 poursuivait en déclarant que les deux dirigeants espéraient une paix qui accorderait à toutes les nations les moyens de résider en paix au sein de leurs propres frontières. Mais les deux dirigeants souscrivirent plus tard à des conditions qui impliquaient l'expulsion d'un grand nombre d'Allemands des terres où ils avaient vécu depuis l'Antiquité ; il s'agit, à ce que l'on dit, de quinze millions de personnes, dont deux millions sont déclarées à ce jour disparues ou mortes.

Je ne cite pas ici tous les articles de la Charte. On en compte plusieurs autres dans la même veine. Je me suis cantonné aux plus éloquents d'entre eux. Il transpire de ces articles, me semble-t-il, un esprit de modération et d'équité, tant pour les gagnants que pour les perdants ; la seule note directement discordante réside dans le conflit entre les articles 3 et 6 que j'ai déjà évoqués. Pourtant, comme l'indiquent mes commentaires sur les divers articles, un abîme sépare la promesse anglo-américaine de 1941 de la prestation produite par les vainqueurs à partir de 1945.

L'explication est que la Charte Atlantique eut une durée de vie inférieure à celle de la guerre. En février 1944, cette Charte se vit publiquement répudiée par M. Churchill, qui déclara qu'il

n'était pas question de l'« *appliquer de plein droit à l'Allemagne, ni de bannir les transferts ou ajustements territoriaux dans tout pays* ». Et de toute évidence, elle ne s'appliqua pas de plein droit à l'Allemagne. Mais la Charte s'appliquait bien à elle, pour une fort bonne raison. Le nom du peuple britannique était impliqué dans son application à l'Allemagne. Le peuple britannique n'avait pas fait entendre un mot de protestation quand M. Churchill (et avec lui le président américain) avait proclamé que les principes de la Charte s'appliqueraient à « *toutes les nations, tous les peuples, tous les États, petits ou grands, vainqueurs ou vaincus* ». Et par cet acquiescement, la nation britannique avait accepté les obligations sur l'honneur d'appliquer les directives de la Charte à l'Allemagne ainsi qu'à quiconque. M. Churchill, donc, en annonçant en 1944 que la Charte ne s'appliquait plus à l'Allemagne, faisait montre devant le monde entier que ses concitoyens constituaient un peuple qui. . .eh bien, qui revient sur la parole donnée. Pourquoi avoir agi d'une manière qui dut être si détestable à ses propres yeux ?

Les raisons précises n'en sont toujours pas connues à ce jour. Mais on peut se hasarder à les deviner. En 1941, quand la Charte fut annoncée avec tambours et trompettes de la presse, la guerre se passait bien du point de vue allemand. L'Amérique n'était pas encore impliquée, et les armes russes connaissaient une retraite précipitée. Aucune certitude n'existait sur l'identité des vainqueurs de la guerre.

Mais en février 1944, la situation avait changé du tout au tout. Il était devenu plutôt évident que la combinaison Grande-Bretagne - Amérique - Russie allait sortir victorieuse. De fait, cette combinaison était à ce moment-là politiquement omnipotente. Elle pouvait dire ce qu'elle voulait sans que nul au monde ne lui barre la route, mis à part l'ennemi, qui serait bientôt écrasé. L'année 1943 avait été celle des conférences inter-alliés ; Moscou, Le Caire, Téhéran, Le Caire de nouveau. À la conférence de Téhéran de novembre 1943, des projets furent déroulés consistant à séparer l'Allemagne en morceaux ; il était également question que la Russie absorbe la partie

orientale de la Pologne et que cette dernière se voie compensée aux dépens de l'Allemagne. Comme ces projets étaient tout à fait contradictoires avec la Charte Atlantique, l'une des pré-conditions essentielles de leur prompte réalisation résidait dans la démolition de la précieuse Charte. D'où, on peut le penser, le discours d'inhumation lu deux mois plus tard par M. Churchill, dans lequel les mots « *pas question de la Charte...bannir les transferts ou ajustements territoriaux* » donnaient quelque indication sur le fait que ces transferts, en contradiction de la Charte, étaient à l'étude. Ainsi rendit l'âme la splendide déclaration Churchill-Roosevelt des droits internationaux, assassinée par ses propres parents. Il est intéressant de noter que les funérailles en furent quasiment confidentielles.

Quel objet de guerre restait-il à M. Churchill ? Il y avait nos objectifs précédents, l'extirpation de la tyrannie nazie et du militarisme prussien. Commençons par la première. Qu'est-ce qui avait bien pu rendre M. Churchill aussi désireux de voir ses compatriotes détruire la tyrannie nazie en Allemagne ? La Tyrannie, en tant que telle, n'opprimait en rien le peuple britannique. Ce point étant établi, en quoi le peuple britannique se voyait-il en quoi que ce soit concerné du fait que les Allemands aient choisi de vivre sous une forme de gouvernement tyrannique ? La Charte Atlantique ne déclarait-elle pas que les Britanniques « *respectaient les droits de tous les peuples de choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils allaient vivre ?* » Donc, si les Allemands ne décidaient pas de renverser leur tyrannie nazie par eux-mêmes, pourquoi un grand nombre d'Anglais auraient-ils à mourir pour la renverser à leur place ?

Mais, en supposant que la suppression par la force des tyrannies dans des pays étrangers constituât le devoir des Britanniques, pourquoi trouvait-on une autre tyrannie, partenaire des Britanniques dans ce processus ? La tyrannie communiste, en Russie, était pire que la tyrannie nazie en Allemagne ; les conditions générales de vie du peuple russe étaient largement inférieures à celles des Allemands ; le travail de forçat en Russie était employé à grande échelle,

en comparaison à la même pratique sur le sol allemand, la cruauté n'y avait rien à envier à celle du côté allemand, et de nombreux observateurs la décrivent même comme bien plus importante. La technique révoltante des purges, des interrogatoires brutaux amenant à « *confession* », et l'espionnage domestique généralisé était déjà à l'œuvre en Russie depuis des années avant que Hitler n'introduise ces mêmes méthodes en Allemagne, qu'il copia probablement de l'exemple russe. Mais M. Churchill encensait la Russie comme une alliée des plus bienvenues, quand elle se trouva embarquée dans la guerre. Un tyran pour en battre un autre. Clairement, la tyrannie en soi n'était donc pas un objectif de destruction pour M. Churchill.

Il ne montra même pas un intérêt débordant pour le renversement de la tyrannie nazie en tant que telle, quand on porta à son attention un projet en ce sens. L'Évêque de Chichester a récemment révélé comment il avait rencontré deux Allemands anti-nazis à Stockholm, en 1942, qui lui avaient demandé de déterminer si les gouvernements britannique et américain négocieraient la paix avec un gouvernement allemand démocratique, si le régime de Hitler était renversé. L'évêque transmit la question à M. Eden à son retour, mais le gouvernement britannique ne lui répondit jamais.

Et qu'en est-il de la restauration d'une souveraineté indépendante dans les pays envahis par l'Allemagne, auxquels M. Churchill avait fait référence dans son discours à la Chambre des Communes le 18 juin 1940 ?

Tous ces pays, avait-il dit, devaient être libérés ; et surtout la France, qui devait « *revenir à son ancienne grandeur* ». Dans cette dernière proposition, M. Churchill revendiquait pour lui-même des pouvoirs surnaturels. La France pouvait être libérée de la domination allemande par des armes anglo-américaines. Mais quant à sa « *grandeur* », les Français seuls pouvaient la restaurer par leurs propres moyens (si elle avait expiré), ou le Tout-Puissant pouvait le faire pour eux, mais personne d'autre. Même le Tout-Puissant aurait eu de la peine dans cette tâche, la grandeur de la France remontant à des temps reculés. Pour ce qui concerne les années

précédant 1939, la France était grevée par la corruption, la malgouvernance, et le délabrement généralisé, autant de raisons pour son effondrement rapide en 1940. En réalité, la formule de Churchill pour la restauration de la grandeur de la France était celle qui était certaine d'échouer. Si la France avait été contrainte de se relever par ses propres efforts, un renouveau de santé nationale aurait pu se produire. Mais voir l'occupation par l'Allemagne et d'autres puissances se terminer du fait d'autres mains étrangères constituait le moyen le plus sûr de la faire glisser plus bas encore sur la pente glissante.

Les autres nations occupées, plus petites, ne se virent pas promettre la grandeur, mais uniquement leur liberté, chose qui était plus dans la capacité de M. Churchill de leur accorder. Ils la reçurent en temps voulu. Mais à peine l'avaient-ils obtenue que M. Churchill en personne s'employa à leur reprendre. Il devint le principal protagoniste, parmi tous les Anglais, si pas parmi tous les Européens, d'une fédération européenne, par l'unification avec tous les petits États « *libérés* » qui y perdraient à coup sûr leur souveraineté avec la même certitude qu'ils l'avaient perdue sous l'occupation par les Allemands.

Mais si l'unité de l'Europe constituait l'idéal de M. Churchill, pourquoi s'employait-il de manière aussi impitoyable à détruire l'unité européenne construite par l'Allemagne en 1940 ? Il est vrai que l'unification de l'Europe par l'Allemagne avait été réalisée par les armes. Mais M. Churchill, comme historien, aurait dû savoir que c'est de cette manière que toutes les unités ont toujours été sécurisées : l'unité italienne, l'unité française, l'unité allemande, l'unité étasunienne, l'unité espagnole.

L'Europe s'était déjà vue unifiée une fois auparavant — par Napoléon 1er. Et tout le monde n'avait pas applaudi la destruction de cette unification par la bataille de Waterloo. « *Il est caractéristique de Pitt, qui était le principal architecte de la (troisième) Coalition, d'envisager, une fois la guerre terminée et la victoire acquise, le rassemblement d'un congrès en vue de bâtir un système fédéral pour*

le maintien d'une paix européenne. Napoléon, lui aussi, avait un dessein d'organisation de l'Europe comme un Commonwealth de peuples éclairés mais non libres, sous hégémonie française ; et des amis de l'unité européenne continuent à ce jour de regretter que son rêve ne se fût pas réalisé[4] ».

Les Allemands, comme nous le savons, commencèrent leur tentative de ce faire en se faisant des conquérants irréprochables. Les journaux britanniques de 1940 signalaient l'excellence de leurs manières en France, des soldats allemands bondissant de leur siège dans les tramways et les bus français pour laisser leur place aux dames, et ainsi de suite. Mais M. Churchill sabota cette tentative en encourageant et en armant les mouvements de résistance européens, largement bâtis sur les réseaux communistes souterrains, qui provoquèrent les Allemands en pratiquant un terrorisme de guérilla, et les mesures de rétorsions appliquées par les Allemands aux populations civiles des pays occupés ruinèrent toute chance de fraternisation. Les seigneurs et maîtres allemands auraient peut-être été haïs et auraient peut-être fait l'objet d'une opposition dans tous les cas. Mais qui sait ? Il existait sans aucun doute des mouvements collaborationnistes appréciables dans tous les pays conquis, même en France, et il aurait été possible que la collaboration l'emportât sur la résistance, si cette dernière n'avait pas été délibérément organisée de l'étranger avec le soutien de forces aériennes.

Il ne s'agit pas ici d'affirmer que la résistance n'a pas servi à la cause anti-allemande. Le sujet que je développe est que M. Churchill ne s'employait manifestement pas à empêcher l'unification de l'Europe, mais uniquement une unification de l'Europe par l'Allemagne. C'est à ceci que se réduit l'« *extirpation de la tyrannie nazie* ». Dès les tous premiers jours de la guerre, l'attitude mentale de M. Churchill était manifeste ; par exemple, quand les Allemands eurent envahi la Norvège et que M. Churchill déclara dans un discours que « *le sol sacré des Vikings doit être purgé de la vile pollu-*

4. Dr. H. A. L. Fisher — *History of Europe*, Vol. VI, p. 884.

tion des envahisseurs nazis ». Je n'ai pas trouvé trace de discours de sa part mentionnant la « *vile pollution des sols sacrés letton, lituanien, et estonien* » par l'occupant russe.

Il semble donc qu'il nous reste l'extirpation du « *militarisme prussien* ». Le mot *prussien* est fréquemment utilisé en Angleterre pour évoquer un dessein militariste et agressif. Si M. Churchill l'utilisait ici dans ce sens, il était bien sûr dans l'erreur. De fait, l'État-Major allemand, prussien, ou appelez-le comme vous voulez, s'était systématiquement opposé à une solution par la guerre des problèmes de l'Allemagne. L'homme qui avait insisté pour faire la guerre était Hitler, et Hitler était autrichien. Parler de « *militarisme autrichien* » aurait donc été plus exact.

Si toutefois nous prenons l'« *extirpation du militarisme prussien* » au sens d'une défaite totale de l'Allemagne, alors nous n'avons aucune raison de douter que tel était l'objet de M. Churchill. Étape par étape, discours après discours, il devint clair que la victoire totale était son objectif. Il aurait pu avoir, ou ne pas avoir, pour ce que ses compatriotes pouvaient en savoir au cours du conflit, d'autres objectifs. Mais aucun doute n'existait sur le fait qu'il travaillât sur un renversement total de l'Allemagne. La question importante qui est donc soulevée est donc celle-ci : s'agissait-il de son seul but réel ?

On peut trouver des citations de lui indiquant que tel était le cas. Face à la Chambre des Communes le 13 mai 1940, juste après être devenu premier ministre, il déclarait « *Vous me demandez, vous me demandez, quelle est notre politique ? Je vous répondrai : il s'agit de mener la guerre, sur la mer, dans les airs, en y jetant toutes les forces que Dieu pourra nous accorder ; mener la guerre contre une tyrannie monstrueuse, dont les ténèbres ne furent jamais surpassés, catalogue déplorable des crimes de l'humanité. Telle est notre politique. Vous voulez savoir quel est notre but ? Je peux vous répondre en un seul mot : Victoire — victoire à tout prix* ».

Mais ce que les hommes politiques déclarent en public ne correspond pas toujours à l'expression juste de leurs intentions. Peut-on trouver des preuves confirmant que la politique et l'objectif de M.

Churchill déclarés ci-avant représentaient sa résolution réelle ? Un homme qui fut en relation proche avec M. Churchill pendant toute la guerre, et était en position de formuler un jugement sur ce point, a exprimé l'opinion que tel était bien le cas. Le général Sir Leslie Hooks, chef du personnel adjoint de M. Churchill au moment où celui-ci était ministre de la défense, dans une conférence du 4 octobre 1950 auprès du Royal United Services Institution [5], déclara en réponse posée sur les objectifs de guerre du gouvernement :

> *Je dirais que notre objectif de guerre a toujours été la victoire, et aussi loin que s'étendent mes connaissances à ce sujet, ceux qui avaient la direction des opérations disaient : «* Commençons par décrocher la victoire, de là nous pourrons descendre aux objectifs de la guerre *».*

Cette expression d'opinion reçoit un soutien franc de la description d'une interview entre le Brigadier Fitzroy Maclean et M. Churchill avant le départ du Brigadier en mission avec le maréchal Tito pendant la guerre [6].

> *...il restait un point sur lequel, me semblait-il, restait une clarification à opérer. Les années que j'avais passées en Union soviétique m'avaient rendu profondément et durablement conscient des tendances expansionnistes du Communisme international et de ses connexions intimes avec la politique étrangère soviétique. Si, comme on me l'avait dit, les partisans (yougoslaves) étaient sous direction communiste, ils pourraient facilement combattre pour la cause alliée, mais leur objectif final aurait indubitablement été d'établir en Yougoslavie un régime communiste en lien proche avec Moscou. Comment le*

5. Un groupe de réflexion toujours actif de nos jours, se décrivant comme « *le premier forum en Grande-Bretagne pour la défense et la sécurité aux niveaux national et international* », NdT

6. *Eastern Approaches* — Fitzroy Maclean (Cape), p. 281.

> *gouvernement de sa Majesté considérait-il cette finalité ? À ce stade, leur politique était-elle de bloquer l'expansion soviétique dans les Balkans ? Si tel était le cas, ma mission s'annonçait des plus compliquées. La réponse de M. Churchill ne me laissa aucun doute quant à la solution de mon problème. Tant que la civilisation occidentale restait mise en danger par la menace nazie, me dit-il, nous ne pourrions pas nous permettre de laisser notre attention diverger de ce sujet immédiat, par des considérations de politique de plus long terme. Nous étions aussi loyaux envers nos alliés soviétiques que nous espérions qu'ils le fussent avec nous. Ma tâche consistait simplement à trouver qui tuait le plus d'Allemands, et de lui proposer des moyens que nous pourrions lui mettre à disposition pour en tuer encore plus. Les considérations politiques devaient rester secondaires.*

Voilà qui n'aurait pu être dit plus clairement que difficilement. L'importance des visées politiques était mineure. Les objectifs à long terme n'importaient pas. Tout ce qui importait était de tuer des Allemands, de vaincre l'Allemagne, et pour y parvenir il n'existait « *aucune violence exagérée* ». Sur ce point, le témoignage du Brigadier Maclean s'accorde avec celui du général Hooks.

Un observateur britannique vivant en France en est arrivé aux mêmes conclusions que moi sur ce sujet. Dans son livre sur la France occupée, M. Sisley Huddleston écrit :

> *Sur ce point, Churchill et Roosevelt, malgré leurs désaccords sur de nombreux autres sujets, étaient absolument alignés : l'objectif immédiat était d'écraser l'Allemagne. Pour eux, tout le reste était à laisser de côté pour se*

concentrer sur cet objectif, et demain il ferait jour[7] [8].

Nous savons de M. Churchill lui-même que M. Huddleston disait vrai sur le président. Pour décrire l'arrivée en Angleterre en janvier 1941 de M. Harry Hopkins, le confident le plus proche et agent personnel du président, M. Churchill dit ceci : « *il était assis là, maigre, frêle, malade, mais tout à fait éclatant par sa compréhension de la Cause. Il fallait la défaite, la ruine, et le massacre de Hitler, à l'exclusion de tout autre objectif, de toute autre allégeance et de tout autre but*[9] ». Mais, pourrait-on objecter, si tuer les Allemands et parvenir à la défaite complète de l'Allemagne constituaient bel et bien le réel objet de gouvernement dans l'esprit de M. Churchill, quel était le problème de cet objet ? La défaite absolue de l'ennemi ne constitue-t-elle pas l'objectif précis de toute guerre ? Comment, dès lors, M. Churchill aurait-il pu se fourvoyer en poursuivant cet objectif ? Telles sont les questions que nous allons examiner.

7. *Pétain, Patriot, or Traitor ?*, p. 134 (Andrew Dakars). Publié aux USA sous le titre : *France : The Tragic Years* (Devin- Adair)

8. Cet ouvrage de Sisley Huddleston a également fait l'objet d'une traduction par le Saker francophone. Sa version française est disponible à l'adresse : https://lesakerfrancophone.fr/sisley-huddleston-france-les-annees-tragiques-1939-1947, NdT

9. *Mr. Churchill*, Vol. III, pp. 20 et 21

Chapitre 8

L'erreur de M. Churchill

Le général prussien von Clausewitz, il y a cent vingt ans, déclarait : « *La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* ». Le mot qui porte le sens de cette expression est « *politique* ». La guerre est lancée à des fins politiques, pour la poursuite d'une politique. La partie militaire de la chose, les « *autres moyens* » de la définition de Clausewitz, sont secondaires à la considération politique. Les pays préfèrent dérouler leurs politiques vis-à-vis de leurs voisins par la négociation, et la conclusion d'accords. C'est uniquement quand la possibilité de parvenir à un accord perd sa substance que la force est envisagée, si la politique poursuivie est considérée comme suffisamment importante pour justifier les risques qu'induit l'emploi de la force.

Il existe plusieurs catégories de politiques qui amènent à une décision prise par la violence. La plus courante est le désir de s'emparer d'un territoire appartenant à quelqu'un d'autre, des marchés de quelqu'un d'autre, de la richesse de quelqu'un d'autre, ou les trois ; on trouve également le désir ardent de propager quelque gospel, idéologique ou religieux. On trouvait le désir d'un territoire derrière la guerre germano-polonaise. Le désir de s'accaparer des

marchés était sous-jacent aux guerres anglo-espagnoles des XVIème et XVIIIème siècles, aux guerres anglo-hollandaises du XVIIème siècle, et à la guerre américano-japonaise du XXème siècle. Le président Wilson, en 1919, exprima son opinion, qui était que toutes les guerres modernes sont de cette nature :

> *Existe-t-il quelque homme ou quelque femme, laissez-moi dire, quelque enfant, qui ne sache pas que le germe de la guerre dans le monde moderne réside dans la rivalité industrielle et commerciale ? Nous sortons d'une guerre industrielle et commerciale.*

Pourtant, on décrit une croisade idéologique, l'établissement universel du Communisme, comme objet permanent de la Russie en relation au reste du monde ; même si cette croisade peut, pour ce que j'en sais, présenter un motif économique sous-jacent. La Russie n'en est pas pour l'instant venue aux « *autres moyens* » dans sa poursuite de cet objet, mais le programme de réarmement occidental contemporain est fondé sur l'idée qu'elle pourrait le décider.

Le point en est que la guerre postule une raison politique à la pratique du conflit, qu'il soit offensif ou défensif, et donc un objet politique à gagner ou à perdre selon la direction que prend le conflit. Sans un tel objet politique, toute guerre n'est qu'un massacre absurde.

Quel était donc l'objet politique que M. Churchill escomptait atteindre par son utilisation de la force ? Il y a peu de doutes sur la réponse : il n'avait pas d'objet de la sorte. Son objet était la victoire. Mais la victoire n'est pas un objet politique, il s'agit d'un objet militaire. La guerre, dans les faits, n'est qu'un chemin d'action visant à poursuivre quelque objectif politique, comme la diplomatie qui est l'autre chemin d'action. La pensée guerrière de M. Churchill semble s'être arrêtée net au niveau de ce chemin d'action, et n'être pas parvenue à embrasser un objet politique clair auquel la victoire devait amener.

La victoire peut constituer un objectif final légitime pour un général, un amiral, ou un maréchal, car c'est le stade où sa fonction de combattant cesse et que la diplomatie reprend en main la situation. Mais il ne s'agit aucunement d'un objet final pour un homme politique. Au contraire, il s'agit pour lui du jalon à partir duquel il remercie poliment le combattant de ses services, et procède à l'application dans l'autre sens du principe de « *continuation de la politique par d'autres moyens* » énoncé par Clausewitz, en revenant de la violence à la négociation. Si la politique originale, en soutien de laquelle on en est arrivé à la force, a été clairement réfléchie, et si les hommes politiques ont conservé leur tête au cours des passions et des vicissitudes de la violence, la politique après la victoire peut quelque peu ressembler à la politique ayant précédé la guerre.

Si, néanmoins, en arriver à la guerre ne marque pas une continuation de la politique, mais au contraire, un changement abrupt de politique entre ce qu'elle était en temps de paix et l'achèvement de la victoire militaire, alors l'accomplissement de cette victoire ne peut signifier que l'ouverture d'une porte sur un dense brouillard politique. Et puisque M. Churchill semble avoir opéré ce changement brutal, il n'est pas du tout surprenant que la victoire qu'il chercha à tout prix se soit révélée presque entièrement stérile. Il s'était montré prêt à tout sacrifier pour parvenir à cette victoire, et les sacrifices consentis par lui laissèrent ses co-vainqueurs britanniques à moitié ruinés, rationnés, emprisonnés financièrement dans le camp de concentration de leur île, assistant à la désintégration de leur Empire, leur propre pays occupé par des soldats américains, et leur économie nationale dépendant de la charité étasunienne. Tout cela pour quoi ? Pour que les Allemands se vissent désarmés de manière permanente ? À peine trois ou quatre années passées, nous suppliions les Allemands de se réarmer aussi rapidement que possible.

Mais si M. Churchill poursuivait le mauvais objet, sur la base de l'axiome erroné voulant que l'Allemagne constituât l'*oiseau-*

FIGURE 8.1 – Winston Churchill en décembre 1941 - Source Wikipédia

boucher de l'histoire, comment avait-il pu en arriver à commettre cette erreur élémentaire ? Nul ne peut le dire. Mais il est tout à fait possible que son zèle indéniable pour la direction en personne des opérations de la guerre ait pu obscurcir sa vision politique. Il ne fait aucun doute que toute sa vie, il connut un désir ardent de déplacer des armées et des navires sur le globe, et d'agir comme suprême seigneur de guerre. La principale raison de sa dispute contre Lord Fisher en 1915 était moins un conflit d'opinion quant à la campagne des Dardanelles que son propre comportement, prenant fréquemment la conduite des opérations des mains de premier amiral et des officiers de la marine, et envoyant lui-même ses ordres,

très souvent sans même que les amiraux ne sussent ce qui avait été décidé et faisant en sorte qu'ils se trouvassent face au fait accompli. Que M. Churchill ait fait preuve d'exactement la même tendance à accaparer tous les leviers opérationnels pour lui-même au cours de la seconde guerre mondiale est amplement révélé par ses propres ouvrages dédiés à ce conflit. Il se peut donc que l'homme politique qui vivait en M. Churchill ait été sacrifié pour que le stratège vécût.

Que le stratège qui en sortit fût bon ou mauvais, voilà qui inspirera inévitablement des auteurs dans les temps à venir. Mais cela n'importe pas au stade où nous en sommes ; il importe en revanche que, pour s'essayer au costume de Napoléon de Whitehall [1], M. Churchill apparaît avoir négligé ses propres prérogatives d'homme politique de Downing Street [2]. Le regard rivé sur le mirage du triomphe militaire, il échoua à appréhender le dessein de ce triomphe, s'il pouvait être atteint. Il échoua, ou méjugea de manière déplorable les probabilités politiques qu'il était de sa responsabilité toute particulière de prévoir avec précision. Quelle sorte de paix était désirable avec l'Allemagne ? Fallait-il que l'on y parvînt par une victoire totale ou par une négociation ? Ces éléments dépendaient de l'influence que pourraient présenter sur la situation internationale les différents débouchés possibles de la guerre, et la manière dont on pouvait prévoir que les principales puissances, tant alliées qu'ennemies, pourraient y réagir. Il appartenait en premier chef à M. Churchill, comme homme politique, d'estimer ces réactions, et ses estimations de cette situation furent épouvantablement fausses. Il s'autorisa à penser de deux choses l'une : ou bien qu'après l'écrasement de l'Allemagne, la Russie se comporterait comme un voisin modèle, ou bien il se laissa persuader par le président Roosevelt, qui, indépendamment de la perspicacité dont il fait preuve pour traiter de la complexité des politiques améri-

1. le quartier de Londres hébergeant le ministère de la défense, NdT
2. la célèbre rue où se trouve domicilié le premier ministre britannique, NdT

caines, devint au cours de la guerre un admirateur invétéré de Josef Staline. Ou peut-être M. Churchill s'immergea-t-il tellement dans les tâches multiples qu'il s'était accaparées, comme organisateur de la victoire inconditionnelle, qu'il ne lui restât plus de temps pour s'interroger sur les débouchés de la victoire. Quels que fussent ses processus mentaux exacts, il ne peut y avoir aucun doute que dans sa propre sphère d'homme politique, dans la tâche qui était sienne de maintenir un objet politique censé pour lequel la guerre était combattue, son échec fut des plus cuisants et complets.

On pourra me répondre que M. Churchill n'aurait pas pu savoir à l'avance que la Russie se retournerait contre l'Ouest à l'issue de la guerre. La réponse correcte à cela ne fait aucun doute : c'était son travail de le savoir. C'est là précisément le genre de chose qui constituait sa vraie fonction, en tant que dirigeant politique d'un pays en guerre ; comme un général doit estimer la nature des projets stratégiques de son ennemi, et établir les mesures militaires appropriées pour faire échouer ces projets ; l'homme politique doit deviner les projets politiques de ses amis et de ses adversaires, et en tenir compte pour établir les politiques de son propre pays, ainsi que les grandes lignes stratégiques qui dépendent de ces politiques. Dans chacun des cas, la mesure du succès est la précision ; et comme aucune excuse n'est acceptée pour un général qui échoue à deviner les desseins stratégiques de son adversaire, il n'existe aucune raison qu'on en accepte dans le cas de l'homme politique. Les résultats constituent la seule métrique.

La probabilité de voir la Russie « *s'aigrir* » face à ses alliés britannique et américain n'était vraiment pas hors de portée de l'imagination humaine. Au contraire, il s'agit du triste dessein de nombre d'alliances, de voir leurs membres entrer en désaccord au lendemain de la victoire. Des différences de vues importantes se développèrent entre les Britanniques et les Français très peu de temps après la défaite de l'Allemagne en 1918. Les alliés des Balkans, qui vainquirent la Turquie en 1912, entrèrent immédiatement après en guerre entre eux. C'est un fait que se quereller sur les butins de

guerre est plus ou moins considéré comme proverbial. Il y avait, en réalité, bien peu de personnes en Grande-Bretagne qui ne portaient pas de doutes importants quant à la loyauté d'après guerre de ses associés de guerre, et certains de ces sceptiques firent connaître leurs doutes sur la place publique. Par exemple, Lord Huntington déclara devant la Chambre des Lords le 11 octobre 1944 :

> *Il est totalement improbable que d'ici quelques années, sans menace de la part d'aucun ennemi extérieur, les Cinq Grands n'aient pas entre eux quelque querelle ou différend. S'ils se combattent, lequel d'entre eux va condamner l'agresseur ? . . .c'est malheureusement un fait presque avéré qu'après toute grande guerre, les alliés se disputent. Au fil des pressions que nous avons subies avec cette guerre, nous avons déjà vu des signes de stress et de tensions, et il y aura nombre de conflits cachés en embuscade sur le chemin des vainqueurs.*

Par ailleurs, parmi tous les hommes politiques britanniques, c'est certainement de Churchill que l'on pouvait s'attendre à ce qu'il se montrât gêné quant aux perspectives de la future fiabilité russe. C'est lui-même qui avait porté la responsabilité principale de la tentative de 1919 d'empêcher, par la force des armes, l'établissement du Communisme en Russie, et en 1940 il avait soutenu l'expédition (qui ne fut jamais lancée dans les faits) en vue d'aider les finnois contre l'invasion russe de leur pays. À cette occasion, Churchill avait fait la remarque historique que « *Le Communisme gâte l'âme des nations* ».

Pourtant, à Yalta, il accepta que des centaines de milliers de kilomètres carrés de territoire polonais (sans parler des territoires lettons, lituaniens ou estoniens) fussent accordés, sans l'aval des habitants, aux *gâteurs d'âme*, en violation flagrante de la Charte Atlantique que lui-même et le président des USA avaient claironné au monde au cours de la même guerre, et en déni flagrant de la déclaration de guerre britannique contre l'Allemagne de 1939, qui

précisément garantissait l'inviolabilité du territoire polonais. En outre, les compensations accordées aux Polonais sous forme de territoire d'Allemagne orientale, et l'attribution de la moitié du reste de l'Allemagne à une occupation russe, eurent pour effet de supprimer la zone tampon historique entre Moscou et les pays bordant l'Atlantique.

Aucune raison réaliste n'existait de considérer l'alliance de la Russie comme loyale et digne de confiance. Elle ne se battait du même côté que la Grande-Bretagne que parce qu'elle y avait été amenée par l'attaque allemande. Dans les vingt-deux années séparant 1917 et 1939, elle n'avait donné aucun signe de fiabilité ou d'honnêteté au monde capitaliste [3], loin de là. Que M. Churchill, l'un des principaux critiques parmi tous les hommes politiques britanniques à l'égard de la Russie communiste, ait pu se montrer aveugle aux possibilités adverses des propositions de Yalta, et particulièrement d'une division de l'Allemagne au bénéfice de la Russie, est très difficile à concevoir.

Si donc il n'était pas aveugle, comment put-il en arriver à accepter les exigences de Staline à Yalta, tellement contraires à la raison même de l'entrée en guerre du Royaume-Uni face à l'Allemagne, et dont, si M. Churchill croyait ce qu'il prêchait entre 1917 et 1941, elles auguraient avec une telle évidence de menaces futures quant à la stabilité de l'Europe ? On pourra m'objecter que la Russie aurait pris ce qu'elle voulait dans tous les cas, nonobstant l'opinion de M. Churchill. On peut également admettre que le président Roosevelt, à cette époque, était non seulement dans un état d'hallucination fascinée quant à la pureté virginale des motivations du maréchal Staline, mais également très soucieux de sauver des vies américaines sur le front japonais en faisant entrer la Russie sur

3. L'auteur suppose ici que l'occident méritait qu'on lui fît confiance, assertion douteuse du point de vue de la Russie communiste, qui avait été agressée et occupée par des soldats de puissances capitalistes au lendemain de la révolution de 1917 — https://lesakerfrancophone.fr/quand-les-etats-unis-envahissaient-la-russie, NdT

le front de la guerre en Extrême-Orient. Pour parvenir à ce dernier objectif, le président était prêt à acheter le dictateur russe en lui accordant des territoires polonais et allemands en Europe, même si cela impliquait de jeter la situation ethnique et politique dans le *melting pot*, et incidemment faisait passer la raison britannique de déclarer la guerre à la Pologne en 1939 pour une farce.

Bien peu de doute subsiste également sur le fait que la délégation russe instillât une forte pression sur les Britanniques et les Américains, en leur laissant à penser par divers indices que si quelque difficulté d'importance se présentait de leur fait dans les négociations, les Russes pourraient envisager un accord séparé avec l'Allemagne.

On pourrait penser que face à toutes ces complications, M. Churchill se soit trouvé acculé et ne put qu'acquiescer. Mais en réalité, il disposait de l'argument décisif, et il ne tenait qu'à lui d'en faire usage. Car si les Russes pouvaient faire peser la menace d'un transfert vers le camp allemand comme moyen de pression sur la coalition anti-allemande, les autres membres de cette coalition le pouvaient eux aussi, et les Russes n'étaient certainement pas les mieux placés pour exercer cette menace. Si les Allemands s'étaient retrouvés face à un choix entre un accord avec la Russie et un accord avec le Royaume-Uni, il ne fait pas de doute qu'ils auraient opté pour l'accord avec le Royaume-Uni. Ils auraient, pour l'obtenir, souscrit à toute condition raisonnable, et auraient renversé Hitler et ses nazis sans hésitation. Hitler lui-même, depuis le tout début, s'était toujours montré très préoccupé de parvenir à quelque accord avec la Grande-Bretagne, et l'aurait accueilli mieux que toute autre chose. Tout ceci apparaît très clairement dans les ouvrages du capitaine Liddell Hart et de M. Hinsley, et nous y reviendrons plus bas[4] [5].

Donc, si des indices se faisaient jour d'arriver à quelque accord

4. *The Other Side of the Hill* — Capitaine B. S. Liddell Hart (Cassell)
5. *Hitler's Strategy* — F. H. Hinsley (Cambridge Univ. Press)

avec l'Allemagne, M. Churchill aurait été le plus efficace parmi les Trois Grands pour les torpiller. C'est lui, en fait, qui tenait la carte joker dans le jeu triangulaire *Angleterre - États-Unis - Russie*, et qui aurait pu en jouer pour forcer les deux autres à se conformer à sa volonté. Pourquoi ne la joua-t-il pas ; alors qu'en la jouant, il aurait évité la situation dangereuse déplorable dans laquelle l'Europe et le Royaume-Uni se retrouvent à présent ?

Bien que diverses raisons puissent être avancées pour expliquer qu'il négligeât cette opportunité, deux considérations dominantes prévalent absolument sur tout autre chemin de pensée expliquant ses choix tactiques. La première est l'objet suprême qui était le sien, qui était d'amener les Allemands à une défaite complète et finale. Lorsque l'on connaît son adhésion constante et indéfectible à cet objet, on comprend que sa soumission aux positions russo-américaines quant au destin de l'Allemagne fût inévitable. Sans l'aide combinée de ses alliées, M. Churchill n'aurait pas pu vaincre l'Allemagne, et son objet n'aurait pas pu être atteint. Et donc, tant qu'il s'accrocha à cet objet, il n'eut pas d'autre choix que d'accepter les conditions énoncées par ses alliés. Mais si son objet avait été politique, et non militaire, sa position aurait été très différente, et le monde d'aujourd'hui pourrait connaître des jours plus sûrs.

Nous poursuivrons à présent par l'examen de l'autre raison.

Chapitre 9

Le prix considérable de la haine

Au moment où les « *Trois Grands* » se réunirent à Yalta en 1945, le peuple britannique avait pour la sixième année subi une propagande de haine intensive à l'égard des Allemands, dans laquelle ces derniers se voyaient décrits comme l'incarnation de tout mal. Ils étaient présentés comme seules causes de la guerre ; et pas seulement de cette guerre, mais également de la précédente, et de celles qui précédaient la précédente. On les maintint dans l'opprobre comme chefs de file en matière de cruauté, de duplicité, du mépris impitoyable de toute convention civilisée, et plus généralement de toute turpitude. Ils avaient, racontait-on, été les premiers à bombarder des villes ouvertes [1], et il se disait que leur conduite de la guerre avait jeté aux orties toute légalité. Nous avons fait référence au chapitre 2 du présent ouvrage aux dénonciations rampantes, diffusées au grand public, de tout ce qui pouvait être allemand, par un homme aussi haut placé que Sir Robert Vansittart, dont les reproches amers pouvaient facilement être pris par

1. Voir également en page 200

l'homme de la rue comme fondés sur une connaissance approfondie de sa part.

FIGURE 9.1 – Les représentants des *Trois Grands* à Yalta. Image wikipédia

Et M. Churchill ne s'était pas montré moins injurieux que son lieutenant diplomate. Dès le début de la guerre, et particulièrement à partir de son accession à la fonction de premier ministre en 1940, il avait assailli les Allemands d'une canonnade agressive et menaçante. Aucun qualificatif ne pouvait être trop bas pour eux. Deux fois de suite, ils avaient été les criminels qui avaient transformé l'Europe en boucherie, leur dirigeant actuel était un « *gamin de rue assoiffé de sang* », les Allemands devaient « *saigner et brûler* », et aucune « *extrémité violente* » n'était à écarter de

la part des Britanniques pour détruire ce pouvoir sournois. Après des années d'exposition à l'audition et à la lecture de tels sentiments, diffusés par leur premier ministre et sa foule d'imitateurs, le peuple britannique en était arrivé, même avant 1945, à considérer les Allemands comme des cousins du diable. Aussi, si M. Churchill avait soudainement annoncé que la Grande-Bretagne sortait de la guerre parce que les Russes et les Américains proposaient de traiter les Allemands trop durement après leur défaite, et pire encore, que le Royaume-Uni allait à présent s'allier à l'Allemagne contre eux, voilà qui aurait frappé le public britannique de consternation et d'horreur.

Ce n'était pas envisageable. La population des îles britanniques avait subi une propagande qui l'avait amenée à un état de haine passionnée de Hitler, du parti nazi, des armées allemandes, et du peuple allemand. On leur avait dit et répété que « *le bon Allemand est un Allemand mort* » et que la reddition sans condition de l'Allemagne constituait l'objectif de la guerre. Ils n'auraient pas pu tolérer un abandon brutal de toutes ces idées.

Mais cet endoctrinement énergique à base de haine de l'ennemi, et de la conviction qu'il fallait le renverser à tout prix, les placèrent dans une position très inconfortable dès lors que l'un de leurs alliés prit ou menaça de prendre une attitude différente à l'égard de l'ennemi. Si Staline pouvait donner l'impression qu'il était susceptible de cesser les hostilités contre l'Allemagne avec suffisamment de crédibilité, voilà qu'il disposait d'un avantage décisif évident sur M. Churchill, celui-ci restant irrévocablement engagé dans une défaite de l'Allemagne. La main la plus forte politiquement était dès lors celle de Staline, et M. Churchill se voyait contraint de danser au rythme imposé par le Russe, au plus grand détriment des intérêts à long terme du Royaume-Uni. Et si Staline réussit à prendre la main, à sécuriser l'accord britannique à des conditions d'après-guerre devenues à présent la cause principale des tensions dangereuses que connaît le monde, c'est précisément parce que son objet à lui était politique, et non purement militaire ; parce que sa vision s'étendait

au-delà de la victoire, et embrassait les gains politiques qu'il y aurait à en tirer, et qu'elle n'était pas bornée et confinée à l'unique recherche de la victoire. Staline, à l'image de Clausewitz, considérait la victoire comme moyen d'arriver à ses fins, et non pas comme une fin en soi. Les preuves l'établissent : M. Churchill quant à lui considérait la victoire comme une fin en soi, et se retrouva de ce fait impuissant face aux desseins à plus longue vue du dirigeant Staline.

Staline, bien entendu, n'avait pas besoin de considérer son opinion publique, qui devenait patriotique ou mortellement déviationniste selon ses propres décisions coordonnées avec celles de ses associés du Politburo. En outre, après 28 années de stricte obédience à un opportunisme gouvernemental sans pitié, imposé par les purges et les liquidations, les communistes de Russie et d'Europe étaient bien conditionnés aux renversements drastiques de politique, à manger leurs mots, à dénoncer un jour une nation étrangère comme nid d'hyènes fascistes et à la saluer le lendemain comme participant à la construction du Paradis Rouge. Et c'est précisément parce que l'opinion publique britannique ne présentait pas ce caractère de flexibilité bien pratique qu'il relevait de la sagesse la plus élémentaire de la part des hommes politiques menant la guerre pour le Royaume-Uni d'éviter de soulever trop de passions populaires contre l'ennemi allemand : la raison d'État aurait pu finalement exiger que l'on en vienne à considérer l'ennemi de manière plus bienveillante. Mais M. Churchill fit tout son possible pour exciter une telle passion, et y consacra tous les moyens qu'il put trouver. Dans ce monde, tout a un prix, et le prix de la propagande de haine disséminée avec séduction sur le peuple britannique au cours de la seconde guerre mondiale s'avéra tout à fait considérable, sous la forme d'une rigidité ardente de l'esprit contre les Allemands, qui fit du Royaume-Uni une proie facile pour son allié russe plus calculateur.

On ne peut pas en vouloir à la masse du peuple britannique d'avoir résonné à la propagande de haine diffusée pendant la guerre,

et d'avoir cru ses dirigeants politiques qui disaient et répétaient que le seul espoir pour le monde était d'amener les Allemands à une défaite totale et complète. L'homme moyen n'avait aucune raison de se défier de ce conseil. La seule autre grande guerre qui s'était déroulée de son vivant s'était terminée sur une telle défaite allemande, suivie par une paix dictée ; et si des critiques s'étaient faites entendre de cette paix dans l'entre-deux-guerres, les plus fortes et les plus persistantes d'entre elles avaient eu pour effet que le renversement allemand n'avait pas été bien appliqué au peuple allemand, et que le Traité de Versailles n'était pas assez sévère. Si, donc, l'on expliquait à l'homme britannique de la rue de 1939 que la seconde guerre mondiale trouvait ses raisons dans une trop grande clémence consentie à la fin de la première, pourquoi en aurait-il douté ? Il n'avait guère de connaissance quant à l'histoire des guerres, et n'avait donc pas conscience que l'immense majorité des guerres d'importance dans lesquelles son pays s'était trouvé impliqué depuis la Conquête s'étaient terminées, non pas par une victoire totale, mais par un accord de paix négocié. De fait, des quatorze guerres menées par le Royaume-Uni contre un ennemi blanc entre les jours de l'armada espagnole et la guerre allemande de 1914, deux seulement, la guerre contre Napoléon et la guerre des Boers, avaient amené à une victoire complète.

Et, comme nous l'avons déjà mentionné au chapitre 2, aucune de ces quatorze guerres britanniques n'avaient concerné l'« *oiseau-boucher* » allemand. Rien de tel. Au milieu du XVIIème siècle, les principaux adversaires des Britanniques étaient les Hollandais. À la fin du XVIIème et tout au long du XVIIIème siècle, les Français. Entre le renversement de Napoléon en 1815 et la fin du XIXème siècle, nos seuls ennemis blancs actifs avaient été les Russes et les Boers.

Par ailleurs, historiquement, les alliances n'ont rien de permanent. Les regroupements guerriers des nations, comme on pourrait s'y attendre, ont connu de fréquents changements, afin de préserver l'équilibre du pouvoir et de saisir les avantages du moment. Ainsi,

le Royaume-Uni combattait la Hollande aux côtés de la France en 1672, puis aux côtés de la Hollande contre la France en 1689 ; ou, de nouveau, aux côtés de la Russie contre la France en 1814, et aux côtés de la France contre la Russie en 1854 — De fait, c'est un lieu commun historique que l'ennemi de telle guerre devient l'allié de la suivante.

Et parfois même, l'ennemi d'hier devient l'allié d'aujourd'hui dans la même guerre. En 1793, les Espagnols étaient du côté des Britanniques contre les Français. En 1796, ils changèrent de côté et combattirent les Britanniques aux côtés des Français. Au cours de la guerre (napoléonienne) qui suivit, ils en refirent autant, mais dans l'autre sens. Initialement alliés aux Français et partageant avec eux la défaite écrasante de Trafalgar, en 1808 ils mirent leurs forces en commun avec celles des Britanniques contre les Français, et coopérèrent avec l'armée de Wellington pour repousser les Français hors de la péninsule ibérique.

La Russie dispose d'un record notable d'alternance en la matière. En 1798, elle a rejoint la guerre aux côtés des Français. Après seulement deux ans, elle formait une neutralité armée du Nord avec la Suède et le Danemark, dirigée contre le Royaume-Uni. En 1804, après la paix d'Amiens, elle participa à la nouvelle guerre contre la France, mais cette humeur ne tint que trois ans. En 1807, la Russie avait de nouveau changé de camp, le Tsar était devenu un ami fervent de Napoléon, et avait conclu des traités secrets avec lui contre le Royaume-Uni. Mais en 1811, les deux Empereurs étaient à couteaux tirés, et l'année suivante, le Tsar était en guerre contre Napoléon. Donc, entre 1798 et 1812, la Russie avait changé de camp pas moins de quatre fois.

Ces exemples de changements de fronts ne constituent pas des curiosités historiques du passé. Le XXème siècle en a vu son lot. En juillet 1914, l'Italie appartenait à la Triple Alliance, dont les autres membres étaient l'Allemagne et l'Autriche. Malgré son appartenance à cette alliance, l'Italie n'hésita pourtant pas à avancer une excuse technique pour rester hors de la guerre au lieu d'al-

ler aider ses alliés quand les hostilités éclatèrent. Il fallut qu'une année s'écoule pour qu'elle abandonnât sa neutralité et entrât en guerre. Dans le camp de ses anciens alliés ? Non point, dans le camp opposé. Elle en fit autant en 1943, après avoir capitulé face aux envahisseurs anglo-américains de l'Italie. Elle se retourna de nouveau contre ses alliés allemands. M. Churchill ne vit apparemment rien de scandaleux dans ce renversement de loyauté, mais le décrivit comme « *une transition en cours* » vers la respectabilité.

À l'été 1939, au moment où un conflit entre le Royaume-Uni et l'Allemagne était quasiment devenu une conclusion inévitable, la Russie négociait avec les deux parties en même temps en vue d'une alliance. Elle choisit le camp allemand, indubitablement parce qu'elle y trouvait un meilleur intérêt.

M. Churchill lui-même n'était pas opposé à une volte-face militaire britannique dans le cas de la France. Cette dernière et le Royaume-Uni étaient entrés en guerre en tant qu'alliés, jurant de ne pas conclure de paix séparée. Pourtant, en 1940, la France fut sortie du conflit du fait de sa défaite irrésistible sur le terrain. Face à cet argument irrésistible, aucune accusation de désertion ne saurait tenir. La force majeure est décisive.

Sur ces événements, M. Churchill envoya un escadron naval pour exiger la reddition des navires français à Oran (Mers-el-Kebir), faute de quoi ordre était donné de les couler. Ils refusèrent de se rendre, on ouvrit le feu, le vaisseau de guerre Bretagne explosa, et deux autres s'échouèrent, au prix des vies de 500 marins français. Que les Britanniques ne s'y trompent pas, il ne s'agissait pas d'entrer en guerre contre les Français. Il s'agit très exactement de la définition de Clausewitz de la guerre comme « *une continuation de la politique par d'autres moyens* ». La politique était de s'assurer que la flotte française d'Oran ne pourrait en aucun cas être utilisée contre le Royaume-Uni. On espérait pouvoir négocier ce point. Mais quand les négociations échouèrent, les « *autres moyens* » impliquant l'usage de la force furent employés. C'était la guerre.

La guerre fut également menée contre la France en Afrique du

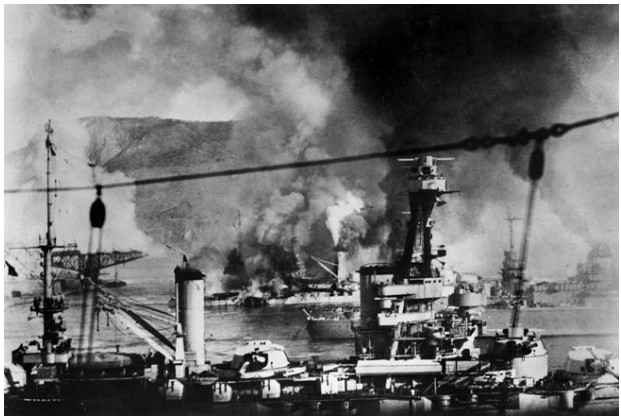

FIGURE 9.2 – Le vieux cuirassé *Provence* en feu au premier plan, pendant que le cuirassé neuf Strasbourg s'enfuit vers la mer du côté droit, et que le Bretagne, un autre cuirassé d'ancienne génération, est en proie à un violent incendie en arrière plan, durant l'attaque par la Royal Navy de la flotte française à Mers-el-Kebir

Nord (sous co-opération américaine — puisque ceux-ci commandaient l'opération), lors du débarquement en Normandie et des opérations qui suivirent sur le sol français, et dans les bombardements aériens qui précédèrent et accompagnèrent ces opérations.

On objectera que les Français n'attendaient que d'être libérés de l'occupation allemande, et étaient donc impatients d'assister à une invasion anti-allemande de la France. Qu'ils voulussent la fin de l'occupation était naturel. Mais qu'ils voulussent qu'elle se déroulât ainsi est certainement plus sujet à caution. Nous n'en aurons jamais aucune certitude, la nation française n'ayant pas été consultée avant l'opération. Mais j'ai dans l'idée que si on leur avait proposé de choisir par vote entre une libération via un débarquement en France et, disons, un débarquement en Hollande ou dans

les Duchés de Schleswig-Holstein, une grande majorité de Français auraient préféré la seconde option.

Au Royaume-Uni, dans le même temps, on disait aux gens que les bombardements anglo-américains des usines françaises et d'autres cibles faisaient l'objet d'une très grande popularité en France ; que les Français étaient ravis de voir leurs maisons réduites en poussières, leurs familles et voisins tués, au point de sortir en courant dans la rue et de faire des grands signes enthousiastes aux bombardiers qui avaient provoqué ces dégâts. Quand je lus ces histoires, je pensai que vraiment les Français faisaient preuve d'un degré surhumain de patriotisme. Sisley Huddleston, qui était en France pendant la guerre, réfute ces phénomènes d'enthousiasme et les décrit comme pas du tout représentatifs du sentiment général.

> *La pratique du bombardement causa un tort important à la cause alliée…une ville que je connais (en Normandie) a eu 2000 habitants tués ou blessés, sur une population totale de 5000 personnes, et pas une maison ne restait debout. Il vaut mieux ne pas demander aux survivants ce qu'ils en pensent aujourd'hui. Sous l'amitié officielle pour l'Angleterre et l'Amérique couve un sentiment de blessure…ils (les Français) étaient blessés à l'idée qu'aucun moyen n'existât pour différencier les Allemands des Français, et qu'ils se retrouvaient, dans les faits, si pas dans les intentions, mis dans le même sac que l'ennemi à attaquer*[2].

Pour ce qui me concerne, j'étais dans la ville de Courseulles-sur-mer, sur la côte normande, le lendemain du débarquement, et l'on m'avait déconseillé de déambuler seul dans les quartiers calmes de la petite ville ; on m'avait expliqué que les Français étaient assez vindicatifs quant aux manières employées pour les libérer pour tirer sur les libérateurs si l'occasion s'en présentait à eux. Bombarder un pays, détruire ses usines, raser ses villes, tuer et blesser ses

2. *Pétain, Patriot or Traitor ?* — Dakers, p. 202.

citoyens, tout cela s'appelle faire la guerre à ce pays, qu'importe que ces actions soient réalisées — ou que l'on déclame les réaliser — au bénéfice de ce pays. Nous pouvons avoir pensé rendre service aux Français en les frappant, eux et leur pays. Il est indéniable que nous estimions également prendre soin de nos propres intérêts par ces actions, et il est fort probable que si les Américains et nous-mêmes n'avions pas été en train de défendre les intérêts de nos propres pays, nous n'aurions procédé à aucun meurtre de Français pour leur propre bien. Un jour, peut-être, qui sait, les Britanniques pourront-ils se retrouver dans la situation similaire à celle des Français, et après avoir reçu une bombe atomique d'un côté, en recevoir une autre d'un autre côté. Si cela arrivait, je connais au moins un Anglais qui aura du mal à considérer l'un ou l'autre des bombardements comme une action amicale perpétrée par quelque bonne volonté éprise de paix.

Avec de nombreux précédents pour s'en justifier si besoin, et à supposer qu'il eût pris la sage précaution de garder l'opinion publique tempérée au sujet de l'ennemi, M. Churchill n'aurait eu aucune raison de jouer les précieux face à la perspective d'un accord avec l'Allemagne, si cet accord était au bénéfice du Royaume-Uni. Les Russes avaient adopté cette ligne précise en 1939, et l'on savait qu'ils avaient été prêts à la reprendre après 1941, si bien qu'il ne releva pas d'une manifestation particulièrement élaborée de finesse diplomatique de la part du premier ministre britannique de leur laisser un moyen aussi considérable de coercition morale entre les mains sans faire aucune tentative pour le contrer. Et ne pas le contrer s'assimila à faire un cadeau entièrement gratuit aux Russes, constituant un avantage d'une valeur inestimable dans les négociations. Mais voilà, en 1945, M. Churchill ne pouvait pas s'en empêcher. Il avait tellement nourri le mouvement de haine anti-allemande au cours des années de guerre qui précédaient que la passion nationale était chauffée à blanc, et l'on n'aurait pu s'y opposer, et M. Churchill n'avait plus qu'à courir devant la tempête qu'il avait lui-même créée. Mais aucune preuve n'établit qu'il sou-

haitât agir autrement.

Non que la propagande de haine fût une invention de M. Churchill. Il ne faisait que suivre le processus qui, bien qu'aussi vieux que la guerre elle-même, avait déjà connu une accélération fulgurante au cours de la guerre de 1914-1918. Au cours de cette première guerre mondiale, on accorda pour la première fois à la propagande de guerre quelque chose qui ressemblait à une attention organisée. Le résultat en fut une campagne menée avec un succès éclatant, et un presque total manque de scrupule. Toute déformation ou suppression était pratiquée, pourvu qu'elle pût servir l'objet d'obscurcir le caractère de l'ennemi. Tout récit d'atrocité, qu'il fût vrai ou non, était relayé haut, fort et loin ; et ces récits étaient fréquemment faux. On accorda une publicité inédite à un récit atroce de 1917, relatant que les Allemands faisaient bouillir les corps de leurs propres morts pour produire de la glycérine et d'autres sous-produits nécessaires à la fabrication de munitions. L'article fit forte impression sur des millions de personnes au Royaume-Uni, qui furent horrifiées d'une bestialité aussi macabre, et conclurent que les Allemands étaient pétris de maux au-delà des mots.

Ce récit était un mensonge. Un mensonge calculé, fabriqué avec des intentions malveillantes par le camp britannique et mis en circulation dans le but délibéré de faire croître la passion populaire contre l'ennemi allemand. Après la guerre, un ministre britannique reconnut les malfaçons [3].

La campagne de haine de la deuxième guerre ne constitua donc qu'une poursuite de la même politique qui avait été suivie lors de la première, mais fut fortement accentuée de par la disponibilité de nouveaux médias. En 1939, les émissions sur ondes radio permettaient d'acheminer les mots de la détestation orale, proférés par des orateurs d'expérience, directement vers des millions de foyers, cependant que les films introduisaient subtilement l'animosité en-

3. Le ministre des affaires étrangères face au Parlement, le 2 décembre 1925 — Voir Hansard pour la référence à cette date

FIGURE 9.3 – Caricature britannique de la première guerre mondiale, représentant le Kaiser pointant d'un doigt autoritaire l'usine allemande de retraitement de cadavres. Image Punch/British National archive - ajoutée par le traducteur.

vers l'ennemi dans les assemblées venues là rechercher une simple détente. Les résultats atteignirent les attentes des organisateurs. Aujourd'hui, huit années après la fin de la seconde guerre contre l'Allemagne, les preuves abondent pour indiquer que dans l'esprit de nombreux Britanniques, le poison de la colère contre les Allemands, accumulé pendant les années de guerre, est toujours actif.

Les Britanniques gardent un ressentiment tout spécial du fait des bombardements allemands sur Londres et sur d'autres villes, car une propagande immense a été pratiquée durant la guerre, qui voulait que la perversité allemande avait « *commencé* » le bombardement aérien de villes ouvertes. Il est donc particulièrement saisissant de parcourir un ouvrage écrit par un ancien haut dirigeant du ministère de l'Air, qui révèle que non seulement c'est la Grande-Bretagne qui fut à l'origine du bombardement de cibles civiles, mais encore que les Britanniques devraient se sentir fiers

d'avoir ainsi agi. Citons-en l'auteur :

> *En raison de nos doutes quant aux effets psychologiques d'une déformation de la vérité par la propagande, nous avions évité à l'époque de déclarer que c'est nous qui avions démarré l'offensive de bombardement stratégique le 11 mai 1940, nous avions omis de donner à cette décision la publicité qu'elle méritait. Mais cela constitua une erreur, il s'agissait d'une décision sublime*[4].

Peut-être que ce fut une décision sublime, ou peut-être pas. Mais ce qui fut indubitablement un coup de maître fut la décision connexe : comme nous craignions que l'ennemi ne puisse « *déformer* » notre projet en la matière, nous nous employâmes en premier chef à la déformation, et en fîmes porter la responsabilité aux Allemands.

Et M. Spaight ajoute :

> *Nous n'en étions pas certains, mais il existait une probabilité raisonnable que notre capitale et nos centres industriels ne fussent pas attaqués si nous avions continué à retenir nos attaques sur l'Allemagne.*

Et donc, il ajoute encore, notre décision britannique de prendre l'initiative de telles attaques nous permit de « *regarder Kiev, Cracovie, Stalingrad et Sébastopol sans baisser les yeux* ». Mais une autre question se pose pourtant, à savoir si notre campagne énergique de fausse propagande rabâchant que les Allemands étaient à l'origine de ces sombres pratiques nous laisse en bonne position pour regarder notre ancien ennemi sans baisser les yeux.

Un épisode de 1801 indique que le sentiment de la populace britannique à l'égard d'un ennemi peut rester relativement exempt de poison. Pendant huit années, la Grande-Bretagne avait été en

4. *Bombing Vindicated* — J. M. Spaight, C.B., C.B.E., ancien Assistant principal au Secrétaire du Ministère de l'Air (Geoffrey Bles)

guerre contre la France. L'éclatement original de la guerre avait résulté en grande partie de l'indignation anglaise suite aux excès des débuts de la Révolution française, en particulier le règne de la Terreur et l'exécution du roi et de la reine. Au cours de la guerre qui suivit, les porte-paroles britanniques avaient fulminé contre la perversité, la cruauté et l'obliquité morale des Français, d'une manière tout à fait comparable à celles qu'emploieraient leurs successeurs contre les Allemands quelque cent années plus tard.

Mais ces fulminations n'atteignirent pas le peuple de la même manière qu'elles le feraient au cours du XXème siècle. Dans les années 1790, il n'y avait pas de cinémas, ni de radios, ni de journaux populaires pour influencer des masses de gens avec des gros titres enflammés et des articles de première page. À cette époque qui précédait l'éducation nationale, la plupart des gens ne savaient pas lire. Et ainsi, en cette fin de XVIIIème siècle, l'esprit de la masse ne pouvait être atteint que par des paroles énoncées près de l'oreille, ce qui limitait fortement l'influence que l'on pouvait exercer sur l'opinion populaire.

Un exemple frappant de l'efficacité très faible de la propagande d'alors en reste, autour de la paix d'Amiens qui fut conclue entre la Grande-Bretagne et la France en 1801. Lorsque l'ambassadeur français fut dépêché à Londres pour restaurer les relations diplomatiques entre les deux pays, la foule de Londres fut si heureuse de le voir revenir, comme symbole d'une paix retrouvée, et elle avait été si peu affectée de la rancœur exprimée contre les Français dans les cercles *éduqués*, qu'elle défit l'attelage de sa voiture, et la tira elle-même avec enthousiasme en lieu et place des chevaux jusqu'à l'ambassade. Dans l'hypothèse où un compromis de paix aurait été trouvé avec l'Allemagne en 1945, on n'aurait certes rien vu de tel se produire en cas de retour de von Ribbentrop, au vu de la débauche de calomnies que son pays et que ses compatriotes subirent de la part des Britanniques entre 1939 et 1945.

Il semble donc raisonnable de supposer que si nous nous trouvons de nos jours plus violemment exaltés contre un ennemi, ce

n'est pas que nous soyons devenus plus vicieux ou vindicatifs que nos ancêtres d'il y a un siècle et demi, mais plutôt du fait que notre nation s'est éduquée depuis lors, et succombe plus facilement à l'influence des propagandistes. Le propagandiste, en outre, se montre d'autant plus zélé à la tâche que ses patients répondent au traitement qu'il leur instille ; et il se voit encouragé dans ses efforts par les hommes politiques, ces derniers estimant sans doute que la haine contribuera à l'effort de guerre. En surface, il n'y a pas à douter que cela soit le cas. Mais une vision plus mesurée peut suggérer que l'injection délibérée de haine au sein de la population est tout aussi dangereuse que l'addiction aux drogues pour un individu : il en résulte une dépendance psychologique, qui exige une indulgence constante ainsi qu'un rejet morbide de toute influence modératrice qui pourrait s'opposer à la débauche de haine ; la politique de guerre en ressort teintée bien plus par une émotion insensée que par un jugement établi la tête froide et suivant des considérations pratiques. C'est en maintenant la détestation de l'ennemi, qui fit pulser le cœur des Britanniques pendant la seconde guerre mondiale bien plus que jamais, que le chef de guerre de notre pays déroula des objectifs de guerre ultra-extrémistes et desquels était totalement absent le principe privilégié des Empereurs russe et autrichien lors de leur lutte contre Napoléon en 1813, principe qui veut que « *même dans la bataille la plus ardue, il ne faut jamais fermer la route aux tendances pacifiques* ». La reddition sans condition, voilà une politique de guerre qui ne comportait pas une once de modération, et qui exclut d'emblée tout recours scientifique à toute retenue calculée.

Chapitre 10

Les hommes politiques aux commandes de la guerre

Mais, objectera-t-on sans aucun doute, la dernière guerre ne fut-elle pas la plus scientifique jamais menée par la Grande-Bretagne ? Les scientifiques, vraiment, ne furent-ils pas directement associés à la guerre pour la première fois de notre histoire ? Sur l'aspect matériel des choses, tel fut le cas, sans aucun doute. Des armes plus destructrices, des instruments plus précis, une analyse plus fouillée des résultats, autant d'éléments qui figurent au tableau des contributions apportées par les scientifiques à la guerre. Mais à considérer l'aspect moral et psychologique des choses, la dernière guerre fut la moins scientifique que nous menâmes au cours des derniers mille ans. Aussi vite qu'entrèrent les scientifiques de la physique par la porte de devant, sortirent les scientifiques en sciences humaines par la porte arrière.

Alors, comment mener une guerre de manière scientifique ? Dans certains endroits suspects, les collèges militaires, où les professionnels de la guerre, les officiers de la Navy, de l'armée de terre, de l'Air Force se retrouvent pour étudier et discuter de leur manière de

faire leur travail, certains principes quant à la conduite de la guerre sont considérés comme axiomatiques. L'un des axiomes principaux a justement trait à *l'objet*. Le fait est convenu et souligné qu'un choix pertinent de *l'objet* est de toute première importance, plus important que tout autre facteur. Comme le dit le *Field Service Regulations* d'avant-guerre, « *dans la conduite de la guerre dans son ensemble, et dans chaque opération de guerre, il est essentiel que soit décidé et clairement défini l'objet que devra poursuivre l'usage de la force* ». À moins de savoir exactement ce que vous voulez accomplir, vous ne parviendrez à réaliser quelque chose d'utile que par hasard ; et vous aurez tôt fait d'épuiser votre énergie sans parvenir à rien.

Et le choix de l'objet pertinent ne doit pas être considéré comme chose simple, au contraire, cela suppose en général beaucoup de réflexion. Le *Field Service Regulations* définit deux conditions qui doivent être souscrites pour choisir cet objet. Premièrement, il faut qu'en soi il soit à notre portée ; et deuxièmement, que les forces dont nous disposons soient disponibles pour l'atteindre. Toujours selon la même source, « *La sélection de l'objet pertinent exige connaissances et jugement, permettant de s'assurer que les ressources effectivement à disposition suffisent à son achèvement, et que les résultats de cet achèvement réussi seront ceux que l'on aura calculés comme étant les plus efficaces* ».

Il serait facile de croire que les hommes politiques ne seraient jamais assez bêtes pour faire une guerre à la poursuite d'un objectif hors de portée. Mais ce type de supposition serait en réalité très optimiste. Prenons l'exemple de la première guerre mondiale. L'objet britannique de la déclaration de guerre contre l'Allemagne en 1914 était officiellement annoncé comme visant à honorer la garantie de la neutralité de la Belgique. Mais nous savons que Sir Edward Grey tenait à soutenir la France contre l'Allemagne, que la Belgique fût envahie ou non ; et quand deux Feld-maréchaux, Lord Roberts et Sir John French, le lendemain de la déclaration de guerre, suggérèrent, en conseil des ministres, que l'armée ex-

péditionnaire britannique devait être envoyée en Belgique pour en repousser les Allemands, ils virent cette idée promptement balayée. Sir Edward Grey s'était déjà engagé à ce que l'armée britannique soit dépêchée ailleurs.

Il apparaît, à la lecture des mémoires du ministre des affaires étrangères, qu'un soutien direct avait été promis, en premier chef, comme nous l'avons noté au chapitre 1, pour préserver la Grande-Bretagne d'« *être haïe, méprisée et discréditée* », dans l'hypothèse où elle serait restée étrangère au conflit [1]. Si, comme on le dit à son sujet, Sir Edward Grey était un passionné des oiseaux, et en savait beaucoup quant aux habitudes des oiseaux, il est bien évident qu'il en savait bien peu quant à celles des hommes. Ce n'est pas la nation qui reste hors de la guerre qui se rend impopulaire, mais au contraire celle qui s'y prête. De l'instant où les Britanniques se firent les alliés des Français en 1914, la préoccupation française ne fut plus de se montrer agréable envers les Britanniques, mais de les forcer à en faire plus. Sir John French, à peine arrivé avec son armée en France, se vit traiter avec une grossièreté extraordinaire par le général français Lanrezac, par le général Joffre, par presque tous les généraux français qu'il rencontra. Après que six semaines se furent écoulées, il était réduit à un état d'indignation amère. Il déclara : « *jamais dans toute ma carrière ne me suis-je vu tant humilié ; et il a fallu que je me déplace en France me battre pour les Français pour subir cela. Je ne l'oublierai jamais* ». Quant à la presse française, elle passa le plus clair de la guerre à céder au sarcasme selon lequel les Britanniques *se battraient jusqu'au dernier Français.*

On vit se manifester des tendances semblables au cours de la seconde guerre mondiale. Même entre les alliés anglo-américains

1. De fait, Grey, dans son livre publié après guerre, est tout à fait catégorique sur ce point. Il y écrit : « *La vraie raison d'entrer en guerre était que, faute de soutenir la France et faute de soutenir la Belgique contre cette agression, nous aurions été isolés, discrédités et haïs ; et alors devant nous ne s'ouvrait qu'un avenir misérable et ignoble* » — Lord Grey — *Twenty-five years*, Vol. II, page 15

partageant la même langue, d'importantes instances d'un sérieux manque de camaraderie se firent jour entre les compagnons d'armes. L'amiral américain King ne faisait pas mystère de son antipathie pour la Navy britannique, et préférait accepter des erreurs évitables commises par les Américains que de tirer parti de l'expérience passée britannique. Et l'ouvrage du général Bradley sur la guerre évoque fort peu de choses agréables, mais beaucoup de choses désagréables, quant au commandement militaire britannique.

En Grande-Bretagne, la tendance est plus forte de s'intéresser à un général anciennement ennemi, comme Rommel, qu'à un officiel allié, américain ou russe. Même le commandant suprême allié, le général Eisenhower, devenu président, ne soulève pas la même curiosité que celui qui fut à la tête de l'Afrika Korps allemand.

FIGURE 10.1 – Johannes Erwin Eugen Rommel en 1942, surnommé *le renard du désert* - Crédit photo : wikipédia

L'explication de ce phénomène apparemment étrange est en réalité assez simple. Les nations qui combattent côte à côte sont en compétition pour l'honneur et la gloire, et ont donc intérêt à mi-

nimiser la contribution de leurs alliés. Il en va différemment de l'ennemi. Plus celui-ci s'est avéré redoutable, plus grand se trouve le mérite à l'avoir vaincu. Par ailleurs, toutes les frictions personnelles de la guerre, toutes les querelles ou différences d'opinion, les âpres divergences quant au plan de bataille, donnant lieu à autant d'irritations et de rancœurs, ne peuvent par nature exister qu'entre alliés, et non pas entre ennemis. C'est envers les pays restés neutres, enfin, que toute animosité sérieuse est le moins susceptible d'exister de la part des belligérants, du fait de la position de négociateur très privilégiée qui en résulte pour le pays resté hors du conflit, en tant que potentiel fournisseur de tel ou tel belligérant, ou du fait qu'il pourrait devenir un allié à l'avenir. Sir Edward Grey semble avoir sévèrement échoué à apprécier la nature des relations en temps de guerre, avec pour résultat le fait que ses raisons de faire entrer son pays en guerre aux côtés de la France étaient si erronées qu'elles en eurent les effets opposés de ceux qu'il avait prévus et escomptés.

Autre exemple plus récent d'un objet intrinsèquement inatteignable, la détermination proclamée de M. Churchill d'« *extirper la tyrannie nazie* » pour toujours. Nous avons ci-avant discuté que ce point ne constituait pas l'objet principal du premier ministre, et que celui-ci était beaucoup plus probablement la victoire sur le terrain. Mais aussi loin que M. Churchill ait hébergé cette idée d'extirpation, on peut affirmer qu'il poursuivait un objectif hors d'atteinte, et ce d'autant plus qu'il comptait réaliser cette extirpation par l'usage de la force brute. La raison pour laquelle cet objectif était inatteignable était que, si vous pouvez tuer le corps des hommes en usant de munitions, de bombes et de baïonnettes, vous ne pouvez pas tirer, bombarder ou transpercer d'une baïonnette l'esprit des gens, tant que ces gens restent en vie. Le seul moyen certain de purger le peuple allemand d'une addiction à un gouvernement tyrannique (à supposer qu'il fût nécessaire que les Britanniques prennent en charge cette tâche) était de les convaincre de ce que la tyrannie nazie ne leur était d'aucun bénéfice. Mais cela s'annonçait tâche compliquée. Les Allemands s'étaient essayés à la

démocratie parlementaire totale après leur défaite de 1918, et il n'en était sorti que la perspective d'une sujétion permanente à l'hégémonie française en Europe. Déçus et dégoûtés, ils s'étaient alors essayés à la tyrannie ; et d'un point de vue allemand, celle-ci avait réalisé des merveilles. En trois ou quatre années, elle avait relevé l'Allemagne du caniveau international, et l'avait remise sur pied. Il existait donc de bonnes raisons pour que le plus grand nombre au sein du peuple allemand approuvassent et crussent en la tyrannie nazie, d'autant plus qu'ils pouvaient constater que d'autres tyrannies similaires produisaient des résultats frappants comparables en Russie et en Italie. Ce furent les gouvernements britannique, français et américain, qui avaient réduit l'Allemagne au désespoir pendant qu'elle fonctionnait dans un système démocratique, qui contribuèrent le plus à amener à l'existence d'une tyrannie nazie, comme le reconnurent candidement divers représentants du pouvoir en Grande-Bretagne, parmi lesquels M. Lloyd George.

La menace de M. Churchill d'extirper la tyrannie nazie constituait donc la dernière chose à faire pour convaincre les Allemands qu'une telle tyrannie était à leur désavantage. Au contraire, ils allaient en venir à considérer cette tyrannie comme si porteuse de réussite que les adversaires de l'Allemagne étaient résolus à la détruire.

Et si M. Churchill ne pouvait pas convaincre les Allemands de l'inanité du système nazi, sa déclaration d'intention de détruire ce système « *pour toujours* » était vouée à l'échec. Il aurait pu réussir à le marginaliser, comme le désir naturel des habitants d'Amérique de consommer des boissons alcoolisées fut marginalisé par la prohibition, et comme les religions proscrites sont marginalisées par la persécution. Mais il n'aurait pas pu l'extirper.

L'extrémisme des mesures adoptées après 1945 pour déraciner le nazisme était bien calculé pour vouer à l'échec cette initiative. L'une des prophéties politiques les plus faciles à émettre est précisément que la pendaison des dirigeants nazis après le procès spectaculaire de Nuremberg, et la campagne drastique et inquisitrice de

dénazification qui suivit à l'égard des membres moins influents du parti, aura comme principal résultat de transformer des milliers et des milliers d'anciens nazis en futurs héros nationaux. Il est aujourd'hui de notoriété publique qu'un mouvement néo-nazi vigoureux mijote juste en dessous de la surface de la vie politique allemande. Quant à l'homologue fasciste du nazisme, le journal *The Times* du 12 mai 1952 indiquait que l'ancien secrétaire-général adjoint du vieux parti fasciste italien vient de prononcer un discours devant une foule de 50 000 personnes à Rome même.

Les tentatives de mener à bien l'idée de M. Churchill, consistant à supprimer le système politique d'une autre nation contre son gré, tendra systématiquement vers l'échec ; le simple fait qu'une orthodoxie différente se voie imposée par des ennemis étrangers la rend automatiquement odieuse à ceux qui sont réduits à cette réforme non consentie. C'est donc un cadeau de Dieu fait aux révolutionnaires comme les Jacobins français ou les Bolcheviques russes quand des nations étrangères interviennent et entreprennent de réduire en poussière leurs principes révolutionnaires par la force militaire. De telles interventions contribuèrent matériellement à la réussite des révolutions française et russe, à l'instar de l'hostilité idéologique clamée haut et fort par les extrémistes de gauche britanniques envers le régime de Franco en Espagne, qui rendit grand service au Caudillo [2] en faisant monter le nombre de ses soutiens à l'intérieur de l'Espagne.

Avec assez de force et par l'emploi de mesures suffisamment brutales, on peut imposer un système étranger à un autre pays. Mais dès que la force cesse d'y être exercée — et les probabilités exigent que tel soit le cas tôt ou tard — les préférences nationales naturelles du peuple se réaffirment, sauf à ce qu'ait été opérée quelque fusion raciale entre conquérants et conquis. Même à l'issue d'un siècle de domination russe, les Polonais haïssaient l'administration russe ; et

2. Chef de guerre espagnol au Moyen Âge ; terme repris à partir de 1923 pour désigner Franco, NdT

l'aversion irlandaise pour le gouvernement britannique s'embrasa vivement après 400 années.

M. Chamberlain et Lord Halifax commirent une erreur semblable en relation à *l'objet* en 1939. Leur projet de préservation de l'intégrité de la Pologne était tout à fait réalisable, pourvu qu'ils disposassent de la force militaire de le soutenir. Mais cette force, ils n'en disposaient pas. La Grande-Bretagne et la France ne disposant ni l'une, ni l'autre d'accès direct à la Pologne, la seule chose qui était à leur portée pour aider cette dernière dans un conflit contre l'Allemagne était de pratiquer une offensive depuis l'Ouest. Mais les Français n'y étaient pas disposés. Ils ne voulaient pas mener de guerre offensive, mais défensive uniquement. Et faute d'une volonté française d'attaquer, les Britanniques ne le pouvaient pas non plus, étant bien trop faibles pour ce faire seuls. Les alliés occidentaux restèrent donc inactifs pendant que la Pologne se faisait déborder. M. Chamberlain et Lord Halifax s'étaient attribués une tâche bien au-delà des ressources à leur main, et ne firent même aucune tentative pour la réaliser.

Je ne sais pas s'ils avaient conscience, au moment où ils offrirent à la Pologne cette garantie, que les Français refuseraient de prendre un rôle d'attaque en cas de guerre. Quoique le général français Gamelin apparût empreint d'un optimisme vantard en 1938, Sir Eric Phipps, ambassadeur du Royaume-Uni à Paris, signalait à l'époque que « *tout ce qu'il y a d'élite en France est opposé à la guerre, et la tendance générale dans le pays est au défaitisme*[3] ». Mais l'opinion de Phipps peut fort bien avoir été écartée et vue comme défaitiste dans les cercles officiels britanniques. Reste que si le premier ministre et le ministre des affaires étrangères britanniques savaient que les Français refuseraient de prendre l'offensive, la garantie qu'ils accordèrent à la Pologne s'apparenta à un bluff pur et simple, ne valant pas même le papier sur lequel elle était inscrite ; et les ministres concernés promettaient une chose dont ils

3. Tansill — *Back Door to War (Regnery)* — p. 420

savaient forcément qu'ils ne pourraient pas la livrer. La Grande-Bretagne, dans ce cas, se trouvait dans la même position qu'un établissement financier en banqueroute qui garantirait le découvert d'un tiers.

S'ils ne le savaient pas, ils auraient dû le savoir ; il relevait évidemment de leur devoir de s'assurer de leurs bases avant d'émettre toute promesse. Peut-être les Français avaient-ils convenu de mener une offensive sur l'Allemagne et s'étaient-ils rétractés au moment de la mettre en pratique [4]. Si tel fut le cas, le défaut français n'aurait pas absout les ministres britanniques de tout blâme. D'hommes responsables prenant des engagements d'assurance auprès d'autres personnes, on attend habituellement, qu'ils occupent un poste de gestionnaire de banque ou de ministre des affaires étrangères, qu'ils fassent preuve du jugement nécessaire à évaluer la valeur de ces assurances.

Il est possible que M. Chamberlain et Lord Halifax fussent influencés, ou poussés, vers une garantie à la Pologne, de par l'exercice de pressions de la part du président Roosevelt à Washington. Le Professeur Tansill, dont l'ouvrage très important *Back Door to War* traite des origines de la guerre et fut publié en 1952, cite des preuves montrant que Roosevelt usait de tous ses moyens de pression pour pousser Chamberlain dans la guerre contre l'Allemagne [5]. Tansill indique également que Roosevelt, tout en incitant Britanniques et Français à entrer en guerre, leur laissait penser que les États-Unis viendraient à leur aide si et quand ils se trouveraient impliqués. Ainsi, l'ambassadeur Kennedy « *affirma de manière répétée à Chamberlain que l'Amérique s'empresserait au secours de la Grande-Bretagne et de la France en cas d'agression non provoquée* », et l'ambassadeur Bullitt à Paris semble avoir fait passer le

4. Il était de toute évidence parfaitement clair aux yeux de M. Churchill en août 1939 que les Français ne prendraient que fort peu probablement l'offensive. Voir son Vol. I, p. 300

5. Tansill, Chapitre XXIII

même message[6]. Mais la garantie britannique donnée à la Pologne ne s'en trouve pas mieux justifiée. Quand bien même les États-Unis fussent entrés en guerre « *dans l'heure* », leurs soldats n'auraient pas pu arriver en Europe à temps pour sauver la Pologne. La promesse de M. Chamberlain aux Polonais reste donc un exemple flagrant d'un objet impossible à réaliser faute de moyens.

Lorsque M. Churchill devint premier ministre en 1940, il hérita d'un objet politique en ruine. Il ne lui trouva pas de remplaçant, et adopta à sa place un objet militaire, la victoire au travers de la défaite totale de l'Allemagne. Cela aussi constituait à l'époque un objet inatteignable par manque de moyens. Il est vrai que M. Churchill continua de prétendre qu'il était atteignable, comme lorsqu'il déclara aux Américains que s'ils apportaient à la Grande-Bretagne les outils, celle-ci « *finirait le travail* ». Mais, en réalité, la Grande-Bretagne n'avait aucun espoir de finir ce travail par elle-même, et le fait que M. Churchill n'y croyait pas vraiment est suffisamment illustré par ses effusions de remerciements quand la Russie d'abord, et les États-Unis ensuite, entrèrent en guerre. Lors de cette dernière occasion, M, Churchill déclara ce qui suit :

« *Voici l'objet dont j'ai rêvé, que j'ai visé, et* pour lequel j'ai œuvré*, et voici qu'à présent il est atteint* ».

L'immensité du soulagement de M. Churchill à l'annonce de l'implication américaine est clairement indiquée par l'extraordinaire indiscrétion des mots « *pour lequel j'ai œuvré* ». La nation américaine était connue pour sa sensibilité traditionnelle aux engagements à l'étranger, et présentait en outre une longue tradition d'aversion envers les Britanniques. Les mères américaines s'étaient vues assurer par leur président « *encore, encore et encore* » que leurs fils ne seraient pas envoyés au combat en Europe au cours de cette guerre. Ainsi, en divulguant volontairement l'information selon laquelle il avait « *œuvré pour* » l'entrée des USA dans le conflit, M. Churchill faisait sa part de chemin pour inviter les éléments

6. Tansill, pp. 450 & 451

anti-britanniques aux USA à accuser le gouvernement britannique d'avoir de quelque façon aidé à ce qu'ait lieu l'attaque japonaise du Pearl Harbour [7].

Un homme n'« *œuvre* » pas à la participation d'une autre nation dans une guerre s'il estime que son propre pays peut atteindre son objectif sans aide. L'amiral américain King fit les plus grands efforts pour empêcher que la flotte britannique ne prenne part à la guerre navale du Pacifique, estimant de toute évidence que la flotte américaine pourrait s'en charger seule, et il voulait que sa propre Navy en retire tous les honneurs.

M. Churchill rejoignit un gouvernement en 1939, engagé à combattre pour un objet sans disposer des ressources nécessaires pour l'atteindre. Quand ce gouvernement tomba et qu'il devint premier ministre il formula un nouvel objet sans disposer des ressources nécessaires pour l'atteindre. Cet objet ne pourrait être réalisable qu'en s'attirant de nouveaux alliés, dont l'acquisition signifierait la transformation d'un conflit relativement localisé en guerre mondiale. Ces nouveaux alliés condescendirent à honorer le souhait de M. Churchill, et la guerre devint mondiale.

Si ce qui précède suggère, comme j'ai la faiblesse de le croire, que les hommes politiques modernes ne sont pas très malins dans leur gestion de la guerre, il n'y a pas lieu de s'en étonner. Mener une guerre réussie exige la fidélité la plus stricte aux faits. Les hommes politiques qui réussissent dépendent au plus haut point de manipulations des faits avec pour seule vue le bulletin de vote. Les habitudes de l'esprit de la vie politique sont donc fort éloignées des qualifications naturelles à la poursuite d'une guerre, et peuvent y constituer un handicap important.

Ainsi, toute idée voulant qu'un homme politique puisse facilement passer des fanfaronnades de la chambre des débats au contrôle efficace des affaires dures et inhabituelles de la guerre doit être

7. Roosevelt également semble avoir *œuvré* à l'entrée en guerre des USA — https://lesakerfrancophone.fr/pearl-harbor-demasque, NdT

considérée comme trompeuse. De fait, jamais au monde la pratique d'une nouvelle activité par l'homme n'est-elle assurée avec réussite du premier coup. C'est en fait plutôt l'inverse. La nature, pour des raisons qui lui sont propres, fait en sorte que notre approche des domaines que nous connaissons mal implique systématiquement un instinct de notre part à prendre les choses par le mauvais bout. Le processus le plus simple, consistant à frapper une balle pour qu'elle passe au-dessus d'un filet, ou pour qu'elle longe le sol, demande à être laborieusement appris auprès d'un expert pour que notre pratique en soit efficace ; et faute de se voir instruits à utiliser la bonne méthode, la plupart des gens continueront de développer un piètre jeu de tennis ou de golf toute leur vie durant. Il est fréquent que les services d'un spécialiste à plein temps soient requis pour le bon exercice de quelque profession ou métier d'affaires. La guerre constitue une activité intermittente et ne permet pas même à ceux qui deviennent des combattants professionnels de développer une expérience continue à sa pratique. Même le grand Napoléon, qui fut engagé dans la pratique active de la guerre pendant plus de vingt années, ne considérait pas que faire campagne suffisait à un haut dirigeant. Selon lui, l'aspirant à une fonction de direction supérieure « *doit lire et relire les campagnes de Hannibal, de César, de Gustavus Adolphus, de Turenne, d'Eugène et de Frédéric. Prenez-les comme modèles. C'est le seul moyen de devenir un grand capitaine, et de connaître les secrets de l'art de la guerre* ».

Et donc, les probabilités pour qu'un homme politique, dont le livre de chevet est plus probablement social et économique que militaire, prenant avec succès le rôle de grand Capitaine en peu de temps, ne sont de toute évidence pas très favorables. Même au sein de l'Allemagne militariste, le politicien Adolf Hitler, dont certains jugements politiques confinaient au génie, mit un désordre terrible dans la stratégie allemande ; et s'il avait laissé ses généraux s'en occuper, probablement la guerre aurait-elle tourné différemment.

En Angleterre, où l'attitude du public vis-à-vis de la guerre est tout à fait particulière, les probabilités de voir un politicien s'y

essayer avec succès sont encore plus faibles. Les habitants des îles britanniques constituent un peuple guerrier, et font d'excellents soldats quand le besoin s'en fait sentir. Et le besoin, par ailleurs, semble souvent s'en faire sentir. Quoique les Anglais, dont la mémoire historique ne remonte pas plus loin que 3 années en arrière, soient convaincus qu'ils figurent parmi les plus pacifistes, et soient tout aussi certains que les Allemands sont les principaux causeurs de guerre du monde ; la dure vérité, que nous avons révélée dans le premier chapitre, est qu'au cours du siècle précédent la première guerre mondiale, les Britanniques furent plus souvent en guerre que n'importe qui d'autre.

Mais en dépit de cette expérience abondante, qui devrait les rendre plus connaisseurs des choses de la guerre que tout autre peuple, il est curieux qu'entre deux guerres la seule attitude de la population générale de Grande-Bretagne vis-à-vis de la guerre est de l'ignorer, et d'en abuser si elle ne peut pas être ignorée. Alors que personne n'ose, bien entendu, parler avec légèreté au sein des rangs des services des armées, les orateurs et les écrivains civils ne font en temps de paix que rarement allusion aux officiers autrement qu'en les tournant en dérision ou en affichant une aversion active. Pendant des années et des années, le colonel britannique s'est vu brocardé par un journal britannique sous la figure d'un idiot sympathique mais incompétent, l'incarnation de la fatuité. Financièrement, les forces armées ne sont pas mieux traitées que des travailleurs non qualifiés, les présidents des industries récemment nationalisées gagnant plus du double que les chefs de services comme le premier amiral, et que les chefs d'État-Major. Aux procès de Nuremberg, le salaire pour 10 mois de travail des meilleurs avocats britanniques égala la solde du commandant en chef, dont les victoires avaient rendu possibles ces procès, cumulée sur trois années.

Dans le débat politique en temps de paix, une réputation de connaissance de la guerre constitue un handicap sévère, inspirant des accusations de « *militarisme* » ou de « *bellicisme* ». À l'heure

où j'écris cet ouvrage, le secrétaire d'État à la guerre, dont le grade est celui fort honorable de brigadier, a pris sur lui de se faire appeler Monsieur, sans doute avec à l'idée d'éviter l'odieuse charge d'avoir constitué l'un des défenseurs de la nation. Cette action de renoncement ne constitue pas tout à fait un encouragement à ses concitoyens pour incorporer l'armée, dont il constitua la tête politique à une période de vif réarmement : voilà qui en dit long sur son tracas à l'idée d'être considéré comme un soldat dans le monde politique.

Cette combinaison d'influences affectant l'attitude nationale vis-à-vis de la guerre, il ne faut pas chercher bien loin pour comprendre qu'une réelle compréhension de la guerre et de ce qu'elle signifie soit presque inexistante au sein de la population britannique. Sir Patrick Hastings écrivit ce qui suit en référence à ses expériences de soldat lors de la guerre d'Afrique du Sud :

> *Je n'avais pas la moindre idée des raisons pour lesquelles je combattais. Je me demandai (lors de mon retour vers l'Angleterre) si l'homme ordinaire qui restait au pays sans jamais combattre avait une meilleure idée que moi quant aux raisons pour lesquelles je m'étais battu. À présent que j'ai pris de l'âge, je suis à peu près certain que tel n'était pas le cas*[8].

Et si les Britanniques, en tant que nation, restent presque sans aucune idée du sujet de comment conduire une guerre, il ne serait pas très surprenant que leurs dirigeants politiques ne fussent guère meilleurs. Il n'est pas uniquement périlleux pour ces derniers de faire montre d'un intérêt pour la guerre en temps de paix. En temps de guerre, ils peuvent compter sur la perspective de se voir juger dans quelque procès amateur, sans aucune critique éclairée ou informée de la part de la presse ou du public. M. Churchill en personne a confessé que l'homme politique ne vouait pas de compréhension particulière à la conduite de la guerre. En relatant ses

8. Sir Patrick Hastings — *Autobiography* p. 51 (Heinemann)

actions dans le fiasco de Dakar en 1940, il a dit : « *Nous étions dans la petite enfance de la guerre* ». De fait, l'entrée de M. Churchill au Cabinet comme premier amiral en septembre 1939, et sa succession en tant que premier ministre en 1940, avaient fait l'objet de quelque popularité dans le pays sur des suppositions tout à fait opposées, à savoir qu'il aurait démontré ses prouesses en matière de stratégie lors de la guerre de 1914-1918. Mais si M. Churchill lui-même nous affirme que non, nous pouvons l'en croire. Dakar, après tout, ne fut pas son premier échec de la guerre de 1939. On lui avait donné la charge ministérielle des opérations en Norvège en avril 1940, et ces opérations avaient tourné à la confusion la plus désastreuse de toute l'histoire militaire britannique ; tellement désastreuse que M. Chamberlain, le premier ministre, en perdit sa place.

Chapitre 11

Les erreurs commises par les politiciens en temps de guerre

Choisir un objet approprié et judicieux est d'une importance capitale dans le domaine de la guerre. Il s'agit du point de départ essentiel, à partir duquel se déroule l'ensemble de la course des plans de batailles, des opérations, et de l'utilisation de la force en général. L'objet devrait donc s'assimiler à un phare, construit solidement sur des fondations stables après avoir été pensé soigneusement et défini comme étant le mieux placé, le mieux orienté, afin de guider la sécurité de l'État jusqu'à l'abri défini pour elle. Mais s'il s'apparente à un feu-follet, l'État a toutes les chances de finir sur les brisants. Les guerres de notre siècle ont démontré la faiblesse de jugement des hommes politiques britanniques quant à la définition de l'objet national en temps de guerre ; le résultat, que chacun peut constater, est que le navire *Britannia* est battu sur les récifs. Les mâts sont déjà tombés, la moitié des provisions ont été larguées par-dessus bord pour alléger le navire, et l'équipage inquiet en est

réduit à vivre sur des demi-rations, en se demandant chaque jour si le bateau va pouvoir être ramené en eau navigable, ou s'il ne va pas plutôt finir de se disloquer sous ses pieds. Ce regrettable état des affaires résulte en très grande partie des erreurs de gouvernance au cours des deux dernières guerres, résultant des échecs d'hommes politiques incompétents, depuis Sir Edward Grey, à comprendre ce qu'ils visaient, et auto-obnubilés par le mot « *victoire* ». Leurs erreurs de jugement sont illustrées avec concision par une remarque de M. Churchill à la Chambre des Communes, le 18 juin 1940 :

> *Au cours des quatre années que dura la dernière guerre, les alliés ne connurent rien d'autre que désastre et déceptions — nous nous répétions sans cesse la question : «* Comment allons-nous gagner ? *», et personne n'était en mesure d'y répondre avec précision.*

Voici tout le problème évoqué en peu de mots. Il n'est pas surprenant que personne ne pût répondre à cette question « *Comment allons-nous gagner ?* » avec précision, le mot « *gagner* » dans ce contexte manquant singulièrement de précision. Que voulait dire « *gagner* » ? S'agissait-il de détruire la flotte allemande ? Ou de s'emparer des colonies allemandes ? Ou de bouter les Allemands hors de Belgique ? Ou de briser l'Empire autrichien, ou quoi d'autre ? Dans la bouche de M. Churchill, il s'agissait probablement de gagner sur le champ de bataille. Nous avons noté plus tôt, dans le présent ouvrage, que de toute évidence il considérait la guerre de 1939-1945 d'un point de vue uniquement militaire, et la remarque de sa part que nous venons de citer semble indiquer que le Cabinet de 1914-1918 en faisait autant. Mais la victoire militaire, comme nous l'avons expliqué, ne constitue pas ou ne devrait pas constituer une fin en soi, mais un moyen de parvenir à une fin. Donc, si les hommes politiques des deux guerres mondiales n'avaient pas dépassé un objectif de victoire militaire face à l'ennemi, ils n'avaient pu réaliser que leur fonction propre était de se poser la question éminemment plus importante : « *Quel est notre objet politique ?* »

L'étape qui suit dans notre recherche va donc constituer à rechercher ce que cet objet aurait dû être.

La meilleure approche pour répondre à ce point est peut-être de commencer par définir ce que l'objet politique n'aurait pas dû être. Il existe certains objets, vers lesquels les hommes politiques peuvent être fortement inclinés, que l'on peut classifier comme mauvais, à éviter en toutes circonstances. Ils comptent les abstractions politiques, telles que la liberté, la justice et la démocratie ; ou pour l'exprimer différemment, la suppression de la tyrannie, de l'injustice et de l'autocratie.

C'est une chose pour les nations de se battre pour leur propre liberté, leur propre système de justice ou leur propre forme de gouvernement démocratique. Dans ce cas-là, la meilleure description de leur objet politique ce faisant est le mot *sécurité* ; la sécurité d'ordonner leur vie nationale comme ils l'entendent. Les « *croisades* » pour amener la liberté, la justice ou la démocratie dans la vie d'autres nations constituent une toute autre affaire. De telles croisades présentent un historique déplorable. La guerre de 1914-1918 pour « *fabriquer un monde sûr pour la démocratie* » ne fut pas un succès. En Russie, la Douma, c'est-à-dire le Parlement, s'est vue supprimée, et une dictature brutale a été instaurée, alors même que la guerre pour la démocratie était en cours. En Italie, la dictature envoya la démocratie se rhabiller dans les quatre années suivant la fin de la croisade pour la démocratie, et l'Allemagne suivit sans beaucoup tarder, et le Portugal et l'Espagne rejoignirent également le club des régimes autoritaires.

Il n'y a pas qu'en matière individuelle que le bonheur de l'un fait le malheur de l'autre, même si les hommes politiques sont très réticents à admettre ce fait. Après avoir échoué dans les grandes longueurs à tirer les enseignements de l'entre-deux-guerres, que l'accident de la victoire ne constituait pas une raison valable pour forcer les vaincus à adopter un système politique conforme à celui du vainqueur, les hommes politiques britanniques de la seconde guerre mondiale déclarèrent leur intention de détruire la dictature

allemande et de « *ré-éduquer* » les Allemands aux manières de la démocratie parlementaire ; qui, si elle peut fonctionner convenablement pour les Britanniques et les Américains, n'a jamais beaucoup mis l'eau à la bouche des Allemands, qui s'apparente à une mauvaise blague en France, et qui est à présent totalement bannie de toute l'Europe de l'Est, Grèce mise à part. Même en Angleterre, des voix professorales se font entendre, prédisant la fin du gouvernement parlementaire. Pour autant, comme nous l'avons vu au cours du chapitre précédent, la tentative d'imposer par la force un système politique à un ennemi vaincu suffit amplement en soi à ce que l'ennemi renverse ce système à la première occasion.

L'autre dimension de croisade de la guerre 1914-1918, « *la guerre qui mettrait fin à la guerre* », connut un échec pire encore que la dimension démocratique. L'armistice de 1918 n'avait pas encore fêté son premier anniversaire que les Britanniques et les Français s'opposaient déjà par les armes aux Bolcheviques en Russie, dans une vaine tentative d'étouffer le régime communiste naissant. L'année qui suivit (en 1920), les Bolcheviques envahissaient la Pologne. En 1921, Britanniques et Irlandais s'enfermaient dans un conflit amer. En 1922 survint la guerre gréco-turque, et en 1923 les Français envahirent la Ruhr. 1924 fut l'année qui démarra les longues et pénibles luttes entre seigneurs de guerre en Chine ; en 1931, les Japonais occupèrent la Mandchourie et, en 1932, s'attaquèrent aux Chinois à Shanghai. En 1935, les Italiens étaient en guerre avec l'Éthiopie ; en 1936, la guerre civile espagnole éclatait ; en 1937 les Japonais entamèrent leur guerre contre la Chine ; et en 1938 les Allemands marchaient sur l'Autriche, en 1938 sur la Tchécoslovaquie, et la même année sur la Pologne. Mais la seconde guerre mondiale, qui commença sur ce dernier événement, avait à peine débuté que les hommes politiques britanniques déjà recommencèrent à parler d'espoirs de paix permanente, si seulement leurs compatriotes se battaient assez dur pour vaincre l'ennemi allemand — chose qu'ils avaient déjà dite à l'occurrence précédente.

Il y a fort peu d'espoir à ce que des croisades rendent le monde

plus vertueux, et strictement aucun espoir si ces croisades sont conduites par l'usage de force sans limite et par l'abandon de toute retenue civilisée. L'oblitération et le bombardement nucléaire de villes ouvertes, ainsi que l'armement et l'encouragement de coupe-jarrets clandestins sous le nom de « *mouvements de résistance* » ne sont pas de nature à inculquer la droiture chrétienne à l'humanité. Le monde connaît à présent son état de désordre et d'illégalité le plus important depuis des siècles, peut-être même depuis toujours. L'Europe connaît la guerre froide, la Corée la guerre chaude, la Perse et l'Égypte sont secouées, la Malaisie connaît le brigandage, l'Indochine l'insurrection, l'Afrique de l'Est le terrorisme Mau-Mau, l'Afrique du Sud les émeutes raciales, et l'anxiété règne partout. En Grande-Bretagne, les crimes violents ont monté de manière alarmante après 1945, et ne sont toujours pas sous contrôle huit ans plus tard ; et les prisons du pays sont surpeuplées d'un facteur 2 à 3 par rapport à leur capacité. En France, M. Jean Giono, l'auteur célèbre, a dit à M. Warwick Charlton, qui enquêtait sur les horribles meurtres de Drummond pour le compte du « *Picture Post* » :

> *Pendant la guerre et au cours de la libération, les habitants de ce pays, connus en temps normal comme respectueux des lois et pacifiques, sont devenus des bêtes : des femmes ont de leurs propres mains déchiré en morceaux des jeunes garçons qui auraient pu être leurs fils. Et je connais un jeune homme, d'apparence tout à fait inoffensive, qui, après avoir violé une femme, lui a crevé les yeux, coupé les oreilles, et l'a mutilée avec un couteau de cuisine. Son excuse était qu'elle s'exprimait avec un accent allemand. En fait, il s'agissait d'une Française, une Alsacienne*[1].

1. *Picture Post* — 11 octobre 1952. Le bruit que cela aurait fait à Nuremberg si les faits avaient été commis par un Allemand

La fanfaronnade de guerre du gouvernement britannique, déclarant son intention d'apporter la liberté au peuple allemand esclave, s'est terminée sur un échec total. Un gouvernement arbitraire, assuré par le parti nazi, a été remplacé par un gouvernement arbitraire assuré par des Commissaires étrangers, sous lequel des journaux politiques incorrects sont purement et simplement fermés, des individus suspects politiquement se voient sommairement arrêtés et mis sous les verrous, comme tel était le cas entre 1933 et 1939. Et si les armées d'occupation étrangères étaient retirées de ce pays, rien ne s'opposerait à l'instauration immédiate d'une nouvelle forme de despotisme, pourvu que les Allemands le désirent ; et l'état de leur pays partitionné, dépouillé et affaibli par suite de Yalta et de Potsdam pourrait bien leur inspirer un tel souhait.

Une caractéristique peu agréable des croisades est que les croisés semblent enclins à adopter pour eux-mêmes les mêmes abus que ceux pratiqués par leurs adversaires et constituant la raison-même du lancement de ces croisades. Ainsi, la croisade voulant restaurer la liberté en Allemagne a amené les libertés britanniques à se voir suspendues à droite comme à gauche. La liberté d'expression s'est vue traficotée pour « *empêcher que ne soient répandues l'alarme et le découragement* », et la liberté des Sujets s'est vue enfreinte par la Régulation 18B [2], permettant de mettre en prison tout homme ou toute femme sans motif, sans procès, et de l'y maintenir au bon vouloir du Secrétaire de l'intérieur, sans droit à aucune assistance légale. Il suffit que le ministre « *ait une bonne raison de croire* » que la détention relève de l'intérêt public. Ainsi donc ont été créés en Grande-Bretagne l'équivalent de ces camps de concentration allemands, tant décriés par les hommes politiques et les journalistes britanniques. Ces deux formes de tyrannies eurent des interactions, et il est devenu assez fréquent de voir des membres

2. La loi de défense 18B, adoptée en 1939, permettait l'internement des personnes suspectées de sympathies nazies, et avait pour effet de suspendre leurs droits à l'*Habeas Corpus*

du Parlement, s'exprimant sous la protection de leur privilège, exiger l'incarcération sommaire de quiconque avait osé exprimer des vues qui leur déplaisaient et qui pouvaient être considérées d'une manière ou d'une autre comme anti-patriotiques, ou qui pouvaient être considérées comme de nature à gêner l'effort de guerre.

Six années de suppression des « *pensées dangereuses* » ont laissé leur marque sur le peuple britannique, qui fait de nos jours preuve d'une timidité perceptible à exprimer ses opinions sur un mode d'expression libre sur les affaires courantes, en particulier sur les sujets internationaux, selon des modalités qui auraient été considérées comme des acquis au début du siècle. « *La liberté est en péril* », disaient les affiches officielles placardées en 1939, « *défendez-la de toute votre force* ». Ces affiches disaient la vérité, mais pas toute la vérité. La liberté était en péril du fait de forces étrangères au pays, mais également de la part de forces intérieures.

De fait, la conduite de la guerre par les démocraties elle-mêmes ne constitua pas en pratique un exemple flagrant de démocratie. Les deux principaux dirigeants démocratiques, le président Roosevelt et M. Churchill, commencèrent à mener des conférences mondiales de haut niveau, où ils prenaient des décisions olympiennes sur la manière dont la guerre devait être menée, et comment le monde devait être refaçonné après celle-ci, combien de centaines de milliers de kilomètres carrés de territoire devaient être pris à tel pays et offerts à tel autre, et combien de millions de réfugiés misérables devraient quitter leur foyer en conséquence.

La guerre devait se poursuivre, et il était tout à fait inenvisageable que les conférences de haut niveau, qui impliquaient de grands déplacements de la part du président des USA et du premier ministre anglais, dussent être réunies de nouveau, peut-être plusieurs fois de suite, parce que des objections auraient été soulevées au Parlement ou au Congrès. Mais l'on aurait pu user d'autres méthodes. Si l'on avait laissé les discussions être menées à un niveau inférieur, les ambassadeurs, ou même les secrétaires aux affaires étrangères, les Cabinets et les Parlements auraient pu exercer

quelque contrôle sur les accords qui étaient noués. Telles qu'elles furent prises, les décisions convenues entre les autorités suprêmes de ces pays durent clairement être ensuite passées au forceps, véritables *faits accomplis*[3] au beau milieu des législatures démocratiques. Nous trouvons ainsi M. Churchill, après Yalta, se débarrassant brusquement de la critique parlementaire en affirmant que les dirigeants soviétiques constituaient « *des hommes honorables et dignes de confiance* » et qu'il « *refusait absolument de s'embarquer ici dans une discussion quant à la bonne foi russe*[4] ».

On ne saurait qualifier une procédure aussi arbitraire de démocratique. Et l'argument selon lequel le premier ministre saurait mieux que personne, et que son estimation de la situation était forcément la bonne, ne saurait être retenu. Nous savons, au contraire, qu'il se trompait de manière désastreuse. « *L'impression que j'ai amenée en revenant de Crimée* », déclara M. Churchill à la chambre des Communes, « *ainsi que sur la base de tous les contacts que j'ai pu avoir, est que le Maréchal Staline et les dirigeants soviétiques désirent vivre en amitié honorable et à égalité avec les démocraties occidentales. Je ne connais aucun gouvernement qui ne se tienne mieux à ses obligations, même s'il doit lui en coûter, que le gouvernement soviétique de Russie* ». Voilà qui doit sans doute figurer au classement des jugements politiques les plus erronés de toute l'histoire.

Le danger inhérent aux participations des *Trois Grands* ne fut pas négligé en Amérique, où M. W. R. Burgess, s'exprimant au nom de l'Association des banquiers américains, déclara au Comité des affaires bancaires et monétaires de la Chambre des représentants étasunienne, le 21 mars 1945, que :

> *La négociation d'accords internationaux est une tâche à deux niveaux. Ces accords doivent être négociés avec les représentants de pays étrangers ; ils doivent également*

3. En français dans le texte, NdT
4. *The Times*, 28 février 1945

> *être négociés avec les peuples. Il est trop facile d'oublier cette deuxième étape. . .d'établir un accord à l'étranger et d'ensuite espérer le vendre à domicile. Le vendre n'est pas le négocier.*

La liberté, la justice, la conduite civilisée et l'auto-gouvernement démocratique constituent des plantes extrêmement fragiles, qui ne poussent correctement que dans des conditions de paix et d'ordre. La guerre, fort loin de les simuler, provoque leur flétrissement et leur dépérissement. « *Nul ne devrait s'attendre à voir la démocratie parlementaire* », disait le London Times du 31 mai 1952, « *fleurir au milieu des horreurs, du chaos et de la dévastation de la guerre (en Corée) démarrée il y a deux ans* ».

La folie radicale d'aller se battre au nom de principes abstraits est soulignée par les résultats totalement négatifs de l'« *heure de gloire* » de 1940. Car si telle fut, comme le prétend M. Churchill, une période de gloire sans égale pour la Grande-Bretagne, au cours de laquelle elle se fit moralement créditrice du reste du monde hors de l'Axe, le paiement de cette dette est bien long à venir. Loin de se voir traitée avec honneur et respect par les autres nations pour sa posture vaillante de 1940, la Grande-Bretagne a fait l'objet d'une suite sans précédent d'offenses, de refus et de dommages depuis 1945. Les Albanais ont miné des vaisseaux de guerre britanniques. Les Argentins ont envoyé des canonnières pour s'emparer des îles Falklands britanniques. Les États-Unis d'Amérique ont lessivé le statut mondial britannique et exigé et obtenu les commandements suprêmes des Nations Unies et de l'OTAN. Même l'ancienne fierté britannique, sa Navy, prend désormais ses ordres auprès d'amiraux étasuniens ; au point que l'amiral britannique veillant sur la côte écossaise (britannique) est nommé depuis l'autre rive de l'Atlantique. Les Indiens ont si bien oublié l'« *heure de gloire* » qu'ils ont saisi la première opportunité après guerre pour se débarrasser des Britanniques qui avaient gouverné leur pays depuis deux siècles. Au Moyen-Orient, les héros de 1940 ont reçu les coups l'un après

l'autre ; d'abord de la part des Juifs en Palestine ; puis de la part des Perses, suivis peu après des Égyptiens, et ensuite de la part des Irakiens. En Perse, les héros de l« *heure de gloire* » se sont vus brutalement expulser de leurs propres immenses propriétés pétrolières, sous les menaces et les imprécations, en prenant une perte de 300 millions de livres sterling.

Mais si tant de raisons d'aller en guerre apparaissent comme déplacées, quelles en sont les bonnes ? De nouveau, le *Field Service Regulations* nous vient en aide. Une nation va en guerre, disent-ils, « *afin de protéger ses intérêts vitaux* ». Non pas, que ce soit dûment noté, pour protéger les intérêts vitaux d'une autre nation. Je ne saurai trop insister sur l'importance de ce point, car les hommes politiques démocrates ont fréquemment tendance à l'éluder. Si l'on juge de leurs propos des années récentes, nombre d'hommes politiques britanniques estiment que les armées britanniques devraient sillonner le monde pour libérer d'autres peuples de leurs oppresseurs violents — les Tchèques (1938) et les Polonais (1939) opprimés par les méchants Allemands, les Finnois (1940) opprimés par les méchants Russes, les Grecs (1941) opprimés par les méchants Allemands, les méchants Allemands eux-mêmes (1940-1945) opprimés par le super-méchant régime nazi, les Espagnols (depuis 1945) opprimés par le méchant Franco, et les Coréens du sud (1950) opprimés par leurs anciens compatriotes qui traversent la frontière artificielle constituée par le 38ème parallèle.

Il faut clairement intégrer M. Churchill à cet ensemble oratoire. M. Stettinius relate ainsi ses propos tenus au président Roosevelt à Yalta :

> *Il y avait de nombreux pays sur la face du globe au moment présent, où les populations vivaient sous la crainte de leur propre gouvernement. Les gens devaient être libérés de ces craintes, et lui (M. Churchill) concluait ce point de manière dramatique en disant : «* Tant que le

sang coulera de (sic) mes veines, je défendrai ceci »[5].

On entendait fréquemment le mot « *devoir* » sortir de la bouche de M. Churchill, et presque à chaque fois, il faisait par là référence au devoir britannique de venir en aide à quelqu'un d'autre. En réalité, je n'ai pu trouver aucune instance, et certainement pas après la chute de la France, où M. Churchill affirmait que le devoir de quelque autre nation aurait été de venir à l'aide de la Grande-Bretagne. Si un tel acte d'assistance se produisait, il était qualifié comme une « *démonstration de générosité magnifique* » ou comme « *l'acte le plus humanitaire de l'histoire* » quand il était concédé par quelque autre nation. Mais à croire ses discours, la générosité ou le désintéressement n'entraient pas en compte, après 1940, dans le soutien que les Britanniques accordaient à d'autres. Il ne relevait là que du devoir de la nation britannique.

Considérons l'exemple de l'extrême-orient en 1942. Dans un discours du 27 janvier, M. Churchill déclara :

« *Notre devoir est d'envoyer des renforts de toutes sortes, surtout aériens, dans la nouvelle zone de guerre, de partout et par tous les moyens, avec la plus grande célérité.* »

La « *nouvelle zone de guerre* » était le commandement interallié d'Asie du Sud-Est, après la chute de Singapour, et donc après que les principaux intérêts britanniques de cette région soient passés aux mains de l'ennemi. Mais dans ce même discours, M. Churchill avait énoncé qu'il relevait également du devoir britannique de n'avoir pas pris de précautions à l'avance pour s'assurer que Singapour et la Malaisie ne passeraient pas aux mains des Japonais :

> *Il aurait évidemment relevé d'une très mauvaise allocation de nos ressources limitées, si nous avions conservé des garnisons et des équipements en grands nombres disséminés dans les immenses zones du Pacifique ou en Inde, en Birmanie et dans la péninsule malaise,*

5. *Roosevelt and the Russians* — Edward R. Stettinius, p. 72

> *l'arme au pied, mois après mois, année après année, sans qu'aucune guerre ne se présente*[6]*. En agissant ainsi, nous aurions manqué à nos engagements envers la Russie...*

Ces mots ne peuvent signifier qu'une chose : selon M. Churchill, il était mal d'utiliser nos forces armées pour préserver les intérêts britanniques au sein du territoire britannique, et il était judicieux de les employer au bénéfice de la Russie. M. Churchill, bien entendu, prenait les choses à l'envers. La Grande-Bretagne n'avait aucune obligation, aucun traité ne l'obligeait envers la Russie et n'aurait donc pu manquer à aucun engagement envers ce pays. Une question beaucoup plus pertinente est de savoir si elle a rompu ses engagements envers l'Empire britannique.

Quand un homme politique britannique promet l'assistance de l'armée britannique à un autre pays, il offre les vies d'un nombre indéterminé de ses concitoyens à ce pays, une offre qu'il n'a aucun droit de réaliser sauf si l'action relève d'intérêts nettement et solidement définis de la communauté à laquelle appartiennent ces citoyens. Il n'a aucun droit de formuler une telle promesse de par son désaccord du nazisme, du communisme ,ou de quelque autre mot en « *isme* » venant de quelque endroit du monde, ou parce qu'il déteste les Allemands ou les Japonais, ou parce qu'il aime bien les Français ou les Chinois, ou maintient quelque combinaison de préjudices ou de préférences ; ou même du fait qu'une section influente de ses soutiens politiques partage ses goûts et dégoûts. La seule raison valable pour laquelle une offre mettant en jeu le sacrifice possible de vies britanniques ne se présente que si des intérêts purement britanniques sont en jeu, ou risquent probablement d'être en jeu. La Reine Victoria avait ce principe fermement

6. Et pourtant, onze mois plus tôt, en février 1941, M. Churchill signalait dans une lettre au général Wavekk « *l'attitude de plus en plus menaçante du Japon et la possibilité évidente que ce pays ne nous attaque dans un avenir proche* »

ancré à l'esprit. « *Jamais, si elle peut l'empêcher* », écrivit-elle, « *n'autorisera-t-elle [la Grande-Bretagne] à se voir engagée dans une guerre n'impliquant pas d'intérêts britanniques* » ; et elle mit en échec une tentative de Lord Palmerston d'agir autrement.

Les hommes politiques et les simples citoyens britanniques restent, bien entendu, parfaitement libres d'héberger en leur cœur tout avis ou toute passion qui leur plaît vis-à-vis de l'étranger. Mais à moins que les intérêts vitaux de leur pays ne soient affectés sans équivoque par la situation dans une autre région, le seul chemin honorable qu'ils puissent emprunter, s'ils désirent frapper le fascisme en Italie ou le soviétisme en Russie, ou quoi que ce soit d'autre, c'est d'y aller en personne et de frapper leur cible par eux-mêmes.

En réalité, le devoir principal d'un pays existe envers lui-même. Et le devoir d'un homme politique ne répond qu'à son propre pays, le pays qui lui paye son salaire. Il s'agit là d'une proposition que les politiciens semblent avoir du mal à garder à l'esprit. Nous avons vu au chapitre 1 comment Sir Edward Grey avait été influencé de manière considérable à engager la Grande-Bretagne en guerre à cause de ses craintes de ce que des étrangers pourraient penser de sa personne s'il ne le faisait pas. En réalité, les hommes politiques britanniques du XXème siècle semblent bizarrement sujets à une inversion du sens de la loyauté, qui les rend plus soucieux de faire plaisir aux étrangers qu'à leur propre peuple. Lors de la première guerre mondiale, M. Lloyd George avait intrigué de manière constante et avait finalement réussi à faire amener les armées britanniques en France, sous commandement français. Lors de la seconde guerre mondiale, les soldats britanniques furent placés sous commandement français, puis américain. M. Chamberlain avait remis aux Polonais la déclaration de guerre britannique contre l'Allemagne ; M. Churchill remit aux Américains la déclaration de guerre britannique contre le Japon (« *dans l'heure* »). M. Aneurin Bevan était même allé jusqu'à proposer que les généraux britanniques, commandant les armées britanniques, fussent remplacés par des officiers réfugiés polonais, tchèques, et d'autres pays. Et, une fois

la guerre terminée, M. Attlee accepta de mettre le plus gros de la Navy britannique sous commandement étasunien, malgré les protestations publiques des plus distingués des amiraux britanniques vivants.

M. Churchill manifesta une vision très cosmopolite de ses responsabilités au cours de la guerre. Son avènement au poste de premier ministre en 1940 fut dans l'ensemble approuvé dans le pays, car les gens croyaient qu'il comprenait la guerre et qu'il constituait le meilleur politicien en mesure de leur venir en aide dans l'état de détresse qu'ils connaissaient. Mais il ne fait aucun doute que la première chose que le peuple britannique attendait de lui était qu'il préservât l'indépendance britannique de toute ingérence de l'ennemi. Je dis l'ennemi, parce qu'il ne serait jamais venu à l'esprit des gens que leur indépendance puisse se voir menacée par d'autres parties, et encore moins par M. Churchill lui-même. Ils n'auraient pas pu imaginer qu'il essayerait d'anéantir une souveraineté des îles britanniques remontant à 900 ans, en faisant aux Français une proposition de citoyenneté commune.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'en formulant cette proposition, M. Churchill débordait de son devoir et de son mandat. Ses propres commentaires sur cet épisode dans son propre livre sont tout à fait instructifs [7]. Le projet semble n'être sorti ni du Cabinet, ni du Parlement, ni de l'État-Major, mais d'un groupe d'individus parmi lesquels Sir Robert Vansittart, le Major Morton [8] alors assistant personnel du premier ministre, deux Français membres d'une mission économique à Londres, et du Général de Gaulle ; aucun de ces individus ne détenait une quelconque autorité politique. Quand le sujet en vint à être examiné par le Cabinet, M. Churchill indique sa surprise de « *voir les hommes politiques placides, solides et expérimentés de tous les partis s'engager si passionnément dans un dessein considérable, dont les implications et les conséquences*

7. *Second World War*, Vol. II, page 180
8. devenu depuis Sir Desmond Morton

n'étaient prévues en aucune manière. Je ne pus m'empêcher de succomber à ce déferlement généreux, qui porta nos résolutions à un degré très élevé d'action désintéressée et résolue ». Ce passage charmant ne doit pas occulter le fait que les déferlements généreux, ainsi que les degrés très élevés d'action désintéressée étaient totalement hors de propos en ce moment vital. Le seul et unique critère qui aurait dû gouverner les délibérations de ces hommes politiques placides, solides et expérimentés était les intérêts de leur propre pays. Ceux-là, et aucun autre. Et si quelque déferlement généreux devait sortir de leurs battements de cœur pour la France blessée, au point de devoir leur dicter leur attitude à l'égard de l'union anglo-française en question, c'est qu'ils oubliaient totalement que leur principal devoir était de s'occuper de la nation britannique.

Ils semblent avoir souffert du même « *trouble de fonctionnement* » quant au message contemporain de M. Churchill au président Roosevelt au sujet de la flotte britannique. « *Le présent gouvernement et moi-même* », signalait-il le 15 juin 1940, « *ne manquerions en aucun cas d'envoyer la flotte outre-Atlantique si notre résistance ici devait être vaincue...* » Cette assurance envoyée par le premier ministre anglais au chef d'État d'un pays neutre révèle par trop évidemment que son Cabinet ne comprenait pas sa position et ses responsabilités. Il était mandataire de la nation pour en gérer au mieux les forces armées en vue de défaire l'ennemi. S'il ne pouvait pas défaire l'ennemi, il aurait échoué dans sa tache de mandataire et son mandat voulait implicitement qu'il reconnaisse son échec et consulte la nation sur les actions à prendre par suite. La flotte ne constituait pas la propriété privée du Cabinet, et il n'avait pas à en disposer en cas de défaite. La flotte appartenait à la nation qui l'avait payée ; et si la nation pouvait améliorer son destin en négociant auprès d'un hypothétique conquérant allemand la reddition de sa flotte à l'ennemi, elle avait tous les droits de pratiquer cette reddition, nonobstant les opinions du Cabinet en la matière.

Un point de cette nature est d'une portée bien plus grande

qu'une simple question de principe théorique, car il implique des questions fondamentales et un principe irrésistiblement important. Si la flotte britannique s'était rendue au Canada ou aux États-Unis, le peuple britannique restant en Grande-Bretagne aurait perdu tout contrôle sur ses utilisations futures. Elle aurait pu se voir employée de toutes sortes de manières qu'il n'aurait pas approuvées. Elle aurait pu être employée pour pratiquer un blocus et affamer une Grande-Bretagne occupée par l'Allemagne. Elle aurait même pu contribuer à bombarder les côtes britanniques en soutien d'un débarquement étasunien, comme elle fut employée pour bombarder les côtés de l'ancien ami français en soutien des débarquements en Normandie et sur la Riviera en 1944.

Le peuple britannique devrait se décider pendant qu'il en a le temps quant à savoir s'il désire que ses propres armes soient retournées contre lui dans les manières ainsi envisagées. L'auteur avait trouvé très inquiétant le fait de se voir indiquer, il y a peu de temps, par un homme haut placé au service du pays, qu'il pourrait, dans certaines circonstances, relever du devoir de la Grande-Bretagne de se faire bombarder, affamer et dévaster « *pour le bien collectif de l'humanité* ». Pour ce qui concerne l'auteur, l'humanité doit pouvoir trouver son bien collectif par d'autres moyens. L'auteur ne trouverait aucun réconfort à savoir que les tibétains, les texans, les Perses ou les Péruviens vivent en meilleure sécurité du fait que Londres aurait été réduite en poussière par des bombes atomiques lâchées par un avion fabriqué par des Britanniques, et peut-être même piloté par des Britanniques. Les mots *devoir*, *loyauté*, et *responsabilité*, dans leur contexte politique, semblent s'être fait recouvrir presque intégralement par les sables de l'ambiguïté, peut-être intentionnellement. Lorsqu'un homme comme Chiang Kaishek, s'affirmant patriote, demande que son pays se fasse bombarder par les Nations Unies pour attiser des révoltes contre ses opposants politiques, une personne normale, de quelque pays qu'elle provienne, peut se sentir gravement préoccupée quant à la texture du patrio-

tisme de l'homme politique contemporain [9].

Si, donc, nous pouvons éliminer les intérêts vitaux des autres nations comme raison de demander à nos concitoyens de verser leur sang sur le champ de bataille, et si nous convenons que ce sacrifice ne peut être appelé que pour protéger les intérêts vitaux de notre propre pays et de lui seul, une question perdure : quels sont ces intérêts vitaux ? Il n'existe pas de réponse précise à cette question, une définition exacte dépendant dans une certaine mesure des circonstances particulières. Mais voici la réponse formulée par Sir Edward Grigg, devenu Lord Altrincham, dans un ouvrage qu'il publia juste avant la guerre [10], à une période où les gens se posaient la question de savoir pourquoi nous devrions entrer en guerre contre les Allemands, à supposer que nous le fassions. Les principaux intérêts matériels britanniques, écrit-il alors, « *comptent, bien entendu, la défense du territoire britannique, l'expansion du commerce britannique, et la sécurité des investissements britanniques* ».

La défense du territoire britannique apparaît, en effet, comme une raison évidente pour entrer en guerre. Les nations qui se respectent ne se laissent pas spolier leur propriété sans combattre — si elles estiment en avoir la capacité. Les Hollandais acceptèrent l'évidence qu'il eût été désespéré de se battre pour conserver leurs possessions indonésiennes au vu du soutien à peine dissimulé que les États-Unis accordaient aux rebelles. Le gouvernement britannique se considéra également incapable de combattre pour conserver la propriété immensément rentable de la Compagnie anglo-iranienne d'Abadan, ce qui provoqua la stupéfaction de nombre de citoyens britanniques. On ne sait pas encore dans la sphère publique si la décision du gouvernement de saborder cette position sans combattre fut prise par crainte de la Russie, ou par l'embarras qu'aurait causé un gouvernement socialiste anglais pratiquant des nationalisations en réponse à la nationalisation de l'industrie pétrolière britannique

9. *Daily Telegraph* du 1er juillet 1952
10. *Britain Looks at Germany* p. 35.

par les Perses, ou à quelque autre raison. Ces épisodes récents continuent cependant de constituer des exceptions à la règle historique, qui veut que les nations souveraines ne se laissent pas déposséder sans essayer, parfois même de manière désespérée, de s'opposer à l'action ; et c'est sans aucun doute une bizarrerie que, bien que le gouvernement britannique fût si peu préparé à combattre pour conserver l'industrie pétrolière britannique de Perse, il fut prêt à envoyer des soldats britanniques à la mort en Corée pour défendre les Coréens du sud de l'agression de leurs frères du nord.

Mais quand leur soumission est à la clé, on peut en général compter sur les nations pour se défendre, même en ces temps étranges. On applaudit la « *Vaillante Petite Belgique*[11] » de s'être ainsi défendue en 1914, ainsi que la Finlande qui résista à la Russie en 1940[12]. Il serait superflu de se poser la question de savoir si une telle décision mérite stratégiquement d'être adoptée par un pays ou un autre, car il est communément accepté que face à une telle urgence, ce sont la fierté et l'honneur qui constituent les considérations essentielles.

Dans le cas où un pays compte prendre les armes pour se défendre face à la menace d'une attaque de l'étranger, il a deux moyens pour ce faire. Il peut attendre que l'attaque soit lancée, ou atteigne un niveau où son lancement est évidemment imminent, et prendre des contre-mesures ; qui ne doivent pas, bien entendu, se limiter à des actions défensives. Ou bien il peut anticiper l'éventuelle attaque en réalisant lui-même les premières actions, ce à quoi on donne le nom de guerre préventive. L'argument support en faveur du lancement d'une guerre de cette nature est qu'elle permet à un pays de choisir son moment pour remplir un défi qui lui sera posé tôt ou tard, au lieu de laisser l'opposant choisir son heure.

Mais l'histoire récente semble indiquer que l'avantage tiré d'une

11. *Gallant Little Belgium*, voir https://www.youtube.com/watch?v=E5yp1CzU1FQ,NdT

12. Les Tchèques constituèrent l'exception

guerre préventive est illusoire. La déclaration de guerre autrichienne contre la Serbie en 1914, et la déclaration de guerre britannique contre l'Allemagne en 1939 étaient deux actions de nature préventive. L'Autriche espérait frustrer les ambitions serbes envers l'Empire autrichien en frappant la première. Mais cette action préventive ne sauva pas son Empire. De même, la Grande-Bretagne craignait une attaque allemande au moment choisi par Hitler, après qu'il s'en fut pris à ses autres victimes « *l'une après l'autre* ». La guerre préventive britannique au nom de la Pologne n'empêcha pour autant pas l'attaque allemande, et malgré le fait que la Grande-Bretagne ait pu en sortir gagnante, elle aurait été encore mieux équipée stratégiquement pour ce faire si elle avait patienté sans hâter les hostilités. Et les mêmes considérations s'appliquent de manière encore plus flagrante, comme nous l'avons vu au chapitre 1, aux conditions de 1914.

Une guerre préventive présente en outre un immense désavantage moral, car elle donne à celui qui la lance l'apparence de prendre le rôle d'agresseur. L'Autriche, et avec elle l'Allemagne, en subirent fortement les conséquences dans l'opinion mondiale pour cette raison en 1914. Et bien qu'il ait été souvent proclamé que l'Allemagne avait démarré la guerre de 1939, de nombreux Britanniques restent peu confortables avec l'idée que leur pays a déclaré la guerre contre l'Allemagne avant l'éclosion de tout acte hostile visant distinctement les intérêts britanniques, et que cette déclaration de guerre ne constituait donc pas une action défensive sans équivoque. Les Français s'en sortirent avec beaucoup de talent en 1914, quand, tout en poussant volontairement la Russie sur le chemin menant tout droit à la guerre, ils réussirent par-dessus le marché à se présenter au monde comme un modèle défensif d'hésitation à ouvrir le feu.

Une guerre préventive implique également une sorte de reconnaissance de la défaite. Cela revient à reconnaître que vous n'avez pas le tempérament assez bien trempé pour supporter la pression de la guerre froide plus longtemps. La garantie britannique ac-

cordée à la Pologne constitua une reconnaissance ouverte de cette défaite, visant principalement à apaiser les palpitations de la population intérieure ; ou peut-être devrait-on dire de la Chambre des Communes. On a vu d'autres manifestations semblables de névrose avec la guerre de Corée, des personnages publics ayant fait preuve d'agitations périodiques aux États-Unis et en Grande-Bretagne en vue d'amener les résolutions anti-communistes jusqu'à lâcher des bombes atomiques sur Pékin et même sur Moscou.

Se jeter dans une guerre préventive n'implique pas seulement le risque de se voir accusé d'agression, comme pour l'Autriche en 1914. C'est préjuger d'un sujet qui n'a encore pas été soulevé, et qui, si on le laisse tranquille, ne le sera peut-être jamais. Plus nous en savons sur Hitler, moins il est avéré qu'il comptait jamais attaquer l'Angleterre ou qu'il ne l'aurait pas fait sans s'y voir provoqué. De fait, le Capitaine Liddell Hart a révélé des preuves d'une importance cruciale étayant l'idée que Hitler n'aurait sans doute jamais attaqué la Grande-Bretagne si celle-ci s'était retenue de lui déclarer la guerre. Dans le relevé de ses conversations avec les généraux allemands, au moment où ils étaient tenus captifs en Grande-Bretagne, qu'il publia sous le titre *L'autre côté de la colline*[13], Liddell Hart relate que Blumentritt lui a dit que Hitler n'était intervenu à l'époque des opérations de Dunkerque que pour permettre à l'armée britannique de rentrer en Angleterre. Les généraux allemands en poste étaient sidérés et outragés par l'attitude de Hitler, qui les empêchait ainsi de tirer parti de la situation, alors même qu'ils pensaient pouvoir capturer l'ensemble de l'armée expéditionnaire britannique. Mais Hitler fut inflexible dans son refus, et donna les ordres les plus catégoriques pour que les forces blindées allemandes restassent à distance pendant que les embarcations britanniques prenaient la mer. Et il justifia les raisons de sa conduite apparemment lunatique. Citons Blumentritt :

Il nous sidéra alors en parlant de son admiration pour

13. *The Other Side of the Hill, NdT*

> *l'Empire britannique, de la nécessité de son existence et de celle de la civilisation que la Grande-Bretagne avait apportée au monde...Il compara l'Empire britannique et l'Église Catholique — affirmant qu'ils constituaient tous deux des éléments essentiels de la stabilité du monde. Il affirma que tout ce qu'il attendait de la Grande-Bretagne était qu'elle reconnût la position de l'Allemagne sur le Continent. Le retour des colonies allemandes perdues serait désirable mais non essentiel, et il se montrait même disposé à soutenir militairement la Grande-Bretagne, si elle devait se retrouver en difficulté en quelque lieu du monde. Il conclut en disant que son objectif était de faire la paix avec la Grande-Bretagne, sur une base qu'elle considérerait comme compatible avec son propre honneur*[14].

Cette révélation incroyable des vues de Hitler quant à la Grande-Bretagne ne peut pas être classée dans la catégorie de la propagande visant à tromper l'ennemi. Il s'agissait de toute évidence, non pas de propagande du tout, mais de l'expression politique, formulée dans un cercle privé, aux propres généraux de Hitler ; et son authenticité est massivement étayée par les ordres opérationnels qui l'accompagnèrent et ne durent vraiment pas enchanter les officiers qui les reçurent. Il faut donc considérer comme une réelle possibilité, pour ne pas dire comme probable, que Hitler n'aurait en aucun cas attaqué une Grande-Bretagne neutre, et que l'expression de crainte fréquemment exprimée par divers personnages publics britanniques, voulant que Hitler eût les îles britanniques sur sa liste de victimes planifiées, était sans fondement. Donc, à moins que le témoignage de Blumentritt ne soit réfuté, nous devons faire face à la conclusion confondante que la déclaration de guerre britannique de 1939 a pu être faite sur la base d'une supposition erronée

14. Reporté tel quel par Liddell Hart. Voir l'annexe 4, p. 274 pour de plus amples informations

de la pire espèce. Et si Hitler ne voulait pas vraiment soumettre la Grande-Bretagne, les accusations plus étendues proférées à son encontre en vue de la domination du monde apparaissent comme plus improbables encore.

L'expansion du commerce et de la sécurité des investissements réalisés au-delà des mers constitue une catégorie différente. S'agissant de facteurs matériels, leur statut comme objet de guerre se voient logiquement gouvernés par des considérations matérielles. L'expansion du commerce a souvent été l'une des raisons pour laquelle la Grande-Bretagne s'est engagée dans une guerre, une occasion en ayant été la seconde guerre de Hollande au XVIIème siècle, Monck déclarant au Conseil de l'État alors assemblé, et qui débattait de cette situation : « *Qu'importe cette raison-ci ou celle-là. Ce que nous voulons, c'est nous emparer pour nous-mêmes des activités de commerce actuellement tenues par les Hollandais* ».

L'expansion du commerce constituant principalement un sujet d'affaires, la possibilité d'une guerre à cette fin demande à être considérée d'un point de vue purement affairiste. Si l'avantage économique à tirer des augmentations de volumes commerciaux résultant de la guerre considérée est plus important que le coût estimé du conflit, alors la guerre en vaudra le coût ; faute de quoi, ce sera le contraire. Je ne saurais dire dans quelle mesure les matières commerciales ont pu entrer en jeu dans les motivations britanniques d'entrer en guerre contre l'Allemagne en 1914 ni en 1939. Il y en a qui estiment que des craintes vis-à-vis de la compétition commerciale allemande, en ces deux occasions, dans ces deux occurrences, contribuèrent grandement à amener la Grande-Bretagne à la guerre contre sa plus grande rivale commerciale. Si tel était le cas, les décisions en furent toutes les deux commercialement ineptes. Les dépenses occasionnées à la Grande-Bretagne pour chacune de ces guerres furent si considérables qu'il est bien peu probable que l'amoindrissement du commerce occasionné par l'Allemagne aurait pu en causer de semblables.

Des arguments semblables s'appliquent aux investissements por-

tés outre-mer. On a estimé qu'avant la première guerre mondiale, les possessions de la Grande-Bretagne outre-mer s'établissaient à une valeur de 80 000 millions de livres sterling, ce qui en faisait la nation la plus riche du monde. Si la sécurité de ces investissements constitua la raison des deux guerres anti-allemandes, on aurait tout aussi bien pu ne pas les démarrer, car le coût pour la Grande-Bretagne des deux victoires sur l'Allemagne fut tel que le total immense de ses investissements passés en fut totalement dissipé.

Les deux guerres mondiales mirent au jour des questions quant à la sagesse de vouloir briser des rivaux importants en usant de la guerre. Les redditions sans conditions de l'Allemagne et du Japon en 1945 donnèrent aux vainqueurs des opportunités exceptionnelles de retarder la récupération de leurs ennemis, du fait du démantèlement des usines compétitives et du fait d'autres actions administratives. Pourtant, à ce jour, après huit années, la récupération économique des deux pays vaincus est si avancée qu'elle constitue la cause de graves appréhensions dans les cercles d'affaires et du gouvernement britanniques. Par ailleurs, le processus de mise à bas des rivaux commerciaux allemand et japonais par la guerre a amené d'autres rivaux commerciaux à récolter une riche moisson aux dépens de la Grande-Bretagne.

La guerre peut, en réalité, constituer un remède pauvre et inintelligent à la compétition commerciale menée par une autre nation. En règle générale, le danger d'une telle compétition réside principalement dans le fait que la nation compétitrice en question travaille plus dur que la vôtre. La vraie solution est donc que vous redoubliez d'effort afin de travailler à votre tour plus dur qu'elle ; ou bien, comme alternative, de mener quelque accord de cartel avec elle. Faire usage de la guerre pour freiner son entreprise a le défaut inhérent qu'en cas de défaite, votre rival disposera de puissantes incitations psychologiques à travailler plus dur encore pour remettre son pays ruiné et assujetti sur ses pieds, cependant que votre propre peuple, dans son rôle de vainqueur, s'assiéra sur ses lauriers et pro-

fitera des fruits de la victoire en se reposant.

Il est vrai que des occasions ont pu exister au cours desquelles la Grande-Bretagne a tiré profit de son entrée en guerre pour des raisons économiques. Sa position commerciale du XIXème siècle constituait le résultat de deux siècles de guerre pour des marchés outre-mer, face aux tentatives des Espagnols et des Hollandais de garder ces marchés comme des prés carrés exclusifs, ainsi que pour le contrôle du continent Nord-américain et de l'Inde face aux ambitions similaires des Français.

Mais si ces guerres britanniques furent commercialement justifiables, le plus important est de noter qu'elles se distinguèrent toutes par la caractéristique commune d'avoir été menées avec des préoccupations de rentabilité. Elles furent conduites comme des guerres impliquant un effort limité, et un objet spécifique, et furent terminées comme les guerres de Bismarck contre le Danemark et l'Autriche, dès lors que cet objet fut obtenu. Aux XVIIème et XVIIIème siècles, la Grande-Bretagne mena ses guerres en usant de sa puissance maritime en excluant tout effort terrestre d'importance. Elle gagna l'Inde, le Canada et l'Afrique du Sud par les océans, et donc à peu de frais. Même si à cette époque elle ne se refusa pas totalement à la guerre terrestre, ses efforts sur ce tableau furent réalisés principalement pour faire diversion à ses poussées amphibies et se virent conduits surtout en faisant appel à des alliés, et par l'emploi de soldats étrangers, principalement allemands, plutôt que d'armées britanniques qui, lorsqu'elles furent employées, le furent en nombres assez réduits. Même dans la grande lutte contre la Révolution française et contre Napoléon, la Grande-Bretagne s'appuyait principalement sur sa puissance maritime et resta spectatrice des événements plus souvent qu'à son tour pendant que les armées françaises marchèrent victorieusement sur le continent européen. Comme G. M. Trevelyan l'a dit :

> *Après notre expulsion des Pays-Bas en 1794, il est vrai que nous restâmes en état de guerre pendant que d'autres*

> *se soumettaient à la France, mais nous gardâmes nos armées hors d'Europe pendant douze années, à l'abri derrière le bouclier que constituait la Navy. Nous ne prîmes aucune part importante, hormis en matières maritime et financière, dans les guerres perdues par les deux coalitions à Marengo et à Austerlitz. Et, jusqu'à la guerre d'Espagne en 1808, nous n'allâmes jamais au combat terrestre comme combat principal, et même alors, nous n'y envoyâmes pas d'armée dépassant les* 30 000 *Britanniques à la fois*[15].

Même à Waterloo, comme nous l'avons noté au chapitre 2, à peine plus de 20 000 soldats britanniques se virent engagés dans les combats.

Ce n'est qu'au XXème siècle que, principalement à cause de Sir Edward Grey, nous jetâmes notre pratique bien établie de mener nos guerres selon le principe commercial raisonnable constituant à retirer le plus grand profit possible de la dépense la plus faible qui se puisse, et plongeâmes dans la guerre sans limite, visant à la victoire totale sans compter les coûts. Nous fîmes la même chose avec la guerre de 1939, dont le slogan fut « *la guerre totale.* »

15. *History of England* — G. M. Trevelyan, p. 572

Chapitre 12

L'objet britannique en 1915 et en 1945

J'ignore qui a inventé le terme « *guerre totale* ». Dans mes souvenirs, il est entré en vogue après la montée au pouvoir de Hitler en Allemagne, et s'est vu accepté sans discussion par la majorité des Britanniques, avec comme sens que les guerres du XXème siècle constitueraient (pour des raisons inexpliquées) une période totalement nouvelle, et qu'il faudrait les mener par une lutte à mort de l'ensemble des ressources réquisitionnées du pays, humaines et matérielles. M. Churchill a sans aucun doute adhéré à l'idée et a mis en œuvre tous les moyens à sa portée pour la décliner en actions. Pour reprendre ses mots : « *dans nos actions, aucun sacrifice ne sera trop grand, ni aucune violence exagérée* ». Et il ne s'agissait pas là de vaines paroles. La conduite de la guerre menée par M. Churchill a montré son positionnement stratégique totalitaire, ne cherchant que la conquête totale à tout prix, au lieu de poursuivre quelque avantage national soigneusement pensé et calculé, pour citer une autre phrase du *Field Service Regulations*, en prenant soin d'« *économiser sa force* ». Nous savons également que le président

Roosevelt avait adopté les mêmes dispositions d'esprit. À son retour d'une visite auprès du président étasunien début 1942, M. Churchill déclara devant la Chambre des Communes : « *En nous séparant, il me tordit la main en disant :"*Battez-vous jusqu'au bout, quel qu'en puisse être le coût*"* ».

Il reste mystérieux de comprendre pourquoi la guerre de 1939 devait être plus « *totale* » que la guerre contre Napoléon, contre Louis XIV ou contre Philippe II d'Espagne. Les habitants de la Grande-Bretagne à l'époque de Hitler n'avaient pas de raison de penser que leur sécurité nationale était plus précieuse que celle de leurs prédécesseurs, au temps de Pitt, de Marlborough ou de Drake, ou que leur peau avait plus de valeur. Pourquoi donc cette soi-disant guerre totale devait-elle être considérée comme essentielle au XXème siècle, alors que sa nécessité ne s'était jamais fait jour aux yeux des Britanniques au XVIIIème, au XVIIème, ni au XVIème siècles ?

Dans les faits, la guerre de 1939 ne démarra pas de manière *totale*. M. Chamberlain, premier ministre au moment où elle éclata, avait défini une limite au niveau de violence. Quelles que soient les extrémités, avait-il dit, où les autres belligérants pourraient en arriver, le gouvernement britannique ne se résoudrait jamais à envoyer des avions bombarder délibérément des cibles civiles. Des limites très semblables existaient en matière d'artillerie, et les instructions fournies au général Mackesy pour la campagne de Norvège comprenaient l'injonction, documentée par M. Churchill dans son premier volume, qu'« *il est tout à fait interdit de bombarder une zone habitée dans l'espoir de frapper une cible légitime, dont on saurait qu'elle se situe dans la zone, mais sans pouvoir la localiser ou l'identifier plus précisément*[1] » ; une déclaration qui, s'il faut l'en croire, rend également illégaux la plus grande partie des bombardements ultérieurs sur l'Allemagne.

Mais la vision « *a-totale* » de la guerre de M. Chamberlain

1. Churchill, Vol. I, p. 482

ne survécut pas au mandat de premier ministre de son auteur. À peine M. Churchill fut-il en poste que ces limites furent écartées. Estimant que « *seuls les bombardiers peuvent nous accorder la victoire*[2] », M. Churchill instaura la pratique de bombardement de cibles civiles sans réserve, non sans camoufler pour un temps ce changement complet de politique. Mais en 1942, on ne faisait plus sérieusement semblant d'épargner les civils. Le Maréchal en chef de l'Air Sir Arthur Harris, dirigeant de la force de bombardement, énonça aux Allemands sur les ondes qu'il bombardait leurs maisons ; et le nouveau terme « *bombardement de zone*[3] » fut à ce moment introduit pour décrire la politique de bombardement britannique, au mépris patent de l'esprit des instructions qu'avait reçues le général Mackesy, dont nous venons de parler. M Churchill en personne ne laisse place à aucun doute quant à son rejet absolu de l'attitude de son prédécesseur quant aux bombardements de civils. « *Je peux dire* », dit-il, « *qu'au fil des ans, les villes allemandes, les ports, et les centres de production seront soumis à un supplice tel qu'aucun pays n'en a jamais connu en continuité, en sévérité, ni en magnitude*[4] ». La guerre était devenue totale.

Toutefois, l'attaque par les voies aériennes concentrée et dévastatrice que M. Churchill dirigea contre les villes et le peuple allemands ne lui apportèrent pas la victoire en laquelle il avait mis sa foi. Malgré le caractère terrible de la punition infligée à la population allemande, et les dégâts et destructions considérables subies par les cités et les villes allemandes, représentant un coup immense porté à la civilisation européenne, l'Allemagne continua de se battre.

Non seulement continua-t-elle de se battre, mais ses moyens militaires pour ce faire ne semblèrent pas sérieusement perturbés. La production de guerre allemande crût au lieu de fléchir. Selon

2. Churchill, Vol. II, p. 405
3. « *Area bombing* », NdT
4. Hansard, pour le 2 juin 1942

les sondages stratégiques de bombardements des États-Unis, on comptait plus d'avions, de tanks, et de toutes autres formes de matériel de guerre allemands en 1943 qu'en 1942. Et en 1944, on en comptait encore plus ; et cette croissance se poursuivit au cours de l'année 1944. Quand l'Allemagne finit par tomber, ce fut parce qu'elle était envahie par des armées hostiles.

L'emploi de bombardiers stratégiques pour apporter la victoire constitue un échec remarquable, et ce de deux manières. Non seulement n'eurent-ils pas l'effet que M. Churchill en escomptait, mais le niveau de priorité très élevé qui était accordé à ces équipements dans le schéma de production de guerre britannique rendait inévitables les pénuries sur les productions d'autres armes et matériels de guerre, qui se firent de plus en plus rares cependant qu'un immense effort national se faisait pour que la production de milliers et de milliers de bombardiers ne fût jamais interrompue [5]. L'effet s'en fit particulièrement ressentir sur la production des aéronefs servant à garder nos côtes, très importants dans la guerre contre les sous-marins, ainsi qu'aux barges de débarquement et aux équipements amphibies, essentiels pour le déploiement d'une force militaire face à l'ennemi. En laissant négliger ces éléments et la plupart des autres composants d'un effort de guerre équilibré au bénéfice exclusif d'une seule arme servant à attaquer directement la population civile ennemie, M. Churchill commit une erreur stratégique de la plus haute importance, dont de bons juges estiment qu'elle prolongea la guerre d'une durée allant jusqu'à une année.

Historiquement, l'attaque directe d'objectifs civils sans défaite préalable des forces armées ennemies a toujours été pratiquée [6]. Une attaque directe de cette sorte constitue la forme de guerre la

5. Dans le débat estimatif de l'armée en 1944, le secrétaire d'État à la guerre déclara que la quantité de travail employé à la production de bombardiers lourds était plus importante que sur tous les autres équipements de l'armée. Hansard, 2 mars 1944

6. Les forces armées japonaises avaient déjà été vaincues quand la bombe atomique fut lâchée

plus simple, et nous pouvons être certains sans prendre de grands risques, l'humanité étant ce qu'elle est, que si cette méthode était la plus efficace, on n'en connaîtrait pas d'autre. Il est donc raisonnable de supposer que le massacre de femmes et d'enfants finit par être mal considéré par les nations occidentales du fait qu'il fut reconnu au fil des âges que le renversement des forces armées organisées de l'ennemi était plus efficace que la conduite de tels massacres. La guerre « *civilisée* » était non seulement plus civilisée, mais donnait de meilleurs résultats. La dernière guerre constitua pour nous une parfaite opportunité de combiner vertu et bonne stratégie, mais nous l'avons rejetée. Cela vaut la peine de réfléchir un moment à savoir si les partisans de l'utilisation de l'arme atomique comme moyen de massacre de masse devraient se voir permis d'en rejeter la possibilité à la prochaine occurrence.

La conception de guerre totale de M. Churchill — et du président Roosevelt — ne s'arrêtait pas à la stratégie : elle s'étendait au traitement de l'ennemi au moment de la victoire et après celle-ci. La victoire devait être complète : reddition sans condition. De même, il ne fallait pas uniquement vaincre l'ennemi. Il fallait détruire son gouvernement, abolir ses forces armées, et occuper son pays pendant une génération ou plus. Là aussi, on a connu déceptions et désillusions. La reddition sans conditions, une fois obtenue, s'est vue condamnée de partout comme une grave erreur, et la sujétion totale de l'ennemi allemand doit à présent être levée en hâte pour répondre à une nouvelle urgence, amenée par cette sujétion même.

Il est très significatif que les chefs de guerre d'il y a un siècle et demi ne se trouvassent pas inclinés à embrasser les concepts de guerre totale, de victoire totale, ni de sujétion totale de l'ennemi. En ces temps passés, les hommes qui décidaient de telles choses étaient principalement des aristocrates ; en Angleterre des Membres du Parlement par droit personnel et n'ayant pas (la représentation parlementaire constituait à l'époque un privilège réservé aux classes sociales les plus élevées) à s'arrêter aux préjudices et aux émotions

des masses électorales, qui brilleront toujours plus par leur ignorance des affaires étrangères et des tenants et aboutissants de la guerre et de la paix que par ce qu'elles en comprennent.

Les hommes d'État britanniques qui conduisirent la guerre contre Napoléon adoptèrent une vision remarquablement modérée de la guerre. Ils ne parlèrent pas d'un ennemi « *se vidant de son sang et en proie aux flammes* » ; ils n'acclamèrent pas le projet de « *tuer du Français* » comme désirable en soi ; et ils ne menacèrent pas ouvertement la population civile ennemie d'annihilation, comme tel fut le cas en lien avec les « *bombardements d'oblitérations* ». Nelson admit détester les Français. Toutefois, sa dernière prière, rédigée alors que l'ennemi était en vue, décrivait l'espoir que « *l'humanité constitue la caractéristique prédominante de la flotte britannique à l'issue de la victoire* ».

Pas plus Wellington ne parla-t-il d'« *écraser le militarisme français pour toujours* », alors qu'il avait une excuse tout aussi bonne à faire montre d'un tel sentiment que M. Churchill vis-à-vis des Allemands au XXème siècle. Au contraire, il fit toutes les pressions possibles pour éviter que le militarisme français ne soit écrasé. Il insista sur l'importance que ce fut précisément le contraire qui se produisit ; qu'il fallait traiter les Français avec la plus grande clémence, afin qu'ils conservent leur respect d'eux-mêmes et que leur reste étranger tout désir de revanche. Et la raison que le Duc de Fer employa pour justifier ce conseil dans ses dépêches à Castlereagh, le Secrétaire d'État, reste très pertinente vis-à-vis des problèmes d'établissement de la paix en 1918, ainsi qu'à ce jour. Accorder la clémence aux vaincus, affirme-t-il, est essentiel à la paix et à la tranquillité en Europe. Des hommes à l'époque voulaient que la France soit traitée comme l'Allemagne le fut un siècle plus tard. Mais le soldat qui en avait fait le plus pour vaincre la France refusa qu'une fois vaincue, on lui appliquât ce traitement. La France était vaincue, sans défense, et les vainqueurs auraient pu disposer d'elle et l'affaiblir à volonté : et s'ils l'avaient fait, nul doute que des motifs de paix et de sécurité eussent été invoqués. Mais Wellington

FIGURE 12.1 – Portrait de Nelson par Lemuel Francis Abbott — wikipédia

était tout à fait opposé à un tel démembrement de l'ennemi vaincu. Cela ne construirait, déclara-t-il, aucune paix.

> *Il n'est pas d'homme d'État qui... sachant que le degré de justice de l'exigence d'une cession importante de la part de la France, sous les circonstances présentes, est pour le moins douteux ; et sachant qu'une telle cession se ferait contre l'inclinaison du Souverain et contre toute volonté du peuple, se hasarderait à recommander au Souverain de se considérer ensuite comme en paix et de placer ses armées dans un statut pacifique. Nous devons, au contraire, si nous procédons à cette large cession, considérer les opérations de guerre comme sus-*

> *pendues jusqu'à ce que la France ait trouvé quelque opportunité de reprendre ce qu'elle aura perdu ; et après avoir gaspillé nos ressources dans le maintien d'établissements militaires sur-développés en temps de paix, nous découvrirons le peu d'utilité que ces cessions auront apporté face à un effort national constitué en vue de les reprendre. À mon avis, nous devrions garder à l'esprit notre grand objet, la paix et la tranquillité réelles du monde, et façonner notre accord de façon à y parvenir. . . . Si la politique des puissances unifiées d'Europe est d'affaiblir la France, qu'ils le fassent en réalité.*

Mais

> *si la paix et la tranquillité pour quelques années constituent leur objet, elles doivent établir un accord qui répondra aux intérêts de toutes ses parties, dont la justice et la décence seront si évidentes que chacun tendra à le mettre à exécution*[7].

À la lumière de l'attitude très différente adoptée à l'égard de l'ennemi allemand de nos jours, ces vues du Duc méritent que nous les examinions de près. Il est à observer qu'il ne fait aucun appel à l'abolition de la guerre, ou au désarmement de la nation ennemie, et n'exprime aucun espoir ni aucune attente d'une paix éternelle, un slogan politique si populaire au cours du XXème siècle depuis 1918. L'aspiration prudente à « *la paix pour quelques années* » est la plus élevée que se permette le soldat-homme d'État. Et pour parvenir à cet objectif, aussi limité soit-il, il condamne le principe tentant des confiscations réalisées par les vainqueurs. Il réalise que pour la paix et la tranquillité réelles du monde, qu'il considère non seulement comme le « *grand objet* » de son pays, mais également comme le principal besoin de l'Europe, il ne suffit pas de faire obéir l'ancien fauteur de troubles. La coopération française doit être obtenue ; et

7. *Wellington's Despatches*, XII, p. 596

c'est chose qui ne peut être sécurisée que par une paix « *adaptée aux intérêts de toutes ses parties* », et que les Français vaincus autant que les Britanniques, les Autrichiens, les Prussiens et les Russes considéreront comme juste et raisonnable.

C'est à cette coopération avec l'ancien ennemi, à ce dorlotage (nul doute que c'est ainsi qu'on l'appellerait de nos jours), qu'œuvrèrent Wellington et Castlereagh au Congrès de Vienne, chacun d'eux déclarant que leur travail était « *non pas de collectionner les trophées, mais de ramener la paix en Europe* » ; un objectif pour lequel ils avaient reçu le soutien plein et entier du Comte Metternich, le Chancelier autrichien. Le résultat en fut un accord provisoire où le *dorlotage* était prédominant et les punitions presque entièrement absentes. Et les vainqueurs n'avaient pas prévu de « *libération* ». La France se voyait non seulement laissée intacte, mais récupéra même certaines de ses conquêtes européennes. La plupart de ses territoires coloniaux lui furent restitués. Les trésors artistiques qu'elle avait « *récupérés* » pendant ses années de conquêtes resteraient en sa possession. Et on ne prévoyait aucune indemnité de guerre. Il ne peut faire aucun doute que les hommes d'État assemblés à Vienne travaillaient, dirigés qu'ils étaient par les Britanniques et les Autrichiens, sous la domination d'un désir de « *paix et [de] tranquillité* » avant toute autre chose.

Sans nul doute, la présence d'un représentant français à la table de conférence, sous termes d'égalité, contribua à cette attitude. Talleyrand était un adroit négociateur et prit le chemin, évident pour lui, de tenter, non sans succès, de faire jouer telle section des puissances victorieuses contre telle autre. Mais qu'il pût jouer ce jeu ne fut pas forcément dommageable aux intérêts réels de ces puissances d'Europe. On peut arguer, au contraire, que la participation de Talleyrand à la conférence, en vue d'en tirer les meilleurs termes possibles pour la France, constitua une retenue puissante et bénéfique sur les tentations rapaces auxquelles les vainqueurs ne manquent jamais d'être soumis.

Il faut également noter que si Castlereagh fut, en tant que Se-

crétaire aux Affaires Étrangères, en charge des négociations du côté britannique, son principal conseiller n'était pas un autre homme politique ni même un dirigeant civil, mais un militaire. Aujourd'hui, le Duc de Wellington se serait vu refuser une telle position. On lui aurait dit que son rôle était achevé avec la cessation des hostilités, et que le travail de bâtir la paix devait être pris en charge par des politiciens, qui comprennent des choses inaccessibles à l'esprit obtus des soldats.

Napoléon fit de son mieux pour ruiner l'accord de paix du côté français, en s'évadant de l'île d'Elbe. Les cent jours et Waterloo jouèrent le jeu des avocats de la « *dureté* » parmi les alliés, qui firent pression pour une révision drastique des termes précédemment établis, exigeant que Napoléon fût fusillé, et que des protections strictes fussent montées contre de nouvelles violations de la paix par les Français. C'est contre cette montée d'extrémisme que Wellington écrivit l'extrait cité ci-dessus à Castlereagh, par lequel il insistait sur le manque de sagesse de mesures répressives qui pourraient, quelle que fût la provocation, probablement engendrer une violente réaction de la part des Français aussitôt qu'ils se sentiraient assez forts pour arracher leurs chaînes.

Il était inévitable que les propositions originelles fussent révisées, mais une fois de plus, l'influence modératrice des plénipotentiaires britannique et autrichien réussit à contenir les voix qui exigeaient des mesures punitives. Dans l'accord finalisé, la France continuait de bénéficier de termes plutôt généreux. Elle allait devoir céder des territoires en Europe, mais il ne s'agissait que de rétablir ses frontières de 1789, avant le début de la Révolution française ; et elle récupérait ses colonies. Les principales clauses punitives étaient une indemnité de 700 millions de francs, et une force d'occupation de 150 000 hommes. Mais ces derniers devaient rester cantonnés dans certaines forteresses, et ne restèrent au final en France que pendant 3 ans. En 1818, les soldats occupants furent retirés, et la France se vit de nouveau admise à termes égaux dans le concert des grandes puissances européennes. Il n'avait jamais été question

d'un désarmement français.

L'attitude de Castlereagh, Wellington et Metternich envers un « *agresseur* » soumis et le traitement que reçut la France en résultante de cette attitude démontrent un contraste violent face au traitement qu'a reçu l'Allemagne, en des circonstances pratiquement équivalentes, en 1919. En cette dernière occasion, on fit preuve de sévérité à la place de clémence, de spoliation à la place de tolérance, d'un total mépris de la fierté, du respect de soi, et du sentiment national allemands au lieu de prendre en compte soigneusement ces facteurs psychologiques. L'Allemagne perdit, au bénéfice de la France, l'Alsace et la Lorraine de manière permanente, et la Sarre de manière temporaire, et les parties les plus riches de la Haute-Silésie furent cédées à la Pologne. La Rhénanie allemande fut séparée du reste du pays, et devint une zone démilitarisée. L'Allemagne fut dépouillée de ses colonies, qui furent partagées entre ses anciens ennemis, la Grande-Bretagne se taillant la part du lion en dépit de la déclaration de son premier ministre au déclenchement de la guerre, qui avait déclaré qu'elle ne désirait « *aucun agrandissement territorial* ». Des indemnités colossales furent exigées, que les experts économiques des pays victorieux eux-mêmes décrivirent comme insoutenables. Et des armées d'occupation, comportant des soldats noirs, furent mises en garnison en Allemagne pour des périodes annoncées comme pouvant atteindre les 15 ans. En outre, ces promulgations sévères furent arrangées dans des conférences entre vainqueurs, desquelles tout représentant allemand était exclu. On ne faisait entrer ces derniers, tels des criminels condamnés, que pour apposer leur signature sous la contrainte des vainqueurs, et aux termes choisis par eux. Le degré de contrainte qu'ils subirent est démontré par le fait que les termes qu'ils signèrent intégraient la reconnaissance très humiliante et totalement fausse que l'Allemagne était seule responsable de la guerre.

La notion de ce qui doit constituer un accord de paix entre chefs d'États a donc subi un changement radical dans les 104 années qui suivirent 1815. En 1919, aucun des « *Cinq Grands* » n'exprima

la moindre inquiétude quant aux sentiments allemands, ou n'émit aucune pensée, à l'image de celles du Duc de Wellington, voulant qu'un bon accord de paix doit « *répondre aux intérêts de toutes ses parties* », vaincus comme vainqueurs, et que les vaincus auront d'autant plus de chance d'observer loyalement les provisions d'un tel accord s'ils le ressentent comme raisonnable envers eux. En 1919, la modération et la générosité de 1815 s'étaient transformées en répression, en une détermination proclamée d'« *écraser l'Allemagne jusqu'à ce que les pépins éclatent* ».

Exemple notable et triste d'ingratitude humaine, les Français étaient les premiers à exiger le traitement le plus sévère pour l'Allemagne ; qu'elle fût désarmée et gardée comme telle ; qu'elle fût financièrement handicapée par des montagnes d'indemnités ; que la région du Rhin fût neutralisée. Ces exigences françaises étaient bien entendu pétries d'une logique superficielle. Cette superficialité aurait dû sauter aux yeux de quiconque était accoutumé à l'histoire des relations internationales entre États, une branche de savoir qui ne figurait pas en bonne place dans les connaissances des figures signataires de la Conférence de paix de Versailles. Mais, logique ou non, le fait reste que les punitions exemplaires et les humiliations exigées pour l'Allemagne par Clemenceau et les Français constituèrent un contraste attristant à la clémence que la nation française avait reçue de ses conquérants, Prussiens y compris, après avoir tenu, en 1815, la même position qu'était devenue celle de la nation allemande en 1919. De toutes les nations, ce furent les Français qui s'en prirent avec véhémence à exiger les répressions les plus extrêmes envers les Allemands.

Mais la question vitale ici n'est pas affaire de bienséance, mais de sagesse. Les accords de paix de 1815 et de 1919, faisant chacun suite à une grande guerre, font montre de doctrines opposées. La première doctrine, proposée et mise en pratique par des aristocrates du XIXème siècle, voulait qu'il fût dangereux de la part de conquérants d'abuser de leur pouvoir, et que plus un accord puisse apparaître juste à la nation battue, plus la paix qui s'ensui-

vrait pourrait durer dans le temps. La seconde doctrine, engendrée par la démocratie du XXème siècle, voulait qu'une paix perpétuelle puisse être obtenue en entravant le dernier « *agresseur* » à jamais.

Quel est le verdict de l'histoire sur ces doctrines rivales ? L'accord de paix modéré et généreux de 1815 constitua une nette réussite. À l'exception de l'interlude mineur de la guerre de Crimée, la France ne montra plus de symptômes agressifs pendant plus d'un demi-siècle. Entre 1815 et 1859, quand des clameurs de guerre se faisaient entendre à l'égard de l'Autriche, la France restait tranquille. Il est vrai que les Britanniques prirent crainte d'une invasion française vers 1859 ; mais cette crainte s'évanouit ensuite. Et cela se produisit 40 ans après Waterloo.

D'un autre côté, la paix par la répression de 1919 eut exactement les conséquences que le Duc de Wellington avait prévues quand, comme nous l'avons vu, il fit savoir à Castlereagh que handicaper la France ne ferait que reporter la poursuite de la guerre à une période où « *la France aura trouvé quelque opportunité de reprendre ce qu'elle aura perdu* ». C'est exactement ce qui arriva en Allemagne. Écrasée et frustrée, elle rongea son frein jusqu'à, seize années après Versailles, amener volontairement Hitler au pouvoir dans l'espoir, quelles que fussent ses méthodes, qu'il secoure au moins le pays de la sujétion continue et l'aide à regagner ce qu'on lui avait retiré. Et il le fit, dans la poursuite des opérations de guerre, telle que Wellington l'avait appréhendée, jusqu'à la plus grande misère et le plus grand désastre pour l'Europe. La vision développée en 1815 par ce soldat apaisant fit preuve d'une efficacité autrement plus grande que celle du journaliste/politicien de 1919. Et pourtant, ce fut ce même Clemenceau en personne qui déclara sarcastiquement que « *la guerre est une affaire trop sérieuse pour qu'on la laisse aux généraux* ».

Le débouché vanttistartiste de la guerre de 1939 — il serait inexact d'appeler cela un accord de paix — dépassa même Versailles en matière de répression et de châtiment. Non seulement les armées allemandes furent-elles totalement dissoutes, mais les diri-

geants allemands furent pendus ou emprisonnés. Le gouvernement allemand fut détruit et remplacé par des commissaires du contrôle allié, dont les membres s'attendaient, ils vous le diront eux-mêmes, à y rester pour vingt ans. Cette destruction du gouvernement central a débouché sur la division du pays en deux moitiés, une moitié communiste, et une autre supposément démocratique ; tout à fait comme l'on pourrait imaginer une Grande-Bretagne divisée en un Nord communiste à partir de Humber, et un Sud démocratique — ou l'inverse.

La division de l'Allemagne est le fruit de la politique churchillienne d'extirpation, par opposition à la doctrine wellingtonienne prônant la clémence et la conciliation ; et il s'agit là d'un fruit bien peu désirable. Nous n'avons aucune raison de penser que les Allemands toléreront une telle division de leur pays un moment de plus qu'ils n'y seront forcés. D'ailleurs, le Dr Adenauer a solennellement promis, le 23 juin 1953, face à une foule de 500 000 personnes, que l'Allemagne de l'Ouest ne « *trouverait de repos ni de cesse tant que des Allemands derrière le rideau de fer ne seront pas libres et unis avec nous dans la liberté et la paix* ». Mais l'exemple meurtri de Corée nous enseigne qu'il est bien plus facile de diviser un pays que de le réunifier. Il est tout à fait certain qu'un vote libre de l'ensemble du peuple allemand déboucherait sur une Allemagne de l'Est rejetant le communisme et fusionnant avec l'Allemagne de l'Ouest. Il est également certain que les autorités de la zone soviétique résisteront à ce vote libre jusqu'au bout, puisque cela sonnerait pour eux le glas du pouvoir, l'exil probable, et peut-être l'heure d'un jugement.

Mais si la pression allemande pour l'union devenait trop forte pour être contenue, alors quoi ? Les gouvernements britannique et français poursuivraient-ils leur attitude permettant à l'Allemagne d'acquérir quelques armes, mais seulement à échelle limitée, pour l'empêcher de devenir une « *menace* » ? Dans un tel cas, nous verrions de nouveau rassemblées les conditions des années 1920 et du début des années 1930, et l'émergence d'un nouvel Hitler serait in-

évitable. Si les Allemands réussissent un jour à se débarrasser du joug des Russes, qui les vainquirent par la guerre, il est difficile de penser qu'ils se contenteront de vivre selon des règles énoncées par les Français, qu'ils battirent sévèrement.

Chapitre 13

Culpabilité et innocence internationales

On ne pourra éviter une troisième guerre mondiale qu'en approchant le problème avec une objectivité scientifique. M. Churchill et le président Roosevelt échouèrent tous les deux à réaliser cette approche en ce qui concerne la dernière guerre, ce qui donna lieu à des résultats déplorables. Ils commencèrent tous les deux avec la supposition que l'Allemagne constituait la cause unique des deux guerres mondiales et poursuivirent leur raisonnement ainsi : si l'on pouvait la vaincre et la désarmer totalement, la paix régnerait pour toujours. Mais toutes ces suppositions étant fausses, il n'est guère surprenant que la politique de guerre qu'ils avaient construite sur cette fondation erronée tombât en ruines dès que la guerre fut terminée.

Leur attitude s'apparenta à un rejet de la méthode scientifique, et à un retour aux chasses aux sorcières du Moyen Âge. L'Allemagne fut déclarée constituer une nation possédée par le mal, diaboliquement responsable de tous les maux de l'humanité, et entre 1940 et 1945 il devint tout aussi dangereux de suggérer que cette ac-

cusation ne tenait pas face à la réalité qu'il avait été pour Galilée de remettre en question au XVIIème siècle la croyance traditionnelle, soutenue officiellement par la Papauté et l'Inquisition, que le soleil tournait autour de la terre. Galilée publia une théorie qui avançait le contraire, et dont dépendait toute la navigation à venir sur les océans. Il fut mis à l'Index des publications interdites en 1616, et fut contraint de répudier ce qu'il avait écrit sous la menace de se voir torturer. De manière similaire, toute objection à la propagande officielle de la dernière guerre, voulant que les Allemands fussent les damnés de cette terre, était susceptible de provoquer des ennuis à celui qui l'émettait.

Pourtant, les preuves contraires étaient si étendues que quiconque avec un minimum de connaissances historiques le constatait à chaque occasion. Les Allemands peuvent bien constituer des monstres cruels, s'offrant à toutes sortes de bestialités et d'atrocités. Mais qui est différent ? Les Britanniques ont mis à bas la mutinerie indienne par l'emploi d'une terreur minutieuse, où figurèrent des massacres indiscriminés d'hommes, de femmes et d'enfants désarmés, et par des actions d'une sauvagerie extrême, telle que l'extermination des mutins par la bouche des canons. Ils usèrent de camps de concentrations avant les Allemands, lors de la guerre des Boers, en parquant la population civile Boer dans des enceintes dont les conditions provoquèrent la mort de pas moins de 10% de l'ensemble de la population Boer. Si on avait fait subir le même sort aux Britanniques lors de la dernière guerre, cela aurait causé cinq millions de morts.

Les cruautés du régime communiste russe *[...soviétique, NdT]* constituent un lieu commun politique depuis des années. Cinq millions de paysans ont été volontairement affamés jusqu'à la mort au début des années 1930 par choix politique du gouvernement, et le travail de forçat à grande échelle et dans des conditions terribles est également un lieu commun du système russe, et cela a commencé bien avant le début de la dernière guerre. La peur règne sur les terres de la Russie et de ses satellites, sans doute plus que nulle part

FIGURE 13.1 – Un camp de concentration britannique lors de la seconde guerre des Boers — Crédit photo historicalhoney.com

ailleurs dans le monde moderne. Venir frapper à la porte à minuit, supprimer jusqu'à l'oblitération totale un ou plusieurs membres de la famille, rendre omniprésents l'espionnage et le réseau d'informateurs, jusqu'entre proches, voir les enfants dénoncer leurs parents, telles sont les caractéristiques terribles de la vie contemporaine en Russie.

Début juillet 1952, un comité du Congrès des USA indiquait que ce sont sans aucun doute les Russes qui assassinèrent plus de 4000 officiers polonais dans la forêt de Katyn en 1940, et 10 000 autres à un autre endroit. « *Aucun doute n'est possible* », dit le comité, « *quant au fait que ce massacre constitua un complot organisé pour éliminer tous les dirigeants polonais qui se seraient par la suite opposés au projet soviétique de communisation de la Pologne* ». Lors des procès de Nuremberg, le procureur russe accusa les Allemands des meurtres de Katyn. Mais le tribunal avait évidemment des doutes quant à cette accusation, qui ne fut pas poursuivie, même si aucune tentative ne fut menée alors pour dé-

couvrir qui avait commis ces meurtres. Si l'on peut s'en tenir à la conclusion du comité du Congrès étasunien [1], il s'ensuit que le juge russe siégeant au tribunal de Nuremberg représentait un pays coupable de crimes de guerres tout aussi atroces que ceux qui y étaient reprochés aux Allemands.

Les Chinois, bien entendu, sont célèbres depuis très longtemps pour la finesse de leur art en matière de cruauté. La pratique de la torture est si bien implantée dans les mœurs de ce pays qu'on trouvait communément des jouets à bas coût montrant les formes les plus courantes de torture dans les magasins de bric-à-brac, au moment où l'auteur visita pour la première fois la Chine en 1913. Depuis l'avènement du gouvernement communiste, des purges et des liquidations sont menées suivant la meilleure tradition en provenance de Russie, et l'on trouve un récit particulièrement horrible des procès publics des personnes dont l'élimination a été décidée dans « *The Listener* » du 15 mai 1952.

On a décrit ces procès, qui se déroulent face à un public de 20 000 personnes ou plus, les prisonniers étant jugés par lots, avec les mains liées derrière le dos. Des agents sont disposés au cœur du public pour mener les clameurs en soutien à l'accusation, ou huer les prisonniers, selon les instructions. Après avoir procédé à leurs propres déclarations quant aux fautes commises par les prisonniers, les accusateurs officiels demandent ensuite aux membres du public de témoigner contre les accusés. Les mêmes agents se lèvent, s'auto-emportent dans une furie de dénonciation, crachent sur les prisonniers, les frappent et leur tirent la barbe. On demande alors au public ce qu'il faut faire, et les réponses préparées à l'avance

1. En 1990, l'URSS a reconnu sa responsabilité dans les meurtres de Katyn. Le communiqué de presse original est à l'adresse https://ru.wikisource.org/wiki/%D0%97%D0%B0%D1%8F%D0%B2%D0%BB%D0%B5%D0%BD%D0%B8%D0%B5_%D0%A2%D0%90%D0%A1%D0%A1_%D0%BE%D1%82_14_%D0%B0%D0%BF%D1%80%D0%B5%D0%BB%D1%8F_1990_%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%B0 - L'article de la BBC à ce sujet est disponible également à l'adresse https://www.bbc.co.uk/news/world-europe-11845315 NdT

fusent comme le tonnerre : « *Débarrassez-nous-en ! Tuez-les !* » ; quiconque ne se comportant pas comme les autres se trouve exposé au danger de figurer au prochain lot de prisonniers. Les hommes condamnés sont alors exécutés face à la foule, en réponse à l'« *exigence unanime du peuple* ».

Il n'est pas nécessaire de s'éterniser sur les cruautés pratiquées par les Japonais. Le public britannique a été largement informé de ces pratiques au cours de la dernière guerre. Juste en face, on trouve les Coréens du sud, pour lesquels la guerre des Nations Unies est menée en Corée. Voici ce qu'un correspondant de guerre britannique écrivit sur eux :

> *Aux alentours de Séoul, les pelotons d'exécution de Syngman Rhee avaient commencé à œuvrer si fiévreusement et si férocement à leur tâche meurtrière qu'une immense vague d'indignation balaya tous ceux qui virent et entendirent leurs actions. Des hommes et des femmes (et même des enfants, cela a été décrit par écrit) furent tirés de leurs geôles à Séoul, amenés à pied dans les champs aux faubourgs de la ville, et abattus négligemment et sans pitié en grands nombres, avant d'être ensevelis dans des fosses communes*[2].

Les atrocités commises par les Turcs contre les Arméniens, les Bulgares et d'autres races qui leur étaient assujetties constituèrent des raisons intermittentes d'agitation politique en Grande-Bretagne au fil du XIXème siècle, des personnalités exigeaient que quelque action punitive à l'égard de ces « *bouchers* » soit menée, à l'époque même où les canons britanniques déchiraient les rebelles en Inde sans que personne ne trouve à y redire.

La France, souvent tenue de nos jours comme un modèle de civilisation face à une Allemagne brutale et barbare, fut à l'origine des méthodes de la Terreur lors de la Révolution de 1789.

2. *Cry Korea* — R. Thompson, p. 273 (Macdonald)

Cela, bien sûr, chacun le connaît. Chose beaucoup moins documentée en Grande-Bretagne, la période de terreur plus importante encore qui se déroula entre 1944 et 1946, où le pays connut une orgie d'exécutions sommaires de pétainistes supposés et de collaborateurs par des communistes, des hommes de la « *résistance* » et des gaullistes revenus au pays, ces derniers étant préoccupés de montrer leur patriotisme d'émigrés en massacrant et persécutant leurs compatriotes restés au pays sous l'occupation allemande. Le gouvernement français a reconnu officiellement plus de 10 000 exécutions de cette nature, mais d'autres estimations jugent plus crédible un nombre de 100 000. Voici comment Sisley Huddleston décrit les choses qui se produisirent :

> *Nombreux, parmi ceux qui étaient amenés par eux (les Épurateurs*[3]*) pour interrogatoire, étaient ceux qui ne survivaient pas à l'épreuve. Dans les hôtels qui tenaient lieu de prisons, on faisait venir des femmes des rues pour humilier les victimes (parmi lesquelles de hauts dirigeants), qui étaient contraints de marcher en cercle et de crier «* Maréchal, nous voilà ! *» sous les coups de matraque ou de fouet. Certaines victimes étaient marquées, ou brûlées à la cigarette (les seins des femmes étaient ainsi défigurés)...On trouva d'ingénieux et diaboliques usages aux appareils électriques, externes ou internes*[4].

Himmler, le Teuton vulgaire, ainsi que ses acolytes, auraient pu apprendre des choses des Latins plus raffinés et artistiques de l'Ouest.

Le 23 janvier 1949, le *Sunday Pictorial* publiait, sous le titre : « *DES AMÉRICAINS TORTURENT DES ALLEMANDS POUR LEUR SOUTIRER DES "*CONFESSIONS*"* », ce qu'il appelait

3. En français dans le texte, NdT
4. *Pétain, Patriot, or Traitor ?*, Sisley Huddleston, p. 247

« *l'histoire horrible de tortures barbares infligées au nom de la justice alliée* », tirée du rapport du juge étasunien Edward L. van Roden, qui avait enquêté sur des allégations à cet égard comme membre d'une commission d'enquête officielle. Le juge détermina que des prisonniers allemands avaient été objets de diverses formes de mauvais traitements, comme le dit le Pictorial, jusqu'à ce que « *ces hommes forts fussent brisés, et prêts à marmotter toute confession exigée par leurs accusateurs* ».

Parmi les méthodes de persuasion révélées par le juge, on comptait : l'introduction forcée d'allumettes embrasées sous les ongles des prisonniers, des coups de pieds dans les testicules irréparables (dans 137 des cas investigués, sur un total de 139), la dissimulation de la tête du prisonnier sous une capuche noire suivie de coups portés au coup de poing américain, et l'emploi de faux prêtres, avec crucifix et cierges, venus confesser les prisonniers dans l'espoir d'en tirer plus d'informations.

Comment maintenir, au vu de tout ce qui précède, que les Allemands sont des monstres de cruauté et de sadisme uniques, comme tant de braves gens en Grande-Bretagne restent convaincus qu'ils sont ? Peut-être bien qu'ils sont des monstres, mais ils ne sont pas uniques du tout. Quand nous allons à l'église et récitons avec le pasteur notre statut de « *pauvres pêcheurs* », nous reconnaissons disposer nous aussi de quelques imperfections. Mais en relation à un ennemi étranger, nous laissons cette humeur pénitente derrière nous en passant la porte de l'église. Une fois revenus à la franche lumière du soleil, nous remettons sur notre tête notre couvre-chef tribal, et, menés par le pasteur au tam-tam, nous commençons un nouveau récital d'indignation outragée contre la méchanceté de l'ennemi. Ce sont eux, et pas nous, qui constituent les pêcheurs.

Il y a quelques années, il se trouve que j'étais en Allemagne, et que je pus discuter de la guerre avec un ancien officier de marine allemand. « *Mais voyez-vous* », dis-je au milieu de la discussion, « *on nous avait dit que nous nous battions pour la civilisation chrétienne et la décence humaine* ». À ma stupéfaction, dont je réalise à pré-

sent le degré de naïveté, il me répondit : « *et à nous de même* ».

L'hypocrisie ne constitue jamais une caractéristique admirable, elle peut être dommageable en plus d'être peu appréciable, et se mettre dans la position désavantageuse ou même dangereuse d'espérer qu'elle débouche sur l'indulgence est comparable à boire jusqu'au coma éthylique. Seulement, il s'agit là exactement de la position dans laquelle de très nombreux Britanniques se retrouvent, du fait de la propagande de guerre émise pendant les années de guerre. Toute suggestion vers une amitié avec les Allemands présente le risque important de trouver comme réponse : « *les Allemands ? Oh ! Non, il serait impossible que nous devenions amis, après tout ce qu'ils ont fait !* ». Et, peut-être tel est-ce le cas ; mais dans ce cas, avec qui pouvons nous être amis, après tout ce que chacun a fait ? Si l'on étudie ce sujet en prenant un point de vue impartial, et fondé sur des données objectives, il n'est aucune main étrangère que nous pourrions serrer sans souiller nos doigts immaculés. Tout ceci en supposant que nos propres mains soient propres ; ce qui, je le crains, est au moins discutable si nous pouvons étudier les preuves nous concernant nous-mêmes, et non pas seulement celles qu'il nous plaît de nous rappeler.

Prenons, par exemple, l'accusation si souvent proférée envers les Allemands, pour expliquer leur ostracisme moral, d'avoir affamé 20 000 personnes jusqu'à la mort à Belsen et dans d'autres camps. Les 13 et 14 février 1945, Dresde fut attaquée par des bombardiers britanniques et américains, à un moment où elle débordait de réfugiés, principalement des femmes et des enfants, qui fuyaient les armées russes approchant à l'Est. Le massacre et les mutilations furent épouvantables. Environ 25 000 personnes[5] [6] furent tuées et

5. *Advance to Barbarism* — F. J. P. Veale (Merrymeade Publishing Co. and C. C. Nelson Co., Appleton, Wis.), p. 125. D'autres estimations chiffrent les pertes humaines bien plus haut, jusque 250 000 personnes

6. On pourra également se reporter à l'ouvrage dédié par David Irving, traduit en français sous le titre *La destruction de Dresde*, qui fut édité postérieurement au présent ouvrage — l'édition française date de 1964, et qui

30 000 blessées en une seule tranche de 24 heures d'horreur, qui vit des foules de réfugiés désespérés et sans abris « *s'empresser d'un côté puis de l'autre des heures durant, à la recherche d'un abri dans une étrange ville parsemée d'explosions de bombes, de phosphore brûlant et de bâtiments écroulés*[7] ». La presse britannique fit-elle preuve d'un quelconque émoi sur cet holocauste réalisé sur des civils allemands, comprenant un fort ratio de femmes et d'enfants ? Pas du tout ; le plus gros des organes de presse s'extasièrent joyeusement sur le fait que le nombre de morts supplémentaires constituait « *un bonus inattendu et bienvenu* » aux activités de bombardement. Des épisodes comme celui-ci — Dresde ne fut absolument pas la seule occurrence, loin s'en faut[8] — donnent-ils aux Britanniques (ou aux Américains) le droit de pointer du doigt sur Belsen ou Buchenwald, ou tout autre lieu où les Allemands sont connus pour avoir agi avec brutalité ?

L'attitude fréquemment affichée par des membres du public britannique, voulant que la main allemande soit la seule (à l'exception peut-être de l'allié japonais) à être trop sale pour qu'on la serre fait fi du pli que la propagande a pris lors des événements après guerre. Même si ces gens n'ont jamais entendu parler de l'épuration en France, et n'ont aucune connaissance de ce qui se produit en Chine ou dans les zones les plus reculées de l'histoire turque, américaine ou britannique, ils devraient savoir qu'à choisir entre les habitudes des Russes et des Allemands, la position officielle est à présent en faveur des Allemands, puisqu'il a été difficile de trouver au cours des cinq dernières années un journal ne présentant pas les opinions de quelque politicien, archevêque, ou autre personnalité, selon qui

documente 135 000 victimes, NdT

7. Le livre de David Irving cité dans la note précédente fait état de personnes à l'abri dans des caves, retrouvées littéralement fondues par la chaleur, NdT

8. Voir 1943-45 - Les bombardements alliés en Allemagne — https://lesakerfrancophone.fr/1943-45-les-bombardements-allies-en-allemagne, NdT

FIGURE 13.2 – Une des rues principales de Dresde un an après le bombardement de février 1945

les agressions russes, les tyrannies russes, les camps de travaux forcés russes, les procès politiques russes, et la torture des prisonniers russes sont « *les pires de l'histoire* » ; ce qui doit bien vouloir dire qu'ils sont pires que tout ce que firent les Allemands à cet égard [9]. Pourtant, il reste un grand nombre d'hommes et de femmes de toutes les couches de la société qui se montrent très préoccupés de « *parvenir à se comprendre avec la Russie* » et seraient prêts à concéder des sacrifices considérables pour cela si seulement les Russes pouvaient « *faire acte d'un peu de sens commun et d'amitié* ». Alors pourquoi pas avec l'Allemagne ?

9. En juin 1952 (*Daily Telegraph* du 30 juin 1952), le gouvernement des USA a livré aux Nations Unies un dossier de preuves sur les travaux forcés russes, présentés comme« *le pire esclavagisme de l'histoire* »

Pourquoi pas avec l'Allemagne ? Parce que les cerveaux d'une majorité de Britanniques restent semi-anesthésiés par la propagande des années de guerre. « *Si l'on répète une chose assez souvent, elle devient vraie* » constitue un dicton journalistique bien connu : et la vilenie des Allemands fut dépeinte d'une façon si continue entre 1939 et 1946 ou 1947 que la plupart des Britanniques en ont conçu une fixation mentale à ce sujet et trouvent extrêmement difficile de réajuster leurs esprits à d'autres dispositions. Cela leur est difficile en raison de l'inclinaison naturelle à ne pas revenir sur une opinion tenue de longue date et passionnée ; parce qu'ils ont un sentiment désagréable qu'il risque d'être impopulaire de dire quoi que ce soit de positif sur l'ex-ennemi, jusqu'il y a peu tant avili, et parce qu'ils présentent une peur instinctive envers quelque chose de pire. La mémoire s'attarde sur le fait qu'il n'y a pas si longtemps, il était en fait dangereux de faire autre chose que mépriser les Allemands. De 1940 à 1945, quiconque exprimait une quelconque sympathie envers l'ennemi allemand risquait de se retrouver en prison et traité comme un criminel de droit commun. Ainsi, malgré l'émergence après guerre d'une nouvelle menace, malgré des encouragements officiels envers le réarmement de l'Allemagne, et, plus que des encouragements, des menaces s'ils refusaient de le faire, la foule des Britanniques persiste à considérer les Allemands comme une menace mondiale et une nation proscrite à laquelle nul peuple décent n'ira s'associer. Les Britanniques qui tiennent cette ligne sont sans aucun doute aveugles au fait qu'ils contribuent ainsi à la cause du communisme russe hostile. Les boomerangs ne sont jamais revenus frapper aussi précisément leurs lanceurs que ne le fait cette campagne de haine britannique contre les Allemands, ainsi que la Loi 18B.

Chapitre 14

Les avantages d'une paix négociée

Le chapitre précédent aura, je l'espère, convaincu le lecteur que l'approche nationale des affaires internationales peut être opposée à une approche scientifique. Car il n'est pas de nations mauvaises et de nations vertueuses, et toute suggestion du contraire est un tissu de mensonges. Toutes les nations constituent des mélanges de malice et de vertu, telles elles ont toujours été, et telles elles resteront à jamais. Et si une nation manifeste quelque caractéristique déplaisante d'une manière particulièrement vicieuse, on trouvera quelque autre saleté en part égale dans les autres nations, dont celle-ci sera relativement exempte. Ceux qui parlent le plus fort de la fraternité de l'homme ne s'autorisent pas à reconnaître sa fraternité dans la méchanceté.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur les différences marquées qui existent entre individus et groupes en matière de moralité générale. L'individu tient une position bien plus faible que le groupement de criminels. S'il est condamné, il perd souvent la sympathie de ses camarades, et si on l'exécute pour ses crimes, il est réduit au silence

à jamais.

Mais tel n'est pas le cas pour les crimes collectifs. Si le groupe est assez grand, assez puissant, et assez permanent, ses membres se fortifient les uns les autres en bravant, à défaut de pouvoir les récuser, les accusations d'infirmité morale. Ils bravent ces accusations en usant de l'argument simple et souvent assez véridique, voulant que leurs accusateurs ne sont pas meilleurs qu'eux-mêmes, quelles que soient leurs actions. Nous trouvons cette règle appliquée partout où des groupes sont en conflit. C'est un lieu commun de dire que les partis politiques présentent une conduite douteuse, que leurs membres individuels refuseraient d'adopter à titre privé. Si, comme le veut le dicton, les diplomates sont des hommes honorables qui mentent à l'étranger pour le bien de leur pays, on pourrait également dire que les politiciens sont des hommes honorables qui mentent sur la scène intérieure pour le bien de leur parti. Et ces entorses à la véracité n'affectent pas la conscience des prévaricateurs désignés. Le fardeau de la culpabilité décroît à mesure que le nombre de personnes qui la partagent augmente, jusqu'à devenir insensible.

Il est donc stupide au plus haut point de se plaindre que les Allemands « *fabriquent des excuses pour leur propre défaite* » ou « *essaient de faire porter la culpabilité de la guerre à quelqu'un d'autre* ». C'est ainsi que fonctionnent tous les groupes puissants, il en sera toujours ainsi ; et ils ont le plus souvent quelque degré de justification à procéder ainsi. Vous n'entendrez jamais un parti politique attribuer publiquement les causes de sa défaite à son propre comportement alors qu'il était au pouvoir. Il invoquera toujours les machinations malhonnêtes de l'autre camp. De même, je n'ai souvenir d'aucun syndicat reconnaissant avoir eu tort d'appeler à une grève. Si la grève échoue, l'excuse habituelle est que les travailleurs persécutés se sont fait dominer par les ressources supérieures des employeurs, et l'on nous dit alors que les hommes sont retournés travailler dans une morne rancœur, et non sans la détermination de disposer de leur propre soutien la prochaine fois.

Aucune personne intelligente ne devrait donc s'étonner que les Allemands, les Japonais, ou toute autre nation, réagisse à la défaite de la même manière, d'autant plus qu'il ne faut pas chercher bien loin pour renvoyer aux vainqueurs des accusations aussi graves que celles qu'ils portent aux vaincus. Par exemple, un Allemand devrait être vraiment très stupide pour, face aux nombreuses accusations britanniques d'« *agression* » teutonique, ne pas rappeler que l'agrégat de territoires appelé Empire britannique n'est pas tout à fait sorti d'une manifestation spontanée d'agrégation de la part des Peaux-rouges, des Chypriotes, des Boers, des Bantous, des Indiens, des Birmans, des Malaisiens, des Aborigènes australiens et des Maoris. Et même si un très grand nombre de Britanniques ignorent le fait que les Français, sous Louis XIV, ravagèrent l'Allemagne d'un bout à l'autre, et que l'Empereur français Napoléon 1er se montra déplaisant au plus haut point envers les Allemands il y a quelque cent quarante ans, ces derniers n'ont quant à eux pas oublié ces épisodes de l'histoire. Par ailleurs, un Allemand n'aurait pas tort de trouver bizarre qu'une nation, affublée à l'international du sobriquet de *perfide Albion*, se positionne comme instructrice de la rectitude morale vis-à-vis de l'Allemagne tout en se prévalant de disposer d'un fort sens de l'humour.

L'histoire soutient la thèse qu'en matière de morale, une nation n'a guère à envier à une autre ; et que, hormis des influences exceptionnelles, elles se comporteront toutes de manière à peu près semblable en des circonstances similaires. Nous avons déclaré avant la guerre que le pouvoir absolu avait corrompu Hitler. Mais une fois que la reddition sans condition de l'Allemagne nous eut accordé, à nous et à nos alliés, le pouvoir absolu sur l'Allemagne que nous occupions, nous nous sommes à notre tour laissés corrompre. Et au moment précis où nous portions des accusations de pillage sur les pays conquis envers les dirigeants allemands, lors des procès de Nuremberg, nous nous affairions à piller l'Allemagne à très grande échelle. Non seulement les propriétés personnelles se voyaient-elles volées par les forces d'occupation, militaires comme civiles, mais

une campagne de pillage organisée des usines et des machines de production était en cours sur de gros volumes sous prétexte de réparations. Ce sont jusqu'aux yachts privés de Kiel et d'autres ports qui furent saisis et que l'on fit voguer ou transporter vers l'Angleterre. Lors de l'occupation de Paris en 1815, le Duc de Wellington avait mis en œuvre un code de conduite strictement opposé [1].

Et comme nous l'avons noté au cours des chapitres précédents, ce n'est pas là la seule façon dont l'approche britannique de la guerre différa entre l'époque de Wellington et les temps présents. Les deux attitudes, celle d'alors et celle du présent, présentent un contraste très marqué, presque fondamental. La période passée se distingue par un effort de guerre limité, une gestion parcimonieuse des ressources nationales, l'indulgence politique la plus haute envers l'ennemi, ainsi qu'un respect scrupuleux de ses propriétés privées ; la période présente semble marquée par un objectif de guerre illimitée poussé dans ses extrémités les plus absolues, par des dépenses sans compter, par un mépris complet des susceptibilités de l'ennemi, ainsi que par une destruction brutale des propriétés civiles au cours de la guerre, et leur confiscation après celle-ci. Les méthodes de guerre comprises par le Duc de Wellington sont de toute évidence d'une nature bien différente de la vision qu'en a M. Churchill.

L'attitude en temps de paix du début du XVIIIème siècle a également subi un changement frappant si on la compare à celle du XXème siècle. En 1801, après huit années de guerre contre la France révolutionnaire, et à une époque où non seulement la défaite de l'ennemi n'était pas en vue, mais au contraire l'équilibre de la guerre semblait fortement à son avantage, la Grande-Bretagne s'était montrée prête à faire la paix, et elle la fit, en accordant des concessions considérables à l'ennemi français. La guerre éclata

1. On raconte que le Duc aurait personnellement choisi des œuvres du Louvre pour qu'elles fussent envoyées en Angleterre. Si tel fut le cas, il prit ses dispositions pour que personne d'autre n'en fît autant

de nouveau 2 années après. Mais trois années plus tard, en 1806, la Grande-Bretagne se remettait à sonder les prospectives de paix ; alors que Napoléon, loin d'être sur le déclin, était au seuil de la plus brillante partie de sa carrière militaire. Les dirigeants britanniques de l'époque ne présentaient de toute évidence aucune objection à des compromis de paix rapiécés qui laissaient l'ennemi en position favorable.

Mais avec le passage au XXème siècle, quelque chose semble avoir modifié cette disposition. Lors de la guerre 1914-1918, une paix non accompagnée de victoire était devenue suspecte. En 1917, après deux années terribles de blocage sur le front Ouest, marquées de carnages épouvantables et sans le moindre signe de progression d'un camp sur l'autre, Lord Lansdowne décida que la seule solution sensée pour mettre fin à cette folie meurtrière sans objet était de conclure un accord de paix. Mais quand son projet fut ébruité, on le considéra quasiment comme un conspirateur hostile, et le *Times* refusa de publier la lettre dans laquelle il présentait son projet de paix.

En 1939, le mot *paix* était presque devenu un synonyme de *trahison*. Avant même le début de la guerre, la presse britannique mentionnait des « *menaces de paix* », et une fois le conflit commencé, plusieurs offres de paix faites à la Grande-Bretagne par l'Allemagne furent mentionnées par le gouvernement — quand elles le furent — avec dédain et dérision, et en invitant clairement tous les citoyens patriotes à ricaner en chœur. Hitler fit deux propositions de paix, l'une en octobre 1939, après la défaite de la Pologne, et la suivante en juillet 1940, après la défaite de la France. On peut imaginer que ces deux tentatives constituèrent des complots sinistres de la part de Hitler pour attirer la Grande-Bretagne à sa perte. Mais elles résonnaient de manière logique avec la manière du chef d'État allemand de voir les choses. Son objet initial avait été d'écraser la Pologne et de récupérer le Couloir de Dantzig. Une fois qu'il l'eut accompli, il proposa aux garants de la Pologne, qui avaient été incapables d'honorer leur garantie, une cessation des hostilités. Après

leur refus, son objet devint de briser la combinaison anglo-française contre l'Allemagne. Il y parvint également, et proposa une fois de plus à l'ennemi restant de s'accorder sur le fait que poursuivre la guerre n'avait pas beaucoup de sens.

Il y eut également l'offre de paix de 1942, que nous avons déjà mentionnée, que des conspirateurs anti-hitlériens firent transmettre via l'évêque de Chichester. Mais elle fut, comme nous l'avons évoqué, écartée par le Cabinet britannique.

FIGURE 14.1 – George Bell, Évêque de Chichester — Crédit photo medium.com

Ces refus britanniques successifs d'examiner même les propositions de paix émises par l'ennemi coïncidèrent avec une propagande assourdissante qui clamait que les Britanniques étaient pacifiques et les Allemands les bellicistes. Nous-autres Britanniques accusons fréquemment les Russes d'avoir introduit dans le monde le très vil dessein de faire porter aux mots le contraire de leur signification passée. Mais cet abus du mot « *pacifique* » par nos propres soins semble indiquer que la maladie en question semble avoir été plus répandue que nous le pensons. Que le gouvernement britannique ait eu (ou n'ait pas eu) des raisons valables de rejeter les offres de paix allemandes, ces rejets ne sont pas précisément caractérisables

comme passionnément *pacifiques*.

Pour que la Grande-Bretagne acceptât la paix avec l'Allemagne en 1939 (à supposer que la France l'eût acceptée), il aurait fallu reconnaître la défaite polonaise face à l'Allemagne, admettre l'échec de la garantie britannique, et donc faire preuve d'une bonne dose d'humilité. Et accepter la paix en 1940, après la chute de la France, eut été encore plus humiliant. Pourtant, avant que le lecteur ne classe ces deux éventualités comme inenvisageables, il est intéressant de se souvenir que nos prédécesseurs de l'année qui suivit Trafalgar, que nous n'avons pas l'habitude de considérer comme des pleutres, étaient prêts à considérer une paix avec Napoléon presque immédiatement après qu'il eut battu les Autrichiens à Austerlitz de manière décisive. Et pas uniquement à envisager la paix. Ils envoyèrent Lord Yarmouth à Paris proposer la paix [2].

Il est fort possible que la paix avec l'Allemagne, que ce soit en 1939 ou en 1940, ait été hors de question. Mais on ne peut pas en dire autant de la proposition de paix souterraine de 1942, car alors les revers britanniques avaient été rétablis, et il était devenu évident que l'Allemagne ne pourrait pas vaincre ses ennemis. La Grande-Bretagne aurait donc pu conclure la paix en toute dignité. Mais, bien entendu, si votre objet national est non pas politique mais militaire, si ce que vous recherchez est le renversement complet de l'ennemi, alors toute suggestion de paix constitue en effet une menace.

Il n'existe aucun exemple historique laissant à penser qu'une offre de paix raisonnable, émise à un moment raisonnablement choisi, ne doive pas être examinée avec sincérité et, si possible, acceptée. L'ennemi peut avoir des desseins cachés et vouloir utiliser la paix à son avantage en vous entraînant dans un piège. Mais aucune raison absolue n'implique son succès dans une telle entreprise si vous prenez les précautions adéquates, alors que lui-même

2. Lord Yarmouth avait été emprisonné en France, mais fut utilisé comme agent du gouvernement britannique, les Français l'ayant libéré à ce dessein

prend des risques inévitables, si ses desseins réels restent agressifs, en signant un accord de paix. Car il est toujours plus facile de poursuivre une guerre en cours que d'en relancer une après une pause. Le parti pour la paix d'un pays, que ce pays soit démocratique ou autoritaire — et tout pays a un parti de la paix — est voué à gagner en influence en temps de paix, par rapport aux temps de guerre ; et la population civile, ayant profité à cessation des hostilités de la levée des privations, de la fin des dangers, et de grands espoirs de retours des fils et des maris, est encline à faire preuve d'une résistance bien plus importante au retour de la guerre que si celle-ci était simplement poursuivie sans interruption. Peut-être une paix ainsi conclue ne durera-t-elle pas, comme ce fut le cas de la paix d'Amiens. Mais la courte durée de cet épisode que nous citons en exemple ne constitue pas une preuve que cet accord de paix constituât une erreur. Sans doute fut-il meilleur que pas de paix du tout.

Il est notable qu'en matière de droit civil, en Grande-Bretagne, c'est presque systématiquement le principe « *faire la paix partout où c'est possible* », et non pas « *se battre jusqu'au bout* » qui sous-tend les conseils donnés par les experts légaux. Les juges voient avec la meilleure grâce les accords hors tribunal, avec en seconde place les accords volontairement conclus lors des auditions devant la Cour. Les plaideurs qui concluent ce type d'accords, au lieu de faire durer leur affaire légale jusqu'à la fin, se voient presque toujours déclarer par la Cour qu'ils ont agi avec sagesse. Dans les litiges industriels, le gouvernement fait tout son possible pour promouvoir la « *conciliation* » et pour faire cesser la « *lutte* » aussi vite que possible par un accord acceptable pour les deux parties. Les ministres qui mettent en branle la machinerie de la médiation dans les cas de litiges industriels sont donc en accord avec les ministres qui conclurent la paix d'Amiens en 1801 et qui instruisirent Lord Yarmouth à Paris de rechercher un accord avec Napoléon en 1806, mais pas avec la politique churchillienne de rejet du compromis, de la reddition sans condition, et du refus automatique de toute offre

de paix.

Le gros défaut de cette dernière politique, en particulier du fait qu'elle soit concentrée sur la victoire totale, est qu'en cas de réussite, elle conduit inévitablement à l'abus de pouvoir, qui constitue à son tour un ennemi de la paix. Dans l'ensemble, l'humanité n'est pas belliqueuse, la plupart des gens se laissent diriger par l'instinct du *vivre et laisser vivre*, et pour autant que la plupart des hommes aient l'impression d'évoluer dans un cadre raisonnablement honnête, ils présentent peu d'inclinaison à emprunter le sentier de la guerre. Mais laissez s'installer en eux un sentiment d'injustice, et ils se retrouvent à disposition du premier fauteur de trouble. Et il n'existe pas de meilleur moyen de donner aux hommes ce sentiment d'injustice que cet abus de pouvoir dont ils constituent les victimes. La nature humaine étant ce qu'elle est, l'exercice du pouvoir n'implique de faire preuve de sagesse que si le manque de sagesse s'avère difficile voire dangereux ; et plus une victoire est complète, plus la tentation de laisser cours à la vengeance, à l'arrogance et à la cupidité est importante. Mais plus on cède à cette tentation, plus on sème des dents de dragon en grand nombre.

L'histoire des 150 dernières années regorge d'illustrations de ce qui précède. Nous avons déjà souligné les bénéfices de la tolérance et de la modération dont bénéficièrent les Français vaincus en 1815. Un autre exemple du même ordre est donné par l'action des Britanniques, accordant aux Boers vaincus une participation égale au gouvernement d'une Afrique du Sud unifiée.

Malgré leur aversion profonde, voire leur haine des Britanniques, et malgré la décimation récente de leurs femmes, de leurs enfants, et de leurs personnes âgées dans les camps de concentration britanniques, ce traitement généreux des Boers a permis de conserver l'Afrique du Sud dans le partenariat du Commonwealth depuis la fin de la guerre des Boers, et d'amener des armées sud africaines composées de Boers et de Britanniques à se battre aux côtés de la Grande-Bretagne lors des deux guerres contre l'Allemagne. Et quand, au cours de la première de ces guerres, une révolte boer

éclata, elle fut réprimée par la force sous le commandement d'un général boer. C'est à cette occasion que le général Smuts déclara : « *je soutiens l'Angleterre ; un pays qui, alors qu'il nous tenait à sa merci, nous a traité comme une nation chrétienne le devait* ». On ne saurait trouver de témoignage plus éloquent de l'effet psychologique que peut avoir la générosité internationale envers les vaincus.

Il n'y a guère à douter que si un traité de Versailles avait été imposé aux Boers à l'image de celui qu'on infligea aux Allemands en 1919, ils auraient saisi l'opportunité de se soulever en 1914 pour fomenter un soulèvement national, comme l'Irlande du Sud le fit (sans succès) en 1916. En l'état, bien que les liens entre l'Afrique du Sud et le Commonwealth aient souffert et continuent de souffrir de stress et de tensions, la connexion a été maintenue au fil des 50 dernières années. L'Afrique du Sud aurait pu faire sécession à tout moment de son choix depuis le Statut de Westminster, et si elle ne l'a pas fait, c'est sans aucun doute parce que ses griefs ne sont pas assez grands pour que le camp de la sécession puisse recruter en masse.

Il est clair, à lire les productions de Lord Vansittart et de ses semblables, qu'ils n'estimaient pas que les alliés victorieux aient abusé de leur pouvoir en l'occurrence du Traité de Versailles ; mais — et c'est là l'important — les Allemands, eux, l'estimaient. La guerre avait éclos par la question de savoir si les Serbes devaient être autorisés à assassiner l'héritier du trône autrichien en toute impunité, et s'était terminée avec l'effondrement total de l'Allemagne et le pouvoir absolu des vainqueurs, qui décidèrent de son destin comme bon leur semblait, non sans déshonorer les conditions qu'ils avaient offertes comme base de reddition. Dans cette paix dictée par les vainqueurs, l'Allemagne perdit ses colonies dans le monde entier, dut laisser la Sarre à la France pour quinze ans, céder les zones les plus riches de Silésie et le Couloir de Dantzig à la Pologne, et se résoudre à voir désintégré son principal allié. Les choses auraient beaucoup ressemblé à cela si l'effondrement de la grève générale britannique de 1926 avait été suivi de l'abolition du congrès des

syndicats, à la confiscation de tous ses fonds, à la condamnation à mort de ses principaux dirigeants, et à la démolition de la *Transport House*[3]. Mais l'attitude du premier ministre d'alors — M. Baldwin — envers la grève avait été ; pas de récriminations, pas d'attribution de blâmes, le passé est le passé, et regardons en avant, pas en arrière. Si ces principes furent pertinents dans le traitement d'un conflit interne, pourquoi ne pouvaient-ils pas l'être pour un conflit externe ?

Contrairement aux Boers, qui étaient prêts à accepter l'Acte d'Union comme une solution raisonnable au problème sud-africain, les Allemands gardèrent du Traité de Versailles des griefs amers, qui finirent par leur faire accueillir Hitler et ses nazis comme des libérateurs de l'oppression. Six années plus tard, soit 21 années après l'armistice de 1918, l'Allemagne se retrouvait en guerre. Même si le Dr Malan s'apprêtait à proclamer une République en Afrique du Sud demain, la générosité dans le cas des Boers aura payé : le dividende en est une durée au moins deux fois plus longue que dans le cas allemand.

Quant au traitement des Allemands en 1945, je pense que Lord Vansittart lui-même ne viendrait pas faire semblant d'estimer qu'ils pourraient le considérer comme un modèle de modération civilisée, sans parler des travaux nécessaires aujourd'hui à annuler les conditions que nous les forçâmes à accepter.

On objecte souvent que, si les Allemands avaient gagné l'une des guerres mondiales, ils nous auraient fait subir des choses pires que celles que nous leur infligeâmes. Mais il s'agit bien entendu d'une supposition invérifiable, puisque victorieux ils ne furent pas. Il est exact que l'on a mis la main sur un document allemand, après l'effondrement de 1945, décrit comme un projet de ruralisation de l'Angleterre et de réduction drastique de sa population. Ce document, en supposant qu'il soit authentique, n'apporte aucune preuve que son contenu aurait été effectivement mené à bien. Assez

3. L'ancien siège des syndicats, NdT

curieusement, un autre projet était en préparation aux États-Unis dans les mêmes périodes, visant à traiter l'Allemagne d'une manière presque identique. L'auteur avoué en est Harry Dexter White, qui se fit soutenir par un Henry Morgenthau volontaire. Mais le projet Morgenthau, bien qu'approuvé par le président Roosevelt, ne fut pas, quand le moment fut venu, mis en pratique [4]. Et, bien entendu, son homologue allemand aurait pu subir le même destin. L'existence d'un plan, pour atroce qu'il soit, ne constitue pas garantie de son exécution.

Les seuls éléments concrets que nous avons, depuis 1815, d'exemples de traitement par l'Allemagne d'un adversaire vaincu, une fois la paix restaurée [5], se trouvent dans les trois guerres de Bismarck en 1864, 1866 et 1870. Et dans ces instances, le comportement allemand envers l'ennemi défait fut remarquablement tolérant. De fait, à l'issue des guerres qui l'opposèrent au Danemark et à l'Autriche, les prises de guerre de Bismarck furent limitées aux objets qu'il avait définis en allant en guerre, et furent l'objet d'une retenue disciplinée. Il voulait les Duchés de Schleswig et Holstein, et il les prit. Cela mis à part, il laissa les Danois sains et saufs, et ne réalisa aucun pillage. De l'Autriche, Bismarck ne voulait rien d'autre qu'une reconnaissance de l'hégémonie allemande sur le monde germanique, et il ne demanda rien d'autre.

Bismarck alla un peu plus loin dans le cas de la France. Son principal objet dans le conflit qui l'opposa aux Français fut, non pas de les piller, mais d'unifier l'Allemagne. Pourtant, il les pilla — en annexant l'Alsace et la Lorraine et en levant une indemnité de guerre. Ces deux actions prédatrices, qui le virent céder à l'ava-

4. Si le plan Morgenthau a été effectivement abandonné sur le papier, des éléments indiquent que sa mise en pratique constitua une réalité, voir https://lesakerfrancophone.fr/les-horreurs-cachees-de-lapres-seconde-guerre-mondiale, NdT

5. Le traitement de la Russie en 1917, de la France, de la Pologne et de la Yougoslavie en 1939-1941 fut décidé alors que les hostilités n'étaient pas terminées

rice et s'apparentèrent donc à un abus de pouvoir, allaient avoir les conséquences les plus malheureuses pour leurs auteurs. Car l'acquisition de l'Alsace et de la Lorraine constitua la raison principale de l'amertume française envers l'Allemagne, et amena à la résolution française de récupérer ces départements, par la guerre s'il le fallait. Quant aux indemnités de guerre, elles constituèrent un précédent immédiat qui allait frapper l'Allemagne en retour de manière dévastatrice lorsqu'elle fut vaincue en 1918. Et il ne faut guère faire preuve d'imagination pour se représenter les possibles désastres que nous autres Britanniques avons nous-mêmes provoqués, au vu de ce que nous avons exigé de l'Allemagne à Versailles, et de la manière dont nous l'avons dépouillée en 1945, si jamais nous avons jamais le malheur de constituer les vaincus d'une guerre future.

Mais, pour faire justice à Bismarck, il faut ajouter qu'il ne consentit qu'avec réticence à l'acquisition de la Lorraine, qu'il ne voulait pas retirer à la France. Il ne l'exigea finalement que sur l'insistance des généraux allemands, qui affirmaient qu'il leur fallait Alsace et Lorraine pour la défense stratégique du pays. Le moral est au physique, disait Napoléon, ce que le chiffre trois est au chiffre un ; et la sensation de malaise générée par la prise allemande de ces bastions stratégiques amena à long terme, non pas à une défense stratégique, mais à un désastre stratégique. Il est possible que Bismarck ait vu ce danger. En tout état de cause, il s'opposa à l'acquisition de ces départements français par l'Allemagne, malgré le fait que les prétentions allemandes sur eux étaient justifiables, car ils relevaient historiquement du territoire allemand ; tout autant, en fait, que les prétentions espagnoles sur Gibraltar, qui n'ont jamais été abandonnées.

Quant aux indemnités, elles ne constituèrent, bien sûr, rien de nouveau. Les alliés avaient exigé des indemnités de la part de la France en 1815, et Napoléon avait agi de même envers la Prusse juste avant. Dans l'ensemble, Bismarck constitue un exemple notable d'usage sage du pouvoir que l'on puisse en trouver. Bismarck ne fut pas, comme le prétend Lord Vansittart, un *tyran prussien*

retors ; il fut, avec Castlereagh, Metternich et Wellington, l'un des grands chefs d'État de l'histoire européenne.

Chapitre 15

Les perspectives de l'Europe

Nous en arrivons à l'étape finale de cette enquête. Ici, je propose d'examiner ce qui peut être accompli à présent, pour répondre à la situation critique dans laquelle se retrouve l'Europe, à la lumière des éléments examinés lors des chapitres précédents. Dans cette tâche, je vais m'appliquer à suivre la formule recommandée comme standard lors de la formation des personnels de service de haut niveau pour réfléchir aux problèmes de cette nature, et qui, dans les faits, a été utilisée en pratique depuis plusieurs générations. Cette séquence de pensée suit le déroulement suivant :

1. Passage en revue de la situation
2. Quel est notre objet ?
3. Quels sont nos chemins d'actions possibles pour atteindre cet objet (avec une évaluation de leurs mérites relatifs) ?
4. Notre proposition de chemin d'action

Le passage en revue de la situation constitue bien sûr le contenu du présent ouvrage, précédant le présent chapitre. Les réflexions dé-

taillées dans cette partie auront, je l'espère, clarifié le sujet pour le lecteur généraliste, en exposant diverses graves idées fausses très courantes à ce sujet, en déblayant le plus gros des jugements a priori morts qui encombrent largement la pensée sur les sujets importants. Peut-être vaut il la peine de revenir ici sur les points principaux, à savoir que l'Allemagne ne constitue pas l'agresseur principal de l'histoire que l'on a si souvent décrit depuis 1939, que les Allemands ne sont pas pires que tout autre peuple du monde, et que les Britanniques se sont souvent alliés à l'Allemagne (ou à quelque partie de l'Allemagne) dans le passé, et ne doivent pas hésiter à le refaire si cela répond à leurs objectifs.

J'en viens à présent à l'objet. Mon choix en ceci porte sur une modification de la déclaration du Duc de Wellington, qui décrivit dans sa lettre à Castlereagh, déjà citée au chapitre 12 comme le « *grand objet* » britannique ; c'est-à-dire : « *la paix pour quelques années* ». Ma propre version est « *la paix pour une durée aussi longue que possible* ». Je ne vise pas la paix éternelle, qui est inatteignable. La guerre ne peut pas être abolie de ce monde. Deux guerres pour mettre fin aux guerres ont, comme nous l'avons noté précédemment, constitué des échecs retentissants à cet égard ; et leur résultat a bel et bien été que les guerres sont devenues plus fréquentes qu'auparavant, et que le monde dans son ensemble est devenu plus propice aux conflits.

On a entendu beaucoup parler depuis 1918 de l'utilisation de la loi comme substitut à la force. Mais, alors que la loi elle-même dépend de la force pour être efficace, la contraposée est fausse. Sans police derrière la loi, et sans soldats derrière la police, la loi ne constituerait guère plus qu'un exercice d'abstractions théoriques. Et la loi ne se préoccupe pas uniquement de justice ni d'équité. La loi est devenue, dans une certaine mesure, l'instrument de l'exécution de la volonté du plus fort, de la majorité électorale, des grands bataillons, qui sont en mesure de prendre à la minorité ce qu'ils veulent purement et simplement parce qu'ils le veulent. La politique du « *faire casquer les riches* » par une taxation pénale, et

des droits de successions paralysants, imposée par la puissance de la majorité électrice, est identique dans son principe à un État étranger qui, par vertu de sa puissance militaire supérieure, s'empare des territoires d'une autre nation plus faible. La seule différence notable en réside dans la nomenclature. Car si ce second processus est nommé « *agression* », et se trouve désormais considéré comme un crime, le premier est connu (en Grande-Bretagne) sous le nom de « *justice sociale* » et se voit considéré généralement comme évidemment moral, progressiste et éclairé.

Les hommes politiques qui plaident l'abolition de la guerre prêchent l'impossible ; et en se comportant de la sorte, ils encouragent les peuples à qui ils s'adressent à accepter de nombreux faux idéaux et de nombreuses fausses conceptions, qui ne seront d'aucun bien. Si l'homme ordinaire peut être amené à penser que la guerre est sur le point d'être rendue illégale, il ne s'intéressera naturellement pas du tout à la question de comment conduire au mieux cette pratique, déclarée obsolète. Il se retrouvera donc prédisposé, une fois la guerre revenue malgré tout, à accepter et à promouvoir un niveau de sauvagerie dans l'exécution de celle-ci, qu'il aurait sinon rejeté. Car s'il croit que la guerre en cours est peut-être la dernière, pourvu que son ennemi soit totalement renversé, il ne reculera sans doute pas face à la promulgation de mesures extrêmes prises pour garantir ce renversement. Alors que si la guerre est considérée, en réalité, comme une caractéristique permanente de la vie internationale, une ignorance générale de la part du public sur ses aspects principaux relève du malheur national, laisse la population quasiment impuissante à distinguer la bonne stratégie de la mauvaise, ou la gouvernance appropriée de celle qui déraille.

Bien que la paix à perpétuité soit inatteignable, il ne semble pas impossible, si les choses sont arrangées convenablement, d'en jouir sur de longues durées. Le Japon, par exemple, a joui d'un état de paix durant deux siècles et demi, principalement en suivant une politique isolationniste et en s'occupant de ses propres affaires. Laissez-moi donc répéter mon objet, qui constitue le nœud central

de l'ensemble du problème. Il s'agit de la paix pour une durée aussi longue que possible.

À présent, employons-nous à considérer les moyens possibles de parvenir à cet objet. Il existe déjà deux propositions sur le terrain pour maintenir la paix, et je vais m'arrêter sur celles-ci, pour commencer. Il s'agit de : (a) un gouvernement mondial et (b) l'établissement d'une Organisation d'un Traité Atlantique Nord de nations « *libres* » occidentales en opposition à un Est communiste.

L'idée d'un unique gouvernement mondial contrôlant l'ensemble de la planète a de nombreux soutiens. Mais il existe de nombreuses objections à lui opposer. La première est que, chaque fois que cela a été tenté, cela a échoué. La Sainte Alliance de 1815 s'est révélée tout à fait inefficace. La Société des Nations de 1919-1939 constitua un lamentable échec dans la préservation de la paix. Quand elle eut sa chance dans des conditions quasiment idéales, pour arbitrer le cas des sanctions anti-italiennes en Éthiopie, elle se révéla absolument inutile ; et elle se montra tout aussi impuissante à prévenir en 1939 l'éclatement de la guerre la plus destructrice de l'histoire, une guerre que la futilité de la Société des Nations avait en réalité contribué à faire éclore, en jetant l'Italie dans les bras de l'Allemagne.

L'Organisation des Nations Unies, succédant à la Société des Nations, établie avec ce qui fut décrit comme un ensemble magique de fonctions internationales, a éclaté juste après avoir été constituée ; et ce qu'il en reste n'a pas tenu lieu de gardien de la paix, mais de soufflet, transformant une petite conflagration en incendie majeur. Stratégiquement, une invasion de l'ensemble de la Corée du Sud par les Coréens du Nord n'aurait pas compté plus que l'alignement d'une rangée d'épingles. Les États-uniens possédant alors (et possédant encore) un contrôle des mers incontestable, les nord-Coréens n'auraient pas pu aller bien plus loin. Mais la faiblesse (et le danger) d'une organisation de paix internationale « *pourvue de dents* » est qu'il lui faut toujours combattre. Un État souverain peut supporter que l'on s'en prenne à son prestige sans subir de

dégâts irréparables. Une ONU armée doit réagir à tout défi, ou bien s'effondrer.

On peut objecter, et on n'a pas manqué de le faire, que la Société des Nations aurait pu remplir sa mission *si seulement* les USA l'avaient soutenue, et que l'organisation des Nations Unies aurait pu mener à bien la sienne *si seulement* les Russes ne s'étaient pas comportés de manière aussi maladroite après 1945. Le fait décisif reste, qu'ils se conduisirent ainsi ; et, en outre, ces deux *si seulement* ne sont pas les seules conditions dans cette affaire. En fin de compte, le fait est que la Société des Nations, puis l'Organisation des Nations Unies, ont échoué dans leur mission de prévention de la guerre.

La seconde objection à un projet de gouvernement mondial est que nombre des déclarations émises à ce sujet apparaissent comme manifestement contraires aux éléments concrets. Ainsi, M. Sebastian Haffner, lors d'une conférence auprès des membres de la *Royal United Service Institution* le 31 octobre 1951, exprima l'opinion selon laquelle :

> *. . .l'un des aspects écrasants des affaires mondiales commence à faire impression sur nous, caractérisé par cette pression immense vers une unité mondiale. Voilà qui peut sembler quelque peu surprenant au vu des nombreuses guerres, des nombreux conflits et des nombreuses crises dont nous avons été accablés au cours des 30 ou 40 dernières années, mais je vous suggère que ces mêmes guerres, ces mêmes bouleversements et ces mêmes conflits font partie de cet énorme développement historique vers une civilisation unifiée mondialement et une organisation politique mondiale unifiée.*

À mon avis, il est certainement tout à fait surprenant de se voir affirmer que les fréquentes guerres, les fréquents antagonismes et les fréquentes crises prouvent la montée d'une unité mondiale. En fait, je ne distingue qu'illusion dans cet argument. Si le monde était

réellement en train de s'unifier, on s'attendrait à voir des groupes établis, comme les Empires britannique et hollandais, non pas rester intacts mais fusionner en groupements plus étendus. Mais au lieu de cela, il apparaît clairement que les tendances sont centrifuges plutôt que centripètes. La montée de la fragmentation constitue le phénomène politique dominant du monde depuis 1918. L'Empire autrichien fut brisé en 1919 pour constituer les trois États séparés d'Autriche, de Hongrie et de Tchécoslovaquie, et pour transformer la Serbie en Yougoslavie. La Pologne est ressuscitée aux dépens de la Russie, de l'Allemagne et de l'Autriche. La Finlande a été créée aux dépens de la Russie, comme la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie, même si ces trois dernières ont disparu depuis ; mais non pas certes dans une tendance à l'unité mondiale mais par une vulgaire conquête de la part des Russes. Enfin, l'Empire turc s'est vu dissout pour donner place à pas moins de six pays ; à savoir, l'Irak, le Liban, la Syrie, la Palestine, la Transjordanie [1], l'Arabie Saoudite, et l'Égypte.

Depuis 1945, l'Empire hollandais a été détruit afin de créer le nouvel État d'Indonésie. Le grand Empire anglo-indien est également tombé en morceaux pour laisser place aux trois États du Pakistan *[puis du Bangladesh, NdT]*, de l'Inde et de la Birmanie. L'Irlande du Sud a quitté le Commonwealth britannique et s'est constituée en République séparée, et l'Islande s'est séparée du Danemark. Et partout dans le monde, en Inde, en Chine, en Australie, en Afrique du Sud, en Argentine et partout ailleurs, nous assistons à un mouvement prononcé pour l'auto-suffisance économique et l'indépendance en matière de commerce avec l'étranger. Cela dépasse quelque peu ma compréhension que quiconque puisse voir en tout cela un « *énorme développement historique vers une civilisation unifiée mondialement et une organisation politique mondiale unifiée* ».

Mais la capacité des « *internationalistes* » britanniques à s'auto-

1. L'Émirat hachémite de Transjordanie qui exista de 1921 à 1950, NdT

duper est bien établie. Les Socialistes de cette famille se sont laissés à penser depuis de nombreuses années que le monde était fait d'employeurs tyranniques et de masses de travailleurs gémissants, ces derniers n'attendant que l'avènement du Socialisme pour briser leurs chaînes et tomber en sanglotant de joie dans les bras les uns des autres. Et puisque la Russie était déjà socialiste, il s'ensuivit qu'un gouvernement socialiste en Grande-Bretagne permettrait à « *la gauche de parler à la gauche* » et de lever facilement et rapidement tout point de friction entre les deux peuples.

La douleur et la peine dans les cercles socialistes britanniques n'auraient pu être plus élevés quand il fut découvert, après 1945, que la soi-disant gauche en Russie n'avait aucun désir de collaborer avec le gouvernement de M. Attlee [2] ; et qu'en fait, elle considérait la gauche britannique avec une antipathie et une méfiance plus importantes encore que la droite britannique. La racine de ce paradoxe déconcertant réside dans le fait que les socialistes britanniques ont regardé depuis longtemps le monde au travers de lunettes déformantes. Ils n'ont pas considéré les peuples étrangers comme les Russes, les Chinois, les Hindous, les Français ou les Perses, chacun doté de sa propre mentalité et de sa propre vision, mais comme des Britanniques parlant le russe, le chinois, le hindi, le français ou le farsi.

Ainsi un gouvernement mondial n'est-il pas à considérer comme nécessairement désirable en soi. Une organisation mondiale mettrait un immense pouvoir entre les mains des membres de son gouvernement : immense, presque incontestable, d'autant plus que, comme le plaident nombre d'avocats d'un « *monde uni* », toutes les armées nationales seraient abolies, et le pouvoir militaire se verrait réservé à une utilisation par les contrôleurs mondiaux. Ceux-ci, nous dit-on, maintiendraient la paix et l'ordre par l'emploi d'une force de bombardement internationale, qui serait supposément en-

2. chef du Parti travailliste de 1935 à 1955 et Premier ministre du Royaume-Uni de 1945 à 1951, NdT

voyée punir la Grande-Bretagne ou tout autre pays dont les contrôleurs mondiaux estimeraient qu'il nécessite un stimulus de bonne discipline et de subordination ordonnée par le gouvernement suprême mondial.

Aucune raison ne laisse à penser que les gouverneurs mondiaux constitueraient des modèles de bienfaisance vertueuse. Comme en a convenu l'ensemble du monde non-nazi, le pouvoir absolu eut une influence désastreuse en matière de corruptibilité sur Adolf Hitler, malgré l'existence de puissances extérieures bien armées et pour la plupart inamicales, dont il eût été de sa part fort peu avisé d'ignorer les opinions. Et si les choses vont ainsi, la possibilité est évidente qu'un gouvernement mondial, contrôlant toutes les forces armées du monde, pourrait amener à la tyrannie la plus totalement corrompue et la plus démesurée que le monde ait jamais connue.

La pluralité des souverainetés porte en elle des gages importants : l'existence de sanctuaires, où l'on peut se réfugier en cas d'oppression, n'est pas des moindres d'entre eux. En Grande-Bretagne, nous avons eu un goût pour la centralisation du pouvoir à outrance depuis 1945, et ce sont même jusqu'à de nombreux socialistes qui ont découvert à leur consternation que cela amenait aux mêmes conséquences en matière de corruption et de despotisme que cela avait été le cas en Allemagne.

Les partisans d'un monde uni semblent également oublier l'histoire de la Tour de Babel qui, puisqu'il faut la classer parmi les ordres divins, peut être considérée comme une désapprobation divine de la conception d'un gouvernement mondial.

Rien n'aurait pu dépasser la fanfare de propagande qui accompagna la naissance de l'Organisation des Nations Unies. Mais à peine les drapeaux furent-ils hissés, et à peine l'encre des signatures des premiers chèques exonérés d'impôts fut-elle sèche, que les Russes confondirent brutalement le projet de monde uni en séparant l'organisation en deux camps.

L'Organisation Traité Atlantique Nord constitue une reconnaissance de cette division, et une tentative impromptue de consolider

les nations non-communistes en une unité militaire intégrée. Elle peut présenter une certaine utilité comme accord de fortune, mais elle est à considérer avec prudence dans le cadre d'une politique permanente ou semi-permanente, d'autant plus qu'il est peu probable qu'elle promeuve notre objet de *paix pour la plus longue durée possible*. Car la division du monde en deux blocs immenses place la planète en position hautement précaire et fragile. Deux, et seulement deux rivaux, n'ayant d'autre issue à leur antipathie mutuelle que de gronder et s'armer l'un contre l'autre, et n'ayant aucune autre influence à exercer pour se limiter l'une l'autre, présentent le danger continu d'en venir à l'explosion comme soulagement naturel de nerfs mis à rude épreuve. Pour la préservation de la paix, au moins un troisième bloc (et de préférence un plus grand nombre) est urgemment requis, comme dépôt de pouvoir alternatif qui, s'il est assez conséquent pour jouer l'arbitrage entre les deux autres, pourrait agir pour empêcher que leurs animosités ne dégénèrent en violence ; et qui, par sa simple existence, viendrait diminuer également ces animosités en prenant sur lui sa part de suspicion et de défiance.

Du point de vue européen, en outre, l'OTAN est à considérer comme instable, parce que ses racines résident aux USA. Les États-uniens considèrent ouvertement l'OTAN comme un moyen de défendre l'Amérique en Europe, de laisser l'Allemagne de l'Ouest, la France et la Grande-Bretagne supporter le poids d'une guerre Est-Ouest et ainsi laisser le sol américain inviolé de tout conflit entre les ambitions et les peurs américaines et russes. À cet égard, les Américains sont prêts à fournir des armes et de l'argent pour garder des armées européennes amicales sur le terrain contre le communisme militant — un accord face auquel nous autres Britanniques n'avons pas à nous plaindre, puisque nous avons suivi exactement la même politique au temps de Napoléon et avant.

Jusqu'à présent, les États-uniens ont également maintenu des soldats en Europe, et la Maison-Blanche répète régulièrement des assurances de la poursuite de cette politique. Ces assurances pour-

raient, cependant, inspirer une confiance plus importante s'il n'y manquait pas une garantie réelle quant à la participation militaire américaine dans un conflit européen. Dans une telle guerre, les Étas-uniens n'auraient aucun besoin vital de participer. Comme l'Angleterre dans le passé, ils sont gardés par deux océans, et aussi longtemps qu'ils maintiendront une puissance suffisante sur mer et dans les airs, on ne pourra pas les frapper sérieusement. M. Truman, en tant que président, peut n'avoir pas cru à la sûreté du bouclier maritime étasunien, et le président Eisenhower semble partager cet état d'esprit, mais leur vision de ce sujet est sérieusement contestée. Lors de la campagne républicaine de 1952 pour la désignation d'un candidat aux élections présidentielles, le sénateur Taft ne fit pas mystère de sa désapprobation à l'idée de laisser des soldats étasuniens en Europe, et de sa conviction que son pays pourrait se défendre en usant de ses navires et de ses avions ; comme la Grande-Bretagne le fit en 1940-1944, alors que son fossé protecteur ne faisait que 30 kilomètres de large, bien en deçà des 5000 km. Il est donc très risqué pour les Britanniques, les Français ou les Allemands de l'Ouest de supposer pouvoir compter sur le soutien de millions de soldats étasuniens dans une guerre contre le communisme. M. Dulles pourrait facilement menacer de cesser toute aide étasunienne à l'Europe s'il estimait, et pensait que l'Europe estimait, que les USA n'ont pas de nécessité à poursuivre cette aide.

Il existe donc deux raisons de considérer cette OTAN comme un expédient temporaire et rien de plus ; ces deux raisons sont qu'elle milite contre la formation d'un troisième groupe nécessaire à un équilibrage du pouvoir, et que la quille américaine est mal fixée au reste de la coque, et pourrait se dissocier juste au moment où le navire OTAN s'apprêterait à entrer en action.

Qu'en serait-il, donc, de cette Troisième Force dont nous convenions de la nécessité ? Le candidat le plus évident pour ce poste est, bien évidemment, l'Europe. Les principaux lignages raciaux d'Europe présentent des héritages intellectuels, culturels et historiques

qui, de par leurs querelles passées, sont bien plus liés entre eux qu'ils ne le sont avec ceux d'autres régions du monde. On ne peut pas douter qu'eux, ou que certains d'entre eux, pourraient se combiner politiquement sans grande difficulté. Et une telle combinaison ne créerait pas une innovation surprenante, puisqu'elle fut déjà réalisée il y a plus de mille ans. Le Saint Empire Romain d'Otto, dont nous avons fait mention au cours du chapitre 3, constitue un précédent antique plutôt respectable à ce que l'on peut obtenir d'une combinaison européenne, comprenant à l'époque le plus gros de la France et de l'Allemagne, ainsi que la Hollande et la Belgique. L'ancien Saint Empire Romain constitue donc un programme tout prêt, complet avec les adjonctions de la tradition et de la romance historique, pour un Empire européen des temps présents.

Une combinaison franco-allemande devrait présenter moins de difficultés que l'on ne pourrait le penser. Des Allemands ayant récemment voyagé en France signalent l'immense bonne volonté dont font preuve envers eux les Français normaux, et sont convaincus de l'existence d'un sentiment poussant à la réconciliation avec leurs voisins allemands. Les mêmes Allemands mentionnent des visites amicales dans des garages automobiles de campagne et des cafés par des Français, qui, si l'on en croit les procureurs de Nuremberg avaient été amenés aux travaux forcés en Allemagne durant la guerre, mais qui reviennent à présent voir les amis qu'ils se sont faits en Allemagne au temps de leur esclavage. Et quelque publicité a également été faite récemment au cas d'un Français de Bordeaux qui fait des économies tous les mois en vue d'aller rendre visite au patron pour qui il travaillait à l'époque en Allemagne. Ce type d'incidents n'indique pas une haine tenace de l'Allemand par les Français de la rue. De fait, M. Jean Giono, lors de son interview avec M. Warwick Charlton dont nous avons parlé en page 157, mentionnait que la « *haine* » du peuple français « *envers les Allemands s'est à présent tournée vers les étrangers parlant l'anglais* ».

Mais les hommes politiques français persistent, comme ils le firent avant 1939, dans un désir de maintenir l'Allemagne vers le

bas, à la garder militairement faible pour que la France reste en sécurité. Ils ont fait et continuent de faire toutes les tentatives pour créer une armée européenne dans laquelle les Allemands de l'Ouest auront une part, mais une part inférieure. Les propositions françaises parlent d'une défense européenne dans laquelle les contingents français et pro-français dépassent largement les Allemands en nombre, et dans laquelle les unités allemandes se verraient commandées par d'autres nationalités, et ne seraient pas autorisées à rester groupées en grandes formations homogènes.

Il s'agit d'une attitude qui démontre que l'incapacité à s'instruire de l'expérience ne fut pas un privilège des Bourbons. Les hommes politiques français devraient savoir à présent que la répression sécuritaire de rivaux plus forts ne fonctionne pas. L'expédient fut tenté après 1918, et fut un échec. Il échoua parce qu'il était voué à l'échec, car opposé à l'ordre naturel des choses. Ce fut la tentative désespérée des Français de maintenir l'Allemagne désarmée à perpétuité qui, plus que toute autre chose, amena Hitler au pouvoir et produisit la grande explosion de 1939, qui faillit bien détruire la civilisation européenne.

La tentative française présente d'assurer la sécurité par des moyens plus dérobés, mais similaires, conduira inévitablement les événements dans la même direction que précédemment, et ce pour les mêmes raisons évidentes. Les Allemands, dont l'unification reçut son impulsion première et principale du fait des actions de Napoléon 1er, constituent à présent une seule nation, plus grande en nombre que les Français, plus martiale, plus efficace, travaillant plus dur, et plus coopérative sur le plan intérieur. Napoléon 1er est mort, et ses gloires militaires ont été enterrées avec lui. Le temps a passé et a laissé les Français en arrière ; comme, de manière assez semblable, il a également laissé les Britanniques en arrière.

S'il leur reste une once de sagesse, les hommes politiques français doivent comprendre que la seule solution sensée à leur problème est que la France remplisse le vide centre-européen à son propre bénéfice en enterrant complètement la hache de guerre avec

l'Allemagne, et en faisant l'accord le plus proche possible avec l'Allemagne de l'Ouest pour une sécurité mutuelle contre la menace de l'Est. La sécurité française vis-à-vis de l'Allemagne devrait dépendre de l'amitié en lien et place de la répression. Mais les Français cherchent l'impossible. Ils veulent une Allemagne assez forte pour tenir les Russes à distance, mais assez faible pour ne pas causer de tremblements en France ; deux choses qui sont incompatibles entre elles.

Chapitre 16

La Grande-Bretagne et l'avenir proche

Quelle est l'attitude britannique vis-à-vis de ces problèmes ? Elle est, dans les faits, très hésitante et contuse. L'an dernier, on a assisté à de nombreux plaidoyers pour une fédération d'Europe, et les hommes politiques britanniques des deux partis semblaient tous vouloir soutenir l'idée, chacun voulant en faire plus que les autres en ce sens. Pourtant, au moment même où l'idée commençait à prendre forme, avec la coopération des pays d'Europe occidentale, la Grande-Bretagne commença à reculer et à déclarer que là n'étaient pas ses affaires.

La timidité britannique s'explique sans doute en partie par l'influence de ceux qui jugent préférable que la Grande-Bretagne se rattache au bloc du Commonwealth plutôt qu'à quelque combinaison européenne. Il ne relève pas du présent ouvrage de discuter la formation d'un bloc économique avec les pays du Commonwealth. Mais la Grande-Bretagne ne pourra pas constituer un bloc stratégique avec ces pays. Les pays constituant le Commonwealth sont bien trop dispersés sur le globe pour se trouver en mesure de s'ac-

corder les uns aux autres un soutien militaire efficace. Il faudrait des mois pour que l'Australie puisse envoyer des soldats vers la Grande-Bretagne, et vice versa ; et la guerre a pour habitude de bouger plus rapidement que cela.

Il est exact que la Grande-Bretagne n'a pas encore perdu sa capacité à se protéger par elle-même des attaques, comme l'ont démontré les années 1940 et 1941, et ce malgré les prophéties d'avant-guerre qui annonçaient le contraire de manière macabre. Mais il manque quelque chose si nous voulons atteindre notre objet de *paix pour une durée aussi longue que possible*. Il nous manque une unité stratégique, dont la Grande-Bretagne fasse partie, et qui soit assez forte pour décourager les deux autres puissances majeures de s'essayer à la défier militairement. L'existence d'une telle unité postule un groupe de nations compact, présentant une force agrégée appropriée, et à proximité l'une de l'autre, afin que cette force puisse être déployée rapidement.

C'est en Europe que la Grande-Bretagne doit rechercher ses associés pour la création d'un tel groupe. C'est de la direction européenne que les menaces les plus importantes pour sa sécurité ont précédemment émané, et c'est de là que les menaces futures viendront probablement, et c'est donc dans cette région qu'elle doit rechercher ses frères d'armes.

Cette question n'implique pas de loyauté ou de déloyauté envers les nations du Commonwealth. Il s'agit purement d'une question de géographie. Les Australiens et les Néo-zélandais ont agi de cette manière exacte dans leur propre région du Pacifique, en nouant un pacte avec les États-Unis dont la Grande-Bretagne est exclue. Les plaintes que l'on a entendues à ce sujet au Royaume-Uni, exigeant que l'Empire donne son accord quant à cette exclusion, sont malvenues. Depuis 20 ans, entre 1921 et 1941, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont compté sur les assurances de secours britanniques en cas de problème. Mais quand les problèmes sont survenus, la Grande-Bretagne a sévèrement failli à ces assurances ; alors même que ces deux pays, au cours de la même crise, embarrassaient

les Britanniques en insistant, et ce non sans raison, pour retirer leurs armées de la Méditerranée pour assurer la défense de leurs propres territoires. Le danger qui est à nos portes a toujours priorité sur le danger lointain. Que l'Australie et la Nouvelle-Zélande concluent des accords de défense avec une autre puissance blanche dans le Pacifique s'apparente donc au plus élémentaire réalisme, et les Britanniques, au lieu de marmonner des reproches, feraient bien mieux de suivre leur exemple à domicile [1]. Et le renforcement de la position stratégique britannique en Europe ne devrait pas nuire à la position du Commonwealth. Au contraire, la probabilité de voir les possessions de l'Empire appelées aux sacrifices au bénéfice de la Grande-Bretagne devrait s'en voir réduite, et ils pourraient toujours adhérer, s'ils le souhaitent, à quelque groupe stratégique plus large sur lequel la Grande-Bretagne pourrait s'aligner elle-même.

Il s'ensuit que la Grande-Bretagne devrait mettre tout son poids dans la « *Troisième Force* » européenne, dont nous avons établi l'importance au chapitre dernier. Mais malgré certains gestes du gouvernement britannique dans cette direction, la démarche n'en est restée que tiède. Au moment où ces lignes sont écrites, le Royaume-Uni refuse de rejoindre le projet d'Armée Européenne, et se confine à promettre une assistance limitée à cette armée, assurée de manière indépendante.

Par ailleurs, pour autant que l'on puisse en juger au vu de la manière semi-voilée dont les négociations sur la défense européenne sont conduites, le gouvernement britannique semble soutenir au moins certains aspects de la doctrine française, qui vise à maintenir des protections face à l'Allemagne en même temps que face à la Russie, et soutenir sans réserve l'idée que si les Allemands de l'Ouest doivent contribuer à la défense de l'Europe occidentale, leur rôle doit pour autant rester celui de subordonnés.

1. Le refus catégorique de la part des USA d'intégrer la Grande-Bretagne au Conseil ANZUS, malgré l'existence de ses intérêts en Malaisie, à Hong Kong et à Bornéo, constitue une toute autre affaire

Ces attitudes sont, du point de vue de l'auteur, tout à fait incohérentes avec une réelle habilité politique. Si la menace russe est aussi grave qu'on l'entend et que l'on semble le constater, l'Angleterre, comme la France, ne peuvent se permettre de réserves d'aucune sorte quant à l'organisation des mesures de sécurité. Quand on doit choisir un ami pour prendre un virage serré, on ne choisit pas, si l'on a le moindre sens commun, le plus faible possible, ni quelqu'un faisant marque d'un mauvais état de santé. Les Français constituent, en tant qu'alliés, une proposition indifférente. Ils furent, pour ce qui concerne la première guerre mondiale, plutôt un handicap qu'un atout. Ils n'ont pas duré bien longtemps dans la seconde guerre mondiale. Et la valeur d'une alliance avec la France apparaît de fait bien faible de nos jours. Il existe, bien sûr, les plus petites nations, mais celles-ci souffriront toujours militairement des défaillances inhérentes à leur taille.

S'il nous faut réellement des amis fiables dans la matière de garder les Russes à distance, l'Allemagne est assez évidemment le premier endroit où aller les chercher. Les Allemands sont les combattants les plus âpres d'Europe. Ils sont nos alliés traditionnels, aux côtés desquels nous nous sommes battus tout au long du XVIIIème siècle. Nous avons été amis avec eux tout au long du XIXème siècle, après avoir partagé avec eux le gros de la tâche du renversement de Napoléon en 1815. Ce n'est qu'au XXème siècle que les choses se sont gâtées entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et même là, les différends ne furent pas réellement entre Britanniques et Allemands. Le général Sir Charles Harington, alors qu'il était gouverneur de Gibraltar, a remarqué comment les Allemands et les Anglais ordinaires s'entendaient tout à fait bien entre eux dès lors qu'ils se rencontraient en des conditions normales. Pour décrire la visite du cuirassé de poche allemand *Deutschland* à Gibraltar, avec des blessés à bord, lors de la Guerre d'Espagne, le général écrivit :

> *...voilà qu'arrivaient nos marins du* H.M.S. Hood *et*

> *ceux du* Deutschland *la main dans la main, la plus grande des réconciliations, ils jouaient au football, visitaient des cafés et des cinémas ensemble. Nos marins se comportent ainsi avec les Allemands, envers qui ils ont le plus grand respect, et avec personne d'autre*[2].

Pourtant, chaque proposition invitant à la coopération des Allemands dans la défense de l'occident de manière extensive se heurte depuis des années à des gémissements d'appréhensions, ou à des grognements de dégoût de la part de tous ceux en Grande-Bretagne dont les esprits restent dominés par la haine et la propagande de peur remontant aux années de guerre. Dans les discours et les articles de presse, les nerveux font transpirer la peur qu'une nouvelle armée allemande, même si celle-ci est recrutée initialement en soutien à l'Ouest, ne se retourne contre lui plus tard. Un homme politique socialiste de premier plan s'est même permis de décrire le réarmement allemand, quel qu'il soit, comme « *une étape irrévocable sur la route qui fera de la terre un enfer* », une opinion que Wellington aurait trouvée très bizarre. Il existe bien sûr un risque dans la renaissance de l'armée allemande. Mais vouloir mener à bien quelque projet important sans prendre aucun risque n'est qu'un vain et futile espoir. Certaines choses, comme le déclara Nelson avant Trafalgar, doivent être laissées au hasard.

Il est fort possible que l'engouement moderne pour une sécurité à vie ait tellement imprégné la population britannique qu'existe désormais une résistance automatique à la prise de risque quel qu'il soit. De là, quand se présente le problème de savoir s'il faut craindre davantage les Russes ou les Allemands, une tendance marquée à le traiter, comme les Français le font, en ayant aussi peur de l'un que de l'autre. Mais il s'agit d'une tendance fatale, car si les Britanniques d'aujourd'hui ne peuvent pas devenir amis de la Russie, ils ne peuvent pas se permettre de n'être pas amis de l'Allemagne.

2. *Tim Harington Looks Back* — John Murray, p. 197.

L'attitude de réserve envers les Allemands qui est encore par trop commune en Angleterre s'accorde très bien avec la description méprisante de Napoléon d'un Conseil de Guerre, dont il écrivit :

> *Les mêmes conséquences qui s'attachent habituellement aux longues discussions et aux longs conseils de guerre continueront de le faire. Ces discussions et ces conseils se finiront par l'adoption de la pire mesure, qui en guerre est toujours la plus timide, ou, si vous voulez, la plus prudente. La seule vraie sagesse pour un général, c'est un courage déterminé.*

Ou, pourrait-on ajouter, pour un Secrétaire aux Affaires Étrangères. Le pays qui craint trop de prendre des risques dans ses choix d'amitiés finira sans ami aucun, ou sans ami de quelque valeur. Les étudiants en histoire navale, contemplant les tergiversations politiques tortueuses des années récentes pour créer une armée allemande hors d'un contrôle allemand, se rappelleront la scène de la cabine du *London*, lors du conseil de guerre précédent la bataille de Copenhague, où Nelson se levait et se rasseyait en déclarant que « *le chemin le plus audacieux est le plus sûr, tenez-vous-en à lui* » dans une tentative frénétique d'obtenir une action décisive de la part d'un Commandeur en chef faible et hésitant.

Mais si nous voulons des Allemands comme alliés loyaux, il est très futile de les traiter comme des criminels condamnés. Au lieu de cela, nous devons en faire nos amis, ce qui implique de leur accorder une égalité complète et absolue de statut, et mettre à bas toutes les sources de frictions, d'ennui et de ressentiment. Et pour commencer, une amnistie envers les soi-disant criminels de guerre allemands ne saurait venir trop vite. L'emprisonnement continu d'officiers allemands constitue l'un des principaux obstacles à une association volontaire des ressources combattantes d'Allemagne avec une défense occidentale [3].

3. Une résolution récente de divers services allemands des armées et d'associations d'ex-affiliés à ces services est portée en annexe 3

Tous les Allemands qui combattirent lors de la dernière guerre considèrent les lourdes condamnations de leurs officiers supérieurs non seulement comme des injustices monstrueuses en soi, mais aussi comme des insultes intolérables à l'égard de l'honneur professionnel des services armés allemands. Ils considèrent la suite des procès de Nuremberg comme des marqueurs d'hypocrisie de notre temps, et tel est exactement le cas. Et pour établir ce fait sans ergoter, et sans devoir en chercher d'autre preuve, il suffit de mentionner que les Étasuniens, avec l'accord des Britanniques, détruisirent 80 000 hommes, femmes et enfants sans méfiance à Hiroshima (et plus encore à Nagasaki), en usant de la terrible arme atomique, pour immédiatement se retourner majestueusement vers le jugement des dirigeants allemands pour « *crimes contre l'humanité* ». Rien que pour cela, il ne faut guère s'étonner si les Allemands nous considèrent comme des fumistes de classe olympique.

Et les Français doivent rendre la Sarre, sur laquelle les dernières élections truquées ne leur donne aucun droit honnête, et qu'ils n'ont pu soustraire à l'Allemagne, non pas en la combattant par eux-mêmes, mais que parce que celle-ci a été vaincue par une combinaison de trois des plus grandes puissances mondiales. Les Français ont subtilement inventé l'argument qui veut que l'Allemagne devrait partager certains de ses actifs matériels avec d'autres nations voisines « *pour le bien de l'Europe* ». Cet argument ne s'applique pas à l'Allemagne seule. Quand les Allemands occupaient la France, ils estimaient que l'agriculture française pourrait se voir étendue si plus de travail et de meilleures méthodes étaient mis en œuvre. Un accompagnement approprié d'une « *mise en commun* » du charbon et de l'acier allemands pourrait donc donner lieu à un établissement sur le sol français de certains réfugiés Est-allemands, pour accroître la production de nourriture dans les campagnes françaises, au bénéfice général de l'Europe occidentale.

Ces actions de restitution et de conciliation sont urgents. Dans les années 1920 et au début des années 1930, les procrastinateurs politiques ne faisaient que reporter d'année en année par leurs dis-

cours stériles et sans fin toute décision quant à l'Allemagne. Cela dura si longtemps, sans que rien n'en sortît jamais, que les Allemands perdirent patience et prirent le sujet à bras le corps. Il ne fait guère de doute que les Allemands recommencent à présent à perdre patience. Pendant que nous débattons sans fin quant au niveau de liberté dont ils pourraient disposer, les probabilités qu'ils aillent saisir leur liberté d'une façon qui nous déplaira ne font qu'augmenter.

Si les Français ne finissent pas par mettre de côté leurs griefs contre l'Allemagne (qui ne sont en réalité pas plus grands que les griefs allemands contre la France) et par coopérer au plus près d'elle pour organiser une « *Troisième Force* » européenne, la Grande-Bretagne devrait conclure un pacte indépendant avec les Allemands. Mais un accord triangulaire impliquant la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne de l'Ouest est préférable, car plus en phase avec les réalités intelligibles. Ces trois pays constituent les citadelles du pouvoir en Europe, et s'ils parvenaient à un accord, 80% du travail serait fait.

En supposant que ces trois pays puissent réussir à se combiner stratégiquement, la question suivante est, devraient-ils conserver leur indépendance politique, ou fusionner politiquement en un seul pays ? Je cantonne cette question à ces trois citadelles de pouvoir parce qu'à mon avis, il n'y a pas de temps à perdre à essayer de monter un système parfait et inclusif. La Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest et la France devraient être capables de parvenir à un accord fondateur entre elles plus facilement, sur une base tripartite, que via un projet plus général visant à établir un système intégrant d'autres pays, grands ou petits, dans les détails. Une fois la citadelle centrale bien établie, l'adhérence des pays périphériques devrait être assez facile à obtenir, du moins pour ceux qui souhaiteront y adhérer.

Peut-être que certains ne le voudront pas. Il existe, après tout, de nombreux États fragmentés sur le continent américain, dominé qu'il est par les USA.

La réponse à la question ci-dessus quant aux alliances indépendantes ou aux combinaisons politiques doit être recherchée en relation avec notre *objet*, qui est la recherche d'une paix durable. Sous cet angle, Il ne fait guère de doute que la bonne solution soit une union politique. Une alliance militaire d'États souverains peut répondre à une urgence particulière, mais toute l'histoire, y compris l'histoire récente, montre que de telles alliances ne durent pas longtemps après l'urgence en question. Donc, une armée européenne, composée de contingents nationaux de pays séparés, tendrait à la désintégration dès que la menace russe deviendrait ou semblerait devenir moins urgente. Ou elle pourrait se désintégrer, avant même cela, du fait de jalousies internes. Une armée européenne montée par six ou neuf gouvernements séparés serait équivalente à un navire comportant trois, six ou neufs capitaines, desquels on peut escompter que tôt ou tard ils intriguent les uns contre les autres pour récupérer une plus grande part de pouvoir, pour se débarrasser d'une part de travail, ou pour toute autre raison.

Et ces dangers ne peuvent pas être évités par l'emploi d'un Commandant suprême non plus. Il ne constitue pas réellement le capitaine du navire, mais commande plutôt une section entière de l'équipage, cependant que les autres peuvent retourner à terre sans sa permission, en obéissant à quelqu'un d'autre. Le facteur déterminant est celui de la responsabilité. Dans une Société des Nations, une Organisation des Nations Unies, une OTAN, ou une autre armée similaire, la responsabilité ultime revient non pas au Commandant, pour suprême qu'il soit, ou à quelque directoire ou comité supranational, mais aux contribuables qui payent l'armée et sont donc en position de dire, au travers de leur gouvernement national, comment leur armée doit être utilisée. Aux premiers éclats de la guerre de Corée, les divers ensembles de contribuables tendirent à négliger cette caractéristique de l'armée de l'ONU par enthousiasme pour le fait qu'existe enfin une organisation internationale « *dotée de dents* ». Mais quand les molaires eurent échoué à broyer l'adversaire, ceux qui avaient financé et fourni les contingents de

troupes à l'ONU affûtèrent peu à peu leur conscience quant au fait qu'ils étaient les propriétaires de ces moyens.

Une paix à long terme dépend d'une force militaire à long terme, et cela exige une unité de contrôle, qui ne peut s'obtenir que par amalgamation. L'Empire romain put se maintenir inviolé pendant des centaines d'années parce que les légions romaines, bien qu'elles provinssent de nombreuses races différentes, obéissaient toutes à une autorité unique, et restaient sans égal en matière de force et d'efficacité ; et quand Rome tomba, ce fut en premier chef par décrépitude interne. Les deux pays les plus sécurisés du monde aujourd'hui sont les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Ils sont plus sécurisés que tout autre précisément du fait qu'ils sont plus forts ; et ils sont plus forts du fait qu'ils sont chacun politiquement unifiés et autonomes stratégiquement. Séparez les 48 États de l'Union Nord-américaine en pays indépendants, et ils se retrouveront instantanément en danger aigu.

Ainsi, et à moins que nous ne puissions inciter les USA et la Russie à entreprendre une sous-division en un nombre de souverainetés plus petites et séparées — chose peu probable — notre objectif de paix à long terme appelle à ce que la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne de l'Ouest unissent leurs efforts politiquement. Elles pourraient ce faire en fusionnant, ou en établissant une fédération interétatique. Il s'agit d'une affaire de goûts. Les prérequis importants sont qu'une forme d'union, et qu'une unité politique en matière de politique étrangère et de défense soient établies.

Les mêmes considérations amènent à évaluer qu'une combinaison anglo-européenne est préférable à une association anglo-étasunienne. Pour les Américains, cette dernière constitue une commodité passagère, mais pas un élément de première nécessité. Si quelque événement venait réduire le danger posé par la Russie, les États-Unis n'auraient soudainement plus tant besoin de la Grande-Bretagne que cela, et celle-ci pourrait être laissée à la dérive. Mais une jonction entre la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne de

l'Ouest disposerait d'une stabilité découlant de leur intérêt commun à rester en association permanente, si elles désirent conserver leur indépendance et exercer sur le monde l'influence à laquelle leurs talents et leurs caractères les prédisposent. Ni la Grande-Bretagne, ni l'Allemagne, ni la France ne peuvent plus constituer de grandes puissances sans la collaboration des deux autres. Les États-Unis constituent déjà une grande puissance, avec ou sans le soutien britannique ou européen. La Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne constituent chacune des puissances secondaires, et ne peuvent reprendre une position de premier rang qu'en partenariat.

C'est chose d'un intérêt considérable que Hitler, un Européen, adopta une vision plus large et plus sympathique de l'Empire britannique que ne le fit le président Roosevelt, un Américain. Nous avons déjà mentionné les preuves apparemment convaincantes que le dictateur allemand, non seulement ne voulait pas s'en prendre à l'Empire, mais le considérait comme une institution bénéfique au monde, qui devait être préservée. Nous sommes toutefois débiteurs du livre de M. Elliott Roosevelt sur les conversations tenues par son père pendant la guerre, dont le fils fut témoin, et qui rapporte que le président avait une vision opposée et travailla sans relâche à soutenir sa vision [4]. Nous nous retrouvons donc face à l'incroyable paradoxe qui suit : c'est le principal ennemi de la Grande-Bretagne qui voulait que son Empire continuât d'être, alors que son principal allié, les États-Unis, était déterminé à le briser.

La politique consistant à garder la Grande-Bretagne hors de l'organisation de l'armée européenne et hors des combinaisons politiques européennes semble ne prendre aucun compte des changements de conditions au niveau mondial. Il était tenable pour la Grande-Bretagne de se tenir à distance de l'Europe au XIXème siècle ; car à cette époque l'expansion commerciale outre-mer s'offrait à elle, du fait d'une part de l'état de sous-développement du globe et, d'autre part, du fait que la Grande-Bretagne disposait à

4. *As He Saw It*, Duell, Sloan & Pearce, N.Y., p. 25

l'époque de la Marine la plus puissante et de la position géographique privilégiée vis-à-vis de ses rivaux principaux pour en faire usage. À présent, au cœur du XXème siècle, ces conditions favorables à une politique extra-européenne ont largement disparu. Les marchés mondiaux pour le commerce britannique n'offrent plus de perspectives de croissance infinie, et la Grande-Bretagne a perdu non seulement ses considérables investissements à l'étranger, mais également son atout principal permettant l'exploitation des marchés qui existent — sa puissance maritime supérieure. La marine britannique n'est plus la première du monde, mais la deuxième. Stratégiquement, elle profite de ses marchés outre-mer par la permission que lui en accordent les États-Unis.

En l'état des choses, il apparaît à mes yeux comme pure folie que la Grande-Bretagne soutienne le principe d'une Europe unifiée dont elle ne serait pas un partenaire plein et entier. Car si une telle unification devait s'accomplir, la Grande-Bretagne jouerait le rôle d'État tampon affaibli entre les deux agrégats de pouvoir représentés par les États-Unis d'Europe et d'Amérique ; une sorte d'Alsace-Lorraine insulaire dont la possession se verrait presque certainement disputée par les deux géants.

Par ailleurs, si la Grande-Bretagne veut vraiment que l'Europe réussisse comme nouveau groupe de pouvoir, elle a une contribution indispensable à apporter à cette construction. Elle doit utiliser sa flotte pour garder les eaux européennes sécurisées, au bénéfice de l'Europe. Cela fait deux siècles qu'elle fait le contraire. Chaque tentative d'unifier l'Europe, de Louis XIV à Adolf Hitler, a été déjouée par la pression hostile de la puissance maritime britannique. Si, à présent, la frustration doit se transformer en promotion, le rôle de la Marine britannique doit changer lui aussi. Elle doit se transformer, d'assiégeant de l'Europe, en son gardien maritime.

Une union anglo-franco-allemande pourrait, j'ai la faiblesse de le croire, constituer un remède, et le seul remède probable, à certaines maladies qui continuent aujourd'hui d'affecter les trois partenaires possibles. Pour la Grande-Bretagne, elle permettrait de retirer ra-

pidement la croissance interne de l'occupation militaire par une puissance étrangère, qui pourrait se révéler constituer une tumeur maligne. Pour la France, il pourrait s'agir de soigner la névrose du danger allemand, et paver la route d'un retour à la santé et d'un rajeunissement national. Et, pour l'Allemagne, elle offre sans doute la meilleure chance d'une solution au problème de division nationale entre le communisme et l'occident. Les Allemands, dans leur cœur, sont des occidentaux, pas des partisans des Russes, et seul un rude traitement par les nations de l'Atlantique pourrait les faire se tourner vers l'Est. Une ferme union de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne de l'Ouest, sous les termes d'un partenariat à égalité absolue, devrait constituer un aimant d'une force suffisante pour que les Allemands de l'Est s'emparent de la première occasion pour revenir à leur place aux côtés de leurs compatriotes de l'Ouest, et devrait rendre toute tentative russe d'utiliser l'armée d'Allemagne de l'Est contre l'Ouest trop risquée pour être envisageable.

J'ai, par ailleurs, le fort sentiment que la marche des événements en Grande-Bretagne a introduit des altérations subtiles dans la psychologie nationale ; en particulier, il semble que nous avons passé un point de surpeuplement qui génère une forme de claustrophobie collective. Pour leur santé mentale, les Anglais ont toujours eu besoin d'une vie au grand air, de beaucoup d'espace, et d'une liberté relative de vivre leur propre vie à leur propre manière. Ces conditions ont largement disparu à présent. Les Anglais se voient compressés dans des villes industrielles, coupés de la nature, subissent les exigences d'une discipline croissante, dont l'épouvantail récemment établi de la conscription et la menace récurrente d'une direction du travail, et ce alors que la plupart d'entre eux se voient forcés de payer un tribut à quelque organisation qu'ils n'apprécient pas forcément, pour pouvoir trouver du travail. Un terrible dilemme guette la population en croissance d'un pays qui n'a pas les moyens de se nourrir, qui construit de plus en plus d'habitations en réduisant à mesure ses capacités agricoles, et qui dépend de plus en

plus de marchés étrangers perfides pour nourrir cette population. Il existe des raisons de penser que la petite île étroite de Grande-Bretagne est devenue trop étroite, et que s'ensuit une aspiration instinctive à une expansion vers de nouveaux horizons physiques, spirituels et politiques. Rares sont les restrictions d'après-guerre plus ennuyeuses et plus détestées que celles que subit le peuple britannique, et que la perspective d'un voyage vers l'Europe ne soulage pas, loin de l'Angleterre des règles, des régulations, des rations, et des villes satellites.

Nul doute que l'instinct populaire s'en voit affecté, même inconsciemment, du fait du développement actuel de cette génération — la rupture de l'Empire britannique. Sous la première Reine Elizabeth, l'Anglais maritime s'embarquait à l'aventure sur les mers pour chercher la fortune, avec pour résultat que le drapeau de la Grande-Bretagne flotta sur tous les continents du globe. À présent, quatre siècles plus tard, et sous la seconde reine Elizabeth, ce processus s'est inversé. Le drapeau a été retiré de chaque partie du monde où il flottait, une à une, et le spectre de l'Empire a été livré à d'autres mains. L'Inde, la Birmanie, et Ceylan nous ont quittés. La Malaisie s'est vue promettre son indépendance, et des fâcheux britanniques sont à l'œuvre dans les territoires britanniques de l'Afrique pour fomenter un nouveau *Tea Party* de Boston, cependant que les territoires déjà indépendants perdent de plus en plus leurs liens avec la Patrie Mère, et transfèrent leurs affections dans d'autres directions.

Les Britanniques indigènes, même si je pense qu'ils ne s'en rendent pas encore compte, se voient peu à peu forcés de procéder à un examen minutieux de leur proximité immédiate. Ils ne peuvent plus chercher le salut au-delà des mers, et doivent le trouver à portée de main ; c'est-à-dire, sur le continent d'Europe.

Chapitre 17

Conclusions

Nous allons à présent résumer nos principales conclusions. Pour commencer, supposer que la guerre puisse être bannie du monde constitue une illusion dangereuse. Des problèmes existent entre les nations qui ne parviennent à aucune solution hors d'un défi par la force, tel le différend franco-prussien de 1870 : les deux parties estimèrent pouvoir s'emparer du même objet, la direction de l'Europe, par la force — et l'une d'entre elles s'avéra avoir tort.

Le monde connaît un état de changement permanent. À l'instar des individus et des familles, les nations et les Empires croissent en importance, et connaissent également le déclin ; et quand l'un de ces processus se produit, il semble n'exister d'autre moyen permettant l'expansion dans le premier cas, et la répartition des héritages dans le second, que ce qu'on appelle la politique de puissance ; ou, pour le dire de manière plus brutale, la puissance du glaive, qui donne raison au plus fort. Bien que les Juifs se soient vus accorder un pays par vote des Nations Unies, ils ont dû se battre pour le garder, et ils n'ont peut-être pas fini de se battre. Et parmi les nombreuses causes derrière la première guerre mondiale, l'une des plus fondamentales était le déclin graduel de l'Empire ottoman, qui ouvrit une porte de

plus en plus large aux ambitions de compétitions parmi les Slaves des Balkans, les Russes, et les Autrichiens. Le mouvement yougoslave des premières années du XXème siècle constitua la résultante naturelle de l'affaiblissement des Turcs, dont les propres invasions antérieures du Sud-Est de l'Europe avaient elles-mêmes fait suite à l'affaiblissement de l'Empire Romain d'Orient. Il s'ensuit que les suppositions induites derrière l'attitude de l'Organisation des Nations Unies en condamnation d'agressions — voulant que le monde puisse rester perpétuellement stabilisé sur la base de l'instant politique actuel — s'apparente à vouloir commander au soleil de rester sans bouger dans les cieux.

Mais quoique les guerres apparaissent nécessaires, il est regrettable de les rendre plus sauvages, plus fréquentes, et plus universelles que ne l'impose la nécessité, et c'est clairement cela qui s'est produit au XXème siècle. Quel fut le problème de ces guerres récentes ? Premièrement, la conception fausse, mais très répandue, de l'objectif de ces guerres. L'idée moderne, manifestée au cours de deux occasions majeures, qui veut qu'une fois qu'une guerre est commencée, elle doit embrigader le monde entier et se poursuivre jusqu'à ce qu'un des camps soit totalement battu ; appeler cela une victoire est aussi fantastique que considérer qu'un procès, quel qu'il soit, devrait être plaidé jusqu'à la ruine totale d'un des plaideurs. Où est la victoire que les Britanniques sont déclarés avoir remportée sur l'Allemagne ? Quel bien leur en est-il que le militarisme allemand ait été renversé, alors qu'eux-mêmes se retrouvent désormais soumis à la conscription militaire en temps de paix, chose inédite dans notre histoire hormis quelques mois de 1939 ; quel bien cela leur fait-il que des soldats britanniques occupent l'Allemagne, pendant que, et ces soldats le reconnaissent eux-mêmes, les Allemands les considèrent avec mépris ? Le peuple allemand est bien mieux nourri actuellement que la population intérieure des Britanniques victorieux, et l'économie allemande réalise d'importants progrès vers une totale restauration. Une victoire fort limitée, comme M. Churchill aurait pu le dire face au Sénat étasunien, s'il avait été

plus clairvoyant.

La victoire de l'Amérique est-elle plus impressionnante ? Guère plus. Elle est forcée de maintenir une présence militaire bien plus onéreuse qu'avant la guerre pour la défaite de l'Allemagne, et son peuple se voit taxé fortement pour subventionner les armements d'Europe de l'Ouest. Et pourquoi ? Précisément parce que la politique de reddition inconditionnelle de l'Allemagne, menée par son président Roosevelt, a créé un vide militaire en Europe Centrale, que le président n'a pas anticipé, alors qu'il aurait pu le faire. La victoire totale s'est avérée constituer un triomphe du vide pour la Grande-Bretagne comme pour les USA.

Ces conséquences lamentablement insatisfaisantes d'une guerre apparemment réussie sont attribuables à une cause principale — la partialité prononcée des politiciens des démocraties consistant à baser la stratégie militaire sur des slogans oratoires, au lieu de principes établis formulés par les experts. Ces politiciens, en temps de guerre, semblent fort peu — voire jamais — se poser les questions clés : Quel est exactement notre objet politique ? S'agit-il d'un objet convenable, à la lumière de l'histoire ? Est-il atteignable ? Disposons-nous des ressources pour l'atteindre ?

L'*objet* britannique de la dernière guerre fut mal choisi dès le départ, et il fut au-delà des forces du pays aussi bien avant qu'après que M. Churchill devienne premier ministre. Et l'objet commun du président Roosevelt et de M. Churchill, visant la reddition sans conditions, était erroné, aucun de ces deux hommes ne disposant d'une vision allant au-delà de la victoire militaire. Le point le plus proche qu'ils réussirent à atteindre de celui d'un objet politique, l'extirpation de la tyrannie nazie, était bancal, car incapable de porter autre chose qu'une réussite temporaire, et il constituait une ingérence dans les affaires intérieures des Allemands, sur lesquelles les démocraties n'avaient aucun mandat légitime. Son manque fondamental de sagesse a été encore souligné récemment quand, pour justifier une garantie au maréchal Tito, tyrannique et communiste, les autorités britanniques ont été contraintes de déclarer que désap-

prouver le système politique intérieur d'un autre pays n'empêchait pas de conclure des accords avec ce pays.

La reddition sans conditions est un objet militaire solide, pourvu que l'objet politique soit l'annihilation ou la conquête permanente. Mais si l'ennemi du moment doit être considéré comme voisin une fois la guerre terminée, l'opportunité de sa reddition sans conditions porte beaucoup plus à caution. Car la reddition sans condition n'est pas uniquement immensément humiliante en soi, elle laisse le vaincu ouvert aux plus sévères traitements choisis par les vainqueurs, qui, après avoir mis à bas un ennemi puissant, semblent de nos jours absolument adonnés à la pratique de le tenir en infériorité pour une durée indéfinie. La nation vaincue se voit ainsi offerte une incitation de premier ordre à récupérer sa liberté, son indépendance, et à retourner le jeu face à ses conquérants dès que possible, et dans le sang si nécessaire. La première chose essentielle, si vous désirez vivre en paix et amitié avec une nation, est de ne pas s'attaquer à son amour-propre. Plus un peuple se retrouve soumis au bon vouloir de ses ennemis, plus profond et durable en sera son ressentiment, et plus forte sera sa réaction finale. L'admission forcée de l'Allemagne à sa culpabilité dans le traité de Versailles aurait déjà constitué une bévue politique de taille si elle avait été fondée ; et elle ne l'était pas. Les procès de Nuremberg furent une autre bévue, plus importante encore.

Donc, pour traiter avec un ennemi qui constitue l'une des nations les plus importantes du monde, la reddition sans condition est un *objet* à approcher avec défiance, et à manier avec modération et générosité, et une paix négociée est généralement préférable. Même à l'égard d'un pays secondaire comme le Danemark, Nelson (qui, de tous les hommes, n'est pas le premier qu'il faudrait qualifier de pacificateur ou de dorloteur) déploya tous ses moyens pour rechercher cette dernière solution lors de la bataille de Copenhague de 1801, envoyant à terre un message de conciliation ainsi qu'une suggestion de pourparlers. La suggestion fut acceptée, et déboucha sur un accord entre les parties. De nos jours, on aplatirait sans au-

cun doute Copenhague sous les bombes, et on exigerait la reddition sans conditions.

On ne peut attribuer aucune défaillance au général Grant pour avoir adopté la reddition sans condition comme objet lors de la guerre civile étasunienne, car il relevait de l'intention de son gouvernement de détruire la Confédération du Sud nouvellement déclarée, et de réincorporer les États du Sud dans l'Union américaine. Mais le président Roosevelt essaya d'appliquer la formule de Grant aux circonstances très différentes d'une guerre contre l'Allemagne, probablement sans réaliser l'étendue des écarts entre les deux situations, et en quoi le traitement qui convenait à la première pouvait tourner au désastre pour la seconde.

Comme nous l'avons vu, la considération primordiale quant à décider de faire la guerre devrait être que les intérêts vitaux du pays en impliquent sa participation. Sur cette base, la Grande-Bretagne aurait dû rester hors des deux guerres mondiales, comme elle resta avec bonheur hors de la guerre franco-prussienne de 1870, car ses intérêts vitaux n'étaient impliqués ni en 1914, ni en 1939. De fait, l'*objet* de Sir Edward Grey d'empêcher que la Grande-Bretagne soit détestée, méprisée, et ainsi de suite, constituait la raison la plus faible pour emmener son pays à la guerre que l'on aurait pu imaginer. Il y eut, bien sûr, l'épisode de dernière minute de l'invasion de la Belgique par l'Allemagne, qui donna au gouvernement britannique un cri de ralliement convenable pour une guerre déjà décidée pour d'autres raisons. Lowes Dickinson cite des articles de presse britanniques de 1887, dont on estime qu'ils étaient inspirés de sources officielles, à l'époque où la France et l'Allemagne étaient proches de la guerre et où la Grande-Bretagne présentait un positionnement plus amical envers l'Allemagne qu'envers la France ; ces articles affirmaient que le devoir de la Grande-Bretagne vis-à-vis des garanties apportées à la Belgique n'exigeaient d'elle que de s'assurer que le territoire belge resterait intact après une guerre [1].

1. *The International Anarchy* — Alien & Unwin, p. 30

Certains propagandistes post-1918, il est vrai, prétendaient que la Grande-Bretagne avait dû entrer dans la première guerre mondiale pour protéger les ports français de la Manche, dont la perte aurait selon eux (comme selon Haldane et Grey avant eux) été fatale à la Grande-Bretagne. La seconde guerre mondiale, au cours de laquelle ces mêmes ports furent perdus, montra que cette supposition était illusoire, confirmant ce que l'auteur du présent ouvrage en avait exprimé avant la guerre, dans un livre publié en 1940 au plus haut des craintes quant aux ports de la Manche [2].

Aussi, la Grande-Bretagne aurait également pu se tenir à l'écart de la seconde guerre mondiale, qui n'aurait certainement pas éclaté sans la garantie polonaise délirante — cette garantie qui, en éclaircissant la position britannique, était supposée faire peur au tyran allemand d'entrer en guerre. Mais l'épouvantail ne fonctionna pas, et la Grande-Bretagne se retrouva impliquée.

Si les intérêts vitaux de la Grande-Bretagne avaient réellement été considérés aux deux occasions, elle se serait tenue à l'écart de ces hostilités par tous les moyens possibles. Les Britanniques constituaient en entrant dans le XXème siècle le seul peuple parmi les grandes puissances à ne plus être capable de nourrir sa population des productions de leur propre sol, et leur qualité de vie ainsi que leur position économique en général dépendaient d'importants investissements accumulés à l'étranger, et d'une réputation commerciale bien établie. Que la Grande-Bretagne liquidât comme elle le fit ces actifs commerciaux considérables, vitaux pour elle, en entrant dans non pas un mais deux conflits majeurs ruineux, alors qu'elle eût pu s'en abstenir et préserver ses positions, voilà qui releva du lunatisme stratégique et politique, d'autant plus que sa principale rivale commerciale, l'Allemagne, y fut impliquée en ces deux occasions.

Et même quitte à embarquer la Grande-Bretagne dans deux

2. *Sea Power* — Cape (Londres) et Doubleday Doran (New York), Chapitre III

guerres mondiales, les politiciens britanniques auraient pu et auraient dû — s'ils avaient connu leur métier — s'en tenir aux moyens les moins coûteux d'atteindre l'objet national ; que ce fût en coût du sang, ou en dépenses matérielles. Et par « *moins coûteux* », je n'implique pas une politique de pingre où le contrôle par le Trésor laisserait les soldats sans armes, comme cela arriva si souvent par le passé. Je parle d'une stratégie du meilleur retour possible pour le plus faible investissement consenti, en cohérence avec l'*objet* en vue.

L'*objet* d'arrière-plan, voire de premier plan, dans l'esprit de Sir Edward Grey en 1914 était sans doute la préservation de l'équilibre des pouvoirs. Si tel était le cas, la Grande-Bretagne aurait pu, en faisant un usage intelligent de sa position insulaire favorable, limiter à la fois ses propres efforts et le martyre subi par l'Europe. Au lieu de prévoir et d'œuvrer à une victoire totale, elle aurait pu proposer une restitution des colonies prussiennes, si les Allemands acceptaient d'évacuer la France et de faire la paix sur la base du *statu quo ante*[3].

Sauf que l'on ne considérait pas les prises coloniales comme des monnaies d'échanges, mais comme des butins de guerre. L'avarice chassa l'honneur, et la déclaration initiale du premier ministre, selon lequel la Grande-Bretagne ne recherchait aucun agrandissement territorial pour elle-même, fut promptement oubliée. Les colonies furent gardées, et la Grande-Bretagne poursuivit sa quête d'une victoire totale au prix d'un million de morts en provenance de l'Empire, et de dépenses financières handicapantes.

Quant à l'équilibre des pouvoirs, il fut mort et enterré ; l'intoxication de la victoire totale amenant les vainqueurs à détruire cet équilibre en éliminant l'Empire autrichien, en limitant la force militaire de l'Allemagne, et en remettant l'hégémonie de l'Europe à la France. La même politique de déséquilibre fut répétée en 1945,

3. Les Allemands émirent une offre de paix en décembre 1916, sur des termes très proches de ceux-ci, mais les alliés refusèrent de l'examiner

sous une forme plus extrême encore, et avec des résultats encore plus infortunés.

Lors de la seconde guerre, M. Churchill disposa de plusieurs opportunités de choisir un moyen relativement économique de poursuivre l'intérêt national fondamental de sécurité, mais préféra au lieu de les saisir rester sur un chemin de prodigalité sans fond, tout à fait téméraire. Le conflit entre la Grande-Bretagne était prétendument causé par la dictature nazie. Donc, quand l'Allemagne s'attaqua à un autre pays gouverné par un dictateur, M. Churchill disposa là d'une bonne opportunité, s'il avait disposé d'une vision de la guerre digne de celle d'un chef d'État, de désengager son pays et de laisser les tyrannies allemande et russe s'affaiblir l'une l'autre sans que la Grande-Bretagne n'en souffre. Et même en supposant que l'Allemagne eût vaincu la Russie, il était certes raisonnable d'estimer qu'il lui aurait alors fallu des années de travail pour organiser son nouveau *Lebensraum*[4] à l'Est avant de pouvoir envisager quelque attaque contre la Grande-Bretagne, attaque qui en outre n'avait pas eu lieu alors que les conditions en auraient été particulièrement favorables en 1940. On a par ailleurs déjà évoqué ici que, les choses étant alors ce qu'elles étaient, M. Churchill aurait pu envisager favorablement un accord avec l'Allemagne dans les dernières phases de la guerre.

Mais M. Churchill n'était pas un homme d'État défendant toujours l'avantage de son propre pays dans les remous et les retournements d'un monde dangereux. Il était un croisé international, prêchant et menant une guerre sainte pour la destruction du régime de Hitler et du pouvoir militaire allemand à tout prix ; à tout prix pour son propre pays et pour le reste du monde. Pour reprendre ses propres mots, il n'est aucun sacrifice auquel il n'eût consenti pour se débarrasser de Hitler, malgré le fait que jusqu'à la déclaration de guerre britannique contre l'Allemagne en 1939, Hitler n'avait jamais causé de tort à la Grande-Bretagne, et en réalité avait fait

4. En allemand dans le texte — *espace vital*, NdT

de son mieux pour apaiser celle-ci, non sans quelque sacrifice pour la fierté allemande, puisqu'il avait accepté de garder la flotte allemande à une force équivalente au tiers de la flotte britannique. La politique de guerre de M. Churchill ne fut pas nationale, elle fut religieuse.

Et il en fut de même du président Roosevelt. Nous disposons de cette interview révélatrice entre M. Hopkins et M. Churchill, mentionnée au chapitre 7, au cours de laquelle ce dernier décrivit son visiteur américain comme « *tout à fait éclatant de par sa compréhension raffinée de la Cause*[5]*. Il fallait parvenir à la défaite, à la ruine, et au massacre de Hitler, à l'exclusion de tout autre objectif, de toute autre loyauté, de tout autre but*[6] ». À l'exclusion, par exemple, du fait que les États-Unis n'étaient pas en guerre contre l'Allemagne, que celle-ci ne leur avait, à eux non plus, fait aucun mal, et du fait que le maître de M. Hopkins venait de répéter aux mères américaines « *encore, encore et encore* » que leurs fils ne seraient pas envoyés se battre en Europe. M. Churchill montre donc que l'attitude du président Roosevelt à l'égard de la guerre avait bien peu à voir avec la poursuite des intérêts américains. Le président, à l'instar du premier ministre britannique, était un croisé.

En réalité, les dirigeants étasuniens se sont même montrés encore plus négligents envers leurs intérêts vitaux que leurs homologues britanniques. Les USA n'avaient aucun besoin d'entrer dans aucune des deux dernières guerres comme belligérants majeurs contre l'Allemagne, malgré la déclaration de guerre allemande contre eux à la seconde occurrence ; car en aucune de ces deux occurrences, les intérêts vitaux étasuniens n'exigeaient le renversement complet de l'Allemagne[7]. Le conflit entre les USA et l'Allemagne en 1917 étant

5. L'emploi de l'adjectif « *refined* » — *raffiné* — apparaît dans ce contexte comme singulier, du point de vue de l'auteur

6. En anglais : « *absolutely glowing with refined comprehension of the Cause. It was to be the defeat, ruin, and slaughter of Hitler, to the exclusion of all other purposes, loyalties, and aims* », NdT

7. La sécurité des prêts financiers consentis aux pays de l'Entente aurait

dû à la guerre sous-marine, les hostilités entre elles auraient pu rester confinées à l'océan, comme ce fut le cas entre les Anglais et les Hollandais au XVIIème siècle. Dans les guerres anglo-hollandaises, les deux belligérants se satisfaisaient de tantôt convoyer leur flotte marchande hors de danger, et de tantôt établir un arbitrage maritime au moyen d'un combat naval. Mais aucune des parties ne raisonna jamais en des termes d'invasion militaire ou de victoire totale.

L'un des phénomènes les plus étranges de notre temps réside dans le refus des USA de croire en sa propre sûreté, pourtant si enviable. Car il s'agit, en vérité, de l'une des nations les moins vulnérables de l'histoire. Disposant de la Navy et de la force aérienne les plus importantes au monde, d'une puissance humaine considérable, et de réserves abondantes en matières premières, d'une productivité industrielle sans rivale, et gardée par des étendues d'eau de milliers de kilomètres des deux côtés. Les Américains peuvent se payer le luxe de s'asseoir tranquillement et de considérer avec un détachement amusé les querelles des autres peuples, à leur plus grand avantage économique.

Au lieu de cela, ils s'adonnent à conjurer des dangers en grande partie ou totalement imaginaires, et à les utiliser comme raison de rejoindre le combat. Ainsi, au cours de la dernière guerre, le président Roosevelt déclara que la participation à la guerre était essentielle pour sauvegarder l'Amérique de l'invasion, en empêchant les Allemands d'atteindre l'Afrique de l'Ouest. S'ils devaient y parvenir, déclara-t-il, ils pourraient sauter sur le Brésil ou le Mexique, et marcher sur les États-Unis par le Sud. Alors que le contrôle de l'Atlantique résidait fermement dans les mains étasuniennes, l'estimation du président de tels événements était ridicule, et aurait valu de piètres notes à un aspirant de marine passant des examens.

Le général Mac Arthur se distingua également de manière simi-

été mieux assurée par une paix de compromis en 1917 que par un effondrement allemand en 1918

laire, en déclarant face à un Comité du Sénat en 1951 que les États-Unis allaient « *perdre en pratique l'Océan Pacifique si Formose passait sous le contrôle des Soviétiques* » ; et que ce dernier événement aurait mis la côte Ouest de l'Amérique en « *danger mortel*[8] ». La Chine communiste ne disposant en réalité d'aucune flotte, l'officier de marine ne peut que rester ébahi qu'une telle opinion puisse se voir exprimée par un homme qui, en tant que Commandant Suprême, dispose du dernier mot quant à la stratégie de l'ONU en Extrême-Orient. La côte de l'Amérique ne serait en danger mortel du fait d'un Formose communiste que si des soldats chinois communistes étaient en mesure de traverser à la nage avec tout leur équipement les 9500 kilomètres de distance.

L'une des manifestations les plus frappantes du complexe de vulnérabilité américain est la peur de recevoir une bombe atomique, qui, selon toute vraisemblance, semble effrayer toute la nation. Personne ne commettrait la sottise de déclarer que les USA sont immunisés à un tel bombardement. Mais il est en revanche absolument certain que ce pays ne sera pas vaincu de cette manière.

En soutien de l'opinion exprimée par l'auteur au chapitre 12, on peut citer feu l'Amiral Sir Herbert Richmond, qui déclara avant la guerre que « *les raccourcis vers la victoire, les tentatives visant l'objectif final, débouchent presque à chaque fois sur l'échec. La doctrine de la victoire par l'évasion, l'attaque directe de la vie des habitants sans défaire leurs armées, ne peuvent trouver aucun soutien dans l'expérience de la guerre. Il ne s'agit que d'une pure théorie, qui n'a pas connu l'épreuve des faits*[9] ».

Elle n'a pas connu l'épreuve des faits. Rien n'est survenu, depuis que l'Amiral écrivit les mots ci-dessus, pour contredire son jugement. La pratique des bombardements aériens lors de la seconde guerre mondiale ne fut nullement décisive en Europe, et ses effets, comme le *United States Strategic Bombing Survey* l'établit claire-

8. *The Times*— May 5th, 1951
9. *Naval Warfare*, p. 25 (Ernest Benn, Ltd, 1930)

ment, furent bien moins importants que ne le prophétisèrent et que ne s'en réclamèrent les propagandistes à l'époque où ils furent décidés. Et ils ne furent pas non plus décisifs dans la guerre contre le Japon, la marine japonaise ayant déjà été vaincue, et, par conséquent, l'armée de l'air japonaise se retrouvant sans carburant, et le pays se retrouvant presque sans défense aucune contre les attaques aériennes avant que les bombes atomiques ne fussent lancées contre lui.

Ce fut la même chose quant à la guerre de Corée, au cours de laquelle les bombardements aériens débouchèrent sur des résultats insignifiants [10] ; malgré les bombardements incessants par des avions de l'ONU, les Coréens du Nord et les Chinois furent en mesure jusqu'à la signature de l'armistice de mener des attaques importantes sur les soldats de l'ONU à proximité du 38ème parallèle. Mais la propagande familière quant à l'aspect décisif des bombardements aériens continue, en violation totale de tous les éléments tangibles. Ainsi, le 3 décembre 1952, Un vice-maréchal de l'armée de l'air britannique a été signalé déclarant que « *notre puissance aérienne inégalable domine la situation militaire en Corée, et continuera de la dominer* [11] ».

Un an tout juste auparavant, M. Hanson W. Baldwin, correspondant militaire du New York Times en Corée, faisait état d'une situation exactement opposée. Dans le commentaire qu'il faisait quant aux échecs évidents de nombreux mois de bombardements constants sur les communications ennemies, il déclara que « *nous nous sommes fait des illusions — ou plutôt, les partisans superenthousiastes de la puissance aérienne nous ont mis dans l'illusion. Les centaines de sorties pratiquées quotidiennement pour viser les lignes d'approvisionnement ne signifient rien : ce sont les coups au*

10. Insignifiance stratégique, car le bilan civil des bombardements de la Corée déboucha sur le résultat génocidaire de 20% de décès au sein de la population — voir https://www.les-crises.fr/voila-pourquoi-la-coree-du-nord-deteste-autant-les-etats-unis/, NdT

11. *Times* — 3 décembre 1952

but qu'il faut compter. Nombre de ces sorties... sont réalisées en pure perte. Nous ne frappons aucune cible importante[12]. » Et M. Baldwin d'ajouter que ce sont les forces terrestres, pas la puissance aérienne, qui avaient constitué l'arme décisive en Corée, et qu'il était probable qu'il en reste de même partout.

En janvier 1953, le général Bradley, président du Comité des chefs d'États-majors interarmées à Washington, a fait part d'une opinion similaire, en faisant allusion au « *dangereux espoir* » animant de nombreuses personnes que la bombe atomique seule puisse remporter une guerre, et en ajoutant que cet espoir était illusoire[13].

Nul ne peut douter que la bombe présente un pouvoir terrifiant. Il ne s'ensuit pas pour autant que ce pouvoir sera exercé au bon endroit. Elle peut ne jamais atteindre sa cible, malgré le fait que nombre de gens supposent sans y réfléchir que cela ne peut pas arriver. Une chose à ne jamais oublier en matière de stratégie est que la défense est constamment en chasse de l'attaque, et qu'elle peut parfois la surpasser. Malgré le niveau de secret et de confidentialité qui entoure le développement de la guerre atomique, les bribes d'information qui ont filtré à l'extérieur suggèrent que le développement du missile guidé et de la roquette atomique peut contrebalancer la situation au bénéfice de la défense, et d'inviter la conjecture selon laquelle face à un ennemi technologiquement avancé, la bombe atomique pourrait constituer une grave déception pour ses supporters.

L'ancien fort instinct américain s'opposant résolument aux implications à l'étranger semble avoir laissé la place à un désir ardent, et presque contraire, des USA d'aller intervenir dans les conflits extérieurs, où qu'ils se produisent dans le monde. Ainsi, malgré la présence de soldats l'arme au pied en Europe, et une âpre guerre en Corée, le gouvernement étasunien se préoccupe des problèmes en Malaisie, en Inde, au Pakistan et dans le Moyen-Orient tout entier.

12. *Times*, 3 décembre 1951
13. *Times*, 12 janvier 1953

Mais il est difficile de distinguer quels intérêts vitaux étasuniens provoquent de telles actions dans ces régions ; pas plus, d'ailleurs, qu'en Corée.

On ne saurait trop insister sur le fait que les intérêts nationaux constituent les seuls facteurs valides justifiant une entrée en guerre. Malheureusement, une fois qu'ils se voient impliqués dans une guerre, même une guerre froide, les hommes politiques des démocraties tendent à se laisser emporter par une rhétorique idéaliste qui les grime en champions de l'humanité et en réformateurs du monde. Pourtant, réformer le monde constitue le pire du pire des *objets* qu'une guerre peut poursuivre. Car une guerre majeure ne rend jamais le monde meilleur ; bien au contraire, elle l'empire. Il en résulte que rechercher l'« *amélioration de l'homme ordinaire* » et d'autres concepts tout aussi béatifiants en amenant des tombereaux d'hommes ordinaires, de femmes ordinaires et d'enfants ordinaires à la mort, à se faire estropier, et à perdre leur maison n'est que pur non-sens.

Il existe une raison pour laquelle le slogan, si souvent répété depuis 1939, qui énonce que les nations ont le devoir de se battre pour telle ou telle cause, est aussi déplorable. Aucun pays n'a de devoir naturel de se battre où que ce soit, ni de tuer quiconque. Si quelque devoir moral existe en la matière, c'est plutôt de ne pas se battre et de ne point tuer. Chaque pays qui se tient éloigné d'une guerre mondiale est un pays où la paix et la civilisation sont sauvegardées. Si suffisamment de pays restent en dehors de la guerre, une guerre mondiale cesse de l'être, et rétrograde en conflit localisé, et une guerre localisée est moins dangereuse qu'une guerre générale, précisément du fait de l'existence de nombreuses parties non-belligérantes, qui peuvent adopter une vision, à défaut d'impartiale, détachée et tempérée du conflit, et qui peuvent exercer une influence utile pour décourager tout extrémisme de la part des belligérants. Voilà pourquoi le fait que les Américains semblent incapables de réaliser la bénédiction stratégique que la Providence leur a accordée constitue un malheur international. Leur position-

nement géographique fait de leur pays le neutre naturel du monde, et donc, du fait de leur force, les arbitres idéaux entre les parties en litiges à l'extérieur. Mais ils ne peuvent pas remplir cette fonction bénéfique s'ils sont constamment en train d'attaquer des étrangers qui ne sont pas en mesure de les atteindre, et ainsi constamment en train d'opter activement pour un camp ou un autre.

Mais M. Churchill semble ne pas croire non plus aux mérites d'une localisation du conflit. Alors que le maréchal Tito était en visite officielle à Londres en mars 1953, des communiqués officiels émis par Downing Street affirmaient catégoriquement qu'une guerre dans laquelle la Yougoslavie serait impliquée ne pourrait pas rester localisée. À son retour à Belgrade, le maréchal affirma que M. Churchill lui avait dit : « *Nous sommes vos alliés, et si la Yougoslavie est attaquée, nous nous battrons et mourrons ensemble.* » M. Churchill, s'exprimant plusieurs jours après que cette déclaration de Tito fut imprimée, ne la contesta pas.

Que ni au Parlement, ni nulle part ailleurs, presque aucune voix ne se soit fait entendre pour dénoncer cette révélation saisissante, que la Grande-Bretagne avait une nouvelle fois émis une de ces funestes garanties à un pays lointain, voilà qui constitue une sombre indication de la terne lassitude qui semble s'être abattue sur l'esprit britannique quant aux affaires étrangères de notre pays. Avant la première guerre mondiale, Sir Edward Grey n'avait pas osé reconnaître les liens dont il savait qu'ils étaient noués entre son pays et les Français. Dans un courrier à l'ambassadeur britannique à Paris en 1912, il écrivit :

« *Ce serait un tollé ici au Parlement, si j'énonçais des mots impliquant la possibilité d'un engagement secret… nous engageant dans une guerre européenne.* » Il n'y eut aucun tollé au Parlement quand M. Churchill annonça l'engagement britannique de défendre la Yougoslavie jusqu'à la mort.

Mais pourquoi fallait-il supposer qu'une attaque russe contre la Yougoslavie ne pourrait pas rester localisée ? L'absorption de la Tchécoslovaquie par la Russie était restée localisée. Localisées

également, un certain nombre de guerres modernes, dont la guerre franco-prussienne de 1870, la guerre anglo-boer de 1899, la guerre russo-japonaise de 1904, les guerres des Balkans de 1912, et la guerre entre l'Inde et Hyderabad en 1949. Si les conflits pouvaient rester localisés dans toutes ces instances, pourquoi cela était-il impossible quant à la Yougoslavie ?

Nul doute qu'un certain sentiment de sympathie pourrait être concocté dans l'opinion publique britannique pour la « *petite Yougoslavie* » impliquée dans une lutte contre le « *gros agresseur russe* », malgré le fait que l'on assisterait à un État communiste s'en prenant à un autre, et malgré le fait qu'au cours de l'histoire, la Grande-Bretagne n'a pas été la dernière à jouer le rôle du gros agresseur. Mais le sentiment en soi ne constitue pas une raison suffisante pour s'embarquer dans la guerre, comme la Reine Victoria l'illustra en enrayant la tentative de Lord Palmerston de se jeter dans une guerre contre l'Autriche et la Prusse en soutien du « *petit Danemark* » en 1864 ; par cette position, la Reine avait retardé une guerre générale européenne de cinquante ans.

Comme nous l'avons vu, et comme la Reine Victoria a pu insister à ce sujet à l'occasion citée ci-avant, un gouvernement ne devrait décider de la guerre qu'en poursuite des intérêts vitaux de son pays lui-même. Quels intérêts vitaux britanniques, donc, sont-ils impliqués dans la défense de la Yougoslavie contre la Russie ? Une conquête russe du pays de Tito ne développerait pas le pouvoir russe à un niveau supérieur à celui d'aujourd'hui. Mais on pourrait objecter que, la Yougoslavie constituant un bastion vital anti-russe en Europe du Sud-Est, sa chute amènerait Constantinople ainsi que les célèbres voies maritimes du Bosphore et des Dardanelles entre les mains des Russes, et la grande crainte présente dans tant d'esprits britanniques au siècle dernier de voir la Russie disposer d'un libre accès à la Méditerranée, deviendrait une réalité.

Mais pas forcément dans l'esprit de M. Churchill. L'étrangeté de ce croquemitaine, c'est qu'apparemment il cessa de nous terrifier durant la première guerre mondiale, quand le gouvernement

britannique de 1915 promit Constantinople et les Détroits à la Russie, et ne revint sur ses promesses qu'après que la Russie conclut une paix séparée. Et, point tout à fait spécifiquement notable de cette promesse : elle fut faite par un gouvernement dont M. Churchill constituait l'un des membres. Et ce n'est pas tout, puisqu'il fut le principal instigateur de l'expédition des Dardanelles de 1915, qui visait à ouvrir les Détroits au bénéfice de la Russie.

Si, donc, l'exclusion de la Russie de la Méditerranée n'était à l'époque pas un point vital, pourquoi en serait-ce devenu un aujourd'hui ? Le principal point vis-à-vis des intérêts britanniques est que cette mer a historiquement constitué la route commerciale via le canal de Suez. La préservation de cette « *ligne de vie impériale* » a souvent été déclarée essentielle aux intérêts britanniques, et l'on observa de nombreuses instances de cette déclaration au cours des années de tensions qui précédèrent la guerre de 1939. Mais quand la « *ligne de vie* » fut rompue pendant les 3 années séparant 1940 de 1943, les communications impériales furent détournées pour passer par le Cap, subissant l'inconvénient d'une distance allongée, qui n'était pas pratique, mais pas fatal non plus. La route de Suez, en fin de compte, n'était pas vitale.

Encore moins vitaux, le passage de l'Inde et de la Birmanie hors du contrôle britannique. La route vers l'Inde n'est plus impériale ; et les routes vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne sont rallongées qu'en proportion négligeable en passant par le Cap plutôt que par le canal. À l'examen des faits, il semble n'exister aucune raison impérieuse pour que la Grande-Bretagne se voie entraînée inévitablement dans une guerre yougoslave, et donc, du point de vue britannique, pour qu'une telle guerre ne garde pas un caractère localisé. Mais peut-être existe-t-il des facteurs plus obscurs en l'occurrence ; mais, si tel est le cas, le peuple britannique que l'on enverra se faire tuer devrait avoir quelque idée de la nature de ces facteurs. À la lumière du tribut immense payé pour l'engagement en France en 1914, et de la garantie accordée à la Pologne en 1939, il est tout à fait étrange que le Parlement ne trouve aucune question

FIGURE 17.1 – Carte illustrée de l'Empire britannique en 1886. Source : Wikipédia

à poser quant à la garantie offerte en Yougoslavie en 1953.

Certains des plus grands des hommes d'État britanniques du XIXème siècle se déclarèrent absolument hostiles au principe des « *garanties* ». On s'accorda à l'époque avec Salisbury et Gladstone sur le fait que

> *l'Angleterre devrait conserver entre ses propres mains les moyens d'estimer ses propres obligations envers les différents événements au fur et à mesure que ceux-ci se produisent... L'Angleterre ne devrait pas verrouiller et restreindre sa propre liberté par des déclarations envers d'autres puissances, impliquant leurs intérêts réels ou supposés, dont ils pourraient considérer qu'ils en partagent l'interprétation. L'Angleterre, quoi qu'il arrive,*

devrait préférer promettre trop peu, plutôt que trop[14].

En d'autres termes, attendez que la crise survienne avant de décider comment vous allez y réagir, et ne permettez pas, en vous engageant à l'avance, que votre destin national soit déterminé par des étrangers. Il s'agit d'un précepte que l'auteur considère comme empli de sagesse. La Grande-Bretagne s'est fait attirer en guerre en 1914 du fait de politiques françaises et russes sur lesquelles elle n'avait aucun contrôle, en 1939 par l'action d'hommes politiques polonais, et en 1941 contre le Japon en raison de politiques étasuniennes auxquelles le premier ministre britannique avait publiquement remis un chèque en blanc.

Tout aussi important dans le traitement du problème de la guerre est la gestion de la preuve. Des données inexactes ne permettent pas de parvenir à de bonnes conclusions. Pourtant, les politiciens modernes succombent aux leurres d'une propagande si totale qu'ils ne font même aucune tentative sérieuse de présenter les données objectivement aux hommes de guerre. Loin s'en faut. Ils falsifient les éléments tangibles de la manière la plus éhontée. Le flot de distorsions, de demi-vérités, et de contes de fées absolus sur l'ennemi qui sont diffusés en temps de guerre sont appropriés pour engendrer la haine, mais ne permettent pas une évaluation froide des tenants et aboutissants de la situation par le peuple, et s'opposent donc à la formation d'un jugement public sensé et fiable, dont les intérêts nationaux dépendent.

Sœur jumelle de la propagande de haine, la ligne de l'innocence que les politiciens, aidés en cela par des historiens « *patriotes* » et des avocats internationaux, tracent sur les événements passés et présents. Chaque agression, chaque acte de piraterie, ou acte de sauvagerie commis par la maison est décrit comme faisant partie des « *grands processus historiques* » du développement humain, ou constitue quelque acte de représailles ou de sauvegarde. Mais les

14. Algernon Cecil —— *Queen Victoria and Her Prime Ministers*, p. 338

mêmes actions commises par le camp ennemi deviennent des crimes monstrueux contre la paix et l'humanité, passibles de mort.

Pour n'en citer qu'un seul exemple ; on se souviendra du raffut que provoqua en Grande-Bretagne l'agression allemande sournoise contre la Norvège en 1940. À Nuremberg en 1946, le grand-amiral allemand Rader se vit accusé d'avoir participé à cette agression, ce qui lui valut une peine effrayante d'emprisonnement à vie — c'est-à-dire qu'il fut condamné à finir ses jours en prison. Mais la publication en 1952 de l'histoire officielle britannique de la campagne de Norvège révéla le fait honteux qui suit : des projets avaient été préparés dès novembre 1939 en vue d'une invasion anglo-française de la Norvège, sous couvert d'aider les Finnois contre les Russes ; et la seule raison pour laquelle ces projets ne furent pas mis à exécution fut que la guerre russo-finlandaise connut une fin rapide imprévue, avant que les agresseurs franco-britanniques ne soient prêts à mettre leur plan en œuvre.

La ligne de l'innocence constitue un expédient des plus précieux aux yeux des vainqueurs inclinés à la vengeance et des propagandistes distillateurs de haine, mais elle rend un bien mauvais service à la paix, en présentant l'histoire sous une forme déguisée et en obscurcissant la vérité, qui est que toutes les nations sont fondamentalement aussi mauvaises les unes que les autres, et que toute agression peut être considérée comme inscrite dans un long processus ininterrompu remontant à Caïn et Abel. Si les nations victorieuses qui ont récemment qualifié cette agression de criminelle se mettaient à creuser leur propre histoire afin d'obéir aux lois écrites par elles-mêmes à Nuremberg, les Américains devraient prendre leurs cliques et leurs claques, quitter le nouveau monde et rentrer en Europe, et les Anglais devraient en faire autant et retourner au Danemark et — assez étrangement — en Allemagne.

Inviter les hommes à croire que tous leurs problèmes résultent du mauvais œil de quelque puissance étrangère relève de la tromperie intellectuelle, calculée pour tenir les gens normaux dans la confusion et l'égarement, à leurs propres dépens. Le seul moyen

sûr de combattre les afflictions de toute sorte est de remonter résolument à leur source réelle, et si un indice met en cause votre propre système de drainage, votre propre réseau d'approvisionnement en eau, ou votre manière de vivre, aller brûler des sorciers sur la place publique ne résoudra en rien vos épidémies. Les nations qui se laissent convaincre à tort par la propagande de leur propre pureté immaculée sont faciles à persuader qu'elles constituent les instruments de la justice divine, portant le devoir de châtier les méchants ; un état d'esprit dangereux propice au développement de haines fanatiques ainsi qu'à la brutalité excessive qui caractérise les guerres de religions. Il est également naturel de la part de nations se prenant pour les mandataires du Seigneur d'affirmer que si seulement elles se positionnent comme gardiennes de la vertu internationale, la paix pourra régner à jamais. Le résultat fantastique en est un appel à la guerre universelle à la première éclosion violente de quelque différend insignifiant. Au lieu d'adopter l'attitude de la police dans la gestion des troubles à l'ordre public : « *Circulez, il n'y a rien à voir* », l'appel de l'Organisation des Nations Unies est d'inviter tout le monde à intervenir. Ainsi, le monde actuel est présenté sous la perspective d'une paix distante et fuyante, atteignable par la guerre universelle et perpétuelle.

Il est exact que la plus insignifiante des querelles peut être représentée comme un problème mondial, et en suivant la même logique chaque incident mineur dans une usine peut tenir lieu de raison à lancer une grève générale dans tout le pays. Mais l'expérience de 1926 semble avoir convaincu les unions syndicales britanniques qu'une politique d'isolation des problèmes est préférable à un soutien « *sympathique* » sans limite.

Il ne s'agit pas de dire qu'il n'existe pas de politiciens mauvais dans le monde, dont le comportement peut être considéré comme coupablement déplaisant. Mais jamais ils ne sont aussi mauvais que leurs accusateurs pas franchement innocents le laissent à penser, et bien souvent ils peuvent avoir de meilleures raisons pour leur conduite que ce qu'en savent les nations qui s'opposent à eux,

ou, plutôt, que ce qu'on leur permet d'en savoir. La seule attitude sensée vis-à-vis de ces politiciens est de laisser les peuples dont ils sont responsables juger de leur morale, et conserver strictement ses propres manifestations de désapprobation aux menaces ou aux empiétements sur ses propres intérêts vitaux. Extirper par la force tous les mauvais politiciens du monde, juste pour cause de méchanceté, dépasse l'accomplissement humain, car la matière à travailler apparaît inépuisable, et le nombre d'extirpateurs totalement qualifiés apparaît tout à fait réduit. Exprimer des indignations morales vis-à-vis d'une autre nation est presque toujours inapproprié. Le dédain affiché par le Kaiser Wilhelm face au comportement britannique vis-à-vis des boers se retourna vite contre lui quand l'Allemagne viola la neutralité de la Belgique, et les épisodes sanglants récents [15] dans les camps de prisonniers de l'ONU en Corée ne constituent pas non plus une suite heureuse aux nombreuses exécutions d'Allemands par les vainqueurs de la guerre, pour des raisons très semblables.

Si les manières du monde doivent s'améliorer, cela se fera en montrant de bons exemples, et pas par la fission nucléaire, le pétrole gélifié [16], les missiles, les bombes volantes, ou les bouquets bactériologiques. Ce n'est qu'après qu'une nation aura réussi à conduire ses propres affaires sans dévier sur le chemin droit et étroit de la rectitude qu'elle pourra se permettre de porter son attention critique sur la conduite intérieure de ses voisins. Mon petit doigt me dit que ces temps ne sont pas près d'arriver pour quiconque, et qu'entre-temps nous ne manquons pas d'ouvrage à domicile.

Je terminerai en citant une lettre de Sydney Smith à Lady Grey, femme du premier ministre dans les années 1830. Quoiqu'elle fût

15. L'auteur fait sans doute allusion aux épisodes violents du camp de prisonniers de Geoje, qui semble être un épisode fort peu glorieux de l'histoire de l'ONU, sauf à considérer comme une pratique honorable l'usage de lance-flamme sur des prisonniers de guerre, NdT

16. combustible des lance-flammes

écrite il y a plus de cent ans, cette lettre aurait pu avoir été écrite aujourd'hui même.

> *Pour l'amour de Dieu, ne m'entraînez pas dans une nouvelle guerre ! Je suis usé et épuisé par ces croisades et cette défense de l'Europe, et la protection de l'humanité : je dois penser un peu à moi. Je suis désolé pour les Espagnols — je suis désolé pour les Grecs — je déplore le sort qui est celui des Juifs ; le peuple des îles Sandwich souffre de la plus détestable des tyrannies ; Bagdad est opprimée ; l'état courant du Delta ne me plaît pas ; le Tibet n'est pas pour me réconforter. Dois-je me battre pour tous ces gens ? Le monde, partout, ploie sous le pêché et la peine. Dois-je devenir le Champion du Décalogue, et lever à l'infini des flottes et des armées pour rendre tous les hommes bons et heureux ? Nous venons de sauver l'Europe, et j'ai peur déjà que la conséquence en soit que nous nous coupions la gorge les uns aux autres. Pas de guerre, chère Lady Grey ! — Pas l'éloquence, mais l'apathie, l'égoïsme, le sens commun, l'arithmétique ! Je vous en supplie, mettez en lieu sûr les épées et les pistolets de Lord Grey, comme l'écuyer mit en lieu sûr l'armure de Don Quichotte.*

Chapitre 18

Annexes

Annexe 1 : Le télégramme d'Ems et le communiqué de presse de Bismarck

Le télégramme d'Ems envoyé par le Roi de Prusse :

> *Sa Majesté m'écrit : «* Le Comte Benedetti m'a parlé lors de la promenade, pour me demander, d'une manière très importune, que je l'autorise à télégraphier immédiatement mon engagement à ne jamais consentir de nouveau à l'avenir à ce que les Hohenzollerns puissent renouveler leur candidature. Je finis par refuser assez sévèrement sa demande, car il n'est *à tout jamais*[1] ni juste ni possible d'entreprendre des engagements de cette nature. Je lui dis que je n'avais pour l'instant reçu aucune nouvelle information, et comme il avait reçu plus tôt des informations en provenance de Paris et de Madrid, il put comprendre clairement que mon gouvernement n'avait plus d'intérêt dans le suivi

1. En français dans le texte, NdT

de cette affaire. *» Sa Majesté a reçu depuis lors une lettre du Prince Charles Anthony. Sa Majesté ayant informé le Comte Benedetti qu'il attendrait des nouvelles du Prince, a décidé, en référence à la demande précitée, sur la suggestion du Comte Eulenberg et de moi-même, de ne plus recevoir le Comte Benedetti, mais uniquement de le tenir informé par l'emploi d'un aide de camp : «* Que sa Majesté a à présent reçu confirmation du Prince des nouvelles que Benedetti avait déjà reçues de Paris, et n'a rien de plus à dire à l'Ambassadeur. *» Sa Majesté laisse au soin de votre Excellence de décider si la dernière demande de Benedetti et son rejet devraient être communiquées immédiatement à nos ambassadeurs respectifs à l'étranger ainsi qu'à la presse.*

La dépêche envoyée par Bismarck à la presse :

Après que la nouvelle de la renonciation du Prince héréditaire de Hohenzollern fut communiquée officiellement au gouvernement impérial de la France par le gouvernement royal d'Espagne, l'ambassadeur français demanda également à sa Majesté, le Roi, à Ems, qu'il l'autorise à télégraphier à Paris que sa Majesté, le Roi, s'engageait à ne jamais consentir de nouveau à ce que les Hohenzollerns renouvellent leur candidature. Sa Majesté, le Roi, a décidé sur cette entrefaite de ne plus recevoir l'ambassadeur de France, et envoya l'aide de camp de service l'informer que sa Majesté n'avait rien de plus à communiquer à l'ambassadeur.

Annexe 2 : Les exigences autrichiennes face à la Serbie en 1914

1. Suppression des publications anti-autrichiennes.
2. Dissolution d'une société de propagande anti-autrichienne nommée.
3. Élimination de la propagande anti-autrichienne de l'instruction publique
4. Révocation de tous les agents et fonctionnaires coupables de cette propagande des services gouvernementaux, la liste de noms étant à définir par le gouvernement autrichien.
5. La Serbie doit accepter la collaboration en Serbie de représentants du gouvernement austro-hongrois pour assurer la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la monarchie.
6. La Serbie doit engager des procédures judiciaires contre les accessoires au complot du 28 juin (l'assassinat) situés en territoire serbe ; des délégués du gouvernement austro-hongrois prendront part à l'enquête s'y rattachant.
7. Procéder immédiatement à l'arrestation de deux hommes nommés.
8. Empêcher le trafic d'armes illégal à la frontière.
9. Fournir des explications à certaines déclarations de hauts-dirigeants de la Serbie, qui se sont exprimés selon des termes hostiles envers le gouvernement austro-hongrois.
10. Notifier à ce gouvernement, sans délai, de l'exécution des mesures précitées.

Le gouvernement serbe accepta toutes les demandes ci-avant, à l'exception des points 5 et 6. Les Serbes rejetèrent formellement le point 6. Ils répondirent au point 5 de manière à sous-entendre leur rejet.

Annexe 3 : La résolution des ex-services armés allemands

À l'occasion du débat sur la Convention Générale et le Traité de Défense européenne, les associations signataires, à l'égard du problème des « criminels de guerre *», ont adopté la résolution qui suit quant à la question de la contribution allemande à la Défense :*

Les associations soussignées notent avec satisfaction que Theodor Blank, le Commissaire du Chancelier Fédéral, a adopté leur point de vue, à savoir qu'il ne peut être demandé à aucun Allemand d'endosser un uniforme militaire tant que la question des « *criminels de guerre* » n'aura pas été réglée de manière satisfaisante.

L'article 6 de la « *Convention sur le règlement des questions découlant de la guerre et de l'occupation* » n'apporte aucune solution satisfaisante. Par ailleurs, il ne traite pas de la question des soldats allemands détenus hors de la République Fédérale d'Allemagne, ni des deux soldats allemands détenus à Spandau. L'article 6, en outre, prévoit qu'une procédure d'enquête longue et incertaine ne prendra effet qu'au moment de la ratification de la Convention, qui assujettit les Allemands au service militaire.

En conséquence de quoi, des soldats allemands devraient se retrouver positionnés aux côtés de soldats appartenant à des Puissances qui — en violation de l'esprit de la Charte des Droits de l'Homme, en particulier de ses articles 5 à 7 — maintiennent injustement prisonniers d'anciens soldats allemands.

Un contingent allemand, constitué dans de telles circonstances au sein d'une armée européenne, serait nécessairement dépourvu du génie du soldat, qui constitue l'épine dorsale de toute armée, et se verrait exposé au mépris des contingents constitués par d'autres États. Sa propre nation, également, le considérerait plutôt comme une armée de mercenaires à la solde de l'étranger plutôt que l'expression concrète, émanant de la conviction générale, de la volonté

allemande d'assurer une contribution à la défense de la liberté.

Nous insistons donc pour qu'une solution au problème des « *criminels de guerre* » soit trouvée préalablement à la formation de contingents allemands. Une amnistie générale, adoptée comme mesure politique, représente, à notre avis, la meilleure possibilité d'une solution rapide au problème. Nous soulignons le fait que les crimes commis pour des motivations indignes ne devraient pas être couverts par cette amnistie. Si une autre méthode devait être jugée plus pratique, nous n'y opposerions pas d'objection, pourvu qu'elle résolve le problème aussi rapidement et aussi complètement qu'une amnistie générale. Nous pensons par exemple à l'application d'une libération conditionnelle pour tous ceux qui étaient nécessairement convaincus de la légalité de leurs actions, adossée avec l'obligation de répondre ultérieurement au comité d'enquête. Nous en appelons à la Charte des Droits de l'Homme et insistons en particulier pour la libération immédiate de tous les soldats condamnés en vertu de lois rétroactives, ainsi que de tous ceux qui à ce jour n'ont pas été condamnés ou accusés.

La décision quant à une contribution allemande de défense est une décision politique, sur laquelle les opinions des partis politiques différent. Les associations soussignées, comptant parmi leurs membres des adhérents à tous les partis soutenant notre État, ne se considèrent pas compétentes à adopter une attitude positive ou négative sur le sujet de la contribution à la défense.

Cependant, les associations soussignées attendent du gouvernement fédéral et de chaque membre du Bundestag qu'ils rendent la ratification de la Convention dépendante d'une solution, dans l'esprit de la présente résolution, au problème des « *criminels de guerre* » :

Adoptée par les associations suivantes — représentant 2 millions de soldats allemands — listées par ordre alphabétique :

— Fédération des associations d'urgence des anciens membres professionnels des services du travail (Bund der Notgemeinschaften ehemaliger berufsmassiger Arbeitsdienstangehori-

ger) Bad Godesberg, Gerhard Rohlfsstr 4.
— Fédération des blessés de guerre allemands et des survivants en situation de dépendance (BdKK) (Bund Deutscher Kriegsbeschadigter und KriegshinterbKebener (BdKK), Dusseldorf, Adersstr. 47.
— L'association des anciens pilotes de chasse (Gemeinschaft ehemaliger Jagdflieger) Mlinchen, Schneckenburgerstr. 37 a
— Le cercle de l'armée de l'air (Luftwaffenring) Gutersloh/Westfalen, Ostring 10.
— L'association traditionnelle pour une « *grande Allemagne* » (Traditionsgemeinschaft Grossdeutschland) Bosingfeld 394, Krs. Lemgo.
— L'association allemande des rapatriés, des prisonniers de guerre et des personnes dépendant de personnes disparues (Verband der Heimkehrer, Kriegsgefangenen und Vermissten-Angehorigen Deutschlands e.V.) Bonn, Sternstr. 63
— Association allemande des blessés de guerre, des proches survivants et des titulaires de pensions d'assurance sociale (Verband der Kriegsbeschadigten, Kriegshinterbliebenen und Sozialrentner Deutschlands e.V.) Bad Godesberg, Deutschherrenstr. 62.
— Association des soldats allemands/Fédération des soldats professionnels (Verband Deutscher Soldaten/Bund der Berufssoldaten) Bonn, Argelanderstr. 59
— Association des anciens membres de l'Afrikakorps allemand (Verband ehemaKger Angehoriger des Deutschen Afrikakorps) Iserlohn, Gartenstr. 75
— Association des anciens membres des corps en vol (Verband ehemaKger Fliegerkorpsangehoriger) Liibeck, Am Burgfeld 6-7.

F. D. R. der Abschrift. (Sgd) KEILIG Bonn, 14 juillet 1952.

Annexe 4 : Addenda

(p. a) Le *London Times* du 16 juillet 1870 avait ceci à dire au sujet de la Prusse :

> *Le plus grand crime national dont nous ayons à faire part dans ces colonnes depuis les jours du premier Empire français a été consumé. La guerre est déclarée — une guerre injuste, mais préméditée. La terrible calamité, qui couvre l'Europe de consternation, est, c'est à présent lumineux, l'acte de la France, d'un homme en France. Voici le résultat ultime d'une domination personnelle. Aucun doute ne peut se faire quant au camp qui s'attirera les sympathies du monde, et, quelles qu'aient pu être par le passé les offenses de la Prusse, elle disposera dans cette instance de tout le soutien moral, car on ne saurait jamais refuser celui-ci à ceux qui ne prennent les armes que pour se défendre*[2].

(p. 173) La publication en 1954 du volume du *British Official History* traitant de l'évacuation de Dunkerque a provoqué des doutes quant à la pertinence de l'affirmation sus-mentionnée du général Blumentritt. L'auteur du présent ouvrage a immédiatement pris contact avec le général, qui a répondu selon les termes suivants : Il ne garantirait pas, dit-il, que Hitler fit bien cette explication de ses motivations en arrêtant les blindés allemands en route vers l'attaque de Dunkerque au moment où il les arrêta. Il y avait, en vérité, d'autres raisons à ce moment-là pour motiver la décision de Hitler. Mais le général Blumentritt se montra affirmatif sur deux points. Le premier est qu'il s'agit de l'ordre de Hitler et de lui seul, fortement contesté par Runstedt, von Brauchitsch, Haider, et Guderian, qui arrêta les blindés. Le second est que quelques jours plus tôt, Hitler s'était entretenu plus d'une heure avec les officiers haut

2. Cité dans *Gustav Stolper, German Realities*, New York, Reynal & Hitchcock, 1948, p. 218

placés de son espoir de parvenir à un accord rapide avec l'Angleterre. Et Blumentritt ajouta que lui et de nombreux autres restent convaincus que cet espoir joua un rôle déterminant dans la décision de Hitler d'émettre cet ordre, un ordre que les plus hauts officiers trouvaient totalement inconcevable et contre lequel ils protestèrent amèrement.